Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire
Cachan, 19 et 20 juin 1982

Sommaire

Le Président (Claude Estier) 2
Jacques Carat 2
Patrick Sèves 4
Jean Poperen 5
Guy Allouche 20
André Laignel 23
Jean Guérard (Lot-et-Garonne) 27
Didier Motchane 28
Louis Mermaz 30
Michel de la Fournière 34
Paul Quilès 38
Jacques Calmont (Corrèze) 42
Paul Lussault 42
Jacques Duly 45
Pierre Mauroy 48
Le Président (Michel de la Fournière) 54
Georges Sarre 54
Mélenchon (Essonne) 57
Martine Buron 60
Thareau 67
Jean-Paul Bachy 70
Hubert Dubedout 72
Pierre Guidoni 76
Decou 80
Marcel Debarge 82
Lemasson 84
Christiane Mora 86
Legrand 90
Gérard Fuchs 92
Alain Richard 96
Le délégué de la Guadeloupe 100
Marie-Noëlle Lienemann 102
Michèle Tellier (Somme) 105
Le Président (Roger Fajardie) 107
Alain Barrau 107
Alain Busnel 110
Paul Quilès 112
Legrand 116
Montoya 117

Fondation Jean-Jaurès

Armand Julien 118
Paul Quilès 118
Laplane (Allier) 119
Paul Quilès 119
Jean Poperen 120
Le Délègue des Pyrénées-Atlantiques 128
Coquart 129
Mélenchon 129
Antonia 130
Jean Poperen 131
André Laignel 136
Lionel Jospin 138

Samedi 19 juin 1982 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le Président (Claude Estier)

Camarades, je déclare ouverte la Convention nationale extraordinaire du Parti et je donne la parole immédiatement à Jacques Carat, sénateur-maire de Cachan, qui nous accueille aujourd'hui.

Jacques Carat

Chers camarades, permettez-moi de vous souhaiter chaleureusement la bienvenue au nom de la municipalité et du conseil municipal socialiste de Cachan, ainsi qu'au nom de notre section socialiste.

S'il était nécessaire de présenter aux délégués que nous accueillons, et dont certains viennent ici pour la première fois, notre petite ville de 26 000 habitants étalée sur les deux versants de la Bièvre, qui est la capitale de l'enseignement technique, certains l'ont vu en arrivant ici, j'indique qu'elle a depuis près de trente ans un maire socialiste pour représenter une population qui, auparavant n'avait jamais manifesté un penchant excessif pour un tel choix, que nous avons conquis la majorité absolue au conseil municipal il y a plus de vingt-trois ans, et que nous avons un conseil municipal socialiste homogène depuis presque dix-huit ans.

Et puisque nous allons pendant deux jours discuter des prochaines élections municipales, de tactique et de loi électorale, je précise que c'est grâce à la proportionnelle que nous avons arraché cette mairie à la droite, mais que c'est grâce au scrutin majoritaire que nous l'avons gardée !

C'est dire, sans entrer dans un débat de principe jamais clos entre la proportionnelle et le scrutin majoritaire, que notre commune est une excellente illustration des avantages pratiques de chacun d'eux, et peut-être aussi l'illustration de la manière de s'accommoder de l'un et de l'autre.

Fondation Jean-Jaurès

Chers camarades, nous sommes heureux et honorés que le Parti ait choisi notre modeste commune pour tenir cette Convention nationale que l'on sait devoir être importante. Quelques camarades de mon département, qui sont toujours un peu tourmentés de ne voir que des Socialistes dans le conseil municipal sans un petit quelque chose d'autre à côté, se sont demandé les raisons d'un tel choix : pourquoi Cachan ? Et ils y ont vu quelque malice ou quelque raison profonde. Pourquoi Cachan ?

Il y aurait une réponse toute simple et toute bête : Cachan est très près de Paris, pas mal desservi ; le Parti sait qu'il peut compter en toutes circonstances sur la fidélité de la municipalité socialiste et sur le dévouement de la section : le Parti est ici chez lui. Mais il y a probablement une autre explication plus profonde et qui va rassurer tout le monde : Cachan est une commune qui, au lendemain du changement historique de l'an dernier, a vu d'un coup un de des anciens concitoyens devenir Premier Ministre et un autre devenir Secrétaire général de la Présidence de la République, et je ne parle pas, dans les années plus lointaines, d'anciens cachanais devenus ministres à une époque où il n'y avait pas toujours de gouvernement socialiste, mais quand même des Socialistes dans les gouvernements, ni d'un ancien cachanais qui fut Secrétaire général d'une grande centrale syndicale.

Il y a donc dans l'air qu'on respire ici quelque chose d'aussi bénéfique pour les Socialistes qui y passent que l'eau de la grotte de Lourdes pour les croyants qui s'y trempent, et comme vous serez presque tous candidats l'an prochain, le Parti ne pouvait pas vous priver d'une des vertus miraculeuses d'une telle cure. Je souhaite que vous en ressentiel tous les bienfaits.

Je souhaite surtout que nous fassions sereinement, fraternellement, l'effort de réflexion collective qui est la raison de ce rassemblement de responsables. Les municipalités ont toujours une grande signification politique, mais elles sont pour les Socialistes l'occasion unique de confronter les principes et les espérances de la société que nous voulons construire aux réalités du vécu quotidien. Elles sont, pour tous ceux qui accèdent à des responsabilités municipales, si modestes soient-elles, le meilleur apprentissage de la démocratie socialiste. C'est pourquoi je considère comme si important que notre Parti puisse bien faire connaitre dans la bataille son projet spécifique et ses espérances.

Camarades, bonne chance pour le socialisme, bonne chance pour nos travaux. Je ne doute pas qu'ils soient le point de départ de notre victoire.

(Applaudissements)

Le Président - Je remercie Jacques Carat et je crois pouvoir, en votre nom, le remercier, ainsi que le conseil municipal de Cachan et l'ensemble des militants de la section de Cachan et de la fédération, pour l'accueil qui nous est réservé aujourd'hui ici.

Je donne maintenant la parole à Patrick Sèves, Premier Secrétaire fédéral de la fédération du Val-de-Marne.

Patrick Sèves

Bienvenue aux délégués des fédérations, rassemblés une fois encore dans le Val-de-Marne à l'occasion de cette Convention nationale. Une fois encore, ai-je dit, puisque nous étions déjà réunis voici quelques mois dans ce département pour désigner notre candidat aux élections présidentielles et notre nouveau Premier Secrétaire. C'était dans une commune voisine, à Créteil.

Premier Secrétaire fédéral depuis le Congrès de Valence, je veux remercier, au nom de ma fédération, la direction du Parti pour ces choix qui n'ont d'égal que l'accueil que réservent nos mairies à tous les délégués.

Je veux dire, une semaine après notre Convention fédérale, combien nous sommes à l'écoute des décisions qui seront prises aujourd'hui et demain. Dans cette période politique difficile qui nous impose un soutien sans faille à l'action du gouvernement, au Président de la République et à la Direction de notre Parti, réussissons cette Convention nationale et préparons-nous à gagner les prochaines élections municipales.

Deux éléments, me semble t-il, doivent dominer notre réflexion : le premier concerne la progression de notre Parti et le gain de nouvelles municipalités en France, mais aussi dans le Val-de-Marne, et fidèle à l'esprit, à la ligne d'Epinay, ma fédération a également traduit sur le terrain le discours de Vienne prononcé par Français Mitterrand au Congrès de l'Internationale socialiste en 1972. C'est pourquoi nos camarades qui mènent une lutte acharnée depuis de nombreuses années ne veulent pas être les victime d'un Yalta intérieur dont le Val-de-Marne serait la première cible.

Mais, fidèle à la ligne et à l'esprit de Metz, réaffirmés à Valence, ma fédération en appelle également à l'union, à l'union partout et en particulier dans les municipalités à direction socialiste. Cela nous permettra, dans les bastions du Parti Communiste, à Vitry, à Ivry, à Villejuif, à Champigny, d'occuper toute notre place et de réclamer tout notre dû.

Je souhaite encore, à l'occasion de ces deux journées, que notre Parti joue pleinement son rôle et détermine clairement la marche à suivre. La clarté de nos choix renforce notre détermination, et c'est capital quand se multiplient les critiques, les constats désabusés, les impatiences, et que nous devons faire front en serrant les rangs.

Nous jetterons, avec les 2 700 adhérents de notre fédération, toutes nos forces dans cette prochaine bataille électorale, afin de consolider l'implantation de notre Parti et de battre la réaction ; nous serons vigilants au cours de cette Convention afin qu'aucune décision ne soit prise au détriment des intérêts du Parti, mais encore moins au détriment des intérêts de la gauche toute entière.

Réaffirmant notre accord et notre soutien au texte du Bureau exécutif, je dis à notre Premier Secrétaire que nous sommes à ses côtés pour continuer et pour gagner.

(Applaudissements)

Le Président - Merci à Patrick Sèves.

Nous allons aborder l'ordre du jour proprement dit de la Convention nationale extraordinaire et commencer tout de suite par le rapport de la Direction générale que va présenter Jean Poperen.
Avant de lui donner la parole, je voudrais vous indiquer que dès qu'il aura terminé, nous engagerons la discussion générale et nous souhaiterions que, pendant l'intervention de Jean, ceux qui souhaitent intervenir dans la discussion générale fassent parvenir une demande d'intervention par écrit.
Je donne la parole à Jean Poperen.
(Applaudissements)

Jean Poperen

Chers camarades, ce rapport, qui a été, je crois, remis à chacun, a été examiné et approuvé par le Bureau exécutif. Cependant, comme, vous le savez, les événements marchent vite, en ce moment, donc un certain nombre de compléments, de précisions, ont été apportés par rapport au texte qui vous a été remis. Du point de vue, d'abord, puisque telle est la fonction première de ce rapport de la direction, de l'activité du Parti, disons que depuis le dernier Comité directeur du 3 avril, l'action du Parti, dans tous les secteurs, s'est développée, et a été menée, en application des décisions retenues lors du séminaire de la direction du Parti qui s'est tenu à Bougival les 6 et 7 avril.
Ces décisions ont pour principal but de favoriser la mobilisation du Parti, d'affirmer son rôle comme principale force du changement et en tenant compte naturellement de l'échéance importante des municipales.
Le Parti a donc développé la politique d'information, d'explication, de dialogue, et continue de renforcer ses capacités d'action, de réflexion et de proposition.
Durant toute cette période, il a eu le souci de mieux programmer et planifier son action.
L'activité du Premier Secrétaire.
Elle a été l'expression de cette action générale. Le Premier Secrétaire a d'abord été amené à effectuer de nombreux déplacements internationaux, en particulier un voyage aux Etats-Unis à l'invitation de l'A.F.L.C.I.O., un voyage en Hongrie et un autre à Vienne. Il a participé les premier et 2 avril à la réunion du Praesidium de l'Internationale Socialiste à Bonn, puis à la réunion du Bureau de l'Internationale Socialiste à Helsinki. Il a été amené à tirer les conclusions de plusieurs manifestations importantes du Parti : secteur « jeunes », secteur « droits de l'homme », Conférence nationale entreprises, réunion des Premiers Secrétaires fédéraux, colloque de l'ISER. Il est intervenu au nom du groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale dans le débat sur les droits des travailleurs. Il a participé le 9 mai au Club de la presse d'Europe 1. Il a tenu une conférence de presse sur la politique internationale et enfin, il a tenu cette semaine une autre rencontre de presse au milieu des événements que nous avons vécus. Il a dirigé la délégation du Parti à la grande manifestation laïque du Bourget. Il a dirigé la délégation du Parti lors de la première rencontre avec la délégation communiste dirigée par Georges Marchais pour engager les

négociations sur la loi électorale. Bien entendu, il participe à de nombreuses fêtes de la Rose et à une série de rencontres avec les élus Socialistes, et j'indique que la première de ces rencontres a eu lieu - mais ce n'est que la première de toute une série organiséesen liaison avec vous - a eu lieu récemment pour la région Auvergne. Cela illustre et résume, si j'ose dire, ce qui a été une activité d'ensemble très importante de la direction.

1. Les campagnes d'action.

Durant cette période, nous avons préparé plusieurs campagnes importantes, la plus importante devant être la campagne pour la reprise économique et l'emploi, dont il est clair que nous devons aujourd'hui la vérifier et la mettre en place à la lumière d'événements récents dont je dirai quelques mots tout à l'heure, mais dont la nécessité est plus forte, plus présente que jamais. Elle a été l'objet des efforts de tous les secteurs du Parti, bien entendu, tout particulièrement ceux du secteur « entreprises », du secteur « communication-propagande ».

Parallèlement, le secteur « jeunesse » a mis en place la campagne « Les jeunes, acteurs du changement », qui a débuté dès le 24 avril par la rencontre du Conseil national du M.J.S.

Le secteur « information des militants » et le secteur « communication-propagande », qui concourent respectivement à la réalisation des dossiers d'information et à la conception d'affiches - trois pour la campagne « jeunesse », plusieurs en préparation pour la campagne « emploi » - et de tracts, sont intervenus dans ce dispositif.

Indiquons qu'avec les mêmes préoccupations, le secteur « agriculture » a entrepris une série de réunions régionales permettant de dynamiser la capacité d'action et d'application de ceux qui sont engagés sur le terrain.

Le Secrétariat aux luttes des femmes a tenu plusieurs réunions d'information et d'organisation du travail dans les fédérations.

En dehors de ces grandes campagnes, un certain nombre de brochures sur des sujets plus spécifiques, conformément à nos décisions du Comité directeur de mars, ont commencé d'être diffusées :

- un numéro spécial du « Poing et la Rose » sur la politique du logement a été élaboré sous la responsabilité du Secrétariat à l'environnement ;
- un dossier « Paix, désarmement, sécurité » va sortir, dont l'opportunité est évidente pour tous, très prochainement, sous l'égide du Secrétariat aux relations internationales.

D'autres sont en préparation, notamment la brochure sur les acquis sociaux, un bilan des libertés, dressé par le Secrérariat aux droits de l'homme.

Notre effort d'explication a donc été particulièrement important durant ces deux derniers mois et cela, conformément à ce dont nous avions ressenti l'absolue nécessité lors de nos rencontres les plus récentes.

2. Information et formation des militants.

La note d'information des militants hebdomadaire, concernant tel ou tel aspect de l'actualité économique et sociale et publiée dans « Le Poing et la Rose », répond à cette préoccupation. En outre, il a été décidé de publier chaque semaine dans « Le Poing et la Rose » responsable, une note de réflexion politique

préparée chaque mercredi, revue par le Premier Secrétaire et parfois d'ailleurs soumise, quand problème se pose, au Bureau exécutif. Elle paraît depuis plusieurs semaines. Elle complète donc l'information des cadres du Parti.

Tel est aussi, informer et former, l'objectif des stages de formation organisés par le Secrétariat à la formation. Le programme en est impressionnant, les moyens mis en oeuvre aussi, mais force est de dire ici, devant cette Convention, que deux stages nationaux ont dû être annulés faute de participants. Nous disons les choses clairement, la presse est ici. Véritablement, c'est pour nous, ce doit être pour nous tous ici, un sujet de réflexion et de préoccupation. Le Parti a beaucoup appris, mais croyez-moi, tous ensemble, nous avons beaucoup encore à apprendre et à réfléchir. J'insiste donc pour que cette situation soit redressée à la faveur des stages d'été.

De son côté, le Secrétariat à la presse, avec son expression périodique, le parti pris de Bertrand Delanoë sur Europe 1, le P.S., aujourd'hui, en même temps qu'avec l'organisation de conférences, notamment de rencontres hebdomadaires avec la presse, tient évidemment toute sa place dans notre travail général d'information.

Dans toutes ces activités, l'apport du secteur « fédérations » a naturellement été capital. C'est, en effet, par le relais des fédérations et donc des Secrétaires ici présents que se manifeste la volonté de mobilisation des militants qui a été, à l'évidence, stimulé au lendemain des cantonales. Ainsi, les efforts des Socialistes ont permis une participation importante à des défilés unitaires dans quinze départements pour le 1er mai.

Ainsi, l'engagement des Socialistes a été impressionnant lors de la grande manifestation laïque du Bourget. Enfin, chaque semaine, comme c'est notre coutume, et avec un succès renouvelé, se déroulent actuellement les fêtes de la Rose. Notons enfin la nouvelle poussée d'adhésion qui a été enregistrée depuis les élections cantonales.

Troisième volet : la réflexion.

A cet égard, le Secrétariat national aux études a développé l'activité des Commissions nationales d'étude qui avait un peu fléchi dans la période suivant la remise en place de toutes nos structures après les événements du printemps dernier.

La Commission « économie » a ainsi réalisé une série d'argumentaires portant sur la politique industrielle et économique. De son côté, la Commission « éducation nationale » a présenté des textes sur la réforme des carrières de l'enseignement supérieur, sur une réforme de la formation des professionnels de la santé. Elle a tenu les importantes « Assises de Pau ».

La Commission institutions et libertés a élaboré un texte sur une réforme de la politique pénale.

Enfin, la Commission des affaires sanitaires et sociales a presque achevé le « Livre blanc » sur la Sécurité sociale, dont la parution avait été décidée lors du Séminaire de la direction du Parti, et qui sera utilisable maintenant dans des délais très brefs. Je pense qu'il est inutile d'en souligner la grande importance dans la conjoncture présente.

Afin de faire plus, afin de faire connaître les travaux des diverses Commissions d'étude, d'en faciliter la diffusion, l'avis du Bureau exécutif étant naturellement toujours nécessaire, un bulletin des études va bientôt paraître et un Comité de lecture a été créé par le Bureau exécutif.

Beaucoup d'activités du Parti ressortent naturellement, à la fois de l'information, de l'explication, de la réflexion.

C'est le cas des conférences nationales, des colloques, des journées d'études ; notons particulièrement la très grande réussite du colloque de l'ISER, sur « Emancipations nationales, nouvel internationalisme », qui s'est tenu la semaine dernière et qui a regroupé des représentants de l'ensemble des partis socialistes d'Europe et aussi des représentants de nombreux partis communistes, et de nombreux mouvements progressistes à travers le monde.

4°) Nous avons tenu, le Parti a tenu, il y a de cela un mois tout juste, la très importante « Conférence nationale entreprises », qui incontestablement a été un événement important pour nous mais, au-delà, dans la vie politique nationale.

Elle a entendu de très nombreuses interventions et, il faut le dire, en règle générale, de très grande qualité, de par leurs informations, de par la traduction de ce qui se passe actuellement dans les entreprises, aussi bien du secteur public que du secteur privé.

Elle s'est fixée des objectifs, ambitieux sans doute, mais à notre avis réalistes, après de nouvelles progressions enregistrées depuis deux ans, depuis la Conférence précédente : atteindre maintenant 2 000 groupes socialistes, ou sections d'entreprises, fin 1982 ; étudier les possibilités d'un mensuel militant « entreprises » ; enfin, éditer trimestriellement au moins un tract national de quatre pages.

Il a été décidé qu'un document faisant la récapitulation des interventions à la Conférence nationale entreprises, et les propositions qui en sont sorties, serait élaboré par le Secrétariat aux entreprises, et utilisable par tous les secteurs d'activité du Parti.

Je crois qu'il aurait été dommage que les militants, que les cadres du Parti ne disposent pas de l'acquis de cette très importante instance que nous avons tenue.

5°) Les relations extérieures.

Est-il besoin de dire que dans le contexte actuel, si le Parti travaille beaucoup, il ne travaille pas replié sur lui-même ; c'est dire que l'activité du Secrétariat aux relations extérieures s'est encore accru ces dernières semaines.

Nous avons fait un tres grand effort qui a failli aboutir et il n'a pas dépendu de noui qu'il n'aboutisse pas, au contraire, pour que le 1er mai soit unitaire dans toute la France.

Le rôle de la délégation socialiste, dirigée par Marcel Debarge, dans les négociations délicates avec le Parti Communiste, d'autres formations politiques, la C.F.D.T., la C.G.T., la F.E.N., a été capitale.

Vous savez comment, et sous quel interdit que nous déplorons, nous n'avons pu aller jusqu'au bout, au moins sur le plan national.

Après avoir rencontré le Comité national d'action laïque, en présence du Premier Secrétaire, le Parti s'est associé, j'y ai fait allusion, et avec quelle force, avec

quelle présence, et aussi avec quel environnement de sympathie - tous ceux qui ont participé, j'imagine, qui étaient nombreux parmi vous, l'ont vu - avec quel environnement de sympathie pour les Socialistes, à la manifestation du Bourget.
En liaison avec la coordination des fédérations de la région parisienne du Parti, une manifestation unitaire de soutien aux travailleurs en lutte de Citroën a été organisée le 26 mai, et une délégation du Parti était présente avec Marcel Debarge.
Le Secrétariat aux relations extérieures a établi l'ensemble des contacts qui vont permettre que commencent à se réunir des groupes de travail bilatéraux du Parti avec les grandes organisations syndicales. C'est là une initiative de grand poids, notamment dans la période présente, concrètement avec la F.E.N., la C.G.T., la C.F.D.T., Force Ouvrière, la C.G.C. Le principe en avait été retenu à l'occasion de rencontres du début de cette année.
Enfin, bien entendu, dans la perspective des élections municipales, ce Secrétariat a assuré les contacts avec toutes les composantes politiques de la majorité. Ainsi, a-t-il onganisé les rencontres avec le Parti Communiste, la Ligue communiste éévolutionnaire, la Fédération des gaullistes de progrès, le P.S.U., le M.R.G., Comité écologique pour la majorité présidentielle, d'autres encore. Ces rencontres se poursuivent, vont encore se développer.
6°) Le Secrétariat international.
Vous avez vu déjà combien, à cet égard-là aussi, l'activité du Premier Secrétaire a été grande ; en liaison avec lui, le Secrétariat international a, bien entendu, assuré le suivi de la réunion du Bureau de l'Internationale Socialiste à Helsinki. A cette occasion, il a été débattu plusieurs problèmes, notamment déjà la crise au Liban, la répression en Turquie, la crise des Malouines, le débat central étant bien entendu consacré au désarmement.
Les rencontres du Parti socialiste avec le Parti Communiste Italien, la Ligue des Communistes yougoslaves, le Parti Ouvrier Hongrois, ainsi que la rencontre des Partis Progressistes de la Méditerranée à Alger, ont permis de dégager plusieurs avancées en vue d'une collaboration plus étroite de l'ensemble des forces de progrès dans la zone méditerranéenne.
Une délégation du Parti Socialiste, dirigée par Philippe Farine, s'est rendue au Colloque international de Florence sur l'Afghanistan, à la fin mai.
Le Secrétariat a préparé le colloque sur les droits de l'homme, en Corée du Sud, organisé par la Fédération internationale des droits de l'homme et la Ligue des Coréens pour la démocratie et l'unification, avec le soutien du Parti Socialiste.
La Commission nationale des immigrés du Parti Socialiste et la Fédération des elus républicains et socialistes ont organisé, le 12 juin 1982, une Journée nationale des immigrés.
Pour la lutte des femmes en Amérique du Sud, un communiqué a été publié le 19 mai, lors du cinquième anniversiare des Mères de la Place de Mai.
A l'étranger encore, mais cela relève davantage du secteur « fédérations » et a nécessité une intense mobilisation - et nous en parlons d'autant plus qu'il y a eu souvent grande discrétion dans les organes d'information sur cet événement -, l'élection du Conseil supérieur des Français à l'étranger.

Pour la première fois, les Français de l'étranger ont pu élire leurs représentants au suffrage universel direct. L'Association démocratique des Français à l'étranger, soutenue par notre Parti, a obtenu - ce qui représente, compte tenu des traditions qui existent souvent dans cette population, des conditions mêmes dans lesquelles elle vit notre vie politique - un tiers des sièges, ce qui constitue à l'évidence un bon résultat et une avancée très importante par rapport, faudrait-il dire, à une quasi-inexistence jusque là.

Voilà, mes chers camarades, et je n'ai sûrement pas - il s'en faut de beaucoup - été exhaustif quant à ce bilan d'activité de deux mois. Vous le voyez, cette activité est grande. Je ne vous dirai sûrement pas qu'elle est suffisante.

Et nous avons maintenant à la considérer pour l'avenir en fonction de ce qui se passe.

Nos objectifs, ils n'ont rien d'original, mais il est bon de les rappeler au début de cette Convention :

- assurer un accompagnement populaire à la politique du changement ;
- consolider l'élargissement de l'influence du Parti.

Les deux, d'ailleurs, vont de pair.

Le rôle du Secrétariat à la coordination est de contribuer, sous l'autorité du Premier Secrétaire, à mettre en mouvement tous les secteurs du Parti en direction de ces deux objectifs. A cette fin, nous avons pris quelques dispositions pour renforcer cette nécessaire coordination dans une machine maintenant si importante, si nombreuse, si complexe, avec, notamment, la réunion hebdomadaire de coordination qui doit permettre de faire le point de l'activité des différents secteurs, d'autre part l'établissement d'un calendrier plus rigoureux et plus clair des activités du Parti.

Pour les mois à venir, les deux grandes campagnes d'action, environnées par les initiatives de tous les secteurs, bien entendu, devraient être :

- la campagne pour la reprise économique et l'emploi dont il a été question plus haut ;
- la réalisation des rencontres des acteurs du changement.

Mais naturellement, ces tâches se présentent à nous dans un contexte auquel il faut quelques instants réfléchir, et j'imagine que cette réflexion a déjà beaucoup avancé dans les diverses fédérations, en un moment où nous abordons ce que le Président de la République a défini comme étant « la deuxième étape du changement ».

Ces derniers jours, un certain nombre d'événements importants ont donné une signification précise à cette appréciation du Président de la République et il me semble qu'il appartient à la Convention nationale du Parti Socialiste, réunie aujourd'hui, de réfléchir à cette appréciation et à sa pleine signification.

Naturellement, l'ordre du jour que nous avons prévu de longue date est de réfléchir aux élections municipales, mais j'imagine bien que pas un Socialiste, pas un responsable socialiste n'est venu ici en pensant que nous n'intégrerions pas cette réflexion sur les municipales dans notre réflexion générale sur l'évolution politique.

Et d'abord, où en sommes-nous exactement du point de vue de ce que nous

avons, dès le début, considéré comme capital, c'est-à-dire la bataille pour rendre à ce pays sa vitalité économique, assurer l'essor de sa production industrielle, condition de tout le reste, et notamment, de la réussite de notre politique de justice sociale ? Où en sommes-nous ?

Alors là, il ne faut évidemment pas se raconter d'histoires - nous n'en avons pas l'habitude -, mais enfin, il faut voir et dire les choses comme elles sont, sans rien y ajouter, mais sans céder à cette fantastique campagne actuelle... J'en entendais encore un exemple ce matin, d'un commentateur souvent fort écouté, qui n'est pas de nos amis, faut-il dire, mais enfin qui passe pour sérieux - mais vous savez combien de guillemets il faut souvent mettre à ce qualificatif - : il paraît que ce serait notre échec !

Alors, voyons les choses comme elles sont, je le répète, sans plus ni moins, mais comme elles sont.

Les derniers signes transmis - il se trouve que c'est ces jours-ci, mais enfin ils sont là - c'est : 0,8% - moins de 1% par conséquent - comme première appréciation - je dis bien, première - sur la hausse des prix pour le dernier mois, et un peu plus de trois milliards de déficit du commerce extérieur, contre dix le mois précédent.

Voilà qui ne permet sûrement pas de triompher, mais qui permet de ramener à une appréciation plus sérieuse que les jugements péremptoires des ci-devant des gouvernements de droite, de ces vertueux patriotes dont toute l'action depuis un an vise à saper la confiance, à l'intérieur et à l'extérieur, dans l'action du gouvernement de leur pays (vifs applaudissements), l'évolution de notre économie.

Quelle est donc cette réalité ?

Le gouvernement de la gauche, dirigé par les Socialistes, fait reculer l'inflation, pas assez, naturellement, mais il fait reculer l’inflation.

Nous ralentissons la poussée du chômage et nous réduisons le rythme des faillites, personne ne peut le contester, pas assez, à coup sûr, mais nous le réduisons.

Nous obtenons un redressement de la production et une amélioration du taux de croissance. Qui peut le contester ? Personne, non plus. Pas assez, évidemment pas assez, mais la réalité est là.

La réalité est donc que nous avançons là. où ceux qui sont nos censeurs – vous en avez encore entendu un, hier soir - et nos adversaires piétinaient, ou même reculaient ! Je le répète, nous: avançons ; pas assez, pas assez vite, mais nous avançons.

Et cette avancée, nous la faisons dans un contexte international dont personne ne nie qu'il s'est détérioré, et sur le plan économique, et, hélas, sur le plan politique, depuis un an, et alors que nous réalisons des transformations, des réformes qui, nécessairement, bousculent un peu ce qui était en place, donc font forcément courir le risque d'un moindre gain du point de vue économique. Donc, en dépit de ces deux données d'ensemble, d'environnement, qui pourraient, dans l'immédiat, nous mettre encore plus à mal, nous réalisons ces résultats.

Mais, je le répète - et cela, je pense que ça peut être aussi notre appréciation à

tous - nous avançons trop lentement, trop lentement pour tenir notre pari d'un redressement économique, condition de la justice sociale.
Nous devons donc faire plus.
Et puis aussi, nous devons être plus; forts, et plus forts notamment pour faire échec aux pressions, notamment financières, qui s'exercent sur l'entreprise de la gauche en France.
A cet égard, l'explication qui a souvent été fournie de la nécessité des mesures récentes est que le contexte international est difficile, que la crise mondiale a une tendance à s'aggraver, et c'est en effet une donnée capitale dont le Parti doit tenir le plus grand compte ; la très active et très efficace politique internationale de la France dirigée par le Président de la République a contribué à surmonter en partie ces difficultés. Mais deux objectifs devraient absolument être atteints, et qui ne valent pas seulement pour nous en France :
- remise en ordre du système monétaire, dont il ne faut jamais oublier qu'il a commencé à être dégradé non pas, comme on le dit ou le croit souvent, en 1973 ou 1974, mais lors des décisions de Nixon en août 1971, c'est-à-dire il y a maintenant plus de dix ans ;
- décompression des taux d'intérêt.
Nous savons, à cet égard, que les conclusions du Sommet des pays industrialisés à Versailles ont été un pas dans cette direction, mais à l'évidence un pas timide, et c'est une des raisons pour lesquelles des mesures ont dû dès lors être prises chez nous.
Mais enfin, tout de même, nous ne pouvons pas ignorer ce qui s'est passé ces dernières semaines et, en particulier, dans les jours qui ont précédé les décisions qu'a prises, en liaison avec ses partenaires européens, le gouvernement français. Tout indique - et en mesurant nos termes - qu'à l'occasion de la discussion sur le réaménagement monétaire et les taux d'intérêt, la pression des forces du capitalisme international sur la politique de la gauche en France s'est exercée. Ainsi, nous constatons que cette pression des forces du capitalisme, elle n'est pas seulement nationale, elle n'est pas seulement celle des forces qui existent à l'intérieur de nos frontières, mais que cela va bien au-delà.
Certains ont cru bon d'ironiser lorsque le Premier Secrétaire, il y a quelques jours, a dit - je cite en substance, il ne m'en voudra pas si je n'ai pas l'expression littérale, mais il y reviendra sans doute -que ce qui se passait là, ce que nous vivions là, était une des expressions de la lutte des classes. Permettez-moi de vous dire que l'ironie de certains sur cette formule n'est qu'une manière d'esquiver la vérité ! Oui, c'est bien de cela qu'il s'agit ! Oui, la réalisation pratique et progressive du changement se fait dans la lutte. La lutte des classes, c'est nous, et à l'échelle internationale ! Voilà ce que l'épreuve actuelle nous permet de vérifier (applaudissements), et nous ne pouvons pas prendre nos décisions politiques en effaçant ce qui est la donnée générale dans laquelle nous menons notre entreprise du changement.
A cet égard, quelle est l'attitude des dirigeants du grand patronat français, et je dis bien « du grand patronat français », car nous savons comment souffrent tant de petites entreprises, de chefs de petites entreprises, sous la pression qui se

maintient, il faut le dire ici, d'une grande partie du réseau bancaire qui ne s'est pas mis encore à l'heure du changement, malgré les mutations qui ont pu intervenir à sa haute direction (applaudissements).

Quelle est l'attitude du grand patronat français ? Qu'a dit M. Gattaz la semaine dernière ?

Il a dit ce qu'il répète depuis des mois. Il demandait la rigueur. Bien. Les mesures qu'on a prises sont d'une certaine rigueur... Mais à l'évidence, ce n'est pas la rigueur qui lui convient, car, a-t-il dit - là encore en substance, je ne cite pas mot pour mot - rigueur pour les salaires, très bien, rigueur pour les charges sociales, alors là, encore mieux, parfait... mais rigueur pour nous, sûrement pas ! Alors là, je cite, parce que cela m'a quand même frappé : « Cela, a-t-il dit, c'est intolérable, c'est insupportable ! »

Voilà où en est M. Gattaz. C'est-à-dire qu'au moment où ce gouvernement, avec le sens de toutes ses responsabilités, demande que l'ensemble des forces sociales de ce pays sente qu'il s'agit d'une bataille dont dépend le sort de l'ensemble du pays, M. Gattaz dit : « Elle concerne tout le monde, sauf nous ! »

Comment oublier, au même moment, le concours de la droite française, notamment à l'Assemblée Nationale ? Nous les avons vus, ces représentants de la droite soi-disant sociale - alors là, avec tous les guillemets que vous voudrez - se déchaîner contre les lois Auroux ! Ah, ils sont pour les travailleurs ! Ils aiment bien les travailleurs ! Mais à la condition qu'ils acceptent de rester dans la situation où ils sont depuis tant d'années, je dirais, à la limite, depuis tant de siècles ! Dès que des progrès réels sont faits, dès que nous proposons de véritables changements, ils se déchaînent comme se déchaînaient leurs grands-pères ou leurs arrières-grands-pères, au début de ce siècle ou au siècle dernier ! Ils sont toujours dans le même état d'esprit.

Mes chers camarades, souvent on se dit : « Mais, qu'est-ce qu'on peut dire aux gens, autour de nous ? » A tous ces salariés qui se posent des questions à la suite des mesures qui viennent d'être prises - et comment ne s'en poseraient-ils pas, j'y reviendrai dans un instant - dites-leur : « Voilà ce que nous voulons faire, et voilà contre quoi ils sont, nos adversaires, et ce qu'ils essayeraient de remettre en cause - d'ailleurs, ils le disent - si, par impossible, ils revenaient au pouvoir dans les années prochaines. »

Mes chers camarades, voilà un bon terrain de propagande si nous savons l'utiliser, et puis, ce n'est pas une propagande abstraite, c'est sur ce que fait le gouvernement de la gauche, c'est-à-dire une nouvelle et grande avancée sociale. Eh bien, ils sont contre ! Et pendant ce temps-là, ils manifestent avec les nervis, dont nous savons la loi qu'ils ont imposée pendant tant d'années - même s'il y a eu, chez certains, tel ou tel calcul - dans de grandes entreprises comme Citroën ou comme Talbot ! Oui, c'est comme cela qu'ils conçoivent les rapports avec le salariat !

Alors, cela illustre, il me semble, le comportemt de la direction du patronat, et cela aussi nous amène d'autant plus à être rigoureux - oui, rigoureux, puisqu'ils aiment tant ce mot - sur la façon dont nous devons agir maintenant.

Les mesures qui viennent d'être prises, d'après ce que nous savons des données,

et notamment de ces données internationales que j'évoquais à l'instant, oui, elles étaient nécessaires; mais les choses à cet égard doivent être claires, elles ne doivent pas être comprises comme l'amorce d'un nouveau cours politique qui serait en fait le contraire de ce que nous avons décidé et toujours voulu. Elles doivent être un moyen, à une étape déterminée de nos difficultés, de faire triompher notre politique dont je rappelle que la ligne générale est toujours et doit être plus que jamais de réaliser le progrès social par un développement vigoureux d'une industrie moderne, lui-même basé sur une politique d'investissement, d'abord dans les grandes entreprises du secteur public.

S'il en est ainsi, alors nous pouvons porter jugement et poser question, par rapport à cette ligne générale, sur les dispositions qui viennent d'être prises.

La seule véritable question est celle-ci : les mesures récemment arrêtées permettront-elles de bien suivre la ligne de crête étroite que nous suivons depuis un an, c'est-à-dire faire repartir la machine sans tomber dans un désordre inflationniste qui compromette précisément la France ? C'est cela, la ligne de crête, nous le savons depuis le début, ce n'est pas une découverte, mais nous arrivons à un moment plus difficile de cette ligne de crête. Les mesures prises permettent-elles de mieux suivre cette ligne, ou bien nous feront-elles basculer du mauvais coté ? Assainiront-elles le contexte de la relance ou bien leur poids empêchera-t-il la relance de décoller ? Voilà la vraie question. C'est par rapport à cela, me semble-t-il, que la réflexion doit être menée.

Mais dès lors que les décisions sont prises, les Socialistes ont pouvoir de fixer avec netteté ce que sont à leurs yeux les conditions de l'efficacité. On le dit partout, nous l'entendons partout autour de nous, ces mesures seront-elles efficaces ? Eh bien naturellement, c'est cela, la vraie question. Seront-elles efficaces ? A quelles conditions peuvent-elles l'être ?

Mon sentiment - nous avons commencé à y réfléchir et on va en débattre - c'est que cette Convention devrait énoncer quelques unes des conditions auxquelles les mesures qui viennent d'être prises seront réellement efficaces.

Quelques sujets de réflexion à cet égard, rapidement.

Si, pour casser la spirale inflationniste, il faut tenir les salaires, la grande majorité des salariés est sans doute prête à subir une telle rigueur. Mais cette grande majorité des salariés n'accepterait pas de s'y soumettre si les autres agents économiques ne jouaient pas le jeu, et notamment si, comme on a quelques raisons de le craindre, d'après les informations qui nous viennent d'ici et là depuis quelques jours, la fameuse valse des étiquettes rendait totalement illusoire le blocage des prix.

Il est donc clair que dans les jours qui viennent, et, je le répète, la Convention doit s'exprimer sur ce point, un dispositif pratique dont nous aurons très vite à mesurer l'efficacité doit être mis en place pour que les deux mots d'ordre soient parallèlement appliqués. Sinon, nous le savons bien, ni économiquement, ni socialement, ni politiquement, nous ne pourrons tenir ces engagements.

Deuxièmement, l'Etat a consenti par diverses modalités des aides importantes aux grandes entreprises. Il a bien fait. Mais n'est-il pas temps, alors que les dirigeants du C.N.P.F. continuent à crier misère et à mener campagne contre la

politique du gouvernement, comme je le disais à l'instant, n'est-il pas temps de les mettre devant leurs responsabilités ?
Il doit y avoir une contrepartie à cette aide, qui est de conclure ce véritable contrat en faveur de l'investissement et de l'emploi. (Applaudissements)
Encore une fois, avec le gouvernement de la gauche dirigé par les Socialistes, il ne peut pas y avoir d'aide à fond perdu aux grandes entreprises industrielles ! (Applaudissements)
Enfin, on entend beaucoup parler de l'hypothèse où certains avantages acquis, expression très vague, mais un peu redoutable par son vague, avantages acquis des salariés, devraient être remis en cause.
Peut-être, tout est discutable, mais au moment où ce dispositif que j'évoquais doit être mis en place, comment imaginer qu'on pourrait avancer dans cette voie d'une remise en cause d'avantages réels ou supposés, ou prétendus acquis, et même s'ils sont réels, comment imaginer donc avancer dans cette voie quand ceux dont les revenus sont peu ou pas du tout contrôlés pourraient continuer de se tenir en marge de l'effort national ?
C'est dire qu'à l'évidence la réforme fiscale ne peut pas rester un horilon lointain, dès lors que nous sommes entrés dans cette phase d'effort accru demandé à l'ensemble de la nation, et notamment demandé â ceux dont les revenus sont naturellement parfaitement connus, et donc peuvent être parfaitement à l'unisson de l'effort général.
Voilà quelques uns des éléments de réflexion.
Alors, vous le voyez, les circonstances rendent encore plus pressante la mise en pratique des conclusions que nous avons tirées de nos travaux du Comité directeur de mars et du Séminaire du Secrétariat sur la nécessité d'une concertation et d'une coordination - c'était probablement l'idée principale, il y en avait beaucoup d'autres, mais j'ai le sentiment que c'était la principale ; nous avions ressenti tous plus eu moins les inconvénients de quelques flottements ou de quelques éloignements qui n'étaient la faute de personne, mais qui étaient une réalité - plus étroite entre tous les Socialistes, ceux qui sont membres du gouvernement, ceux qui ont des responsabilités au Parti, ceux qui sont dans tel ou tel grand secteur de la gestion des affaires du pays.
Il faut que nous ayons les moyens d'agir avec plus de cohésion entre nous en vue d'une programmation de notre action.
Nous avons ressenti, et c'était sans doute inévitable dans la première année, que nous avancions avec la volonté d'aller vite dans toutes les directions, et c'était bien, il fallait le faire, il valait mieux faire beaucoup de choses tout de suite, mais en même temps, sans peut-être attacher suffisamment d'importance à la trajectoire générale de notre effort et à son échelonnement dans les mois à venir.
Nous ne pouvons plus nous offrir ce luxe aujourd'hui. Je pense que la Convention nationale appréciera comme très positif le fait, je peux vous le dire ici, que des dispositions ont maintenant été arrêtées à cet effet et viennent d'entrer en application, qui permettront pour le plus grand bien de l'activité du Parti, mais je le crois aussi de l'action du gouvernement, de tenir plus étroitement serrées les responsabilités des uns ou des autres, les déterminations

des uns et des autres.
Ainsi tous les Socialistes, plus résolument encore, vont pouvoir agir en pleine efficacité dans cette même direction.
Chers camarades, dans cette grande entreprise où nous sommes tous engagés, avec toute la gauche, avec toutes les forces du changement, nous avons marqué des points en un an, beaucoup de points, et je crois que notre première faiblesse serait de ne pas le sentir, de ne pas vivre avec cette conviction, avec cette évidence.
Mais à l'évidence aussi, nous n'avons pas encore gagné cette grande entreprise, il s'en faut encore de beaucoup. La période où nous entrons apparaît bien - et j'ai l'impression que nous avons toujours pensé plus ou moins les uns et les autres que ce serait cette période-là, un an, dix-huit mois, deux ans après le démarrage - celle de la tension la plus forte, mais celle aussi qui a toutes chances de décider de notre réussite ou non.
Il est clair que nous ne gagnerons pas sans un puissant accompagnement populaire, je le disais en commençant, j'y reviens, et il est vrai que pour le moment, cet accompagnement populaire, nous n'avons pas su créer les conditions pour qu'il se manifeste aussi puissamment qu'il est souhaitable.
Ce que nous ressentons, mais vous allel avoir pendant ces deux jours le loisir de le dire, et il faut le dire, c'est vraiment l'occasion que nous nous entendions les uns les autres, ce que nous disent aussi les différents indicateurs d'opinion les plus divers, que ce soit les sondages ou les élections, c'est que la confiance qui nous est faite, et notamment à nous, Socialistes, elle a plutôt tendance à se consolider, y compris la confiance dans ce que nous avons entrepris. Mais en même temps, parce qu'il y a les obstacles, parce qu'il y a les difficultés, il y a dans la partie de l'opinion qui fait la décision - cela veut dire, là parlons-en par un instant, et ce sera ma dernière partie, en termes électoraux -, qui fait la majorité, cette hésitation, cette oscillation comme presque dans tous les moments historiques. Cela penchera de quel côté ?
Chers camarades, cela ne dépend pas que de nous, nous le savons bien, et nous avons assez vécu ces derniers jours le poids de facteurs qui nous sont extérieurs au plein sens du terme, mais cela dépend tout de même pour une bonne part de nous, de notre résolution, de notre volonté politique et des dispositions que, me semble-t-il, cette Convention devrait contribuer à prendre.
Alors nous avons tous tout cela à faire, et c'est beaucoup, et puis nous avons quand même à répondre à l'objet précis, limité, et important lui aussi, dans ce contexte, que sont les élections municipales de mars de l'an prochain.
Le contexte politique, je viens d'en parler très longuement et on en parlera beaucoup, je n'y reviens pas.
Nous avons d'abord à mettre les choses au clair, et j'irai très vite parce que vous savez, nous savons à peu près tout sur la loi électorale. Je ne vais pas la rappeler ici, je crois que tout le monde la connaît, mais je dirai seulement quelques phrases, pour qu'on ne me dise pas : « On ne sait pas. »
Tel qu'à notre connaissance - nous avons quand même quelques indications -, le gouvernement semble prévoir les choses, nous aurons donc un système - et là, je

crois que très sérieusement il faut mesurer si c'est bien notre volonté à tous, si cela a toujours été notre volonté, et je le crois - qui répond à notre engagement que le pluralisme de la vie politique française s'exprime dans toutes les villes, dans toutes les localités de France. Cela veut donc dire un système de la représentation pluraliste, cela veut dire un système où la proportionnelle tient une grande place.

Mais en même temps, nous ne croyons pas qu'on puisse prendre le risque de retomber dans ce que ce pays en d'autres temps a tant connu, c'est-à-dire la quasi-incapacité, dans un grand nombre de villes, à mettre en place des majorités de gouvernement.

On me dira un tas de choses, comme d'ailleurs chaque fois que nous faisons une réforme, c'est le tollé général, ou presque général, donc on va nous dire beaucoup de choses.

Mais, chers camarades, je crois que ces deux exigences correspondent à ce que souhaitent, dans leur majorité, les Français. Ils souhaitent que dans leurs villes, où il y a tous les grands courants de la vie politique française, chacun puisse se faire entendre au conseil municipal. C'est bien, et nous allons le faire. Et il ne faudra pas manquer de rappeler d'entrée de jeu que c'est nous qui le faisons car à l'heure actuelle, dans une ville où la minorité, qu'elle soit de droite ou de gauche, représente 49%, elle n'a pas un seul représentant dans les conseils municipaux. Voilà leur démocratie !

Avec ce que nous proposons, partout, les minorités seront présentes.

Mais en même temps, oui, il faut faire attention. Je crois que c'est Taddeï qui nous rappelait - je l'avais oublié, et j'ai vécu cela, hélas ! - que sous la IVème République, en deux ans, il y avait eu trois crises municipales à Avignon. En deux ans !

Chers camarades, est-ce qu'on veut revoir cela à nouveau ? Non, et les Français non plus ne le veulent pas. Ils veulent donc qu'il y ait des majorités pour gouverner les villes.

On va nous dire : « Ce système est compliqué. » Chers camarades, il y a une chose simple, ou plutôt, il y en a deux : c'est de prendre un système unique ; ou bien il est tout à fait proportionnel, ou bien il est tout à fait majoritaire. Cela, c'est simple. Mais si nous voulons répondre aux deux aspirations à la fois, et nous le voulons, alors c'est forcément un peu plus difficile.

Donc, deux tours. A chaque tour, le mode de représentation est le même. La liste qui a la majorité absolue au premier tour, majorité simple au deuxième, a d'entrée de jeu la moitié des sièges. La moitié plus un puisqu'il y a un nombre impair. Elle a son pourcentage dans l'autre moitié. En clair, une liste qui a 60% a la moitié des sièges plus 1 et 60% de l'autre moitié des sièges moins un.

C'est donc vraiment une forte correction, c'est vrai, mais elle assure la représentation des minorités et elle assure en même temps cette majorité de gouvernement dont je parlais à l'instant.

Alors il y a cette petite difficulté dont beaucoup déjà ont débattu. Expliquons-nous clairement là dessus.

Compte tenu des réactions de nos partenaires, notamment des représentants du

Parti Communiste, le gouvernement a voulu tenir compte de points de vue divers, et en l'état actuel, son projet, d'après ce que nous en savons, prévoirait non pas, comme nous y avions nous-mêmes songé, qu'il ne resterait que les deux premières listes au second tour, mais que toute liste qui obtiendrait plus de 10% des suffrages exprimés au premier tour puisse se maintenir au second.

Nous pouvons nourrir, effectivement - cela a été, je crois, le sentiment du Bureau exécutif -, la crainte que cette disposition risque de compromettre l'efficacité de la loi et sa cohérence, mais tenant compte de cette possibilité d'arriver à une loi valable pour toute la gauche, ce qui n'est pas un mince avantage, tenant compte de la confiance que nous avons en nous-mêmes, qui n'est pas non plus une mince affaire, chers camarades, je pense qu'elle est réelle, que nous l'éprouvons tous, n'avançons pas à reculons vers une consultation qui confirmera la grande confiance qui nous est faite, tenant compte de tout cela. Nous avons, il y a quinze jours, dit aux dirigeants du Parti Communiste que nous pourrions prendre en compte cette disposition nouvelle, que nous n'avions pas souhaitée, mais qui se trouverait là dans cette volonté d'accord, mais bien entendu, nous pensons que notre démarche, notre concession - et c'en est une et nous la considérons comme importante - n'a de sens que si nous parvenons, eux et nous, en tant que partis, Parti Socialiste et Parti Communiste - cette fois, ce n'est plus une affaire de gouvernement - à un accord politique d'ensemble, et cet accord lui même, il doit reposer sur une confiance mutuelle.

Là, je veux dire que la façon dont nous avons éprouvé Marcel Debat, Fajardie, Martine Buron diront s'ils ont éprouvé la même chose, cette espèce de méfiance que nous avons ressentie sur notre volonté de faire qu'il y ait partout, quand je dis partout, au nom de la direction du Parti, cela veut dire partout, des listes d'union de la gauche, cette espèce de méfiance nous a, il est vrai, mis mal à l'aise et inquiétés, parce que, sur quoi serait-elle fondée ?

Je me permets de dire que ce Parti Socialiste, tel qu'il est depuis qu'à Epinay il s'est constitué, tel qu'il a agi pendant plus de dix ans sous la direction de François Mitterrand, tel qu'il agit aujourd'hui sous la direction de Lionel Jospin, n'a pas à fournir des gages sur sa volonté unitaire, elle a été, en toutes circonstances - et je dis bien en toutes circonstances, et pendant quelques années ce n'était pas facile, vous voyez à quoi je pense -, sans faille. La lutte pour l'union de la gauche a été et demeure notre politique constante. (Applaudissements) Je le dis une fois pour toutes, parce que si on y revenait, c'est qu'en effet on aurait l'impression qu'on a justement besoin de se justifier. C'est dit, et je crois que cela suffit.

C'est donc avec cette volonté d'union que nous aborderons ces élections municipales de mars 1963, comme nous avions abordé celles de 1977, dans des circonstances un peu différentes.

Répétons donc ce qui est dans le texte du bref document d'orientation politique publié dans « Le Poing et la Rose » il y a un mois : nous souhaitons qu'il y ait des listes d'union dans toutes les localités dès le premier tour, et nous agirons quant à nous pour y parvenir, et si possible pour y parvenir partout dès le premier tour C'est simple. Mais nous avons dit en même temps, et ce qui est tout

autant l'évidence, qu'on ne peut pas constituer les listes en 1983, excusez-moi, comme s'il ne s'était rien passé ! La politique, c'est d'abord l'art difficile de tenir compte de ce qui se passe et de ce qui change.
Comment pourrions-nous, non seulement par rapport à nous-mêmes - ça encore, on pourrait s'en arranger -, mais par rapport aux électeurs, par rapport aux millions d'électeurs, et dans chaque ville aux milliers d'électeurs qui nous ont fait confiance, qui souvent à trois reprises, en mai 1981, en juin 1981, et très fréquemment en mars 1982, ont créé dans telle ou telle ville une situation nouvelle, comment pourrions-nous leur dire : « Tout cela n'a pas d'importance, nous n'en tenons pas compte » ? Ce n'est pas possible. Du simple point de vue de la démocratie, ce n'est pas possible.
Par conséquent, s'il arrive que nous ayons là-dessus - et cela peut arriver, cela me paraît être arrivé en bien d'autres circonstances - une appréciation différente entre Socialistes et communistes, avant le premier tour, eh bien, c'est pour cela qu'il y a deux tours ! Nous nous en remettrons aux électeurs, c'est la règle démocratique et à l'issue du premier tour, nous ferons les listes - c'est la proposition que nous allons faire - proportionnellement au résultat du premier tour pour la constitution de la liste d'union au second.
Voilà, mes chers camarades, où nous en sommes. Donc, si cette concession, dont je sais bien qu'elle provoque telle ou telle réticence, nous sommes amenés à la confirmer, alors il faut que ce soit très clairement dans la perspective d'un tel accord politique, c'est-à-dire d'un accord qui donnera sa pleine signification à la volonté d'union que nous exprimons, que les autres expriment aussi, et nous n'avons pas à mettre en doute cette volonté des autres.
J'ajoute, et j'en aurai terminé là dessus - il y a encore beaucoup à dire, mais nous avons deux jours pour le faire -, j'ajoute que nous avons dit, dès ce texte préparatoire, qu'accord ou non de toute la gauche dès le premier tour, et je répète, nous le souhaitons quant à nous, les Socialistes devraient aller à ces élections, et cela me paraît un point, lui aussi, important, chers camarades - ne pensons pas, même si c'est le noeud du problème, qu'aux rapports entre les deux grands partis de la gauche -, avec la volonté, et vous savez bien que cela ne se prépare pas huit jours avant le dépôt des listes ; je dirais même que nous ne réussirons que si c'est en préparation depuis longtemps dans l'activité des sections et des fédérations, avec la volonté de grouper avec les Socialistes, j'allais dire autour d'eux, pourquoi, non, avec nous tous ceux, et ils sont nombreux dans le pays, et ils sont nombreux dans chaque commune, tous ceux qui veulent que ce changement réussisse, qui ont tant espéré, qui se sont tant battu et pendant tant d'années, même si avec eux on s'est beaucoup querellé, c'était des querelles de clocher par rapport à l'objectif général, tous ceux-là, qui peuvent être nos amis, bien sûr, du M.R.G., qui peuvent être les militants du P.S.U., qui peuvent être les militants de telles autres formations dont j'ai dit que nous les avons rencontrées, qui peuvent être des gens sans volonté politique affirmée, mais qui sont dans des groupements, des associations qui sont représentatifs dans une ville d'une sensibilité, qui en gros, sont pour le changement. Bien sûr, ils nous font des reproches, ils sont durs à notre égard et

ils ont peur qu'on les domine, mais je ne crois pas que ce soit notre comportement, et cela ne doit pas l'être. Avec tous ceux-là, il faut préparer des listes de rassemblement.
Je sais bien la difficulté, d'autant que j'en tâte moi-même sur le terrain par d'autres responsabilités, je sais bien que si on fait appel à des amis d'autres formations, cela fait un peu moins de place pour ceux qui ont la carte du Parti, c'est vrai, et ce n'est pas facile à résoudre, je n'ironise pas, parce que nous avons beaucoup de gens qui sont capables de faire de bons élus, et c'est tant mieux, mais je crois qu'il faudra faire cet effort, chers camarades, c'est important, non seulement pour gagner telle ville ou la conserver, mais c'est important pour ce que nous faisons dans l'ensemble de ce pays, pour montrer que s'il est vrai, et c'est l'intérêt de la gauche et de la France, que nous sommes le Parti prépondérant aujourd'hui, nous ne voulons en aucune façon être le Parti dominant.
Nous voulons agir avec toutes les forces vives d'un pays divers, pluraliste, qui a besoin de nous, les Socialistes, parce que nous sommes la grande force démocratique, nous sommes la grande force du changement. (Applaudissements)

Le Président - Merci à Jean Poperen, nous engageons donc la discussion générale immédiatement.
Le premier orateur inscrit est Guy Allouche, le premier fédéral du Nord, ensuite André Laignel.

Guy Allouche

Merci Président, chers camarades et chers amis, le thème de la Convention, initialement prévu sur les municipales, nous oblige à déborder et à parler également de la situation politique, économique et sociale et Jean Poperen a donc complété son rapport avec cette situation.
Mes chers camarades, nous avons, pendant dix ans eu l'habitude, lors de nos Conventions, de formuler bien des critiques à l'égard de la politique menée alors, et nous opposions à cette politique de droite nos propositions et nos projets.
Or, depuis treize mois, la vie politique française a fondamentalement changé, nous sommes désormais sur le chantier et nous avons à construire une autre France.
Que nous soyons dans une situation économique difficile, personne ne le nie. Seulement n'oublions pas que François Mitterrand, dès son élection, avait dit que les deux premières années seraient les plus difficiles. Il avait vu juste, comme toujours, et nous sommes en pleines difficultés économiques.
Que la situation exige des mesures particulières, des mesures presque impopulaires, c'est indispensable et je ne pense pas qu'un gouvernement de gauche comme le nôtre ait pris ces mesures avec beaucoup de gaieté de coeur, seulement la situation l'exige.
Cette situation si difficile ne doit cependant pas nous faire oublier tout ce qui a

été réalisé depuis treize mois. Or, bien des camarades ont peut-être le sentiment que ce qui a été fait est certes important, mais ne veulent regarder que l'aspect difficile des choses.
Regardez d'où l'on vient, regardez ce qui a été réalisé et nous pouvons dire avec fierté que le bilan est tout simplement positif et non pas globalement positif, je répète le bilan est positif.
Que la droite n'ait pas ménagé ses critiques, voire même ses coups bas, est le signe que nous avons porté atteinte à ses privilèges et que cela correspond à l'attente de ceux qui nous ont fait confiance,
Ce rappel paraitra peut-être évident aux yeux de beaucoup de camarades, mais je répète : n'oublions pas ce qui a été entrepris.
A quel moment avons-nous oublié la crise ? Qui un jour parmi nous l'a niée ? Personne.
Nous avons tout simplement sous-estimé l'état de la France le 10 mai dernier, nous la savions malade, nous nous sommes aperçus qu'elle était gravement malade et maintenant que nous avons fait le diagnostic, et nous espérons qu'il est bien fait, à nous de trouver les remèdes.
Les mesures d'accompagnement annoncées par le Premier Ministre au nom du gouvernement, et prises sous la responsabilité du Président François Mitterrand, sont donc nécessaires et indispensables. Seulement, mes camarades, depuis quelques jours, nous entendons un discours de type : « Enfin la rigueur ! » Serait-ce que depuis treize mois, le gouvernement a fait preuve de laxisme ? Depuis le début et de toujours, les Socialistes ont géré les collectivités, et maintenant le pays, avec rigueur.
Donc, rigueur dans les mesures, oui, mais ne disons pas qu'il faut enfin une politique de rigueur.
On a pu aussi entendre ces jours derniers, de la part de quelques camarades, et je l'avoue non sans surprise, que le gouvernement fait trop dans le conjoncturel, mais pas assez dans le structurel.
Ceux qui disent cela n'ont alors fait aucune remarque lorsque les décisions ont été prises, et peut-être qu'en eux-mêmes, déjà à ce moment-là, ils pensaient qu'on en faisait trop justement dans le structurel. (Applaudissements)
Laissons la droite crier à l'aggravation de la situation avec les mesures qui ont été prises. Chers camarades, qui ne voit, qui ne comprend qu'on nous demande tout simplement de changer de politique ? Avec la droite qui veut qu'on abandonne notre programme, avec Gattaz qui souhaite qu'on retarde l'application des lois Auroux, non, mes camarades, changer de politique c'est renoncer à être nous-mêmes, c'est faire purement et simplement un constat d'échec. Or, nous n'avons pas échoué, nous ne devons pas changer de politique, et je suis un peu surpris d'avoir lu dans le rapport de Jean Poperen qu'il y avait peu d'hésitation à ce changement politique, ce qui tendait à dire qu'il y a quelque hésitation parmi nous. Certains pensent peut-être que nous devons changer de cap. Non, le cap est fixe, nous devons le tenir. Nous ne changerons donc pas de politique parce que le gouvernement lutte sur deux fronts : le chômage et l'inflation, et lutter sur deux fronts est forcément plus dur.

La lutte contre l'inflation, certains pays s'y sont attelés depuis longtemps. Il semble qu'ils aient réussi, mais à quel prix, chers camarades, en ce qui concerne le chômage. Regardons la République fédérale d'Allemagne, regardons la Grande-Bretagne, regardons même les Etats-Unis. Ils ont peut-être jugulé l'inflation, mais avec combien de chômeurs en plus depuis qu'ils ont pris ces mesures ?

Nous clamons partout que notre politique va à contre-courant de celle pratiquée par d'autres, et nous le disons notamment à propos de la croissance. Nous sommes le seul pays européen à avoir en 1982 un taux de croissance de plus 2%. Cela a des conséquendes bénéfiques, bien sûr, mais d'autres pays sont en croissance zéro. Eh bien non, chers camarades, les mesures d'accompagnement sont donc nécessaires et elles seront d'autant mieux acceptées si elles se déroulent dans la justice sociale. Il faudra rechercher le consensus social, car il y va de la crédibilité de notre politique. Chacun sait bien que le gouvernement, que le Parti seront jugés par les électeurs français si nous réussissons à vaincre les deux maux, et l'inflation et le chômage.

Le blocage des prix. Oui. Tout le monde semble être d'accord pour bloquer les prix. Il y a un gel jusqu'au 31 octobre prochain. Seulement, nous disons au gouvernement : attention au dégel. Lorsqu'il dégel, le danger n'est pas pour autant disparu ; méfions-nous de ce qui se passera après le 31 octobre.

Quant au blocage des salaires, excepté le Smic, j'avoue que peut-être beaucoup d'entre nous auraient souhaité que le gouvernement ne bloque pas les petits salaires, pour maintenir un certain pouvoir d'achat pour ces petits salaires. C'est un appel que je me permets de lancer aux camarades, pour qu'en plus des smicards, un effort soit fait en faveur des bas salaires.

Alors, le rôle du Parti dans tout cela ? Le Parti doit expliquer et continuer à expliquer les mesures qui sont prises. Certes, elles ne sont pas faciles toujours à expliquer. Beaucoup de ceux qui nous font confiance ne comprennent pas toujours. Seulement, il est de notre responsabilité d'expliquer pourquoi ces mesures ont été prises. Et puis aussi, faire ancrer cette notion de solidarité.

Mes camarades, je parle ici au nom d'une fédération que beaucoup d'entre vous qualifient comme grande fédération : la fédération du Nord. Cette fédération fête cette année son centième anniversaire ; un siècle d'histoire, un siècle de luttes, un siècle de combats, toujours contre le même adversaire, la droite et le patronat. Nous n'avons jamais eu dans nos intentions d'éliminer cet adversaire ; seulement, nous avons toujours eu la volonté de toujours le faire reculer, et si dans cette région du Nord - que mon camarade Daniel Percheron me permette aussi de parler au nom du Pas-de-Calais pour parler alors au nom de la région -, ces deux départements ont toujours été ancrés à gauche, c'est parce que les travailleurs de ces deux départements, face à l'adversaire, face aux difficultés, ont toujours su se serrer les coudes ; ils ont toujours su faire jouer la solidarité, et c'est un peu un appel que nous devons lancer à l'ensemble du pays : l'adversaire est là, il n'a pas disparu, nous le vaincrons par la solidarité.

Mes camarades, à propos des municipales, la fédération du Nord a voté trois motions ; elles sont déposées sur le bureau de la Convention.

La première de ces motions demande que la Convention définisse le mandat donné au groupe parlementaire pour modifier la loi électorale municipale.
Elle demande que la Convention définisse le mandat pour mener à leur terme les négociations engagées pour ces élections avec nos partenaires de l'union de la gauche.
Elle demande que la Convention définisse le projet des Socialistes proposé aux Français pour le prochain mandat municipal.
Et pour le cas où la Convention nationale de Cachan ne ferait pas apparaître un consensus des Socialistes sur ces trois objets, ou pour le cas où les circonstances politiques ne permettraient pas que ces propositions aboutissent, une Convention ayant pouvoir de congrès serait convoquée pour trancher de ces débats.
Une seconde motion demande que, dans le cadre de l'ordre du jour qu'elle s'est donné, la Convention donne au groupe parlementaire et à la Direction du Parti les mandats suivants :
- Fixer à 2 500 ou 3 000 habitants le seuil de population pour l'application de la loi électorale municipale proposée par les Socialistes.
Les discussions seront conduites avec nos partenaires pour parvenir à un accord sur les bases politiques du texte d'orientation adopté par le Bureau exécutif unanime le 13 mai dernier ;
- Respectant les responsabilités des sections socialistes dans la mise en oeuvre au premier et au deuxième tours de cette orientation, affirmant dans ce cadre la volonté de mettre en place dans tous les conseils municipaux conquis par la gauche, et, sur la base d'un contrat de solidarité de gestion, un exécutif d'union respectueux des choix du suffrage universel ;
- Et enfin, troisième motion : pour tenir compte de la nécessité d'assurer une mixité, indispensable, aux listes proposées par le Parti, pour tenir compte de la nécessité de mettre fin à une certaine discrimination dans les responsabilités électives confiées aux militants, pour tenir compte de la nécessité de permettre aux citoyennes d'être représentées dans les conseils municipaux, et de s'identifier à leurs élus, pour tenir compte de la proposition du Président de la République exprimée le 8 mars 1982, de voir un pourcentage significatif de femmes figurer sur les listes municipales, la fédération du Nord propose que le Parti s'engage à faire figurer sur les listes un pourcentage de femmes proportionnel à leur taux d'adhésion à la section (applaudissements), en respectant toutefois le minimum statutaire de 20% prévu par les statuts. (Applaudissements)

Le Président - Je n'ai pas voulu interrompre Guy Allouche, mais compte tenu du nombre déjà important des camarades qui se sont fait inscrire, je vous recommanderais de vous tenir dans le temps maximum de dix minutes, à partir de maintenant ; je me permettrai de vous le rappeler. La parole est à André Laignel, et ensuite Jean Guérard.

André Laignel

Mes chers camarades, je suis, bien entendu, comme chacun d'entre vous,

interpellé par l'actualité ; néanmoins, je ne souhaiterais pas que l'objet de notre Convention nationale extraordinairepasse totalement au second plan de nos préoccupations, car qui d'entre nous peut douter un seul instant que notre implantation sur le terrain, que les milliers de municipalités socialistes que nous avons conquises à travers le temps ont été pour beaucoup dans la victoire nationale de 1981, et les mêmes causes pouvant produire les mêmes effets, il paraît évident qu'il nous faut mettre en état de bataille le Parti pour préserver cet acquis et, si possible, gagner de nouvelles villes, de nouveaux villages.

Alors, deux problèmes nous sont posés, et il y a un aspect un peu irréel, pour ne pas dire très difficile, à parler d'une loi électorale dont nous ne connaissons pas l'état exact, la version définitive, une loi électorale que, pour ma part, j'ai entendu brossée à grands traits ici et là, mais dans au moins déjà trois versions, parfois avec des modifications qui ne sont pas seulement de forme.

Alors, je voudrais simplement dire : représenter les minorités, oui, bien sûr, ce sera une avancée démocratique, et quand nous entendons parler la droite de notre projet de loi électorale, employer des termes tels que « magouille », nous disons simplement non. Chacun sera représenté, tous les grands courants de notre pays pourront s'exprimer à la base, c'est une avancée de la démocratie, et cela, c'est l'essentiel de notre réforme.

Assurer l'efficacité, bien entendu. Qui veut retrouver demain les crises à répétition dans les villes et les villages de France ? Les alliances contre nature qui se feraient en cours de mandat et qui interdiraient qu'il y ait une gestion continue dont ont besoin nos communes ?

Mais alors, on peut s'interroger et, ne connaissant pas le texte exact, je ne vais aujourd'hui devant vous que m'interroger sur l'hypothèse qu'il pourrait y avoir plus de deux listes au second tour, et sur le jeu qui pourrait ici et là être joué, et sur la renaissance de ce qui a fait la perte, pour une grande partie, de la IVè République, en tout cas le chancre de ses institutions, je veux parler des partis-charnières. Je crois qu'il y a là matière à s'interroger et qu'il y a peut-être nécessité pour le gouvernement d'approfondir sa réflexion.

Et puis, il y a les alliances. L'essentiel a été dit par Jean Poperen. Ma fédération a voté un texte très clair. Il nous faut rechercher partout l'alliance dès le premier tour avec nos partenaires de gauche (applaudissements), mais il est évident aussi que la prétention du Parti Communiste à vouloir geler sur l'année 1977 ce que serait l'aune de nos listes municipales n'est pas acceptable. Ce serait renoncer aux évolution démocratiques sanctionnées par le suffrage universel. Ce serait amoindrir la démocratie. Je crois qu'il y a là les deux termes de notre négociation à ouvrir, de notre volonté politique. Oui à l'union de la gauche dès le premier tour, mais sur les bases de la démocratie telles que les électeurs ont choisi de les déterminer. (Applaudissements)

La deuxième partie de mon propos portera sur la situation économique et sur la dévaluation que vient de subir notre monnaie. Je crois qu'il faut, en ce domaine, essayer de dire des choses simples, sortir de la mythologie. Ainsi, la dévaluation serait quasiment infamante ? Quelle est-elle ? Que représente-t-elle ? Rien de plus et rien de moins qu'un constat à un moment déterminé de l'évolution des

monnaies. C'est un constat du passé, et quand je vois la droite vouloir rejeter la totalité de la responsabilité sur la gauche, je dis qu'il y a là bien de l'impudence. On voudrait essayer d'expliquer que nous serions frappés par la fatalité, que le destin voudrait que la gauche ne puisse tenir la monnaie.

Mais que l'on se souvienne, en 1976, de la sortie du « Serpent monétaire européen », qui s'était traduite par rapport au dollar par une dévaluation dépassant 20% ! On oublie… Un voile pudique est jeté sur ces quelques épisodes.

Mais, de quoi avons-nous hérité ?

Effectivement, il y a sans doute eu sous-estimation de l'héritage. Il faut savoir que le différentiel d'inflation, c'est-à-dire l'écart entre la hausse des prix en République fédérale Allemande, et la hausse des prix en France, a été, entre la sortie du « Serpent monétaire » en 1976, et le mois de mai 1981, de 46,2%. Voilà l'héritage qi nous a été légué par le gouvernement de droite précédent !

Oh, certes, c'est aussi un constat au présent et il est vrai que nous n'avons pas résolu ce différentiel d'inflation. Il est vrai que nous avons continué à avoir une inflation plus importante que nos principaux partenaires et, notamment, la République fédérale Allemande. Mais ilest vrai aussi qu'on nous avait légué une inflation à 14%, et que nous l'avons réduite à 12%.

Et que n'avions-nous entendu ! Nos mesures sociales étaient pure folie, allaient entraîner des taux d'inflation de type, disait la droite, « latino-américain » ! Nous dépasserions sans aucun problème, au bout de six mois, les 20% d'inflation ! Eh bien, non seulement nous avons pu mener la politique généreuse pour laquelle nous étions élus, mais nous avons été capables de tenir effectivement l'inflation. C'est une réalité, et je crois qu'il faut la mettre à notre crédit.

Il est tout aussi vrai que la plupart de nos partenaires des pays développés sont actuellement, par rapport à la production industrielle, en stagnation, quand ils ne sont pas en recul, et il est vrai que si nous n'atteindrons pas les 3% que nous espérions pour l'année, les 2% sont à notre portée, et que cela nous mettra en tête des pays industriels et de tous les pays d'Europe.

Je crois que ce sont des acquis qu'aucun d'entre nous ne peut renier et, bien au contraire, nous devons les uns et les autres les défendre clairement.

Mais les mesures qui ont été prises - et je voudrais m'arrêter sur deux seulement - appellent un certain nombre de remarques :

- Le blocage des prix et des marges, tout d'abord.

Je crois que c'est une mesure indispensable qui a été prise là, et je le dis d'autant plus que j'avais eu l'occasion, à la tribune de l'Assemblée Nationale, il y a quelques semaines de cela, de réclamer du gouvernement que cette mesure soit prise dans les meilleurs délais.

Mais, bien entendu, un blocage des prix et des marges n'aura d'efficacité que si la plus extrême rigueur est apportée à tous les contrôles indispensables en ce domaine.

- Et puis, il y a le second problème - et là, il est peut-être bon que nous nous interrogions - le blocage des salaires et des revenus.

Mes camarades, le blocage des salaires, il est facile à mettre en place, et si nous

pouvons douter de la bonne volonté du patronat, sous toutes ses formes, pour faire respecter le blocage des prix et des marges, nous pouvons être sûrs de la totale collaboration du patronat pour faire respecter le blocage des salaires ! (Applaudissements)

N'y a-t-il pas là deux manières de voir le problème ?

Je suis de ceux qui s'interrogent - et je pense qu'on peut s'interroger légitimement - sur la nécessité du blocage des salaires, d'autant plus que je ne crois pas que le blocage des revenus soit aujourd'hui possible à mettre en place de manière efficace.

Le blocage des salaires. Nous avons toujours dit, vous et moi, camarades, que les salaires n'étaient pas de nature inflationniste, surtout quand nous sommes dans une économie où la sous-production est l'essentiel de la crise. Je dis qu'il y a peut-être là nécessité à revoir les dispositions qui sont en cours d'élaboration.

Mais tout cela, bien entendu, est le prétexte à une vaste campagne pour laquelle le thème central est : « Il faut que vous repreniel le droit chemin ! Il faut, Socialistes, que vous abandonniel vos chimères ! Oh, vous êtes des gens généreux, sympathiques, on vous aime bien, mais vous voyez que les faits sont têtus et qu'il ne vous est pas possible d'être rigoureux sans pratiquer l'austérité ! »

Eh bien, nous disons qu'il n'est pas possible, pour nous, de confondre rigueur et austérité, et que si la rigueur, nous avons toujours su en faire preuve, quel que soit notre niveau de responsabilité, l'austérité n'est pas dans notre programme, car l'austérité s'est toujours entendue comme l'austérité des plus défavorisés !

Nous avons quelques mois de répit, et seulement quelques mois, à travers les mesures qui viennent d'être prises. Il faut les mettre à profit pour entamer des réformes de structures, sans cela ces mois de répit risqueraient d'être de peu de profit. C'est vrai qu'il faut revoir la fiscalité, c'est vrai que la réforme de la distribution est indispensable, c'est vrai que la mise en état de marche du secteur nationalisé est de plus en plus urgente, que notre secteur industriel nationalisé doit être doté du nombre de milliards indispensable et que c'est une priorité nationale absolue, car c'est par là que passe la reconquête du marché intérieur, c'est par là que passe la véritable politique d'investissement qui est maintenant le pendant indispensable à notre politique de relance. Il est vrai que nous ne constatons pas, au guichet, que les banques sont nationalisées. Il est vrai que le décloisonnement des taux d'intérêt doit être le plus rapidement possible mis en oeuvre. Nous ne devons plus être dépendants des taux d'intérêt décidés unilatéralement par Washington ! (Applaudissements)

Mes camarades, et je conclus, le mot d'ordre, ne doit pas être une pause des reformes, mais un dépassement de la logique libérale par des réformes de structures, qui ne sont certes pas encore le Socialisme, mais qui permettront de prouver, et donc de dire, que le Socialisme reste à l'ordre du jour et qu'il est aujourd'hui, comme hier, la seule idée neuve dans notre vieux monde. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jean Guérard, du Lot-et-Garonne.

Ensuite, Didier Motchane.

Jean Guérard (Lot-et-Garonne)

Je n'épuiserai pas mon temps de parole de dix minutes ; je voudrais intervenir sur un seul point bien précis, au nom des fédérations Aquitaine et Midi-Pyrénées.

Je ne sais pas qui a eu l'idée géniale d'inventer la théorie de la troisième liste au deuxième tour, mais je trouve que cette idée mérite réflexion et concertation, car, si je me rappelle bien la réunion des Premiers fédéraux, il y a quinze jours, à Paris, l'unanimité s'était faite sur le projet de discussion présenté par les responsables nationaux et la conjugaison d'un système proportionnel et d'un système majoritaire à deux tours nous satisfaisait pleinement. Si ma mémoire est bonne, la discussion avait lieu essentiellement sur le seuil à partir duquel on devait appliquer cette nouvelle loi, et si ma mémoire est toujours bonne, je crois que nous avions souhaité qu'elle ce soit à partir de 2 500.

Alors, je voudrais dire solennellement, au nom des fédérations du Sud-Ouest, qu'inventer le principe de la troisième liste au deuxième tour permettra de gommer complètement l'effet positif de la loi que nous avions pensée pour le premier tour (applaudissements). Nous allons inciter tous ceux qui rêvent d'une représentation locale à inventer des listes pour être présents au premier tour, et espérer l'être au second tour, en leur disant tout simplement : si vous faites plus de 10%, il n'y a aucune raison que vous alliel avec qui que ce soit, vous pourrel vous maintenir, et tout simplement cela faussera le jeu.

Cela faussera le jeu à deux niveaux. Je ne m'apesantirai pas sur le problème des communistes, je pense que tout le monde a dit et souhaite que nous puissions avoir des listes d'union au premier tour, cela va de soi. Il est bien évident aussi que c'est par rapport au mode de référence de l'influence de chacun des deux Partis que l'accord se fera ou ne se fera pas, et que le renvoi devant les électeurs, seuls juges, aura lieu ou n'aura pas lieu.

Mais je pense à tous ceux qu'on appelle les marginaux, qu'on a l'habitude de regarder avec un peu de condescendance. Je crois que ces gens-là n'auront pas la volonté de discuter avec nous au premier tour pour obtenir un siège ou deux, être représentés à coup sûr dans un conseil municipal. Nous allons arriver à l'effet totalement inverse et des camarades de Midi-Pyrénées me disaient : « Inventons la toisième liste et recréons le problème des Radicaux de gauche dans quantité de départements ! » (Quelques applaudissements)

Il y a quinze jours, je n'ai entendu aucune note discordante à ce propos. Je pense qu'aujourd'hui, le Parti doit avoir la primeur de la réflexion et le gouvernement, peut-être, se plier à la volonté du Parti.

Je crois, camarades, que dans les temps qui viennent, qui ne sont pas faciles, nous devons avoir une analyse politique claire et nette, et ce n'est pas en inventant une fragmentation des listes au premier tour, et en la consolidant au deuxième tour, que nous ferons avancer les idées qui sont les nôtres, pour lesquelles nous luttons et pour lesquelles nous vaincrons… si on ne nous

réinvente pas cette troisième liste.
Je n'ai pas utilisé mon temps de parole de dix minutes, mais je pense avoir dit clairement, en peu de temps, ce que beaucoup de camarades disent tout bas... Il suffit, pour s'en convaincre, de passer dans les travées aujourd'hui. (Applaudissements)

Le Président - Merci en effet, à Jean Guérard, qui s'est tenu dans la limite de moins de cinq minutes.
Maintenant, Didier Motchane, et ensuite Louis Mermaz.

Didier Motchane

Camarades, j'avais eu l'occasion de dire, lors du dernier Comité directeur - un certain nombre d'entre vous y étaient -, que je me réjouissais de constater que notre camarade Coué n'était pas présent parmi nous... Cela ne veut pas dire que nous appelions de nos voeux la multiplication de nos camarades Cassandre !
Laissons la droite faire ce qu'elle peut, dire ce qu'elle peut ; il est normal qu'elle parle de « bataille perdue », oubliant, par exemple, qu'une dévaluation, c'est un constat, c'est un résultat, c'est l'enregistrement des conséquences d'une gestion passée, ainsi que des structures de la société et de l'économie française, oubliant,par exemple, qu'en 1958, le premier acte du gouvernement de la Vème République a été de dévaluer le franc de 20%, ce que nous avons fait en deux temps, et que ce qui compte dans ce genre de choses, c'est l'ensemble d'une politique qui fait que la dévaluation est le coup de pied qui vous fait rebondir ou pas.
Ce qui me paraît beaucoup plus important que les commentaires de l'adversaire, c'est de les trouver souvent partout, dans les médias, dans la presse, mais c'est encore plus d'en discerner l'esprit et le moral - ou la démoralisation - parfois dans nos propres rangs.
Je voudrais vous dire que ce discours que nous entendons de temps à autre dans notre Parti, sur l'infléchissement de notre politique, l'infléchissement de la même politique - bien sûr - n'est rien d'autre que l'expression, pour ceux-là, de leur propre fléchissement, et que si, sans doute, nous devons dire, comme Poperen l'a rappelé tout à l'heure, « pas assez », nous devons prendre conscience que « pas assez », cela veut dire « mieux », mais cela veut dire exactement la même chose, cela veut dire la politique que le Président de la République a expliquée au pays pendant sa campagne électorale et dont la logique se trouve clairement exposée dans le Projet socialiste.
Là-dessus, je voudrais vous proposer quelques réflexions autour de deux points.
Le premier, c'est que, parce que nous sommes dans la crise, nous sommes dans la culture de la crise, c'est-à-dire que l'immense majorité des images, des idées, des schémas mentaux qu'on nous propose ou qui se trouvent spontanément dans nos têtes, ce sont ceux de l'adversaire, ce sont les raisonnements de la situation et de la politique que nous combattons.
Contre cette culture de crise, nous devons faire vivre et expliquer une culture du

changement.
Le deuxième point, c'est qu'il faut tirer les conséquences de cela. C'est que si la fin ne justifie pas les moyens, qui veut la fin veut les moyens.
La culture de crise nous invite soit au découragement, soit à l'inflexion au nom du réalisme. Mais je vous demande, au nom du réalisme, qui est toujours de prendre la mesure de la réalité, de ses difficultés, de ses contraintes, si c'est pour nous en contenter, si c'est pour accepter l'espace de jeu, le jardin d'enfants que les contraintes actuelles nous laissent, ou si c'est pour nous poser la question de savoir comment nous pouvons les desserrer, ces contraintes, les élargir !
C'est la raison pour laquelle il est grand temps, je pense, que nous mettions en cause un certain nombre de tabous.
C'est vrai que la France est dans le monde capitaliste et que cela pèse sur notre possibilité d'agir.
Devons-nous en conclure que nous devons subordonner toute notre action politique et tout notre raisonnement politique à ce que l'un d'entre nous appelle souvent « la crédibilité externe de cette politique » ? Et d'abord, n'aurions-nous pas tort de confondre crédibilité et respectabilité ? Est-il indispensable de mesurer notre discours, et surtout notre action, au désir de montrer que les Socialistes, que la gauche française en général, ce sont des gens très convenables qui, comme les autres, usent pour manger de couteaux et de fourchettes ?
Mes chers camarades, la crédibilité interne n'est-elle pas un des éléments essentiels de la crédibilité externe ? Et cette crédibilité interne ne repose-t-elle pas pour la gauche plus encore sur la confiance des travailleurs, sur la confiance des chômeurs, sur la confiance des masses que sur la confiance des patrons ?
Quand donc nous guérirons-nous du défaut d'être désespérés de constater que la gauche n'arrive pas à se faire aimer de la droite ?
(Applaudissements)
Mes chers camarades, il faut prendre garde, ceci n'enlève rien à cette grande idée tactique qui résulte simplement de l'examen du rapport de forces, de l'examen de la situation dans laquelle le Président de la République et le gouvernement ont trouvé la France au soir du 10 mai. Il n'est pas raisonnable de coaliser tout de suite tout le monde contre soi. Ceci est vrai pour l'extérieur, ceci est vrai pour l'intérieur.
Mais ceci signifie que nous devons prendre particulièrement garde : à ne pas confondre ce qui est un moment, ce qui est une idée de manœuvre, ce qui est une tactique, avec notre politique elle-même.
Peut-être faudrait-il pour cela, mes camarades, que le Parti, que les militants, que les syndicats, que les travailleurs, que les gens en général, quand ils s'adressent à ceux de nos camarades qui sont ministres, aient en face d'eux comme interlocuteurs des ministres et non des ministères, et ceci même rue de Rivoli. Un des tabous que je pense que nous devons mettre en cause, c'est toute attitude dogmatique par rapport à nos relations économiques et financières avec les pays d'Europe et avec les Etats-Unis d'Amérique. Je ne suis pas de ceux qui sont pour prendre une attitude dogmatique contre le Système monétaire européen, mais quand nous constatons tous les jours, ce que nous avions

toujours prévu, que la situation où nous sommes fait fonctionner l'influence du Système européen sur notre pays exactement de la même manière dont nous dénonçons l'influence du Fonds Monétaire International sur les pays du tiers-monde, je pense qu'il y a lieu de se poser quelques questions.
Je pense aussi que nous sommes aujourd'hui payés pour savoir que cela n'a pas été le Sommet de l'année dernière, ni ce Sommet, ni celui de l'an prochain qui transformera le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et les autres en un gouvernement socialiste.
Claude Estier me demande de conclure. Je vais naturellement le faire, d'autant plus facilement que j'ai déjà pu constater qu'en ce qui le concerne, sa puissance de compréhension est tellement rapide qu'il n'a même pas besoin d'attendre que j'ai fini de parler, et je suppose, mes chers camarades, qu'il en est de même pour vous...
Mes camarades, en dix minutes, il n'était pas sérieux de prétendre faire un bilan, mais surtout il n'y a pas lieu, après un an depuis l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir, de le faire, et à propos de bilan, j'aurais préféré, quitte à faire un choix, qu'on consacre ces dix minutes au Liban.
Je voudrais simplement, pour terminer, dire qu'au moment de la préparation du Congrès de Valence, parmi les contributions qui ont été soumises à la réflexion du Parti à cet égard, j'en avais avec quelques camarades présenté une qui disait notamment : « Plus vite le coup de barre à gauche sera donné, plus vite nous ferons prendre à l'économie française un équilibre qui, de toutes manières, avec le pouvoir de gauche, ne peut pas être conçu de la même manière que celui qu'on entend ordinairement sous ce mot. » Eh bien, ce coup de barre à gauche, mes camarades, tout le problème aujourd'hui est de prendre cela au sérieux, à mon avis, et surtout de ne pas y voir un mauvais, un très mauvais jeu de mots.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le Président - Je donne la parole à Louis Mermaz, ensuite Michel de la Fournière.

Louis Mermaz

Chers camarades, je dirai, poux commencer, que j'ai beaucoup apprécié le rapport de. Jean Poperen, car voici un camarade qui parle le même langage depuis le 10 mai, même langage, même combat, avant, après.
J'en dirai la même chose de Lionel Jospin qui, lui aussi, reste fidèle à nos orientations, à notro, mode, d'expression, à telle enseigne que parfois même lui sont prêtés des propos qu'il n'a pas tout à fiait tenus, comme il me le rappelait hier soir. Il est vrai que le huis clos n'a jamais, été une tradition socialiste solidement anrée.
La stratégie de rupture ? Il faut dire très raisonnablement que le poids des mots n'est pas toujours le même selon qu'on est dans l’opposition ou qu'on est au pouvoir, et qu'on n'est pas forcément entendu de la même manière.

Et cependant, il est des pudeurs et des douceurs étranges, et le style homme d'Etat est de plus en plus porté au Parti Socialiste. C’est à qui sera le plus homme d'Etat. Mais, les hommes d'Etat, est-ce que ça a vraiment existé ? (Applaudissements)

Est-ce que ce prêt-à-porter-là n'appartient pas aux accessoires des idées reçues ?

Pierre Mauroy a eu fort raison, ces derniers jours, de rappeler le poids de l’héritage ; celui-là, il existe : 14% d'inflation pan an, pas d'investissements ces dernières années, le recul économique constant de notre pays, même si la stratégie du profit a permis quelques succès dans certaines activités de pointe.

La flambée du chômage, et même, comme le rappelait à l'instant André Laignel, les dévaluations, n'ont pas manqué à leur panoplie.

La politique des Socialistes, engagée, sous l’impulsion de François Mitterrand et par le gouvernement de Pierre Mauroy, est une politique qui a déjà marqué des points : l’inflation a légèrement cédé ; le chômage augmente plus lentement, on peut dire qu'il est contenu ; une reprise certaine s'amorce au cours de l'année 1982, d'indispensables mesures de rattrapage social sont intervenues, et cependant, la bataille attendue s'engage.

Nous sommes dans la bataille et, soyez-en certains, plus qu'économique, le problème est politique, et le problème est culturel, car nous sommes vraiment en présence de deux systèmes de valeur et de deux logiques.

La démocratie, la démocratie représentative à laquelle nous sommes attachés, permet la confrontation, permet le débat, permet de choisir, permettra, nous le savons, d'aboutir à des compromis, qui ne devront pas être des compromissions.

L'intolérance, le sectarisme, ce serait de faire comme si nous n'étions pas en présence de deux cultures, et là, entre la gauche et la droite, oui il y a vraiment deux cultures.

Or, la droite n'a jamais voulu admettre qu'elle n'avait ni le monopole de la compétence, ni le monopole de l’efficacité.

Regardez l'état du monde, et vous mesurerez l'étendue des catastrophes accumulées : ici, c'est Reagan, avec dix millions et demi de chômeurs ; là, c'est Mme Thatcher, avec trois mlltions de chômeurs ; c'est le pillage organisé depuis des décennies du tiers-monde.

Dans le débat démocratique, partout, et selon tous les canaux : l'écrit, le discours, l’audiovisuel, nous devons réclamer le droit de cité pour nos idées, comme nous admettons le droit de cité pour les idées des autres.

Je me trouvais récemment, cela aussi est très à la mode, dans un club d'investisseurs où avaient planché deux ministres qui vivent au milieu des chiffres, des statistiques, qui ont à la fois la tête bien faite et bien pleine, et je me dsais d'ailleurs : je vais sur une terre inconnue... Il y avait là des investisseurs relativement importants du monde entier : des Suisses, des Allemands, des Italiens et des Arabes, et nous avons discuté jusqu'à une heure avancée de la soirée. Et je me suis dit : dans le fond, je vais leur dire exactement la même chose que si j'étais dans un congrès socialiste, et le débat a été animé.

J'entends encore un banquiex suisse me dixe : « Rassurez-vous, nous ne vous prêterons plus notre argent », et je pensais : « Alors, vous ne nous prêterez plus

l’argent qui, souvent, vient de France !
Et puis, à la fin du débat, j'ai constaté que parce que je n'avais pas dit cette chose que tout Socialiste est enclin, quand il est devant l’ordre établi, à prononcer : « Je ne suis pas un spécialiste en matière économique », parce que je n'avais pas baissé la garde, parce que je les avais amenés sur notre terrain à nous, sur notre terrain de valeur, j'avais le plaisir, en fin de soirée, d'entendre un banquier suisse me dire : « Ah ! On ne peut pas discuter avec vous parce que vous, vous êtes beaucoup plus instruit que nous ! »
Je ne sais pas si j'étais plus instruit que lui, mais j’avais, refusé de m'inscrire dans sa logique.
Eh bien, cette petite histoire, que je m'excuse d'avoir rapportée ici, nous la rencontrons tous les jours.
La droite institutionnelle, l’établissement politique et économique - je ne parle pas des braves gens de droite qui, d'ailleurs, si j'en juge l’évolution politique de la France, votent de plus en plus pour nous depuis vingt ans ; je parle de la droite organisée, de la droite institutionnelle - n'a jamais accepté, et n'acceptera jamais, le changement, ni au plan national, ni au plan international, d'où nos difficultés.
Les Socialistes savent, je pense, que les forces organisées de droite n'ont jamais accepté et n'accepteront jamais que l'expérience socialiste - c'est eux qui parlent ainsi - se poursuive, sauf à ne pouvoir faire autrement. Or, il nous revient de créer cette situation qu'ils ne puissent faire autrement.
Les forces de gauche, oui, sont dans une bataille, elles peuvent accepter que la situation et la politique économique s'infléchissent ; elles peuvent accepter, les forces de gauche, le Parti Socialiste, que tel ou tel type de mesures, même si ce n'est pas de gaieté de coeur, soient prises, à condition que le gouvernement, le Parti, donnent l'éclairage politique indispensable. Il faut dire au pays la vérité, i1 faut dire ce qui va, ce qui va mieux, ce qui ne va pas, à quelles conditions nous pouvons redresser la situation. Il n'est pas honteux de rencontrer des difficultés, nous avons assez dit par le passé que rien ne serait facile.
Le gouvernement a d'abord voulu relancer l'économie par la consommation, la reprise a été insuffisante. La balance commerciale est devenue déficitaire ou, plus exactement, elle l'est restée comme sous le régime précédent.
Où en est-on de la reconquête du marché intérieur ? Quels sont nos objectifs ? Quels moyens entendons-nous nous donner ?
Le gouvernement a consenti des avantages aux entreprises, et il a bien fait de le faire, pour qu'elles investissent. Où en sommes-nous quant aux investissements des grands groupes et des plus petits ?
Le crédit a été nationalisé pour donner à l'industrie française, nous pensons, y compris aux PME, qui sont le plus gros employeur dans notre pays, les moyens d'une grande politique industrielle, alors nous posons la question, le Parti est en droit de s'interroger : le comportement des Banques est-il en train de changer ? Quels moyens entendons-nous mobiliser pour changer de logique bancaire ? (Applaudissements)
Le gouvernement s'apprête à bloquer les prix et les salaires, sauf le Smic, peu de français sont assujettis au Smic, il s'apprête à bloquer les prix et les salaires pour

quatre mois par le recours très vraisemblablement à la loi.
Le blocage des petits et des moyens salaires, seuls ces deux-là m'intéressent, pose problème, c'est évident, dans un pays où les inégalités sociales demeurent considérables et où la réforme fiscale n'en est qu'à son premier stade.
Si le seul résultat de cette politique était de bloquer les salaires, les petits et les moyens salaires, sans réussir à stopper les prix, si cette politique devait se traduire par une diminution du pouvoir d'achat des classes populaires, alors le gouvernement, les Socialistes, la gauche tout entière, devraient en tirer des conclusions.
Mais je veux dire cela de la façon la plus douce, parce que je ne veux pas entendre dire que je suis menaçant, il faut que tout le monde le sache bien et le comprenne bien.
Quant au Parti Socialiste, on sait, il est inutile de le dire, mais affirmons le tout de même, qu'il ne ménagera pas ses efforts pour que la lutte contre l'inflation entreprise par le gouvernement de Pierre Mauroy sous l'autorité de François Mitterrand soit victorieuse. Si les élections cantonales n'ont pas été un succès, c'est parce que la gauche ne s'est pas suffisamment mobilisée et parce que, dans le fond, les objectifs n'ont pas forcément été entièrement compris et explicités devant notre opinion publique.
Les municipales seront importantes. L'échéance est redoutable et d'autant plus que la mesure prise en 1977 de nos forces constitue une base de départ très élevée. Il n'y a pas de loi électorale qui permette de gagner. Nous serons jugés sur les résultats de notre politique, et davantage encore sur notre volonté politique tout court de conduire le changement et de nous en donner les moyens, en hommes et en réformes de structures.
Le peuple de gauche peut attendre, mais le peuple de gauche veut comprendre et savoir où nous allons.
Nous avons pris le risque, et c'est à notre honneur, d'ouvrir les municipalités que nous détenons, puisque nous sommes le parti qui gère le plus grand nombre de municipalités, à une représentation de la droite. C'est tout à fait honnête. Nous faisons sauter, dans les villes de plus 30 000 habitants, d'autre part, le blocage des listes, ce qui est une attitude éminemment démocratique.
La loi, une loi honnête et juste, doit permettre à l'union de la gauche de gagner, dans le respect bien entendu des nouveaux équilibres dessinés depuis six ans par le suffrage universel.
Mais à propos de la possibilité d'avoir deux ou plusieurs listes au second tour dans les grandes villes, point qui retiendra l'attention de notre Convention et de la Commission des résolutions, ne nous abandonnons pas, chers camarades, à l'illusion qu'il puisse y avoir une loi idéale, nous dispensant de l'effort politique sur le terrain. Il n'y a pas de disposition garde-fou, il n'y a pas de loi-carapace qui protègerait la chair succulente du homard... A nous de ne pas être le homard dans la négociation !
Il reviendra au Parti, aux fédérations, aux sections, de proposer à nos partenaires communistes et à toutes les forces de gauche précisément, le respect des équilibres nouveaux, nés du suffrage universel.

En fait, ce qu'il nous faut, c'est un bon accord électoral entre partis de gauche, qui nous permette, à toutes les phases de la bataille municipale, de nous caler sur les résultats précédents du suffrage universel, qui soit une référence, qui doit être une référence absolue.
C'est ainsi, camarades, que nous créerons la dynamique unitaire indispensable, et le plus tôt, dès le premier tour, chaque fois qu'il sera possible, et nous le voulons nous, sera certainement le mieux.
A l'heure où la droite est plus mobilisée que jamais et plus que jamais, la droite institutionnelle, décidée à nous faire échouer, rappelons haut et ferme que la stratégie d'union de la gauche, parce qu'elle porte adhésion des masses populaires, cette stratégie dont nous avons été les meilleurs artisans ces dernières années, est plus que jamais nécessaire pour réussir et mener à bien l'entreprise commune. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Michel de la Fournière.

Michel de la Fournière

Camarades, les orateurs précédents ont noté que cette Convention, réunie, en principe, pour parler des élections municipales, se situait dans une conjoncture profondément remaniée par les décisions économiques et financières du gouvernement. J'ajouterais qu'elle l'est aussi, quoique dans une moindre mesure, par l'évolution de la situation internationale, et je voudrais également en dire un mot brièvement.
Nous venons de vivre une semaine riche en événements : la dévaluation, les mesures de rigueur, l'agression israélienne au Liban, et, en ce qui concerne chacun de ces problèmes, le Parti a tout de suite réagi et pris des positions qui manifestaient son soutien sans faille à notre gouvernement.
Mais soutenir un gouvernement ne dispense pas d'une réflexion et d'utiliser cette Convention nationale pour faire avancer le débat sur certains points.
Un orateur précédent a dit que la dévaluation était un constat, c'est vrai, elle peut être le point de départ d'un redressement, cela sans doute est vrai, mais elle n'est pas automatique.
Sans doute, la dévaluation était-elle une nécessité, mais cette condition n'est pas suffisante, et s'agissant surtout d'un des points les plus faibles de notre dispositif économique qui est le commerce extérieur.
Les mauvais indices du mois d'avril en matière de commerce extérieur ont surpris et alarmé beaucoup de gens ; le fait d'avoir dépassé le cap des 10 milliards de déficit a agi comme une sorte de sonnette d'alarme.
Mais en fait, camarades, cet indice ne faisait que confirmer une tendance très clairement lisible depuis un certain nombre de mois et singulièrement depuis l'automne. En réalité, le commerce extérieur de la France est installé dans un déficit chronique de l'ordre de six à sept milliards par mois depuis le mois d'octobre. Or, ce déficit résulte de la croissance des importations, qui a continué à se faire à un rythme très élevé entre avril 1981 et avril 1982 ; la croissance de

ces importations doit se situer au niveau de 20%, ce qui fait que ce qu'un certain nombre d'entre nous avaient annoncé lors de Comités directeurs ou de Conventions précédentes, à savoir que la reprise de la croissance pourrait bien se faire au bénéfice des importations et non au bénéfice de la production intérieure, s'est vérifié.

En matière de croissance, c'est bien la croissance des importations qui a le ruban bleu et non pas les autres éléments.

Dans le même temps, nos exportations stagnaient, et même avaient tendance à reculer en ce qui concerne les secteurs pilotes : ceux de l'automobile, au sein de la Communauté Européenne en particulier, et ceux de l'agro-alimentaire.

Alors, camarades, si cette situation qui traduit en réalité une compétitivité insuffisante de notre économie en général et de notre industrie en particulier, ne se modifie pas, la dévaluation n'aura d'effet que sur le court terme, et nous nous retrouverons dans quelques mois dans une situation de déséquilibre à la fois du commerce et de la monnaie, qui reposera de nouveau, quelles que soient les affirmations volontaires que l'on puisse faire, le problème de la dévaluation.

Par conséquent, ce qui est à l'ordre du jour, c'est un profond effott de redressement qui touche à tous les éléments du problème de notre industrie nationale : amélioration de la productivité, sans doute simplifications administratives, politique du crédit, aide aux P.M.I., P.M.E.

Si nous échouons dans cette politique fondamentale, alors, camarades, ce sera le pari même engagé par notre gouvernement, et dons nous sommes profondément solidaires, qui sera remis en cause.

Ne nous y trompons pas. Sans commerce extérieur équilibré, pas de liberté d'action, pas véritable indépendance nationale.

Alors, il y a les dévaluations, et puis il y a les mesures d'accompagnement et, notamment, ces mesures de rigueur sur le blocage des salaires et l'effort particulier demandé aux fonctionnaires pour cotiser à l'UNEDIC.

Ces mesures sont difficiles, mais ces mesures obéissent à l'impératif de solidarité que nous faisons nôtre et que certains d'entre nous avaient déjà demandé dès le Congrès de Valence.

Mais, car il y a un mais, ces mesures ne sauraient être défendues par nous auprès des travailleurs comme il convient si, dans le même temps, les autres réformes de caractère socialiste ne continuaient pas à être menées avec détermination, et notamment des réformes fiscales : je pense aux propositions qui sont nôtres depuis des années, et puisque, ça et là, au milieu des délégués des fédérations, j'aperçois certains ministres, eh bien je leur dis : l'impôt sur les grandes fortunes, les réformes de l'impôt sur le revenu, le Parti les veut et les travailleurs les veulent. (Applaudissements)

Et, à l'heure où la mise en place du petit livre rose d'épargne qui, sembte-t-il, paraît-il, et d'après la réglementation, c'est vrai, est destiné aux tout petits épargnants, voit, dans une région que je connais bien, qui est la mienne, ee qui est une région d'agriculture riche, se multiplient à des dilaines de milliers d'exemplaires les nouveaux titulaires qui, croyez-le bien, ne sont pas ces petits agriculteurs des régions déshéritées, non, il n'y en a pas beaucoup en Beauce,

sachez-le, eh bien on les voit aux guichets des banques et des caisses d'épargne devenir titulaires de ces livrets-là.
Alors là, je dis que le ministre que j'ai en face de moi a du pain sur la planche, et que le Parti doit l'encourager, que dis-je, le pousser, au cas où ce serait nécessaire, dans la voie de réforme de la fiscalité, à la fois audacieuse et rapide. (Applaudissements)
Je ne ferai, pas plus que d'autres camarades, de démagogie au départ en vacances des petits fonctionnaires qui vont voir leur pouvoir d'achat diminuer puisque c'est la réalité, mais je pense seulement qu'il y a quelque chose d'intolérable dans le fait que ces travailleurs-là risquent de continuer à voir, dans les régions de France où ils vont se trouver en vacances, le même étalage de luxe autour d'eux, de signes extérieurs de richesses que nous connaissons bien et que je ne détaillerai pas, et qu'il faut que le gouvernement, par des mesures claires, s'attaque à ces privilèges-là pour que la politique de riguer socialiste soit comprise et acceptée.
Alors, camarades, je voudrais maintenir dire un tout petit mot de la situation internationale, non pas du tout en général, mais sur un point très précis qui nous frappe tous au coeur et qui est la situation du Proche-Orient. En effet, nous avons bien senti, depuis l'intervention du gouvernement Begin au Liban, qu'il s'opérait dans notre pays, et plus largement au-delà, une espèce de retournement. Le gouvernement Begin a commis trois erreurs politiques qui pèseront lourd dans l'avenir.
D'abord, une erreur qui a été l'objet, celle-là, de longs débats déjà, qui est de croire qu'on peut vaincre une réalité ethnique et culturelle, celle du peuple palestinien, chassé de sa terre par la force brutale, par le simple poids de la force mécanique, alors que la politique de Camp David indiquait une autre orientation, même si çà et là, et y compris dans nos rangs, elle fut critiquée. Dans la suite de Camp David s'ouvrait une possibilité politique de dialogue avec l'ensemble du monde arabe et c'est une autre politique qui vient d'en supprimer les bénéfices.
Une deuxième erreur est de croire que le gouvernement israélien, quel qu'il soit, aura toujours, envers et contre tout, le soutien des opinions publiques européennes, ceci n'est pas vrai. Nous sommes en train d'en faire l'expérience en France.
Enfin, troisième erreur, elle est la moins visible, mais elle est probablement pour l'avenir la plus lourde de conséquences, c'est que le monde musulman, en général, et le monde arabe en particulier, connaît depuis quelques années une fermentation profonde et évolue dans un sens, qu'au sens précis du terme réactionnaire nous pouvons qualifier de tel. Il y a dans tous les pays du monde musulman, et pas simplement en Iran, montée d'un Islam populaire qui est anticapitaliste, comme il est d'ailleurs tout autant anticommuniste, qui prône un retour aux sources, c'est-à-dire au Coran, et dont la révolution iranienne est la principale expression, mais non pas la seule. Or, j'ai le sentiment que, face à cette réalité-là, nous sommes non seulement déconcertés - cela, c'est un simple constat -, mais nous sommes aussi courts dans notre analyse et nous serions pourtant bien avisés de regarder ce phénomène de près avant qu'il n'ait gagné

d'autres pays ou d'autres forces politiques, car le fait est là, massif, face à l'oppression sociale intérieure, face à la tyrannie politique, face au maintien des inégalités mondiales, le religieux devient, ou plutôt redevient, la référence pour un peuple qui veut se révolter et investit tout le champ politique.
L'affaire est stupéfiante pour des Socialistes comme nous, mais c'est le réel et ce sont les régimes les plus conservateurs, et officiellement les plus religieux, qui sont les plus menacés. Rappelez-vous novembre 79 à La Mecque : même les révolutionnaires anti-saoudiens défiaient le roi pendant quinze jours, les armes à la main ; eh bien ! ces révolutionnaires saoudiens, ce n'étaient pas des laïcistes ni même des militaires, c'étaient des étudiants qui venaient des Medersa ou des universités coraniques. Cette révolte populaire se tourne même contre les langues de l'Occident. Pour ceux qui connaissent bien le Proche-Orient, il y a une vingtaine d'années, on pouvait très aisément, dans toutes les capitales du Proche-Orient, parler français ou anglais avec les chauffeurs de taxis ou avec quantité d'hommes de la rue. Aujourd'hui, l'usage de la langue arabe est devenu un usage exclusif et on ne parle les langues occidentales qu'au-delà d'un certain âge, quarante, cinquante ans. Je dis que nous sommes là en face d'un phénomène qui peut devenir déferlant et qui peut gagner un Maghreb, un Maghreb qui, dans vingt ans, comptera cent millions d'habitants, à une heure de Marseille.
Je vais bien loin à partir du phénomène libanais, mais simplement parce que je crois que nous sommes en-deçà de la main par rapport à ce que nous devons faire dans ce secteur du monde qui est notre tiers-monde immédiat.
Il me reste bien peu de temps, et je vois Claude qui me regarde avec justesse, pour dire un mot des municipales ; je n'en parlerai que deux minutes, simplement pour dire qu'il nous appartient de régler rapidement à cette Convention le problème de la stratégie des alliances. Ce problème est simple. Nos alliances politiques doivent être conformes à la majarité présidentielle, à toute la majorité présidentielle, et ceci dès le premier tour. Ceci concerne le Parti Communiste, bien entendu, à condition qu'il s'y prête, c'est-à-dire qu'il tienne compte des réalités, du rapport de force réel et à condition aussi, je le dis fermement, que le Parti Communiste n'ait pas un pied dans la majorité présidentielle et un pied ailleurs, c'est-à-dire qu'il soit solidaire de ce que fait le gouvernement, pour le meilleur et pour le plus difficile.
Mais toute la majorité présidentielle, camarades, cela veut dire aussi les petites forces qui ont contribué à l'élection du Président de la République, non seulement le M.R.G., mais aussi les Gaullistes, Michel Jobert est Ministre d'Etat, et nous avons, nous aurons dans beaucoup de cas besoin de ces forces-là, non pas en la qualifiant de ce terme méprisant de « forces d'appoint », mais parce que la politique que nous menons reprend authentiquement ce qu'il y avait sur certains points de meilleur dans le gaullisme.
Je pense aussi qu'il est absolument nécessaire que nous abordions ces élections municipales avec un esprit d'ouverture, et le texte stratégique du Parti le dit d'ailleurs fort bien. Toute la tactique de la droite consiste à nous enfermer dans une problématique d'alliance « partitique » et exclusivement « partitique ». En réplique à cela, toute la tactique du Parti Socialiste se doit de manifester que

nous sommes pour le dialogue avec l'ensemble des forces sociales ; nous le ferons au mois de décembre par cette rencontre sur les acteurs du changement dont Lionel Jospin a pris l'initiative et qui doit être un grand moment de la vie, du dialogue du Parti avec l'ensemble du champ social.
Nous devons le faire aussi pour les élections municipales. C'est notre intérêt non seulement sur le plan électoral, mais plus généralement pour la réussite de l'expérience socialiste.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Paul Quilès.

Paul Quilès

Chers camarades, une Convention nationale du Parti est toujours un grand moment et je crois qu'il est bon qu'un certain nombre de camarades soient intervenus ce matin, qu'ils le fassent aussi cet après-midi pour aborder la situation politique, économique et sociale de notre pays. Mais cette Convention est aussi et avant tout, vous le savez, une Convention nationale extraordinairepor tant sur la préparation des élections municiaples. Je ferai donc un gros effort sur moi-même, me souvenant que je suis Secrétaire national aux fédérations, et je ne traiterai donc que des élections municipales, et de façon plus précise des questions concernant notre Parti.
Quels sont d'abord les enjeux de ces élections municipales. On l'a dit, il faut le répéter, c'est d'abord l'implantation des forces du rassemblement populaire sur l'ensemble du territoire national. Cela veut dire que nous devons confirmer, consolider les positions déjà acquises et que nous devons nous efforcer de conquérir de nouvelles municipalités et favoriser l'implantation de la gauche dans de nombreuses petites communes où nous n'avions jamais eu, jusqu'ici, de représentant.
L'autre enjeu, c'est d'engager, de nous efforcer d'engager à fond la bataille politique, une bataille politique qui sera rude, contre une droite frappée d'amnésie, qui voudrait faire, n'en doutons pas, des municipalités des lieux de blocage de la politique gouvernmentale. Pour la droite, ces élections municipales seront certainement, il faut que nous le sachions dès aujourd'hui et que nous nous en pénétrions si nous n'en avions pas conscience, ces élections municipales seront pour elle conçues comme une tentaftive de revanche du printemps 1981 et il faut que nous nous préparions à cette bataille.
Troisième enjeu : il consistera à traduire notre nouvelle influence, sans volonté de puissance excessive, en nous montrant cependant sûrs de nous-mêmes, sans être, pour reprendre un mot célèbre, dominateurs.
Le quatrième enjeu est plus spécifique au Parti Socialiste : vous le savez, depuis un an, de nombreux nouveaux adhérents nous ont rejoints, plus de 40 000, près de 45 000. Je voudrais dire à ce propos que, depuis l'arrivée de cette nouvelle génération de députés à l'Assemblée Nationale, on annonce que le Parti Socialiste serait devenu un parti d'enseignants. C'est vrai, il y a en a beaucoup, il

Fondation Jean Jaurès

y en a peut-être beaucoup dans cette salle, c'est une bonne chose qu'il y ait un certain nombre d'enseignants parmi les élus, parmi les responsables, mais les statistiques que je possède sur les nouveaux adhérents, sur les anciens adhérents, et je tiens à vous donner ce chiffre, ne correspondent pas à cette image donnée à l'extérieur du Parti, puisqu'il y a 12% d'enseignants au Parti Socialiste. Par contre, ce qui est intéressant aussi, c'est de voir que, dans les nouveaux adhérents qui nous ont rejoints depuis un an, il y a quatre fois plus de jeunes de moins de vingt-cinq ans qu'il n'y en avait précédemment, et il y a une très bonne représentation du monde du travail.

Tous ces nouveaux adhérents, cela va être, passez-moi l'expression un peu guerrière, leur baptême du feu, cette campagne des élections municipales au cours de laquelle il faudra, et là je veux lancer un appel à tous les responsables fédéraux qui sont ici, il faudra que nous essayons de former cette nouvelle génération à la négociation politique, à la définition des programmes, aux campagnes électorales, et ce ne sera pas le moindre des enjeux de cette campagne électorale.

Alors, l'objet de cette Convention, vous le savez, est multiple. Il s'agit de parler du manifeste municipal. J'espère que des camarades le feront cet après-midi. Il s'agit de débattre de la loi électorale et des alliances, mais il s'agit aussi de parler des procédures de désignation des candidats Socialistes. Je laisserai à d'autres camarades le soin d'aborder les deux premiers thèmes et je voudrais me consacrer au troisième, je veux parler du mode de désignation des dilaines de milliers de candidats socialites, parce que c'est de ceux-là qu'il s'agit, des dilaines de milliers de candidats. Une fois encore, je crois que notre Parti doit montrer à ses détracteurs, à ceux qui n'ont à la bouche que le mot de totalitarisme, qui nous sommes, et de quelle façon nous sommes capables de désigner de façon démocratique nos candidats.

Je regardais l'autre jour à la télévision ces Congrès du Parti républicain et du C.D.S. et, en les regardant, je me disais que tous ces donneurs de leçons de démocratie ont encore beaucoup plus de progrès à faire. Sur quelles bases sont désignés les représentants à ces Congrès ? Quels mandats ont-ils à leur base ? Existe-t-il d'ailleurs même une base dans ces partis ? (Applaudissements). Eh bien ! nous montrerons à l'occasion de la désignation des candidats pour ces élections municipales que nous avons procédé de façon démocratique et nous nous efforcerons de respecter, parce que la situation créée par cette nouvelle loi électorale est nouvelle, un certain nombre de principes.

Je crois que quatre principes doivent nous guider dans la désignation des candidats.

D'abord, la rigueur. Si je puis me permettre un parallèle entre la vie économique et la vie interne du Parti, je dirais qu'il faudra là aussi une grande rigueur pour maîtriser un processus qui est souvent long et complexe et qui est fait, là aussi, de contraintes internes et externes.

Le deuxième principe, ce sera d'essayer de concilier une réelle décentralisation des décisions avec une coordination indispensable au niveau fédéral et parfois au niveau national. Je veux dire par là que la responsabilité des sections doit être

bien évidemment pleine et entière, mais, mais, parce qu'il y a un mais, l'expérience nous a prouvé que le rôle de coordination des fédérations, et je le dis aussi pour les grandes villes parfois du national, est tout à fait indispensable, et il faudra y songer dans le mode de désignation que nous allons décider au cours de cette Convention.

Troisième principe ; il nous, faudra, aussi, respecter un calendrier qui fixe une date-butoir pour les alliances et la composition des listes, car cette tâche, chers camarades, ne doit pas absorber la plus grande part de notre énergie. Le combat capital, c'est le combat contre la droite et, là aussi, l'expérience de 1977 nous a prouvé que l'on pouvait s'essouffler, que l'on pouvait s'épuiser dans d'interminables arbitrages. Il faudra donc qu'une date-butoir soit fixée pour les alliances et pour les désignations de candidats.

Quatrième principe, et non le moindre : il faudra rechercher par la voie du consensus les meilleurs candidats, et, au moment de ce choix, je voudrais inviter tous les camarades à faire preuve d'un sens élevé de la responsabilité et à avoir toujours présent à l'esprit l'impératif de la défense des intérêts bien compris du Parti et de la majorité présidentielle. Cela ne peut signifier le maintien rigide de positions acquises à la tête des municipalités et dans des conseils municipaux. Cela, chers camarades, nous concerne, nous Socialistes, cela concerne aussi nos partenaires. Il faut qu'ils sachent qu'il n'y aura pas de ventes de situations. Les choses doivent être bien claires là-dessus. (Applaudissements)

Il nous faudra aussi veiller à ne pas privilégier les intérêts particuliers et à ne pas opérer des choix en fonction de critères qui feraient fi du contrat passé entre nous au Congrès de Valence. Ce qui se passera à l'occasion de ces désignations fera, ou non, la preuve qu'il est possible de surmonter, dans notre Parti, la logique des courants.

Pour toutes ces raisons, une procédure va être proposée à la Commission des résolutions et à la Convention tout entière, et, à travers la Convention, aux sections et aux fédérations. Cette procédure peut paraître plus compliquée que le système qui existe actuellement, bien que ce système ne soit régi ni par nos statuts, ni par notre règlement intérieur. Ce système, certains l'ont résumé en disant qu'il s'agissait du « tir aux pigeons ». Il est quand même assez paradoxal - je ne sais si vous vous êtes fait la réflexion à vous-mêmes - qu'au moment où nous dénonçons le scrutin majoritaire pour les élections municipales - d'autres orateurs l'ont fort bien fait avant moi à cette tribune - nous nous appliquions, à l'intérieur du Parti, le système majoritaire, et je me demande aujourd'hui comment il serait possible d'appliquer le système de désignation majoritaire pour des listes qui vont devoir être classées, puisqu'il s'agit maintenant d'un système majoritaire proportionnalisé !

Donc, je crois qu'il y a une impossibilité technique à appliquer le système qui existait jusqu'ici, et qui n'a pas toujours donné les meilleurs résultats, il faut bien en convenir.

Ce qui est proposé, c'est la chose suivante.

D'une part, que les têtes de listes soient désignées par l'ensemble des adhérents concernés. Cela, c'est dans nos statuts, c'est l'article 49. Que cette désignation

soit validée par la Commission exécutive fédérale pour les communes au-delà d'un certain seuil, bien entendu, qui sera fixé par les fédérations elles-mêmes.
D'autre part, en ce qui concerne la préparation de la liste, il sera proposé qu'une Commission soit créée, qui rassemblera des membres de la Commission exécutive de la section - s'il y a plusieurs sections sur le territoire de la commune, des délégations des Commissions administratives - plus la tête de liste qui aura donc été désignée, plus un représentant désigné par la fédération. Cette Commission examinera les candidatures qui auront été déposées et préparera une liste qui sera proposée au vote des militants.
Mais, afin que la liberté de choix des militants soit totalement respectée, puisque cette procédure doit être - je l'ai dit tout à l'heure - une procédure visant à trouver un consensus - rien ne serait plus opposé au consensus que d'imposer une liste -, dès que le débat aura eu lieu dans la section et que le vote aura exprimé un choix de la section, si la liste est acceptée, très bien - le processus est terminé - ; si la liste. est refusée, il sera demandé aux militants de la section d'exprimer des propositions de noms. La section - ou les sections - votera sur ces proposions. Ces propositions seront ensuite retenues par la Commission, et c'est munie de ces propositions majoritaires de la section que la Commission reviendra vers l'Assemblée générale des militants.
Je sais, cela peut sembler un peu compliqué, mais croyez-moi, nous en avons discuté avec de nombreux Premiers Secrétaires fédéraux, c'est un système qui calmera bien des choses dans notre Parti et qui, en tout état de cause, permettra d'arriver à des compositions de listes beaucoup plus cohérentes et tenant compte des principes que je vous indiquais tout à l'heure.
Je voudrais, pour terminer, dire quelques mots sur l'organisation de la campagne de ces élections municipales.
Bien entendu, cette campagne sera, par essence, par nature même, une campagne décentralisée. Toutefois, il faut que vous sachiez - et je pense que vous n'en doutez pas - que la Direction nationale apportera toute l'aide nécessaire aux sections et fera des propositions d'organisation de campagne. Rappelez-vous, chers camarades, qu'on ne gagne pas de grandes batailles sans une organisation rigoureuse qui abandonne le moins de champ possible à l'improvisation.
La droite, elle, est organisée. Rappelez-vous ce qui s'est passé aux élections cantonales, où nous avons peut-être eu le tort de sous-estimer ses capacités d'organisation. La droite, depuis quelques mois, s'efforce d'élargir son influence dans la société civile, à travers de multiples associations, à travers de multiples réseaux. Souvenez-vous la façon dont elle a procédé au cours de ces élections cantonales. Eh bien, la droite utilisera le combat des élections municipales pour prolonger cette influence, qu'elle commence à avoir dans la société civile, au plan politique.
Les élections municipales de 1983 seront, que nous le voulions ou pas, beaucoup plus que des élections locales. Nous devons savoir nous y préparer et, je le dis encore une fois en répétant ce mot, avec rigueur et avec détermination. Je sais bien qu'entre une élection présidentielle et des élections municipales, il y a un grand écart, il y a de grandes différences de contexte et d'enjeu. Néanmoins, je

pense, je suis convaincu même, que nous devrions retrouver pour ces élections municipales l'élan de la campagne présidentielle pour affronter un combat qui sera bien un combat entre la droite et la gauche. C'est ainsi que nous avons gagné en 1981, c'est ainsi que nous pourrons confirmer, en 1983, et au-delà je l'espère, nos formidables succès de mars 1977, en étant, comme le dit le slogan qui est au-dessus de cette tribune, la principale force du rassemblement populaire. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jacques Calmont, de la Corrèze.

Jacques Calmont (Corrèze)

Chers camarades, je vais vous faire plaisir en vous disant que je ne voudrais pas participer à l'inflation verbale et que je limiterai mon intervention à une seule minute, pour vous signaler qu'il existe dans ce pays un Français qui est un super-citoyen, puisqu'il a le droit de voter à la fois pour les élections sénatoriales à Paris et en Corrèze ! Ce super-citoyen, je crois que tout le monde le reconnaît, et c'est la raison pour laquelle la fédération de la Corrèze demande que le cumul des mandats de conseiller municipal de Paris et de conseiller général soit honni.
Il faut voir là une raison supplémentaire, s'il en était besoin, pour que le statut de la Ville de Paris soit révisé ! (Applaudissements)

Le Président - Paul Lussault, ce n'est pas le moment de sortir, c'est à toi de parler !
Je tiens cependant à remercier chaleureusement Calmont pour la brièveté de son exposé !

Jean Poperen - Sa densité aussi !

Le Président - La parole est à Paul Lussault.

Paul Lussault

Je suis désolé d'avoir fait attendre la Convention nationale, mais le Président n'avait pas annoncé l'intervention du prochain orateur...
Dans cette Convention, naturellement - l'exposé préalable de Jean Poperen l'amontré -, nous avons eu à nous préoccuper immédiatement de la situation générale du pays et des mesures que le gouvernement a prises pour y remédier.
Je veux dire à ce propos, me situant assez brièvement sur cette affaire, qu'il est apparu que les dispositifs de concertation entre le Parti et le gouvernement sont maintenant une aspiration très puissante, très pressante, et que les assurances données dans son rapport par Jean Poperen sur l'amélioration de ces dispositifs vont certainement satisfaire un nombre important de militants socialistes.
Il est évident que des décisions aussi graves, aussi complexes que l'application d'une mesure de dévaluation, ne permettent pas la mise en place d'un débat

Fondation Jean Jaurès

préalable dans l'opinion et dans le Parti, avant leur adoption. Mais il est évident aussi que l'ensemble des dispositions gouvernementales, que l'ensemble de la politique adopté avant et après des mesures de cette importance est du niveau de ce que la concertation entre le Parti et le gouvernement doit nécessairement traiter.

De ce point de vue, les mesures économiques et financières destinées à appuyer les mesures de dévaluation doivent faire l'objet d'un contrôle et d'un suivi permanents ; plusieurs camarades l'ont déjà souligné.

Revenant au rapport de Jean Poperen, celui-ci nous indiquait que deux réflexions devaient être regardées d'une manière très intense :

- celle qui conduirait à une sorte de contrat entre les entreprises et les pouvoirs publics, relativement aux liaisons entre l'investissement et le développement des emplois, la réalité de l'augmentation de la productivité, la réalité de la mise en place d'une politique économique positive.

Il y a là quelque chose de nouveau, il y a là quelque chose qui rejoint sans doute les préoccupations de la future loi sur la planification française, mais il y a indiscutablement, dans la période où nous sommes, une nécessité et d'autres camarades l'ont dit : pas un centime des sommes prélevées sur les contribuables ne doit être égaré vers les profits s'il a été accordé aux entreprises pour favoriser l'investissement.

- Deuxième préoccupation majeure, celle du contrôle des prix.

Nous arrivons enfin là à constater qu'il demeure un butoir dans notre analyse économique et dans nos propositions, le butoir du système distributif.

Je dois dire, mes camarades, que nous avons été jusqu'à maintenant extrêmement discrets quant à cet énorme problème, et qu'aussi bien dans le Projet socialiste que dans nombre de nos travaux, nous n'avons jamais osé dépasser quelques généralités sur l'importance du système coopératif, nous n'avons jamais osé dépasser ces réalités, nous n'avons pas abordé le problème du système distributif. Aujourd'hui, nous sommes confrontés de plein fouet à son poids et à son importance dans la réalité économique, et nous ne savons pas encore comment nous pourrons exactement procéder à un contrôle des prix qui ne soit ni humiliant, ni autoritaire, mais qui soit en réalité d'une très grande efficacité.

Bien entendu, nous aurons le soutien des associations de consommateurs. Bien entendu, un grand nombre de dispositifs existent. Mais sommes-nous sûrs que la réforme du système distributif qui est à faire, nous soyons dès maintenant décidés à l'étudier et à la promouvoir ?

C'est l'une des questions auxquelles le Parti doit répondre, et doit répondre dans des délais courts, car la confiance de l'opinion est un des éléments indispensables de notre politique, et j'en viens ici au problème des élections municipales.

En effet, nous avons adopté - elle est en grande partie entamée - la loi de décentralisation. Comment pourrions-nous penser que cette loi de décentralisation, qui va donner des responsabilités, qui a déjà donné des responsabilités importantes aux échelons locaux des collectivités territoriales, ne

permettrait pas une représentation convenable de l'expression politique locale ?
Or il est nécessaire, et je crois que là dessus nous sommes tous d'accord, que l'expression politique locale ne soit plus monopolisée par les apolitiques, par les notables, que les citoyens soient réellement dépouillés de leur identité politique au niveau des élections municipales, et la loi électorale qui nous est aujourd'hui proposée, plus exactement dont on discute, va enfin permettre de rendre justice aux populations. Elles seront normalement représentées dans les conseils municipaux comme elles le sont dans les élections d'une autre nature.
C'est un argument puissant pour la réussite de la loi de décentralisation, pour l'application de la décentralisation.
Nous devons aussi souligner que la loi est une loi pour l'union. La proposition qui nous est actuellement faite, en effet, comment peut-on la résumer ? S'il y a accord politique politique national pour l'union sur la base de la majorité présidentielle, et plus particulièrement entre les deux principales forces, le Parti Socialiste et le Parti Communiste, s'il y a accord politique national pour l'union, je souligne bien ces termes, les modalités pratiques seront trouvées. Mais s'il n'y a pas accord politique pour l'union, c'est-à-dire si des hésitations, des doutes, des approximations demeuraient entre le Parti Communiste et nous, il faudrait à ce moment-là qu'aucune concession importante ne puisse être obtenue sur la loi, car s'il n'y a pas accord politique sur l'union, il est évident que toutes les déviations locales sont possibles, et que notamment, l'affaire d'éventuelles troisièmes listes au deuxième tour de ces élections pourrait prendre une dimension considérable.
N'oublions pas que s'il y a plusieurs listes au deuxième tour, nous nous engageons dans un système qui favorisera la victoire de la droite, car s'il y a plus de deux listes au deuxième tour dans la majorité des cas, deux de ces listes seront des listes de gauche.
Il faut donc bien que nous sachions, et Mermaz l'a répété avec force, que c'est de notre union que dépendra encore une fois notre succès.
Pour terminer, je voudrais dire un mot de l'intervention de mon camarade, de mon ami, de mon voisin de la Fournière, dans la première partie, la partie économique, qu'il a placée en début de son exposé. Je dois le dire, car si, dans la deuxième partie consacrée à la réforme fiscale, et dans la troisième partie consacrée aux réactions religieuses au Moyen-Orient, il a eu des propositions et des analyses qui font l'accord de tous, et qui parfois nous ont touchés profondément, sa première partie basée uniquement sur l'analyse du déficit commercial de la France du mois d'avril m'a paru un peu partisane, car si l'on voulait parler uniquement de ce déficit commercial d'avril, pourquoi ne pas parler de celui du mois de mai qui, heureusement est trois fois plus faible que celui d'avril, ce qui du même coup enlèverait beaucoup d'intérêt à l'argumentation de de la Fournière.
Je dois dire en effet que dans la période où nous sommes, l'analyse économique doit être menée avec la plus grande rigueur, et que nous ne devons pas nous satisfaire d'une analyse économique superficielle. Si nous estimons avoir à mener un débat politique approfondi entre nous sur la politique du gouvernement et les orientations choisies, il faut les mener, dirais-je, à visage

totalement découvert sur les objectifs qui sont les nôtres, sans faux-semblant et sans s'appuyer sur des réalités. Si on estime que la politique proposée par le Projet socialiste, défini par les orientations politiques du président de la République, n'est plus applicable dans la période actuelle, il faut que nous en débattions. Mais il faut que nous en débattions dans les conditions qui sont celles de nos débats du Parti, c'est-à-dire au fond et sans masquer nos réalités.
Par contre, si nous estimons que les orientations générales sont les bonnes, nous ne devons pas nous servir de chiffres partiels pour mener à des analyses et à des constatations qui vont contre l'effort collectif que nous avons à accomplir.
Voilà les quelques éléments que je voulais soumettre à votre réflexion.
(Applaudissements)
Nous devons renouveler notre conviction, la conviction de tous ceux qui ici se sont battus très longtemps, qui ont été rejoints par beaucoup, et avec lesquels nous avons construit l'ensemble de ce que nous sommes, que c'est vraiment par l'union, mais l'union politique, non pas l'union tactique, mais l'union stratégique, l'union profonde, c'est vraiment par l'union que nous gagnerons la bataille économique, et bien entendu alors la bataille municipale.
(Applaudissements)

Le Président - Je donne la parole à Jacques Duly, de la Seine-Saint-Denis, ensuite Bernard Thareau.

Jacques Duly

Chers camarades, d'abord je ne dirai rien des propositions faites par notre camarade Paul Quilès sur les procédures de désignation puisqu'il y a un texte de la Seine-Saint-Denis de plusieurs pages qui correspond à quelque 98% aux propositions qui vous ont été faites.
J'ai l'intention d'intervenir uniquement sur la question de la stratégie. Question décisive,en l'occurrence, celle des alliances, et plus particulièrement sur le problème des rapports avec le Parti Communiste Français.
En effet, il convient de s'expliquer un peu plus à fond sur les dispositions et sur les orientations stratégiques prévues dans « Le Poing et la Rose », et je souligne tout de suite ce qui nous semble fondamental.
C'est la stratégie de l'union de la gauche qui est réaffirmée, et au nom de la fédération de Seine-Saint-Denis je m'en félicite vivement.
Nous avons suivi cette stratégie unitaire depuis plus de dix ans, et bien nous en a pris. Nous l’avons maintenue contre vents et marées, y compris dans les moments les plus difficiles, même lorsque certains d'entre nous étaient tentés de lui tourner le dos, et même lorsque certains partenaires avaient, à l'égard de cette stratégie, manifesté des réticences.
La fidélité à l'union a été couronnée du succès que l'on sait. Elle nous a permis la victoire. Il serait incompréhensible, inadmissible, si je puis dire, suicidaire, d'en changer. On ne change pas une stratégie qui gagne. D'ailleurs, apparemment, personne ne propose d'en changer.

Fondation Jean Jaurès

Encore faudra-t-il que chacun s'attache à l'appliquer.
Donc l'union, c'est la règle générale, c'est-à-dire que dans le maximum de cas, il nous faudra parvenir dès le premier tour à des listes communes avec le P.C.F., et bien sûr avec d'autres organisations, P.S.U., M.R.G., Radicaux, extrême gauche, Ecologistes, divers, associations...
J'arrête là l'énumération. L'essentiel de mon propos est centré sur l'alliance et les rapports avec le P.C.F.
Etablir des listes d'union, des listes communes, très franchement cela nous parait aller de soi dans un département comme le nôtre. Et sur quelles bases ? Quels critères retenir pour constituer ces listes ?
Vous savez que le texte d'orientation en retient trois :
- Premièrement, tenir compte des caractéristiques des situations locales ;
- Deuxièmement, tenir compte des bilans de gestion commune ;
- Troisièmement, tenir compte des résultats des dernières consultations électorales, et c'est là que la discussion devient plus pointue, et qu'on peut voir poindre des divergences d'appréciation.

Vous me permettrez d'abord de souligner qu'il y a trois critères, même si l'on est plus volontiers enclin à ne penser qu'au troisième, celui des résultats aux dernières élections. Il y a des caractéristiques locales et des bilans de gestion qui ne sont pas identiques. Il faudra tenir compte de l'ensemble des trois critères retenus et non du seul troisième, car si l'on tient aux seuls résultats mathématiques des élections dernières, on laisse de côté l'analyse politique et on se contente de tirer sa règle à calcul.
Il faudrait d'ailleurs préciser ce que l'on entend par dernières consultations électorales. C'est une question, me semble-t-il, que se posent bon nombre de sections et sans doute bon nombre de fédérations.
Mais après tout, c'est vrai qu'il y a dans un certain nombre de cas une légitimité réelle à réclamer notre juste droit, c'est-à-dire la tête de liste, lorsque le suffrage universel nous a permis de le revendiquer, et cela se comprend d'autant mieux en Seine-Saint-Denis où nous connaissons depuis fort longtemps le poids qui fut considérable, et qui reste très important, du Parti Communiste Français.
(Très vifs applaudissements à l'arrivée de M. le Premier Ministre, Pierre Mauroy.)

Le Président - Mes chers camarades, je suis heureux d'accueillir en votre nom le Premier Ministre, Pierre Mauroy, en le remerciant de venir participer à nos travaux et en lui exprimant notre amitié et notre solidarité.
(Très vifs applaudissements.)

Jacques Duly - Dès lors que dans certaines communes, nous avons rééquilibré à notre profit le rapport des forces à gauche, et parce que c'était singulièrement difficile de le faire en Seine-Saint-Denis, nous pouvons estimer légitime de revendiquer notre place et toute notre place. Ce n'est pas moi qui chercherais à ne pas tirer profit de notre progression enregistrée surtout l'an dernier, et parfois même auparavant.

Il est clair que les camarades aspirent à engranger les fruits de leurs efforts, à les voir se concrétiser dans les mairies, et après tout, je l'ai dit à l'instant, cela nous paraît légitime.
Autant dire qu'il nous faudra négocier ferme avec le P.C.F.
Ceci étant posé, il faut examiner lucidement les choses. Que se passerait-il si les négociations avec nos partenaires communistes n'aboutissaient pas au regard des revendications des sections et de nos fédérations ? Eh bien, je connais un peu la réponse, au moins d'un certain nombre de nos sections. On entend dire volontiers : si cela ne marche pas, si nous ne nous mettons pas d'accord ici et là avec le P.C.F., ce sera des listes séparées au premier tour; chacun pour soi, pour se compter, en espérant que le P.S. arrive en tête du suffrage universel pour conduire la liste d'union au second tour.
Cette attitude, que j'ai entendu affirmer à plusieurs reprises au cours de notre Convention fédérale, m'inspire deux mises en garde très sérieuses. La première, si nous allions séparés au premier tour à gauche, il faut savoir que la droite, elle, présentera un maximum de listes uniques pour essayer d'avoir ici et là une chance de passer au premier tour.
On ne peut prendre un tel risque, car alors, mes camarades, que de grincements de dents lorsque, peut-être à 2 ou 3% près, on laissera échapper la victoire au premier tour ! Cela signifierait que nous pourrions nous retrouver avec une représentation moindre que celle de maintenant.
Alors attention, mes camarades ! Réfléchissons avant de prendre des décisions, et gardons à l'esprit que l'union fait la force.
La deuxième mise en garde, c'est que certains pensent peut-être que s'il n'y a pas de tête de liste socialiste dès le premier tour, menant une liste unique, alors au diable la règle générale et au placard la stratégie d'union recherchée dès le premier tour. Chaque cas deviendrait vite un cas particulier, échappant à la règle. Les exceptions se multiplieraient, elles deviendraient la règle, et c'est alors la règle de rechercher des listes uniques au premier tour qui deviendrait exceptionnelle.
Nous disons très nettement que ceci n'est pas concevable. Là où l'accord avec le P.C.F. dès le premier tour ne pourrait se faire à notre avantage, il n'y aurait pas obligatoirement une liste P.S. séparée. Voilà ce que nous pensons. Je crois que cela doit être dit, que cela doit être compris par tous, et le plus tôt serait le mieux.
En toute hypothèse, et j'en termine, cela ne pourrait se faire sans l'aval des directions fédérales et sans l'aval de la Direction nationale. Ainsi, nous semble-t-il, il faut réaffirmer dans le cadre des négociations à venir le poids de nos organismes de responsabilité, le poids des directions fédérales et le poids de la direction nationale du Parti.
C'est une condition *sine qua non* pour mener à bien, dans l'intérêt général du Parti, les négociations qui engagent une nouvelle étape du changement, celle des municipales de 1983.
(Applaudissements)

Le Président - Je donne tout de suite la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, il y a tout juste un an, le Parti Socialiste remportait la plus grande victoire électorale de son histoire et obtenait à lui seul la majorité des sièges à l'Assemblée Nationale. Ce résultat exceptionnel faisait suite, avait été provoqué par l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République. Un an déjà ! Et un an seulement ! Et pourtant, notre bilan est déjà exceptionnel.
Je ne veux pas me livrer devant vous à l'exercice qui consisterait à reprendre les 110 propositions que notre candidat avait soumises au pays pour comparer avec les résultats acquis. Ce serait trop long et sans doute fastidieux, car chacun le reconnaît, et même l'opposition, nous avons respecté nos engagements et appliqué notre programme : le gouvernement de gauche, c'est celui de la parole donnée et de la parole tenue (applaudissements), et je le dis avec fierté devant la Convention nationale des Socialistes, je le dis en présence de mes camarades, et au premier rang le Premier Secrétaire du Parti Socialiste, Lionel Jospin, le Président de l'Assemblée Nationale, Louis Mermaz, le président du groupe parlementaire, Pierre Joxe, en présence du maire de Cachan, Jacques Carat, une municipalité qui fait honneur aux Socialistes, je le dis devant tous : notre action depuis un an a été placée sous le triple signe de la volonté, de l'efficacité et de la solidarité.
La volonté d'abord, car c'est elle qui caractérise sans doute le mieux notre démarche. Il est fini le temps où la France subissait passivement la crise et où les gouvernements se glorifaient de gérer l'imprévisible ; nous avons entrepris problème par problème, difficulté par difficulté, d'apporter des solutions. L'objectif est simple et vous le connaissez : il faut retrouver les lois de la croissance, il faut faire de notre pays une des toutes premières puissances industrielles.
C'est la raison pour laquelle nous tournons résolument le dos à toutes les politiques de déflation qui nous sont proposées depuis près de dix ans et dont chacun peut mesurer les résultats : non seulement elles ne nous ont pas sortis de la crise, mais elles continuent à l'entretenir, à la prolonger.
Ce n'est ni dans la langueur, ni dans la croissance zéro que nous gagnerons de nouvelles parts de marché, ni que nous remettrons la France tout entière au travail. Mais cette politique gène, il est vrai, notre action, tout comme les comportements égoistes des pays qui ont maintenant des taux d'intérêt excessifs perturbent le marché monétaire.
Cet environnement international explique que nous ne puissions atteindre cette année les 3% de croissance que nous nous étions fixés, mais avec une croissance supérieure à 2%, nous ferons mieux que nos partenaires qui stagnent ou régressent. La relance que nous avons engagée dès l'été dernier porte déjà ses fruits et constitue un premier succès de notre politique, certes encore trop timide.
De la volonté, il en a fallu aussi pour engager les réformes de structures que nous avions annoncées et nous avons commencé par là. Je pense, bien sûr, aux

nationalisations et à la décentralisation.
Si nous avons commencé par ces réformes de structures, c'était un choix que nous ne sommes pas prêts d'abandonner, mais c'est vrai aussi des ordonnances sociales et des nouveaux droits des travailleurs, et, je le dis très calmement, ces réformes ne sont pas négociables, nul ne doit pouvoir imaginer je ne sais quel troc entre les droits des travailleurs et le blocage des prix. (Applaudissements)
Nous ne jouons pas à ce jeu-là, le gouvernement ne marchande pas, il gouverne : pas plus que nous ne nous sommes laissés impressionner par les puissances d'argent hier, pas plus que nous n'avons transigé sur les formes de la nationalisation, nous ne céderons aujourd'hui sur l'avancée sociale en matière de réduction de la durée du travail et du droit des travailleurs. (Applaudissements)
Cette volonté politique qui est la nôtre, elle se manifeste également dans la lutte pour l'emploi : comme pour la relance, les résultats obtenus par notre politique sont significatifs. Déjà, l'augmentation du chômage a considérablement ralenti en France, alors qu'elle s'est accélérée au contraire chez nos principaux partenaires, car la logique des politiques de déflation consiste justement à réduire l'inflation en pesant sur l'emploi, donc en augmentant le chômage.
C'est cette politique que nous refusons, parce que nous nous battons pour retrouver la croissance, nous avons l'ambitiom de remettre la France tout entière au travail et nous nous en donnons les moyens.
Déjà, les contrats de solidarité vont avoir créé ou libéré en 1982 100 000 emplois. Il est vrai que l'essentiel de ce résultat a été obtenu par des préretraites, il nous faut donc insister sur les réductions de la durée du travail, car n'oublions pas que notre objectif demeure les trente-cinq heures en 1985, même si nous souhaitons que les partenaires aillent à leur rythme et par la négociation plutôt qu'en fonction d'une obligation légale.
A cette formule s'ajoute l'effort gigantesque engagé en matière de formation professionnelle, de manière à ce que plus aucun jeune entre seize et dix-huit ans ne soit condamné à errer d'un bureau de chômage à un emploi précaire et réciproquement.
En plus de ces deux fronts, nous avons décidé d'en ouvrir un troisième, non moins important : les chômeurs de longue durée. Ils sont 500 000 inscrits à l'ANPE depuis plus d'un an, et dans ce domaine également le gouvernement refuse la fatalité et entend imposer une volonté : chacun de ces chômeurs va voir, dans les six prochains mois, et à partir de la semaine prochaine, son dossier réexaminé, tous les dossiers vont donc être repris cas par cas, et pour chacun un diagnostic sera établi ; ils seront ensuite orientés vers la solution la mieux adaptée à leur situation personnelle. (Applaudissements)
Nous ne modifions pas notre cap, nous ne changeons pas de politique, la relance, le partage du travail, l'emploi, telles sont nos priorités.
Mais la volonté ne fait pas tout. Nous devons être efficaces, nous devons conduire notre politique dans le respect des grands équilibres économiques. A ce niveau, un effort reste à faire, car nous avons hérité d'une situation fortement compromise ; en effet, la politique de nos prédécesseurs a provoqué un chômage catastrophique, vous le savez, près de deux millions de chômeurs, plus de 1 700

000 quand nous sommes arrivés au pouvoir, un fait qui ne pouvait être stoppé, bien sûr, du jour au lendemain.
Mais à ce chômage s'ajoute une inflation excessive, car non seulement ils ont développé le chômage, mais ils ne sont même pas parvenus ainsi à diminuer l'inflation, un double échec en quelque sorte.
Je demande à tous ces apprentis sorciers qui n'ont réussi, ni sur le front du chômage, ni sur le front de l'inflation, de s'abstenir aujourd'hui de venir donner des leçons sur la manière de conduire le pays. (Applaudissements)
Nous les avons vus à l'oeuvre, et les Français ont jugé. Les difficultés que nous connaissons aujourd'hui sont le fruit de leur échec, car si nous avons marqué des points importants en matière de relance et en matière d'emploi, nous n'avons pas fait assez bien dans la lutte contre l'inflation, nous n'avons pas fait assez bien et pourtant nous faisons mieux que nos prédécesseurs : nous avons trouvé l'inflation à 14% et nous l'avons ramenée sur une pente de 12 - 12,5%. Ce ralentissement est toutefois insuffisant, car l'inflation baisse plus vite chez nos partenaires, et il en résulte une différence des taux d'inflation entre eux et nous qui s'accroît.
Cette situation est préjudiciable, aussi bien à notre commerce extérieur qu'à notre monnaie. L'efficacité exige que nous redressions la situation. Nous le faisons, et encore avec volonté.
Le réajustement des parités monétaires a prouvé que nous respectons la solidarité des Européens, ce que nos prédécesseurs n'avaient pas fait : en sept ans, ils sont sortis deux fois du serpent européen, en cinq ans de gestion du gouvernement précédent, le franc a perdu 40% de sa valeur par rapport au mark. Telle est la réalité. (Applaudissements)
Cette opération de réajustement réalisée, il convient à présent de purger la France de son excès d'inflation. Il faut le faire en bloquant les mécanismes qui font que l'inflation tend à devenir une chose naturelle, intégrée dans toutes nos procédures de négociations. C'est ce que nous faisons, gelant pour quatre mois les prix et les revenus de manière à réamorcer la politique contractuelle sur de nouvelles bases, sur des bases plus saines.
C'est ce que nous faisons également à travers un réexamen de tous les circuits de distribution, de manière a déterminer les causes structurelles de l'inflation française et de les supprimer.
C'est ce que nous ferons en appliquant toutes ces réformes. Déjà certaines ont été adoptées ; d'autres suivront qui ont pour but, elles aussi, de supprimer les causes structurelles de l'inflation française.
Je sais bien que les mesures que nous avons ainsi été amenés à prendre peuvent être difficiles à supporter par certains, mais il est de la responsabilité du gouvernement de choisir les moyens.
La rencontre avec les partenaires sociaux a d'ailleurs permis une explication complète et approfondie, le dialogue engagé dès le lendemain du 10 mai continue en toute confiance et en toute loyauté.
J'ai adressé aujourd'hui même aux différents partenaires sociaux ayant participé à la réunion de jeudi à l'Hôtel Matignon, une lettre dans laquelle je constate leur

accord unanime pour engager un effort vigoureux et rapide de lutte contre l'inflation. Tous sont unanimes sur ce plan.
Je précise qu'en ce qui concerne les prix et les revenus non salariaux, des dispositions de caractère législatif et réglementaire ont été ou seront prises.
Pour les salaires, le gouvernement souhaiterait ne pas faire appel à la loi.
Mais il faut alors que l'ensemble des partenaires sociaux, les représentants des travailleurs comme ceux des employeurs, acceptent de s'engager à ce qu'aucune augmentation de rémunération ne soit effectuée dans les quatre mois à venir. Les débats de jeudi ont montré que c'était difficile d'obtenir ce résultat. Le gouvernement appréciera donc mardi, lors du conseil des ministres, et jugera de la nécessité de déposer sur le bureau du Parlement un projet de loi permettant de réaliser le blocage des salaires.
Toutefois, et dès le 15 juillet, de nouvelles négociations devront s'engager à Matignon. Nous examinerons avec l'ensemble des partenaires sociaux les moyens à mettre en oeuvre pour que les négociations reprennent entre employeurs et travailleurs. Nous devons, en effet, et sans attendre, prévoir une sortie progressive de la période de blocage dans des conditions qui permettent d'éviter une brusque flambée inflationniste ruinant les résultats obtenus.
Entre temps, se seront tenues, au Ministère de la Solidarité, d'une part, au Ministère du Travail, d'autre part, des réunions de négociations portant sur l'équilibre financier de la Sécurité sociale et de l'UNEDIC.
Les partenaires sociaux discutent, en outre, je le signale, du dispositif de blocage des prix avec le Ministère de l'économie et des Finances.
C'est dire que, même si pour quelques mois nous suspendons les procédures contractuelles, la concertation avec les partenaires sociaux n'est pas interrompue pour autant, bien au contraire, elle va être particulièrement active tout au long de l'été de manière à ce que tous ensemble nous relevions le défi de l'inflation.
L'action entreprise s'inscrit dans le droit fil de l’indispensable solidarité nationale. C'est la dernière idée que je voudrais mettre en avant aujourd'hui.
Volonté oui, efficacité, oui, mais aussi solidarité.
La solidarité, elle s'est exprimée d'abord en faveur des revenus les plus faibles, et cela dès l'été dernier, à travers toutes les mesures destinées à permettre une relance de la consommation populaire.
Cette politique, nous la poursuivrons au cours de cette seconde phase de notre politique d'ensemble. Le plan arrêté par le gouvernement s'attache, en effet, à prolonger et à renforcer l'effort de solidarité engagé depuis un an. Outre le maintien des augmentations légales du Smic, outre le maintien du pouvoir d'achat des principales prestations sociales, les augmentations des retraites interviendront normalement aux dates et aux niveaux prévus. De cette manière, la situation des salariés à faibles revenus, des personnes âgées, des familles, des locataires modestes, sera préservée.
Mais, et je voudrais conclure sur ce point, c'est dans la lutte contre le chômage que doit s'exprimer prioritairement la solidarité des Français, car le chômage n'est pas un solde économique, c'est un mal social qui ronge notre société et affaiblit notre appareil de production, et marginalise des millions de nos

concitoyens.
Alors même que la moitié des salariés français bénéficie en fait de la garantie de l'emploi, nous devons être particulièrement attentifs à cette injustice fondamentale que constitue le non-respect du droit au travail. Or, chacun le comprend bien, dans la très grave crise internationale que nous traversons, il n'est pas possible tout à la fois de lutter contre le chômage, de relancer les investissements, de maintenir une progression sans nuance du pouvoir d'achat. Un effort de solidarité est donc nécessaire de la part de toutes les catégories de Français car, seule une baisse sensible de l'inflation nous permettra d'atteindre nos objectifs industriels et de croissance, et donc d'améliorer sensiblement la situation de l'emploi.
Nous n'avons jamais rien dit d'autre depuis un an. Nous appliquons la politique annoncée en adaptant, bien sur, sa conduite aux difficultés et aux aléas du parcours. Nous savons, vous le savez bien, où nous allons et nous savons comment nous y allons. Je rappelle solennellement devant vous que notre objectif en matière de revenu est le maintien du pouvoir d'achat moyen et une augmentation de celui des plus défavorisés. C'était ainsi le premier jour, cela restera la règle pour cette seconde phase du changement. La relance opérée par la consommation doit, par exemple, et dès à présent, être reliée par l'investissement. C'est ce que nous faisons. En tant qu'actionnaire, le gouvernement français respecte, en effet, ses engagements. En 1982, ce sont seize milliards de francs qui sont investis par les entreprises publiques, et cette somme sera portée à vingt-cinq milliards en 1983. Dès cette année, neuf milliards de fonds propres ont été fournis aux nouvelles entreprises nationales et le budget 1983 prolongera cet effort puisqu'il prévoit au total plus de onze milliards de francs de dotation en capital au profit des entreprises du secteur public.
J'ajoute que, dans les prochaines semaines, le gouvernement va engager cinq milliards de francs de crédits budgétaires destinés au logement qui avaient été mis en réserve dans le budget de 1982. Il prépare, en outre, la mise en plan du fonds grands travaux annoncés par le Président de la République.
Voilà, mes chers camarades, quelle est la politique économique et sociale que nous mettons en oeuvre. Elle correspond à nos engagements, elle est de nature à sortir la France de l'ornière dans laquelle elle s'était enlisée.
Pour atteindre nos objecifs, nous avons besoin d'être mobilisés, car l'effort nécessaire doit être l'effort de tous et je dirais, d'abord, l'effort des Socialistes.
Chacun voit bien combien de défis sont à relever, ici, en France, par rapport à nous-mêmes, mais aussi a l'échelle de la planète. Grâce à l'action et au verbe du Président de la République, la France est, en effet, à nouveau présente dans le monde. Nous renouons patiemment tous les liens avec les Etats et avec les peuples. Nous sommes présents et au premier rang pour régénérer le dialogue Nord-Sud et nul ici n'a oublié le discours de François Mitterrand à Cancun. Nous sommes présents et au premier rang pour réaffirmer notre solidarité européenne. Nous l'avons montré à l'égard de la Grande-Bretagne, nous l'avons récemment de nouveau démontré à l'égard de nos partenaires monétaires européens. Nous

sommes présents et au premier rang pour défendre les droits de l'homme et l'indépendance des peuples. Hier encore, je me suis rendu à l'Ambassade du Liban pour réaffirmer, comme il y a peu à Beyrouth, l'amitié entre nos deux peuples, mais aussi pour rappeler que la communauté internationale ne peut laisser sans protection les populations libanaises, mais aussi les populations palestiniennes qui ont trouvé refuge sur le territoire du Liban. Le peuple palestinien a des droits légitimes qui doivent être d'autant plus rappelés aujourd'hui qu'il subit une épreuve particulièrement grave, pénible, tragique. Je vous indique à ce propos que, juste avant de venir vous rejoindre ici, à Cachan, j'ar reçu à l'Hôtel Matignon Farouk Kaddoumi, le chef du département politique de l'O.L.P. S'il est vrai que les Palestiniens ont des devoirs, et notamment celui de renoncer au terrorisme aveugle et de respecter les frontières garanties par la communauté internationale, en particulier les frontières de l'Etat d'Israël, nous avons, quant à nous, le devoir de dire haut et fort que ce n'est pas l'attaque d'une ville comme Beyrouth qui facilitera un règlement négocié au Proche-Orient (applaudissements), et que ce n'est pas en cherchant à détruire un peuple que l'on réduira le terrorisme.

Telles sont, mes camarades, les précisions que je souhaitais vous apporter à l'occasion de cette Convention.

Croyez que tous les membres du gouvernement sont particulièrement attentifs à vos travaux et attachent le plus grand intérêt à vos délibérations, car le chemin que nous suivons, la voie que nous ouvrons exige notre unité, notre combattivité et notre fraternité.

Seuls les Socialistes rassemblés, seule la gauche unie et solidaire, seuls les Français mobilisés nous permettront de reconstruire la société capable de répondre au défi de la troisième révolution technique et industrielle, nous permettront d'aborder avec toutes nos chances et tous nos atouts vers le prochain millénaire.

Gouverner, c'est prévoir.

Au delà de ces difficultés conjoncturelles, je confirmerai mercredi à l'Assemblée Nationale la volonté du gouvernement de s'attaquer aux structures même de l'inflation en France par des réformes.

Gouverner, c'est choisir, et le gouvernement refuse les demi-mesures. Le choix, il est entre s'installer dans l'inflation avec toutes ses conséquences, dont la place même de la France sur la scène internationale, et juguler l'inflation. Voilà le choix. Il n'y a pas de milieu, il n'y a pas de demi-mesure. Ou on s'installe dans l'inflation, ou on supprime l'inflation.

Gouverner est un combat, bien sûr. Le nôtre se situe délibérément contre les inégalités pour la solidarité et pour la justice sociale.

Oui, gouverner est un combat, et vous pouvel compter, autour du Président de la République, sur l'action de tout le gouvernement et celle du Premier Ministre pour être au service de ce combat contre les inégalités, pour la solidarité et pour la justice sociale.

(Très vifs applaudissements)

Le Président - Chers camarades, encore deux communications. D'abord Jacques Carat me charge de vous rappeler qu'un apéritif vous est offert à l'Hôtel de ville. (Applaudissements)
Nous reprendrons nos travaux cet après-midi à 15 h. Tous les camarades qui ont demandé à intervenir sont inscrits, la liste des inscriptions est maintenant close.
Il serait souhaitable que les premiers orateurs inscrits soient présents lorsque nous reprendrons nos travaux. Il s'agit de Georges Sarre, Mélenchon, Bachy, Thareau, Dubedout, Debout, etc.
Je vous remercie. La séance est suspendue.

Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire
Cachan, 19 et 20 juin 1982

Samedi 19 juin 1982 (après-midi)

La séance, est reprise à 15 h 55, sous la présidence de Michel de la Fournière.

Le Président (Michel de la Fournière)

Camarades, une grande partie d'entre nous sont encore au restaurant, mais nous allons reprendre la séance, même si il une partie des fédérations ne sont pas représentées, car compte tenu du nombre d'orateurs inscrits et des exigences de l'horaire, il n'est pas possible d'attendre plus longtemps.
Nous avons vingt-quatre camarades qui sont inscrits ; il est possible qu'un ou deux ministres demandent à être entendus par la Convention au cours de l'après-midi, ce qui va réduire le temps de pa/role de chacun à environ cinq minutes. Je m'excuse vis-à-vis d'eux, mais les banquets de Cachan sont vraiment excsessifs, au moins en temps.
Je donne la parole au premier orateur inscrit, Georges Sarre.

Georges Sarre

Chers camarades, il y a, et c'est bien normal, des pesanteurs dans un pays qui avait pris l'habitude de l'immobilisme. Nous devons être au premier rang de ceux qui veulent secouer ce carcan. Il ne s'agit pas de musarder en chemin. La rechercher des demi-mesures réserve plus de déboires que de satisfactions, et chacun d'entre nous a compris depuis longtemps, dans sa vie militante, que faire plaisir à tout le monde est un art impossible. L'heure est à la cohérence, et à l'audace dans l'action ; raison de plus pour tirer avec cohérence tout le parti possible des instruments nouveaux que nous nous sommes donnés, à commencer par les nationalisations.
Nous n'avons pas nationalisé pour sacrifier au dogml mais pour créer des pôles moteurs du développement industriel. Les vingt-cinq milliards de crédits publics qui seront affectés à l'investissement dans le secteur public, vont jouer ce rôle.

Fondation Jean-Jaurès

Sont-ils à la hauteurs des enjeux et des espérances ? Ce n'est pas certain compte tenu du rôle que, par la force des choses et l'inertie des autres composantes de notre économie, le secteur public élargi va être amené à jouer en matière d'investissement, et donc de l'emploi.

N'est-il pas temps aussi de réfléchir à cette contradiction immense entre notre politique et celle de nos partenaires, alors mêm que, par le jeu des taux d'intérêt, c'est la politiqul monétaire américain qui nous impose les plus coûteux obstacles à la relance industrielle. Ces obstacles, chers camarades, ne sont pas une découverte, n'est-il pas temps de rechercher à les écrater et non plus seulement à composer avec eux ?

La déconnexion des taux d'intérêt français des taux d'intérêt extérieurs est techniquement possible. N'est-il pas temps de s'interroger sur ce paradoxe qui veut que le financement des investissements agricoles soit bonifié, le financement des ventes à l'exportation soit bonifié et que l'investissement industriel, celui sur lequel nous comptons, précisément, soit soumis aux variations et aux volontés de la politique américaine, dont nous savons pertinemment qu'elle se situe aux antipodes de la nôtre.

Le maintien durable de ce paradoxe est-il possible ? Le coût qu'il représente pour le budget, mais aussi pour les entreprises, est-il supportable longtemps ?

L'organisation d'un marché monétaire interne et contrôlé ne manquerait pas de ressources, et nous n'avons pas à assumer un contrôle public sur le système bancaire pour nous faire plaisir et justement pour nous donner des moyens.

Qui ne voit que le fantastiqul soutien qui serait donné à la fois à tous ceux qui veulent investir et qui pourraient avoir accès à un crédit abordable, sans surcharge supplémentaire pour l'Etat ? Qui ne voit le bénéfice qu'en retirerait précisément le budget de l'Etat, libéré d'une bonne part des charges de bonification du crédit industriel ?

Cela suppose un changement fondamental de nos habitudes, sans doute, mais la gauche n'est pas au pouvoir pour conforter les situations acquises. Cela suppose un contrôle strict du marché monétaire, c'est vrai, mais compte tenu des contraintes qui pésent déjà il n'y aurait pas de changement de nature, et j'ajoute que l'Etat dispose des moyens techniques d'organiser cette déconnexion qui serait, n'en doutez pas, une libération.

Dans le secteur public bancaire, où manifestement l'esprit de la nouvelle politique économique a du mal à percer, où les comportements forgés par des décennies de conformisme ont du mal a changer, ne faut-it pas à nouveau créer l'impulsion ? Ne serait-il pas opportun de préciser aux administrateurs généraux, dans une nouvelle lettre de mission, leur rôle au service de l'investissement et de l'emploi ?

L'affectiond d'une partie de la charge du financement de l'investissement public sur les résultats des banques à créer créerait-elle des difficultés ou des incompréhendions ? C'est bien le signe qu'il nous faut faire mieux comprendre et préciser ce qu'on attend d'un secteur bancaire actif.

De la même façon, les entreprises ont du mal à comprendre comment les nouvelles aides de l'Etat à l'investissement suivent toujours les anciens canaux et

les anciennes procédures. Ce fourmillement de filières administratives et financières rend obscur ce que nous faisons. Il est temps de restructurer, de simplifier ces procédures pour que les entreprises trouvent un lieu unique et un interlocteur unique pour les guider dans ces méandres.

C'est là, chers camarades, le premier objectif de bon sens de la réorientation de l'activité bancaire, et si l'on relie ces mesures aux questions politiques auxquelles nous sommes confrontés, au risque d'éparpillement du front de classe, comment ne pas voir l'accueil enthousiaste qui serait fait à de telles dispositions par lesdites entreprises, les artisans et les commerçants ?

Autre exemple, celui de la reconquête du marché intérieur. Il ne suffit pas d'en parler. Je suis frappé de constater le succès rencontré ailleurs par de grandes campagnes d'opinion menées sur ce thème privilégié, les productions du pays. C'est quelque chose, croyez-moi, qui est très bien compris par les Français, qui mesurent bien le lien qu'il y a entre cette attitude et le maintien de l'emploi.

Eh bien, chers camarades, s'il y a, pour parler comme Pierre Bellemare, sûrement quelque chose à faire, c'est bien dans ce domaine, pour expliquer par des émissions de radio ou télévisées l'intérêt de privilégier les produits français. Ne manquons pas d'imagination, sortons des sentiers battus, mobilisons-nous autour de notre projet. Rassemblons les Français. Faisons comprendre le sens et la portée de ce que nous faisons.

Les Françaises et les Français sont prêts à entendre ce langage et à nous suivre sur cette voie. A nous d'imaginer et d'en prendre l'initiative.

L'opinion peut faire beaucoup, mais elle ne peut pas tout faire en matière de reconquête du marché intérieur.

Sur ce point aussi, il y a des outils nouveaux à utiliser, et nous avons le devoir de les proposer. Je vais prendre un exemple. On ne peut pas, du jour au lendemain, substituer des productions françaises à la concurrence étrangère dans tous les domaines et dans tous les secteurs. Mais il y a des secteurs importants pour lesquels notre industrie est légèrement en retard ou rencontre des difficultés par rapport au marché extérieur. Notre devoir, n'est-il pas de la soutenir ?

Le système des dépôts de garanties a montré son efficacité et sa souplesse. Pourquoi serions-nous plus timides que les Italiens ou les Grecs ?

Savoir ce que l'on veut, se donner des moyens nouveaux de réussir notre action, voilà deux critères qui ont le plus de prix à nos yeux. Notre adversaire, chers camarades, c'est la passivité et l'attentisme. Or, rien ne viendra du ciel. Chacun doit mesurer son rôle et sa responsabilité. Mobiliser les travailleurs suppose concrètement que l'unité syndicale ait retrouvé un peu de réalité et que la gauche soit enfin unie, non seulement au gouvernement, mais sur le terrain. Il importe, à cet égard, que notre attitude puisse anener le Parti Communiste à jouer pleinement le jeu, à s'engager davantage sur le terrain, à donner le meilleur de lui-même, et nous savons tous ici que le Parti Communiste et ses militants sont capables du meilleur lorsqu'ils engagent toutes leurs forces dans la bataille.

Cette capacité de mobiliser qui est celle de notre peuple, nous devons tout faire pour qu'elle se développe. Or, c'est seulement dans l'union qu'elle peut se développer.

C'est là clé de la réussite du changement.
Si nous sommes capables du changement, chers camarades, nous sommes aussi capables de l'union. Bien entendu, il n'est pas dans mon esprit d'inviter la Convention à transiger avec les intérêts du Parti à l'occasion de la préparation des municipales. Les avancées réalisées sur le terrain doivent se concrétiser, c'est la loi de la démocratie. Personne, d'ailleurs, ne comprendrait que cette règle ne soit la nôtre, ni les militants, ni les électeurs.
Mais l'approche, chers camarades, de cette échéance, doit être assurée dans une démarche globale.
Nos relations avec nos partenaires communistes doivent s'inscrire dans cette perspective : comment amener le Parti Communiste à s'engager davantage dans le mouvement ? Comment vaincre les hésitations qui peuvent se faire jour en son sein ? Comment donner raison aux forces qui, à l'image des travailleurs de notre peuple, veulent jouer à fond le jeu de l'union à tous les niveaux pour réussir, pour donner raison au mouvement historique qui s'est engagé en Europe, avec l'élection de François Mitterrand ?
C'est au regard de cela que notre position prend son sens. S'il y avait des militants pour l'oublier, ils porteraient une lourde responsabilité. S'il y avait des militants qui confondaient l'ombre portée par le clocher de leur village, de leur commune, avec l'exigence de la période que nous vivons, notre rôle serait de les décourager au plus tôt.
Premier parti de France, majoritaire à l'Assemblée Nationale, majoritaire au gouvernement, cela crée des devoirs, et personne ne comprendrait que nous ne les assumions pas à tous les niveaux avec les exigences que crée la responsabilité.
Camarades, merci.
(Applaudissements)

Le Président - Je remercie Georges Sarre d'avoir fait son intervention, malgré un climat extrêmement difficile.
Je vous demande, camarades, de vous asseoir. Le débat de cet après-midi est amputé d'une heure pour les raisons que vous savez ; tâchons au moins d'utiliser les trois heures que nous avons devant nous avec le maximum d'attention.
Je demande aux camarades qui sont au fond de bien vouloir rejoindre leurs places ; à ceux qui ne sont pas délégués de sortir dehors, et à l'orateur suivant, qui est le camarade Mélenchon, de venir à la tribune.
Ensuite, Martine Buron.

Mélenchon (Essonne)

Mes chers camarades, pour avoir préparé cette Convention en Convention Fédérale, les militants Socialistes de l'Essonne retiennent quatre conclusions qu'ils soumettent à votre appréciation :
- La première est que, pour partir dans cette bataille, il faut une appréciation commune de l'enjeu ;

- La seconde, la nécessité de définir un discours d'affrontement clair avec la droite ;
- Ensuite, une loi électorale qui favorise le regroupement du front de classe et qui n'y ajoute pas des obstacles supplémentaires ;
- Enfin, les moyens de cette orientation.

Il faudra bien parler de la loi électorale. Il faut parler des conditions qui feront que, quelle que soit la loi, ce qui nous semble essentiel soit réalisé. Mais il faut aussi, et d'abord, vérifier notre accord sur ce qui se présente devant nous. Mer forte ou mer calme, tempête ou vent doux, on ne s'équipe pas de la même façon dans l'un ou dans l'autre cas.

Autant être précis. Pour avoir été passablement confus sur la nature de l'enjeu des cantonales, notre Parti a, si l'on peut dire, vu se superposer plusieurs stratégies de combat, oscillant entre une orientation qui prenait en compte l'affrontement avec la droite et la nécessité de réaliser sur ce thème l'union la plus dynamique, et, à l'autre bout, une pratique niant l'existence même d'enjeu politique et percevant ces élections comme une simple addition d'enjeux locaux.

Les élections municipales sont un enjeu, car après l'échec des cantonales, se traduisant par le fait que plus de la moitié des départements, dont les pouvoirs ont été augmentés, sont gérés par des équipes hostiles à la politique du gouvernement, les communes sont le relais essentiel dont pourra ou non disposer le gouvernement pour voir sa politique être prise en compte.

Ceci nous- semble être un des lieux essentiels de notre réflexion.

Il est vrai que la droite joue l'isolement, et l'isolement institutionnel. C'est sans doute le plus grave, parce que c'est ce qui touche à ce qui est fondamental.

La stratégie de la droite reposa sur une authentique dynamique sociale. Son but : disloquer l'unité du front de classe en multipliant les situations qui permettent d'exaspérer les revendications catégorielles. Dans cette optique, elle se donne d'ores et déjà les moyens qui lui permettent d'occuper l'ensemble des terrains et d'atteindre des couches sociales qui, jusqu'à présent, se reconnaissaient dans notre Projet ou dans celui de nos partenaires. De tout cela, les exemples abondent.

Il apparaît clair aux militants socialistes de l'Essonne que le compromis que nous avons proposé au grand patronat à Valence a été repoussé par celui-ci. Depuis les cantonales, la droite s'est rassurée et elle agit méthodiquement et à visage découvert.

Au conseil général de l'Essonne, elle utilise les pouvoirs nouveaux des collectivités locales pour organiser la panique et le désordre économique dans le département, bloquant les subventions, les garanties d'emprunt, les investissements, notamment dans le domaine des travaux publics ; des centaines de travaux ne seront pas réalisés, des milliers d'heures de travail seront perdues, des milliers de personnes qui ont besoin de soins à domicile, d'aides ménagères, et que sais-je encore, vont se retrouver du jour au lendemain, à quelques semaines des élections municipales, démunies de cette aide minimum sans laquelle elles ne pourront vivre.

Notre sentiment est que, face à une stratégie construite de la droite, nous devons

nous interroger et savoir si nous sommes certains d'avoir, nous, une véritable stratégie pour vaincre ce qu'il faut appeler clairement la réaction.
A partir de là, nous considérons que, de même, que les cantonales ont été un palier dans les rapports de forces politiques dans le pays, les municipales, quoi qu'il en soit, marqueront un tournant et, autant le dire à l'avance, si nous les perdons, la légitimité du pouvoir de gauche sera remise en question jusqu'au point où sa légalité le sera à son tour, et ceci par tous les moyens, sur tous les fronts, dans les antichambres des ministres comme devant chacune de nos portes.
L'accord sur cette appréciation et sur la gravité de cette situation est, à nos yeux, essentiel, car c'est avec ce point de repère qu'il faudra assurer, chacun à notre niveau, national et fédéral, les responsabilités qu'il comporte.
Il faut un affrontement clair droite/gauche. C'est la première des conditions pour qu'apparaisse clairement à la conscience de chacun que l'union des forces populaires n'est ni un simple principe moral, une simple solidarité d'opprimés, ni une combinaison politicienne pour essayer de gagner les élections. A partir de là, est-il nécessaire de dire avec la plus grande fermeté que nous sommes absolument opposés au mode de scrutin qui nous est proposé pour le deuxième tour ?
Soyons catégoriques : nous ne voulons que deux listes au deuxième tour, parce que n'y a que deux camps dans cette société ! (Applaudissements)
Nous l'avons expliqué pendant des années, reconnaissons que le système majoritaire nous a aidé à le faire comprendre progressivement.
Seule la droite a intérêt à gommer le caractère de classe de la société, jamais la gauche. Deux listes, un point, c'est tout.
Les obstacles à l'union doivent être également appréciés pour pouvoir être dépassés.
Les séquelles des trois années de division au sein de la gauche, qui n'ont pas été effacées ; la division syndicale, qui n'a même pas permis un 1er mai unitaire, après un an de pouvoir de gauche ; la déception et l'attitude du mouvement associatif qui perçoit les retards de l'action gouvernementale uniquement en termes de renoncement ou de mauvaise volonté et non en termes de rapport de forces créé par la droite, pour freiner le changement ; le piège de la réponse catégorielle aux revendications catégorielles exaspérées par la droite, autant d'éléments qui font que la question de l'unité et de l'union de la gauche ne peut être posée simplement comme un souhait, mais comme l'objectif d'un combat, combat de même nature que celui que nous avons mené à partir de 1978.
Nous voulons, et c'est notre demande, qu'il soit pris en charge par la Convention elle-même. Il faut que nous proclamions dans cette Convention que nous nous donnons pour objectif politique de créer une situation politique telle que ce soit l'union dès le premier tour, les listes séparées, l'exception, avec un dispositif de sécurité tel que la présentation de ces listes séparées dépende de l'accord des Commissions exécutives fédérales et du Comité directeur pour les villes de plus de 100 000 habitants.

Le Président - Mélenchon, tu veux conclure ?...

Mélenchon - C'est fini...
Ensuite, nous voulons qu'une démarche soit entreprise au sommet, que notre Parti s'adresse au Parti Communiste et aux autres forces de l'union pour relancer, sur des objectifs concrets, l'union à la base. Il faut prendre position sans ambiguïté pour refuser un mode de scrutin qui n'oblige pas à l'union au moins au second tour, sans laisser à tel ou tel de nos alliés la libre discrétion de savoir quand l'union se réalisera et quand elle ne se réalisera pas.
Dernier mot enfin : c'est la volonté que le gouvernement soit davantage à l'écoute de l'opinion publique, et d'abord de celle qui s'exprime par notre Parti. Nous demandons, comme nous l'avons fait à la précédente Convention, que ce gouvernement ne parle que d'une seule et unique voix ; que le gouvernement pose clairement les termes de l'affrontement avec la droite ; et qu'enfin, dans la période difficile que nous abordons, des garanties claires et compréhensibles par chacun soient données pour ce qui concerne la rigueur, notamment dans le domaine du blocage des revenus, plus encore dans celui des prix. Peut-être est-il temps ici d'impulser une pratique de dimension autogestïonnaire qui associe à cette politique les associations de consommateurs et les syndicats, dans le domaine de la vérification des prix.
Enfin, pas d'aide au patronat sans contrepartie, sans engagement ferme, connu clairement de tout le pays.
Merci.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Martine Buron. Ensuite, Gaston Defferre.

Martine Buron

Cher Président, j'essayerai de ne pas être trop longue... Je tiens, en tout cas, à te rassurer : bien que parlant au nom de 53% de l'électorat, je n'utiliserai pas 53% du temps de parole ! (Mouvements divers et quelques applaudissements)
Chers camarades, un des objectifs principaux de cette Convention est d'engager dans les meilleures conditions possibles la bataille essentielle des municipales, et Paul Quilès l'a rappelé ce matin, il faut avoir en tête les intérêts bien compris du Parti.
Or, depuis le 10 mai 1981, depuis un peu plus, d'un an, l'électorat féminin a cessé d'être un atout pour la droite. Par leur participation grandissante aux luttes sociales et politiques, les femmes ont contribué à la victoire de la gauche, et si elle l'ont fait, c'est qu'elles ont trouvé dans le socialisme une prise en compte des discriminations qui les frappent et du combat qu'elles mènent quotidiennement.
Ce combat des femmes contre les oppressions combinées du patriarcat et du capitalisme, notre Parti l'a inscrit depuis longtemps dans son projet politique. Notre candidat à la Présidence de la République, l'année dernière, a su l'intégrer à son programme électoral. Il a su rencontrer les justes revendications des

femmes et celles-ci ont compris qu'elles avaient été entendues, que l'élection du candidat du Socialisme leur ouvrait des perspectives nouvelles.
C'est ainsi qu'on a vu, pour la première fois, les femmes de la tranche d'âge des 35-49 ans, par exemple, voter majoritairement à gauche.
Depuis, l'action gouvernementale a largement pris en compte les problèmes des femmes, grâce, en particulier, à un Ministère du Droit des femmes renforcé en autorité et en moyens. Il y a eu des mesures antisexistes, la mise au point du statut si longtemps attendu des conjointes de commerçants et d'artisans, l'amélioration des pensions de reversion... Je ne vais pas en faire la liste, de nombreuses mesures ont été prises.
Mais, camarades, nous devons continuer à mériter la confiance des femmes et, disons-le franchement, leurs votes, puisque nous sommes ici pour parler élections. Ne rendons pas l'électorat féminin à la droite !
L'effort du gouvernement ne doit pas se relâcher, même dans le cadre de difficultés économiques et de la nécessaire rigueur budgétaire qui a été évoquée ce matin. La réduction des inégalités sociales reste - et cette Convention l'a réaffirmé et le réaffirmera - notre objectif prioritaire, et tous les élus ici présents le savent bien, c'est dans la population féminine, en particulier chez les femmes seules, chez les femmes âgées, qu'on rencontre aujourd'hui les cas de pauvreté les plus dramatiques. Nous n'avons pas le droit de les laisser tomber.
Quant à la participation des femmes à la vie politique du pays, au moment où la loi de décentralisation, le projet de statut de l'élu local, ouvrent la possibilité de faire sauter un certain nombre de verrous, les Socialistes se doivent, une fois de plus, de jouer un rôle moteur et de favoriser par tous les moyens la prise de responsabilités des femmes dans la vie publique, particulièrement au plan local.
Vous rendel-vous bien compte de ce que peut être demain une France où près du tiers des responsables locaux seraient des femmes ? Quel renouvellement du monde des élus ! Quelle somme d'idées fraîches, d'approches neuves, de vitalité et d'énergie ! Vous le savez certainement... C'est peut-être ce qui fait peur à certains d'entre vous !
Les femmes le sentent aussi, même celles qui ne l'expriment pas, même celles qui ne sont pas particulièrement féministes.
C'est pourquoi je déplore profondément qu'au point où nous en sommes de la préparation de la loi électorale, le gouvernement ne semble pas décidé à inscrire dans le texte de cette loi une disposition, disons-le, de façon égalitaire, qui limiterait à 70% le nombre de personnes d'un même sexe sur une liste.
Je le déplora d'autant plus que cela répond à des engagements que nous avons pris en tant que Socialistes. Engagements de nos parlementaires avant le 10 mai. Je rappelle qu'en 1981, Monique Pelletier avait déposé un projet de loi instituant un quota de 20% de femmes sur les listes municipales. Le groupe socialiste, notre camarade Gaston Deferre, ici présent, en tête avait proposé deux amendements :
- Abaisser le seuil d'application de 9 000 à 2 000, et ceci a été accepté à l'unanimité par l'Assemblée, députés de droite compris ;
- Et un deuxième amendement qui consistait à porter ce quota à 30%, et là aussi

dans un premier vote, la droite l'a accepté et il a fallu que Monique Pelletier, effrayée de voir la gauche endosser le bénéfice de l'opération, rappelle les députés de droite à l'ordre et demande une deuxième délibération.
Pouvons-nous rester aujourd'hui en deçà de ce que nos parlementaires défendaient voici près de deux ans ?
D'autant que depuis, des promesses nouvelles sont venues confirmer ces positions.
Le 8 mars, le Président de la République lui-même a affirmé qu'il fallait assurer une meilleure représentation des femmes dans la vie locale. Il a cité en exemple les statuts de notre Parti. Il a évoqué le chiffre de 30%, et ce chiffre a été confirmé le même jour par le Premier Ministre et par Yvette Roudy, également ici présente.
Et qu'est-ce que nous avons vu aussitôt ? Et c'est bien cela qui m'inquiète et qui m'encourage à intervenir avec cette vigueur.
Nous avons vu la droite se précipiter dans ce créneau : « Dialogue des villes de France », « Femmes 83 », « Femmes liberté ». Il n'y a pas de semaine que le Figaro n’annonce la création d'une Association apolitique et qui se donne comme objectifs de contacter, de mobiliser les femmes pour les municipales et d'assurer cette présence, mais à droite, de 30% de femmes sur les listes.
De même, nos camarades, dans de nombreuses fédérations, nous signalent l'activisme recruteur des conseillers de droite.
Les promesses du gouvernement et toute cette agitation de la droite ont ancré chez la plupart des femmes l'idée que les 30% pour les listes électorales étaient acquis.
Et puis est arrivé le moment de rédiger la loi, et le Conseil des ministres l'a examinée.
De ce premier tour de table, il est ressorti, et cela était repris dans le Parti, repris un peu trop vite et mal compris, je le crains et je tiens à le dire, que le Conseil d'Etat s'étant, en 1980, au moment de la Loi Pelletier, prononcé négativement, il y aurait risque d'inconstitutionnalité. Je crois que cela a été répété dans beaucoup de fédérations, en tout cas, j'en ai entendu des échos. Là-dessus, je voudrais mettre les choses au point.
Qu'a dit le Conseil d'Etat ?
Il a dit que le projet n'était pas contraire aux lois constitutionnelles, mais qu'en limitant le nombre de personnes du même sexe sur les listes électorales, il portait atteinte à la liberté des électeurs. Or, cet argument a été réfuté à l'époque par le Rapporteur de la Commission des lois car de nombreux et doctes juristes ont fait valoir que la liberté des électeurs est déjà sujette à de nombreuses limitations.
Les incomptabilités entre parents, entre conjoints, les exigences de résidence dans la Commune, sans parler du seul fait de présenter des listes, et notre projet actuel limite bien davantage la liberté des électeurs en privant nombre d'entre eux des choix exquis du panachage.
Les arguments du Conseil d'Etat ont déjà été réfutés. Ils pourraient l'être plus largement encore, et d'ailleurs le gouvernement n'a-t-il pas dans d'autres occasions passé outre, ou les avis du Conseil d'Etat seraient-ils devenus soudain

paroles d'évangile ?
Je crains qu'un certain nombre de camarades, au gouvernement comme à l'intérieur du Parti, n'aient pris bien rapidement ce prétexte pour s'éviter des difficultés - que je ne nie pas - de constitution de listes.
En outre, pour qu'une telle disposition dans la loi soit déclarée anticonstitutionnelle, il faudrait qu'elle soit déférée devant le Conseil Constitutionnel par soixante parlementaires.
Imaginez-vous soixante sénateurs ou soixante députés de droite ayant le courage de se mettre l'ensemble des femmes à dos en attaquant la loi sur cette base ?
Ce que je crains plutôt, mes camarades, et je demande aux camarades du gouvernement et aux camarades des deux Assemblées d'y réfléchir, c'est que si nous ne mettons rien dans la loi en ce sens, ce sera la droite qui déposera un amendement dans ce sens, la droite qui cherche à utiliser et à susciter tous les mécontentements catégoriels. De quoi aurions-nous l'air ?
N'avons-nous pas, nous Parti Socialiste, l'obligation de rester une force de proposition et d'initiative dans le domaine du changement de mentalités et des habitudes, comme dans les autres domaines ?
Et d'ailleurs, l'inscription dans la loi n'est-elle pas, comme pour le problème épineux des mandats - nous en avons fait l'expérience lors des cantonales -, la meilleure garantie d'atteindre l'objectif sans rendre la tâche plus difficile à notre Parti qu'aux autres ?
Je sais bien que beaucoup d'entre vous pensent que le quota n'est pas la meilleure façon, c'est un vieux débat dans le Parti. Je ne veux pas le relancer.
Je rappellerai seulement que le Parti a fait du quota sa règle depuis longtemps, que cela a donné des résultats positifs. J'ajouterais, pour ceux qui considèrent que c'est une mesure peu démocratique, que notre société même n'est pas idéalement démocratique.
L'expression que j'ai beaucoup aimée dans notre projet socialiste, c'est celle qui définit notre projet pour l'école.
Une école inégalitaire, c'est l'idée que là où régnent des inégalités au départ, il faut des mesures inégalitaires dans l'autre sens, des discriminations positives pour rétablir la justice.
Pour moi, le quota des femmes, cela va dans le même sens.

Le Président - Pouvez-vous abréger, s'il vous plaît ?

Martine Buron - En tout cas, c'est certain, le problème ne sera plus quand la moitié des adhérents seront des adhérentes.
Mais pour arriver à cela, il faut que l'image que nous offrons, la place occupée par les femmes dans nos rangs, l'importance que nous accordons à leurs problèmes dans notre démarche nous rende crédibles aux yeux des femmes, et pour cela le quota reste nécessaire.
Or le quota tel que nous l'avons accepté dans nos statuts, quel est son rôle ?
Il se doit d'être incitatif.
Nous avons déjà inscrit dans nos statuts un quota de 20% de femmes dans les

scrutins de listes, est-ce vraiment incitatif ?
Je vais faire à nouveau référence à ce nouvel avis du Conseil d'Etat, émis à l'occasion de la loi Pelletier qui proposait 20% de femmes dans les villes de plus de 9 000 habitants. Une des raisons avancées par le Conseil d'Etat lui-même pour condamner ce projet, c'est qu'il n'avait pas de valeur incitative puisque dans ces villes, la proportion de 20% de femmes est déjà pratiquement atteinte dans la réalité, et même dépassée dans les villes de plus de 30 000 habitants.
Nos statuts sont volontaristes. Ils ne doivent pas se réduire à un simple constat de la réalité même si la loi ne nous l'impose pas, nous devons montrer que nous sommes capables de vivre ce que nous affirmons, nous devons être exemplaires, et le fait même que la droite se mobilise aujourd'hui sur les terrains qui nous sont propres, cherchant à récupérer le monde associatif, les femmes, doit nous inciter à aller de l'avant.
C'est pourquoi je demanderai à cette Convention, reprenant les propositions adoptées par la Convention fédérale, d'assurer l'application à l'intérieur du Parti de la quarante-septième des 110 propositions du candidat François Mitterrand, et de porter en conséquence à 30% le pourcentage minimum de femmes sur les listes de candidats, et de compléter cet article par une disposition assurant la répartition régulière des candidates sur la liste, car cela seul nous garantira un nombre suffisant de femmes élues maires ou maires-adjoints.
Ne dites pas dès le départ - et j'en ai presque terminé - : « Nous ne les trouvons pas, ces candidates. » Mes camarades, nous avons huit mois devant nous, et jamais je n'ai pensé que l'inscription d'un quota dans nos statuts était la mesure suffisante et finale pour assurer une campagne municipale.
Cette campagne, elle commence dès à présent. Elle doit se faire avec les femmes et en direction des femmes. Les sections, les fédérations doivent - et d'ailleurs, cela rejoint la démarche des acteurs du changement - rencontrer les associations, les groupes, faire le point avec eux de leurs problèmes, de leurs revendicatios. Nous devons prévoir dans notre manifeste municipal national comme dans nos programmes municipaux locaux un chapitre consacré à la place et au rôle des femmes dans la cité.
Une collaboration est déjà engagée dans ce sens avec la fédération des élus, et c'est à travers ce travail concret mobilisant les femmes du Parti et celles qui nous sont souvent très proches et qui n'attendent qu'un pas dans leur direction, que nous assurerons largement, si nous en avons la volonté politique, la venue de femmes de gauche dans les équipes municipales de demain. L'augmentation du quota dans nos statuts devra être intensifiée, mais aussi la pression sur le gouvernement, pour que les mesures nécessaires en direction des femmes ne soient pas oubliées.
Mes camarades, ne passons pas à côté dans un jeu de dé que nous seuls pouvons assuper pleinement. Tant que la moitié de ses membres se trouve d'une façon ou d'une autre pénalisés du fait de son sexe, aucune société ne peut évoluer vers plus de justice.
Nous, nous considérons qu'une démocratie nécessite le dialogue, le débat et, cela peut paraître surprenant, ces messieurs, nous ne craignons pas de voir leurs chefs

de file dans les conseils municipaux. Nous les aurons en face de nous, avec le système que nous proposons, car je suppose qu'ils ne pousseront pas le désintéressement jusqu'à se mettre en queue de liste.

Prenons l'exemple de Marseille, que je connais un peu. (Applaudissements) Je ne pense pas que M. Comiti et autres choisissent la dernière place sur la liste, et ils se disent qu'avec leur système, ils ont une chance de siéger au conseil municipal. Eh bien ! nous allons avoir des séances du conseil municipal qui vont être plus animées que maintenant, on va pouvoir discuter, on va pouvoir se dire quelques vérités. Après tout, c'est une des formes de la vie démocratiques, et voyez comme nous avons plus confiance en nous et dans le Parti qu'ils n'avaient confiance en eux et dans leur formation politique, puisque nous leur ouvrons la porte qu'ils nous avaient fermée. (Applaudissements)

Mais, j'ai vécu cela au lendemain de la Libération, quand on appliqur la proportionnelle intégrale aux élections municipales, en gros cela fait 50% d'un côté et 50% de l'autre. Tantôt cela passe d'un côté, tantôt cela passe de l'autre. A mon gré, cela a mis trop longtemps à passer du bon côté... vingt-trois ans, c'était trop ! Mais en gros, c'est cela. (Applaudissements)

Et puis, comme avec la proportionnelle intégrale, toutes les petites listes peuvent avoir un ou deux élus, on arrivait à l'éparpillement dans les conseils municipaux, à un fractionnement tel qu'il y avait des crises municipales tous les six mois ou tous les ans, ce qui n'est pas une bonne méthode de gestion, car si les Français s'intéressent vraiment aux élections municipales, ils souhaitent ensuite pendant six ans que les élus fassent leur travail, accomplissent leur devoir, qu'ils réalisent, on a cherché autre chose. Au gouvernement, on fait ce qu'on peut, mais il est rare qu'on voit le résultat de ce qu'on fait... même pour la décentralisation, j'ai fait voter un texte, je vais en faire voter d'autres, mais avant que ce soit vraiment entré dans les moeurs, même depuis que le pouvoir a été passé aux Présidents de conseils généraux et de conseils régionaux, il faudra du temps, tandis que dans une mairie, quand on construit une école, un lycée, un hôpital, on les voit ; quand on augmente les impôts, on sait très bien que dans la semaine qui suivra, on aura une demande de rendel-vous de telle ou telle catégorie sociale ou professionnelle qui viendra dire : « Vous avez augmenté telle taxe », et on dira : « Oui, je l'ai augmentée, parce qu'il faut construire une école, un lycée » ; on voit les résultats de ce que l'on fait et on est jugé sur ces résultats.

Par conséquent, il faut des majorités cohérentes, homogènes, solides, durables. C'est pourquoi nous avons prévu le texte que vous connaissez, qui prévoit qu'une liste qui a obtenu au premier tour plus de 50% des voix a 51% des élus, mais ensuite il y a une répartition proportionnelle entre toutes les listes, y compris celle qui a eu plus de 50% des voix, ce qui fait qu'en fait, la liste qui a eu plus de 50% des voix a une majorité qui est de l'ordre de 15% de l'effectif du conseil municipal ; si elle a eu 60 ou 70%, sa part à la proportionnelle est plus élevée. Si aucune liste n'a dépassé la majorité absolue au premier tour, au second tour, c'est le même système, c'est la liste arrivée en tête qui recueille d'abord 51% des sièges et ensuite participe à la répartition proportionnelle.

Ainsi, vous le voyez, nous avons réuni dans ce texte à la fois notre souci de respecter le principe de la représentation proportionnelle et le souci de réalisme pour que les communes soient bien administrées.
Ce texte n'a pas la prétention d'être parfait, aucun texte n'est parfait, mais je voudrais dire qu'il présente de grandes différences avec ceux qui étaient présentés par les gouvernements précédents ; les gouvernements précédents avaient inventé le système des listes bloquées, c'est-à-dire que ou c'était la liste d'union au premier tour, ou il n'y avait plus de fusion possible de liste pour le second tour.
Or, la tradition française, quand ce n'est pas la proportionnelle intégrale, est conçue de telle façon que les Français veulent pouvoir apprécier les choses entre le premier et le second tour. Au premier tour, il arrive qu'il y ait des votes d'humeur pour ou contre, des votes d'emballement, ou des abstentions. Au second tour, les gens savent que la décision est alors prise pour la durée du mandat et ils veulent pouvoir choisir, et il faut que les partis politiques aient eux aussi la liberté de choisir,de s'entendre.
Je sais que ce matin, dans les rapports qui ont été faits, il était conseillé le plus possible de listes d'union au premier tour, et en tout cas des listes d'union de la gauche au second tour contre la droite.
Nous n'avons pas voulu paralyser nos adversaires comme ils avaient cherché a le faire ; nous n'avons pas voulu les enfermer dans des contraintes, comme ils l'avaient fait pour nous.
Alors, je voudrais dire… Je ne sais pas si cette parole sortira d'ici… (Rires) Je vais vous dire pourquoi je pose cette question : quand nous sommes en Convention fermée, sans la presse, nous sommes sûrs que nous retrouverons dans les journaux le lendemain tout ce qui a été dit. (Applaudissements) Quand la Convention est publique, c'est moins sûr, alors il faut quelquefois un peu souligner... Eh bien, je voudrais dire, m'adressant à nos adversaires politiques, et si je peux, dans ma modeste fonction, à M. l'ancien Président de la République Valéry Giscard d'Estaing, qui a critiqué durement ce texte, qu'il ne connaît d'ailleurs pas encore, parce qu'ici je parle en mon nom personnel, si je peux dire - si je n'étais pas Ministre de l'Intérieur, sans doute que je n'en parlerais pas -, mais le conseil des ministres a entendu une communication, il n'a pas encore délibéré sur le texte dont il sera saisi la semaine prochaine, si bien que je ne peux pas entrer dans les détails, ni engager le gouvernement, mais ce que je peux faire, j'ai le droit de le faire, j'en ai même le devoir, c'est rappeler à M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a comparé ce texte au système des apparentements et qui a eu des mots très sévères, que quand il s'est présenté en 1974, entre autres promesses non tenues, puisqu'on pourrait en faire une longue liste, il avait dit qu'il changerait la loi électorale municipale, il devait établir un système de proportionnelle et il a maintenu le système des listés bloquées pour essayer de nous enfermer dans une méthode qui, espérait-il, serait fructueuse pour la droite et les formations de droite à la tête desquelles il se trouvait.
Quant à mon « ami », je le mets entre guillements, vous le comprenez, M. Pasqua, et M. Chirac, je ne poserai même pas de question qui puisse faire l'objet

d'un procès en diffamation, car j'ai appris - vous voyez qu'on apprend à tout âge - j'étais avocat dans ma jeunesse, il y a bien longtemps - que même une question pouvait avoir un caractère diffamatoire, alors, je ne poserai pas de question, j'affirmerai (rires et applaudissements), que le texte déposé par M. Pasqua de proportionnelle à un tour, ce n'est pas flatteur pour le Parti Communiste, ressemble étrangement à celui du Parti communiste ! Alors, je me pose des questions : est-ce que M. Pasqua - je me la pose à moi, pas à vous - serait devenu communiste ? En tout cas je sais, j'en suis sûre, que le Parti Communiste n'est pas devenu R.P.R. !

Alors, la proposition Pasqua, je ne l'examinerai pas davantage, et je pense qu'il n'est pas diffamatoire de dire qu'elle ne peut pas être prise au sérieux. J'ajoute que, quand on regarde son texte qui, lui, est rédige et déposé, on voit que les listes doivent avoir obtenu au moins 10% des inscrits pour pouvoir se maintenir ou avoir des élus, et j'entends déjà à l'Assemblée Nationale, sans faire preuve de beaucoup d'imagination, les critiques dont je vais être l'objet en disant que nous avons voulu éliminer les petites listes, parce que nous, nous avons parlé dans un cas de 5%, et dans l'autre, de 10% des exprimés.

Enfin, je voudrais, pour conclure - puisque j'ai vu que tout à l'heure on avait rappelé un orateur à l'ordre ; je suis souvent monté à la tribune de nos Congrès, je sais que nous avons un temps de parole limité, et en tant que ministre, je me suis dit que je devais, plus qu'un autre, être discipliné et observer la discipline du Parti, quel que soit le plaisir que j'ai, chers camarades, à vous retrouver et à m'adresser à vous -, dire que nos prédécesseurs ont fait des lois électorales pour nous faire battre ; ils ont bien réfléchi, ils ont cru bien réfléchir, ils se sont appliqués, ils ont inventé des systèmes aussi contraignants que possible, et patatras ! ça s'est retourné contre eux : en 1977, nous avons largement gagné les élections municipales ! Eh bien, nous n'avons pas voulu faire une loi électorale que, dirais-je, quel qualificatif employer... honteuse, scandaleuse, inadmissible, scélérate, qu'est-ce que je dois dire... une loi électorale tournée contre nos adversaires... Non, nous avons voulu faire une loi électorale correcte, qui fasse sa place à la majorité telle qu'elle existera dans certaines villes, qui ne sera pas la même dans toutes les villes, dans tous les villages, qui fasse sa place à la minorité, une loi électorale qui représente bien le Parti Socialiste, un parti véritablement démocratique, et ce que je peux souhaiter, c'est que notre honnêteté, contrairement à ce qui s'est passé quand les autres cherchaient à nous faire battre - et c'est un voeu que j'ai le droit de faire - se retourne en notre faveur et que ces élections municipales soient un succès pour le Parti.

(Très vifs applaudissements)

Le Président - La parole est à Bernard Thareau, puis à Jean-Paul Bachy.

Thareau

Chers camarades, je ne dirais pas davantage qu'il est plutôt prendre le micro avec une telle succession… Les agriculteurs sont à droite, ils sont de droite, ils

resteront à droite, on ne peut faire aucune politique agricole nouvelle visant à une planification, à une équité équité entre les paysans… C'est foutu... Voilà ce qu'on nous dit régulièrement.
On nous le dit dans toutes les origanisations professionnelles et parfois même, certains pourraient en douter lorsqu'ils ont des responsabilités importantes, pour modifier cette politique.
Il nous faut donc répondre à cet argument fondamental, et je voudrais que chacun de nous, militants départementaux, prennent bien conscience que le monde paysan n'est pas de droite profondément, mais qu'il a été pendant des décades et des décades récupéré, informé, formé par la droite et que, de ce fait bien sû, n'ayant qu'un langage majoritaire, il ne peut en déduire qu'une expression majoritaire de droite.
Et pourtant, beaucoup de paysans sont prêts à évoluer vers une autre politique agricole.
Lorsqu'on parle d'offices par produit, qui vont être, dans les jours qui viennent, d'offices fonciers qui vont naître dans les mois qui viennent, ou d'une modification dans la connaissance du revenu pour une plus grande équité entre les paysans, une majorité de paysans, et non pas de responsables agricoles, une majorité de paysans est d'accord pour entrer dans le sens de cette autre politique.
Il faut donc se persuader de cette évolution. Les lois sont plus attendues que ce qu'on peut en juger au travers des différentes informations de presse, parce que la droite s'exprime beaucoup, elle n'a rien à proposer comme changement de politique, mais elle est totalement contre la nôtre ; la leur, bien sûr, on la connaît, elle a donné un résultat, plus de 50 000 agriculteurs en difficulté, dont certains ne pourront même pas être sauvés par une nouvelle politique agricole. C'est le résultat et nous l'avons pris pourtant à bras-le-corps.
Lois plus attendues que nous le pensons, mais il est vrai qu'en face de la droite, dans le monde paysan, ceux qui veulent une autre politique agricole s'expriment peu, bien trop peu. Et c'est là une grande difficulté.
C'est dans ce sens que Jean Poperen a relaté ce matin, dans son compte-rendu de l'activité globale du Parti, l'ensemble des réunions que nous avons pu tenir : vingt-et-une. Plus de 700 militants du P.S., qui sont impliqués dans le changement. Car nous devons tous, à nos niveaux respectifs, affirmer, vulgariser, développer notre programme. Le gouvernement doit se clarifier quant à la politique agnicole qu'il veut proposer pour l'année à venir.
Mais les militants socialistes ne doivent pas dételer, ils doivent informer beaucoup plus sur le terrain. Mais voilà que nous abordons une autre difficulté ces derniers jours et, une fois de plus, l'agriculture a des difficultés spécifiques car elle n'a pas les mêmes statuts économiques. Je n'entrerai pas dans la question des montants compensatoires monétaires, mais je dirai simplement que ce qui est attendu d'une dévaluation, c'est la possibilité de reprendre place au niveau des exportations ; avec les montants compensatoires, nous serons à côté. C'est une perte de revenu unilatérale à l'ensemble des paysans, qu'ils soient fort bien placés ou qu'ils soient en sous-rémunération, ce qui est le cas de 40% d'entre eux.

Alors, comme dans d'autres secteurs, l'agriculture doit supporter cet arrêt momentané de l'inflation, mais comme dans d'autres secteurs, tous les agriculteurs ne devront pas être repris égalitairement, et notre mission, en tant que Parti est également de proposer au gouvernement des mesures spécifiques, pour que non seulement, comme c'est prévu actuellement pour le porc et le mouton, il y ait des cas spécifiques, mais qu'il puisse y avoir des mesures d'ensemble pour sortir progressivement de cette situation, par étapes, avec de nouvelles propositions d'ensemble qui traitent différemment les agriculteurs, car ils ne sont pas tous identiques.

Et maintenant, je vais aborder le débat électoral qui ne touche pas seulement le monde paysan, mais le monde rural. C'est aussi dans nos responsabilités. Débat électoral très important dans les objectifs, dans le « comment » Il en a été beaucoup question. Et puis, dans son niveau d'application. Et c'est ce troisième point que je voudrais souligner, et c'est là que je voudrais apporter mon point de vue.

Le monde rural est très concerné apparemment. Pourtant, les causes sont bien simples et c'est peut-être ce qui tranquillise beaucoup d'entre nous. On n'y fait pas de politique dans le monde rural. Les listes sont sans étiquette. Le choix des individus est beaucoup plus important que les lignes politiques portées par ces individus, et le panachage permet beaucoup de choses, ce qui favorise, tout le monde le sait, l'élection des notables, des gens au sourire généreux, qui passent toujours en priorité, mais certains me disaient hier soir que les colleurs d'affiches, les militants, ne sont jamais prioritaires dans une telle liste sur objectif politique. (Applaudissements) Le résultat est donc qu'on se trouve dans nos communes rurales, nombreuses, à avoir des conseils municipaux sans programme, soi-disant apolitiques, alors quand on va au deuxième degré, dans les syndicats de communes, ou, encore plus important, aux élections sénatoriales, l'apolitisme se transforme, comme toujours, dans des beaux suffrages bien déposés à droite, tout le monde le sait. (Applaudissements)

Il faut donc que l'ensemble de nos chefs-lieux de canton soient concernés par cette future loi électorale, très proche maintenant, c'est-à-dire qu'il faut descendre le plus bas possible vers ce monde rural.(Applaudissements)

Je n'ai pas de chiffres de combat, mais je dis simplement que l’INSEE - ce n'est pas moi qui l'ai inventé -, l’INSEE a pris des statistiques en France, des bases : au-dessus de 2 000 habitants, ce sont des villes ; au-dessous de 2 000 habitants, ce sont des communes. Moi, je veux bien qu'on s'arrête aux 2 000 habitants... (Applaudissements) Alors, prenons l’INSEE, allons au moins à 2 000. Le résultat électoral, je ne sais pas ce qu'il sera. Dans certains cas, il sera positif, en termes de nombre d'élus ; dans d'autres cas, il sera sûrement négatif, c'est vrai aussi, mais cela ne doit pas être notre seul point d'analyse. Et je demande à cette Convention de donner mandat à la Commission des résolutions pour qu'elle étudie véritablement cette question quant au niveau d'application, car la véritable résultante est l'enjeu politique, c'est la clarification. Il faut que les ruraux, comme les citadins, soient associés à l'élaboration, à la défense de programmes ; il faut qu'ils puissent, en définitive, avancer dans une prise de conscience, que

chaque citoyen puisse choisir en fonction d'un programme, et non de sourires. N'est-ce pas là une base essentielle de toute vie démocratique, dans quelque élection que ce soit ?
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Jean-Paul Bachy ; ensuite Hubert Dubedout.

Jean-Paul Bachy

Mes ches camarades, il y a trois semaines à peu près, se tenait la Conférence Nationale entreprises du Parti. Pendant trois jours, 1 200 camarades qui représentent nos 1 700 sections et groupes Socialistes d'entreprises, ont débattu et travaillé. Nous en avons, au niveau de la Direction du Parti, retiré une certitude, c'est que la victoire ou l'échec des élections municipales se décidera d'abord dans le monde du travail. C'est vrai du monde du travail de la terre, Thareau vient d'en parler, c'est vrai aussi du monde du travail des usines et de la ville, et je voudrais vous en dire deux mots.
Je crois que si le monde du travail ne se mobilise pas d'ici mars prochain, nous risquons quelques déconvenues. Si, par contre, il nous fait confiance et s'il se mobilise, nous gagnerons, vous qui êtes ici les représentants du Parti dans tous les départements, préoccupez-vous en tout de suite.
A quelles conditions pouvons-nous faire fructifier ce capital de confiance et de mobilisation ? Certaines de ces conditions dépendent de nous, cest-à-dire du Parti. D'autres dépendant, à l'évidence, du gouvernement, que nous soutenons.
Trois conditions dépendent de nous.
La première, c'est l'image que nous savons donner de nous-mêmes et de l'action du Parti Socialiste. Trop souvent, dans le vécu quotidien des fédérations, et vous le savez, vous qui êtes responsables de ces fédérations, il y a un peu des types de militantismes qui s'ignorent, le militantisme de l'élu, du maire, accablé d'un certain nombre de tâches quotidiennes, du conseiller général, du parlementaire, et puis le militantisme du travailleur dans son usine ou son bureau. Je dis que, trop souvent, ils s'ignorent parce que, finalement, leurs occasions de rencontre et de travail en commun sont trop rares, et il est indispensable que, dans les mois qui viennent, vous sachiez créer les conditions d'un travail en commun et les conditions de réunion, de mobilisation des uns avec les autres et que cela se sache à l'extérieur. Faites-les travailler ensemble. Les occasions ne manquent pas, et notamment la bataille pour l'emploi est un terrain où les uns et les autres, manifestement, peuvent agir et doivent agir ensemble.
La deuxième condition qui dépend de nous, c'est aussi le choix des candidats. Faites en sorte que les listes des conseils municipaux soient des listes réellement représentatives du monde du travail. (Applaudissements) A cet égard, vous savez bien qu'il est difficile, lorsqu'on est salarié dans une entreprise et surtout dans le privé, de se présenter à une élection, quelle qu'elle soit. La répression patronale, les pressions de toute nature se multiplient, l'intimidation existe et c'est une réalité que connaissent beaucoup de militants socialistes aujourd'hui.

Je pense qu'à l'occasion de cette Convention, le Parti doit dire quel prix il attache au vote par l'Assemblée Nationale d'un statut de l'élu d'ici les prochaines élections municipales (applaudissements), qui donne réellement aux représentants du monde du travail des garanties minimum pour être élu local, une protection contre les licenciements, des droits pour agir, une compensation des perte de salaire minimum.

Le Parti doit jouer son rôle en ce domaine, et Marcel Debarge a fait des propositions, un rapport, dont il me paraît indispensable qu'il soit repris dans ses axes essentiels par le gouvernement dans les semaines qui viennent, et que nous donnions à cet égard, lorsque nous discuterons de la réforme du système électoral, des gages au monde du travail pour qu'il sache que la réforme que les Socialistes veulent pour introduire plus de démocratie dans les conseils municipaux, s'accompagne aussi d'une volonté de faire en sorte qu'il y ait plus de travailleurs dans les conseils municipaux. (Applaudissements)

La troisième condition qui dépend de nous, c'est aussi notre capacité à réunir autour du Parti Socialiste toutes les forces vives qui sont favorables au changement et sur ce plan, simplement pour évoquer le fait, mais il est certainement décisif, j'insiste pour ma part sur l'attention prioritaire que les fédérations doivent apporter à l'organisation de ce rassemblement des forces favorables au changement, des acteurs du changement, comme nous avons dit, idée que le Parti a lancée lors de sa précédente Convention, idée qui doit se concrétiser sur le plan national et sur le plan local, dans les semaines et les mois qui viennent.

Les autres conditions de la victoire dépendent du gouvernement et du succès de sa politique. Moi, j'ai confiance en ce domaine car le monde du travail comprend le langage de la rigueur, ne serait-ce que parce qu'il sait que les contraintes qui pèsent sur le pouvoir socialiste sont telles qu'il est prêt à le soutenir, mais à deux conditions : qu'il y ait clairement établi dans ce pays un autre partage du revenu et un autre partage du pouvoir. L'autre partage du revenu, moi j'ai envie de dire à nos camarades du gouvernement - beaucoup l'ont fait depuis ce matin, et Pierre Mauroy à cet égard nous a quand même rassurés - : soyez fermes quant au contrôle de la fraude fiscale, soyez fermes dans l'application des lois sur la limitation des cumuls abusifs emplois-retraites (applaudissements), soyez fermes dans la mise en oeuvre d'une autre politique fiscale, soyez fermes aussi pour la défense de l'école publique et de l'école du peuple (applaudissements) qui est aujourd'hui menacée par la droite qui l'attaque sans cesse.

Soyel fermes enfin sur la volonté de partager le pouvoir dans l'entreprise. Pas de marchandage avec le patronat sur les lois Auroux (applaudissements), pas de retard, pas de faiblesse dans le vote et dans l'application de la loi sur la démocratisation du secteur public.

La droite nous dit aujourd'hui : c'est une erreur que d'élargir les droits sociaux, car c'est un handicap pour notre économie. C'est faux, car jamais la droite n'a démontré comment la répression anti-syndicale, comment les licenciements abusifs, comment la pression physique et morale qui s'exerce contre les travailleurs, peuvent être un gage de prospérité et de compétitivité.

Je pense que si nous créons dans les six mois les conditions pour que les travailleurs deviennent réellement des citoyens dans leurs entreprises, ils auront la certitude qu'ils peuvent devenir aussi des citoyens dans leurs communes et s'ils ont cette certitude, grâce à la gauche et grâce aux Socialistes, nous n'avons pas de crainte à avoir quant au résultat des municipales, nous les gagnerons non seulement en préservant les positions de 77, mais en les dépassant largement dans un large élan populaire.
(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Hubert Dubedout, puis à Pierre Guidoni. Je demande aux orateurs de bien vouloir s'en tenir aux cinq minutes qui leur sont imparties, dans la mesure où c'est la condition d'une bonne tenue de nos travaux et, en tout cas, d'une bonne écoute d'ici à ce soir, d'ici à 19 h.

Hubert Dubedout

Chers camarades, je m'excuse auprès du Président, mais nous avions convenu que le Président de la fédération des Elus prendrait peut-être quelques minutes de plus.
Me tournant vers Jean Poperen, je lui dis oui, lorsqu'il affirme que les politiques responsables ne sauraient éviter d'intégrer leurs réflexions municipales dans les réflexions nationales, et cela va de soi, ne serait-ce que pour des réflexions politiques. Qui ici pourrait penser que la droite abandonnerait le thème qui a été celui des cantonales, l'attaque du gouvernement à travers l'attaque des candidats de gauche dans une élection locale ?
Et puis aussi notre expérience d'élus dans les dernières années nous a montré à quel point nous sommes imbriqués dans toute la vie économique locale. 60% des investissements passent par les collectivités locales pour les investissements publics, et quand le gouvernement aura dégagé les priorités, ne serons-nous pas imbriqués dns la lutte que le gouvernement devra forcément engager pour pouvoir venir au secours des investissements, à l'égard des dépenses de santé ? Ne serons-nous pas, nous, appelés à imaginer d'autres méthodes pour assurer ces fonctions-là ?
Et puis puisqu'on a évoqué les problèmes économiques, moi je trouve tout à fait normal qu'ils se mêlent aux problèmes de politique municipale.
Posons-nous la question : ne sommes-nous pas tous d'accord, mille fois d'accord, pour que, nous tournant vers les travailleurs, nous disions que la priorité des priorités, ce sont les financements nécessaires au maintien dans l'état, au rétablissement dans l'état de leurs outils de travail ?
En entendant les chiffres avancés par le Premier Ministre ce matin, sans doute je pense qu'en milliards de francs, ce sont des milli ards de francs lourds utiles, et je me pose la question : seront-ils suffisants pour sortir de l'endettement et aller vers l'investissement ?
Sur le plan local, nous avons bien entendu l'appel du Président de la République pour la relance de l'industrie, du bâtiment, des travaux publics, mais cela fait des

mois et des mois que nous en discutons et que nous tirons le signal d'alarme. Mes chers camarades, ce n'est pas parti ! Nous sommes toujours dans le même état !

Cela dépend aussi de nous que le redémarrage dans ce secteur très important de l'économie puisse se produire sous l'impulsion du gouvernement, et Jean Poperen encore a souhaité que la réforme fiscale ne soit pas reportée à un horilon trop lointain. Qui plus que les élus locaux, en matière de fiscalité, ont eu à apporter leur contribution, ont accepté comme un minimum les réformes qui ont été votées récemment par le Parlement ? Mais à condition, et à condition seulement que ces réformes fiscales locales soient reprises dans quelque chose de beaucoup plus vaste, de beaucoup plus global, dans les trois prochaines années, comme le gouvernement s'y est engagé.

Je pourrais parler aussi de la haute technologie, à Versailles. Nous approuvons les déclarations qui la concernent, et nous avons noté effectivement que si nous n'y prenons garde, cette haute technologie aboutira à une diminution des postes d'emploi par le développement des robots. Dns la déclaration du président de la République, on faisait appel à de nouveaux emplois, pour d'autres types de communications, communications sociales, communications culturelles, méthodes éducatives, grâce à ces technologies. Et qui d'autres que les collectivités locales seront appelées à développer tout ce programme ?

Alors, nous retournant vers la Convention, je peux signaler qu'au poste où je me suis trouvé, j'ai constaté qu'en 1981 les élus locaux n'ont pas fait défaut dans la campagne présidentielle, et c'est justement parce qu'ils existaient, parce que leur réseau existait, que nous avons pu démultiplier l'action du Parti.

Je dis aussi, parce que je l'observe, que ces élus apportent leur collaboration au gouvernement dans des tas de commissions de travail où on leur demande d'apporter la garantie de leur connaissance du terrain.

Je veux parodier un peu Didier Motchane qui, ce matin, pensait qu'il faudrait rencontrer moins de ministères et plus de ministres. Qu'il me soit permis de dire, au nom des élus locaux, qui ont eu parfois ce sentiment qu'en rencontrant beaucoup de ministres, nous aimerions rencontrer moins souvent des ministères. (Applaudissements)

C'est un fait de société que nous allons aborder avec les élections municipales, et mes camarades, je crains que le débat aujourd'hui ne voile un peu trop souvent ce fait.

On a évoqué ce matin la culture du changement. Je pense que nous sommes, nous, élus locaux, les plus conscients d'une évolution considérable de notre société, et je crois que c'est à nous d'imaginer de nouveaux types de rapports sociaux, de nouvelles formes de convivialité, tout un imaginaire social.

Mais pour rester dans le concret, ne devons-nous pas souligner que, par exemple, le fait d'être obligé, dans la plupart de nos régions, de nous intégrer dans une société qui sera, que nous le voulions ou non, une société multiraciale, et nous le vivons - Gaston Defferre le sait bien à Marseille -, nous oblige à réfléchir sur le devenir de cette société, sur la façon dont nous aborderons ces problèmes, ne serait-ce qu'au niveau éducatif ? Quelle culture allons-nous offrir

à ces jeunes de la deuxième, de la troisième génération, dont on ne sait pas autour de qui ils vont se raccrocher ? Ce sera pour nous un formidable défi.
Mes camarades, n'oublions pas que la droite est prête là-dessus à nous livrer un combat dans les prochaines municipales, et que ce combat ne sera pas facile.
Je sais qu'entre le Parti et la fédération des élus, nous travaillons beaucoup sur ce problème des migrants. Il faudra savoir avoir un langage rigoureux sur le terrain, mais également apporter des réponses à ceux de nos concitoyens qui se trouvent perturbés par cette évolution de la société.
Nous avons finalement un grand projet politique qui est d'impliquer tous les partenaires dans les politiques sociales, les politiques économiques du gouvernement, du changement.
Je pense que nous devons aborder maintenant avec beaucoup de clarté, beaucoup de franchise et une certaine détente le problème de la loi municipale.
Pour ma part, je suis ravi d'avoir vu, d'avoir entendu les responsables du Parti affirmer que nous devrions très largement rassembler pour les élections municipales, regrouper tous ceux qui veulent réussir le changement. Je crois que nous aurons, pour ce faire, à être très attentifs à l'évolution de notre société. C'est bien joli de dire : nous allons puiser dans les associations. Encore faut-il voir quelle a été la capacité de ces associations à se regrouper avec nous pour le changement.
Mais je crois qu'il y a de plus en plus de changement au sein de ces associations, et que nous devrons suivre ces changements de telle manière que nous puissions profiter de ces forces qui ne demandent qu'à se renouveler.
Et puisqu'on a parlé des femmes, il est bien évident que j'ai conscience, à entendre les uns et les autres, de la difficulté que certains auront à trouver, à puiser, ne serait-ce que dans le Parti, les forces vives féminines capables de tenir la tension extrême que celles qui ont accepté de travailler avec nous déjà ont connu au niveau de leur vie professionnelle, de leur vie familiale, de leur vie personnelle.
Oui, elles auront également à ouvrir très largement au sein des associations, je ne dis pas ce recrutement, mais cet appel à la collaboration féminine, sans cela je crains bien que l'appel de Martine Buron se renouvelle encore dans six ans !
(Applaudissements)
Et puis qu'il me soit permis de parler de l'union de la gauche, et comme Poperen, je pense que nous n'avons pas à donner de gage sur l'union de la gauche. Il me semble être un de ceux qui ont suivi cette voie, c'était la voie du Parti et c'était la voie de la Convention de Dijon. Nous sommes très nombreux, au sein de la Fédération des élus, à pouvoir faire un bilan très, très positif de ce qui s'est passé.
Mes camarades, la presse parle plus souvent des difficultés que l'on rencontre de-ci de-là et des comportements des uns et des autres. Nous ne sommes pas toujours blancs en la matière, je veux bien. Nous n'avons pas toujours su affirmer notre capacité politique de regrouper Communistes et Socialistes dans la même équipe, et parfois nous avons constaté que les Communistes ne nous ont pas envoyé des compagnons de route suffisamment formés eux aussi.

Alors je pense que nous n'avons pas à rougir de ce qui a été fait, et que c'est très naturellement que l'imense majorité des sections désigneront dès le premier tour une équipe d'union de la gauche. Mais je suis aussi président de la fédération des Elus, et je dois porter témoignage de ce que le groupe des minoritaires Socialistes dans les équipes d'union de la gauche a été d'abord un groupe très vivant. J'ai remarqué simplement que les minoritaires de la région parisienne venaient rarement. J'ai remarqué que c'était une de leurs revendications, que je porte ainsi à la Convention, que de dire que dans certains cas, les bases de l'accord de 1977 doivent être revues.
Cela nécessite donc que cette porte reste ouverte, mais qu'elle soit ouverte avec parcimonie et - c'est mon point de vue en tous cas - que le Parti lui-même puisse en contrôler l'application de telle manière que trop d'équipes ne s'y engouffrent pas.
Je suis pour ma part pas très chagrin des 10% ; pourquoi le serais-je ? Nous avons un risque, indiscutablement. D'aucuns pensent que les Ecologistes pourraient franchir cette barre. Le risque n'est pas nul, et nous ne savons pas comment ils se comporteront en deuxième tour. Je voudrais que nous approfondissions un peu d'ailleurs notre analyse sur les Ecologistes.
Je dirais même sur les groupements Ecologistes, car ils sont loin d'être semblables les uns aux autres. Ils savent se distinguer au niveau des militants, mais je ne suis pas sûr que ceux qui votent écologiste savent eux-mêmes les distinguer, si bien que nous risquons fort de voir un accord recherché entre nous au premier tour avec les Ecologistes qui sont pour le changement, mais une équipe d'Ecologistes de droite se présenter et ramasser toutes les voix que les premiers auraient au moins dispersées.
C'est un problème qui va être singulièrement difficile pour nous. A nous d'y réfléchir.
En tous cas, ce que je peux vous dire, c'est que le risque est grand que la tentation de vote utile, qui pouvait nous être favorable en 1977, puisse se reporter sur les Ecologistes dans la mesure où, dépassant la barre des 5%, ils ont toutes chances de se retrouver au deuxième tour intégrés dans une équipe, ou s'ils dépassent 10%, présents dans la bataille du deuxième tour.
C'est à mon avis le problème le plus difficile que nous aurons à régler.
Eh bien oui, camarades, quand j'entendais l'un d'entre vous tout à l'heure douter que la lutte des classes soit présente dans les prochaines élections municipales dans certains cas, je veux le consoler. Ne vous inquiétel pas, la lutte est partie, c'est déjà fait ! De ce point de vue-là, je peux porter témoignage, un témoignage personnel du fait que la droite ne nous cédera rien. L'argent est prêt pour engager la lutte. Ce sont des sommes dont nous n'avions pas idée jusqu'à présent. Il faut se venger de la défaite de 1981 ! Ils ont obtenu un certain résultat aux cantonales, reconnaissons-le, ils veulent doubler la mise aux municipales. Sachons que nous n'aurons absolument pas à puiser des voix dans leur famille politique, la lutte sera réelle !
J'espère, comme l'a dit tout à l'heure Thareau, que cette lutte se développera également jusque, et y compris, aux communes de plus de 2 000 habitants, ou 2

500.
Chers camarades, le réseau des élus, j'en ai parlé. Il me semble que ce réseau a apporté une grande crédibilité à la gauche. Nous avons maintenant à préparer un manifeste municipal.
Les élus regroupés au sein de la Fédération des élus socialistes apporteront leur collaboration au Parti, et nous saurons inviter nos militants à faire preuve d'imagination, à travers des projets en matière économique, en matière éducative, en matière de logement, en matière de transport, de politique de l'énergie, de sécurité, de formation, de loisirs, de santé...
Mes camarades, nous ne pourrons pas répéter le manifeste municipal de 1977, la société a trop évolué depuis. Les besoins ne sont plus les mêmes. Il faut coller à la réalité, il faut rester imaginatif.
Ce travail reste à faire, travail de formation, et là je dis au Parti : faites attention, nous avons l'expérience de cette formation au sein de la Fédération des élus, et nous savons que très souvent, un certain nombre de nos camarades militants ou élus se trouvent un petit peu épuisés à courir après une formation et après une réunion. Mais il est des sujets concrets autour desquels nous pouvons proposer cette formation et y répondre en masse, et nous l'avons vu, qu'on parle de culture, qu'on parle de migrants, qu'on parle de fiscalité locale, et j'en saute. Nous trouvons là des camarades prêts, prêts pour venir se former, prêts comme formateurs.
Il est certain que la formation politique, dans les conditions dans lesquelles nous vivrons les municipales après 1983, est aussi à renforcer, car le comportement de nos militants dans les nouvelles municipalités devra se faire sur d'autres bases, sur d'autres projets.
Voilà.
Il me semble, pour terminer, que nous pouvons affirmer que nous avons à gauche un projet social, un projet culturel, le projet culturel du changement. Nous pouvons affirmer que nous ne nous endormirons pas sur le fantastique bilan des municipalités d'union de la gauche depuis six ans et même plus.
Avec nous, l'imagination restera au pouvoir pour conduire le changement dans le concret, dans nos villes comme dans nos communes.
(Applaudissements)

Le Président - Pierre Guidoni ?

Pierre Guidoni

Mes chers camarades, nos travaux d'aujourd'hui, en raison de l'actualité, sont marqués nécessairement par une certaine confusion, et suivant les orateurs, le propos porte essentiellement sur la situation économique et sociale et les mesures qui viennent d'être prises par le gouvernement, ou sur le sujet qui était à l'origine de cette Convention, c'est-à-dire les élections municipales.
J'aimerais essayer de démontrer qu'il s'agit d'un seul et même problème, que les deux questions ne sont pas séparables, que l'on ne peut pas traiter l'une sans

traiter l'autre.
C'est le problème de fond.
J'ajouterais, si vous le permettez, une toute petite remarque concernant le ton.
J'ai beaucoup apprécié le propos de Louis Mermaz ce matin, faisant remarquer avec quelle facilité tant de militants exemplaires s'étaient également transformés en hommes d'Etat. Je suis personnellement toujours émerveillé de la façon dont tant d'hommes d'Etat, et à qui on ne peut pas contester ce titre, savent trouver à chaque occasion les mots qui touchent le mieux le coeur des militants.
Je tâcherais, si vous voulez bien, de me tenir à égale distance de ces deux attitudes.
Je crois qu'en ce qui concerne aussi bien la politique générale qu'en ce qui concerne la préparation des éldctions municipales, nous n'avons qu'un ennemi, qu'un adversaire, qu'un écueil sur lequel nous pouvons echoué ; nous n'avons qu'une seule difficulté à craindre, elle porte un nom très simple et s'appelle : la démogogie.
Ce que nous avons à faire n'est pas plaisant, n'est pas agréable, n'est pas facile, et probablement assez compliqué à faire comprendre à l'ensemble de la population.
Nous sommes amenés à redresser, à relever, à reconstruire, à rebâtir, un pays profondément abimé et démantelé par des années et des années de gestion dont il ne s'agit pas seulement de dire qu'elle était réactionnaire ou qu'elle était de droite, mais dont il faut bien voir qu'elle visait à remodeler profondément la société française, pour donner à notre pays et à notre peuple une place nouvelle, modeste, réduite, seconde dans la division internationale du travail et dans la répartition nouvelle des forces à l'échelle mondiale ; et dans cette nouvelle répartition imposée par les plus puissants et qu'on appelle la crise, Giscard, Barre et les autres, étaient pleinement, pour s'imposer à eux-mêmes les règles qu'au niveau international, d'autres ne s'imposaient pas.
Nous sommes en réaction contre cette politique. Nous avons un pays à rebâtir, et c'est là l'objectif principal :
- Redonner à la France la dimension d'une véritable puissance industrielle ;
- Redonner à la France son rôle dans le monde ; faire une fois de plus, comme cela a été le cas à plusieurs reprises au cours de l'Histoire, que lecombat pour le Socialisme coïncide avec la survie de la Nation.
Ce n'est pas une tâche qui permette de répondre au coup par coup aux revendications catégorielles, ce n'est une tâche qui permette de faire plaisir à chacun et à n'importe qui, ce n'est pas und tâche qui puisse découler presque naturellement de conversations amicales entre ce qu'on appelle, d'un terme qui ne cesses de m'étonner, les partenaires sociaux.
On ne peur pas dire une chose et son contraire. Ou bien ce que nous vivons est une étape nouvelle, naturell, attendue, de la lutte des classes, et dans ce cas nous avons à fixer les camP.S. en présence et les objectifs à atteindre, ou bien il y a des partenaires sociaux susceptibles de se mettre d'accord sur un intérêt unique, qui serait l'intérêt national, mais cela se saurait. Et si les classes dirigeants, depuis dix ou quinze ans, avaient été capables de se comporter comme des

partenaires loyaux d'une société solidaire, nous le saurions déjà, nous le saurions depuis longtemps.

C’est pourquoi je ne cesse pas de penser que le modèle réel, dans la situation où nous sommes, c’est le gouvernement et c’est la majorité qui traduit la volonté de la majorité de la population, et c’est en dernière analyse la loi.

Le changement dans notre pays, cela mériterait de longs développpements, mais nous avons déjà eu l’occasion de les faire et nous aurons l’occasion d'y revenir, sera l’œuvre du pouvoir politique ou ne sera pas. Et ceux qui croient que le changement pourrait être la résultante presque naturelle de la confrontation et du dialogue des forces sociales, minimisent grandement, je le crains, à la fois la pesanteur des habitudes et l’immense nouveauté que reorésente la présence au pouvoir d'un gouvernement de la gauche. (Applaudissements)

Je ne veux pas y insister davantage, mais pour le reste, pour le sujet qui nous intéresse et qui nous occupe aujourd'hui, qui est celuis des élections municipales, ah ! mes camarades, on peut discuter à l'infini sur les systèmes électoraux... J'ai bien aimé Gaston Deferre tout à l’heure, il est passé vite, il a eu raison.

On a beaucoup réfléchi, vous savez, eh bien voyez-vous, on n'a trouvé, malgré nos rélexions et malgré la confrontation des idées des uns et des autres, aucun système électoral qui permette d'être majoritaire en sièges sans être majoritalre en voix. On n'a trouvé aucun système électoral qui permette d'être mécaniquement victorieux quand on n'est pas politiquement victorieux.

Le reste, c'est en effet la conciliation de ces objectifs raisonnables et qui ne sont qu'apparemment contradictoires, d'une majorité stable et de la représentation des minorités, en gardant présents à l'esprit deux éléments sur lesquels je voudrais insister et qui seront, si vous le voulez bien l’essentiel de mon propos.

Le premier, c'est qu'en fait tout l’objectif doit être replacé dans le contexte de la bataille politique générale... Oh ! Il ne s'agit pas, et ce serait une erreur politique grave, de limiter la bataille municipale à une sorte de référendum pour ou contre l'action du gouvernement, pour ou contre l'action de changement dans notre pays.

Partout, dans chaque ville, dans chaque commune, le travail accompli, les réalisations, le bilan ; parfois, lorsque nous ne sommes pas à la tête de la commune, la critique du bilan de nos adversaires, feront l’essentiel de la campagne, bien sûr, et c'est bien naturel, mais comme le disait Hubert Dubedout il y a un instant, comment croire que nos adversaires négligeront cette formidable tribune de la campagne électorale pour reposer toutes les grandes questions que se posent les Français ? Comment croire qu'ils ne livreront pas leur combat au niveau des municipales, dans l’ensemble du pays ? Comment croire qu'ils oublieront que nous sommes la gauche et qu'eux sont la droite et que c'est valable pour les municipales, comme pour les cantonales, comme pour les législatives, comme pour les présidentielles ?

Il faut donc nous préparer à montrer comment l'action que nous menons au niveau municipal, et parfois depuis si longtemps - et vois cette salle les représentants de villes qui sont socialistes depuis quarante, cinquante, soixante-

dix, quatre-vingts ans, pour les plus anciennes -, découle des mêmes valeurs, du même idéal, des mêmes idées, du même projet politique que l'action qui est menée actuellement au sommet de l'Etat par le Président de la République et par le gouvernement de la gauche.

- A montrer qu'il y a un lien étroit, logique, indissociable, entre l'action de chaque mairie socialiste dans la plus petite commune de France, et l'action du Parti Socialiste au niveau de l'ensemble de la nation.

Concrètement, le combat de la gauche se traduit à la fois dans les décisions gouvernementales et quotidiennement dans les décisions prises au niveau de chaque mairie.

Mais le deuxième point, qui est peut-être encore plus important, c'est de réfléchir aux raisons pour lesquelles nous pouvons adopter telle ou telle tactique municipale, et je voudrais m'y arrêter un instant avant de conclure.

Je crains qu'il n'y ait une équivoque dans quelques esprits sur ce que nous avons fait en 1977.

En 1977, mes chers camarades, en choisissant l'union de la gauche dans la plupart des communes, nous n'avons pas fait un choix tactique, nous n'avons pas choisi la méthode qui nous permettrait de recueillir le maximum de voix, c'était aussi cela, mais c'était d'abord l'idée qu'après une étape programmatique en 1972, qu'après l'étape du candidat unique en 1974, il devenait nécessaire d'enraciner de façon à ce qu'elle soit indéracinable, l'union de la gauche dans chacune des communes de notre pays.

Et croyez-vous un seul instant que nous aurions pu traverser comme nous l'avons fait la période qui a suivi celle de 1977 à 1981 et remporter comme nous l'avons emporté une épreuve de force sur laquelle je ne souhaite pas revenir ?

Croyez-vous que nous l'aurions pu si nous n'avions pas fait cela en 1977 ?

C'était cela le sens de notre tactique, mes chers camarades, ne l'oublions pas, et j'ai conscience du fait que ce qui était vrai en 1977 est encore plus vrai aujourd'hui, et que l'unité réalisée au niveau gouvernemental, et qui n'est même plus appuyée sur un programme en bonne et due fome, rédigé, qui est l'accord de sommet, ne résistera aux orages et aux tempêtes que si elle est à nouveau enracinée dans le pays, ne résistera aux difficultés qui sont probablement devant nous, que si elle est inscrite dans la réalité de chaque ville, de chaque commune, et par conséquent inscrite clairement dans le combat politique que nous menons soit pour défendre, soit pour gagner de nouvelles municipalités.

Ce sont deux aspects d'un même problème : la bataille pour le contrôle des prix, pour le contrôle des revenus, la bataille pour gagner sur le plan économique et social. Nous ne vaincrons pas, nous ne gagnerons pas si nous n'arrivons pas à impliquer, à responsabiliser l'ensemble de la population, des citoyens, des travailleurs, les associations de consommateurs bien sûr, les militants de partis eux-mêmes, les syndicats, tous ceux qui voudront participer à cette grande tâche.

La responsabilité, c'est sans doute le maître-mot des mois, des années qui viennent, mais après tout c'est celui que connaissent déjà le mieux nos élus municipaux, que connaîtront le mieux nos camarades candidats, ceux qui mèneront la bataille et amèneront au Parti des victoires encore plus belles et plus

décisives que celle de 1977. (Applaudissements)

Le Président - Decou a la parole.

Decou

Chers camarades, avant d'envisager le problème des élections municipales, je voudrais un instant revenir à la situation dramatique que connaissent les peuples du Liban et les Palestiniens.

Je voudrais simplement dire qu'il me semble que la position du Président de la République, la position de Pierre Mauroy, rappelée ce matin, la position de Lionel Jospin, sont des positions justes, qui devraient rassembler autour d'elles l'ensemble de l'opinion française.

Par rapport à cela, je souhaite que le Parti prenne l'initiative de rassemblement autour de notre position et autour de notre analyse de la situation au Moyen-Orient.

Dans la Loire et dans d'autres départements, il y a eu cette dernière semaine des manifestations entre les principales forces de gauche, Parti Communiste, C.G.T., mais aussi C.F.D.T., et nous en étions absents parce que les mots d'ordre de ces manifestations n'étaient pas conformes à l'analyse que nous faisons. Je crois que cela est dommage, parce que nous n'avons pas à rougir de la position qui est la nôtre ; au contraire, je pense qu'elle est la seule position juste, et il faut donc qu'elle soit le moteur de la mobilisation populaire pour dire fortement que nous ne pouvons pas accepter que le peuple palestinien et le peuple libanais soient agressés de la sorte.

Mais je voudrais revenir maintenant, en quatre points, sur l'objet de la Convention.

D'abord, sur la loi électorale.

Mes camarades, il me semble qu'il y a une priorité, c'est que cette loi soit votée au Parlement par l'ensemble de la gauche, et pas uniquement par les Socialistes. Je crois qu'on dira - la droite a commencé à le faire - que c'est une loi qui a été faite par les Socialistes et pour les Socialistes, alors que nous savons bien - et Gaston Defferre vient de le rappeler brillamment - que c'est une loi qui veut la démocratie dans toutes les communes ; mais nous connaissons aussi la démagogie de nos adversaires et il faut donc s'efforcer à ce que le groupe communiste vote cette loi à l'Assemblée Nationale. Il faut que ce soit la loi de toute la gauche, et pas seulement la loi des Socialistes. (Quelques applaudissements)

C'est pour cela qu'il est possible de faire quelques concessions, même si ces concessions viennent contredire l'économie générale de la loi et la cohérence de la loi. Je n'en dirai pas plus.

La deuxième réflexion que je voudrais faire, c'est que la logique de cette loi est d'être une loi à deux tours, et non pas à un seul tour. C'est vrai, mes camarades, que nous devons tout faire pour permettre le rassemblement et l'union dès le premier tour, mais on ne rassemble pas lorsque nos partenaires ne veulent pas du

rassemblement, auquel cas il faudra effectivement que, dans les négociations, on amalgame, dès le début, le deuxième tour. C'est au deuxième tour que tout se jouera et il faudra que, s'il y a un accord avec nos partenaires, et notamment le Parti Communiste, il englobe d'emblée ce qui doit se passer au deuxième tour, car sinon, effectivement on pourrait avoir des surprises.

Par rapport à ces négociations avec nos partenaires, je voudrais dire que ce qui était bon en 1977 devrait le rester en 1983. Lorsque l'arithmétique est bonne parce qu'elle nous sert, il ne faut pas la refuser ou la réfuter parce qu'elle nous dessert.

Actuellement, le Parti Communiste essaye de nous faire croire qu'il n'y a pas que l'arithmétique électorale, qu'il y a aussi d'autres critères à prendre en compte. Nous en sommes d'accord, d'ailleurs nous l'avons écrit dans notre texte de proposition et d'orientation. Mais, lorsque l'arithmétique est à ce point claire, lorsque les résultats des élections vont tous dans le même sens, il n'est pas concevable que les Socialistes acceptent de ne pas répondre aux responsabilités que leur donnent les électeurs, et lorsque nous sommes en tête des élections, mes camarades, notre responsabilité est d'être en tête des listes d'union de la gauche !

C'est cela, une position politique cohérente, et c'est celle que nous devons observer. S'il n'est pas possible, sur ces critères-là, de réaliser des listes d'union dès le premier tour, eh bien ! il faudra les réaliser dans les meilleures conditions au deuxième tour.

Le troisième point est celui de la procédure.

Je voudrais dire que je partage largement les propos de Paul Quilès et qu'il me semble tout à fait intéressant qu'on ait une procédure dans laquelle le National, voire le Fédéral, puisse intervenir. Mais je voudrais insister sur le fait qu'il ne faut pas que cette intervention apparaisse comme un diktat, comme un contrôle ; il faut qu'elle apparaisse comme une volonté de cohérence et comme une volonté de concertation avec ce qu'ont souhaité les militants à la base. Il faut effectivment qu'il y ait un échange entre la base et la direction du Parti, et cet échange sera fructueux. Il nous faudra donc bien clarifier la procédure.

J'ajouterais aussi que, dans la loi électorale, le poids du maire est très important et que, peut-être, en désignant très vite les têtes de listes, on va renforcer, à l'intérieur même des procédures denotre Parti, le poids de la tête de liste. Ne serait-il pas préférable, non pas de désigner seulement, dans un premier temps, la tête de liste, mais peut-être le noyau central, les trois ou cinq camarades qui seront chargés à la fois de mener les négociations et d'élaborer ce que sera ls liste finale, étant entendu que c'est l'Assemblée générale des militants qui, dans un même temps, désignera la tête de liste, puis l'ensemble de la liste qui conduira cette élection ?

Enfin un dernier point, mes camarades, concernant le manifeste.

Je voudrais dire que le texte qui nous a été remis dans « Le Poing et la Rose militant » n'est pas un texte suffisant pour aller à la bataille municipale et pour répondre aux enjeux politiques que nous connaissons aujourd'hui. En quelques mots, ce texte n'est pas bon.

Dans ce texte, on trouve des propos comme : « Il faut que le Parti Socialiste soit

le banc d'essai de la démocratie. » Mes camarades, attention ! Pas de banc d'essai, pas d'expérience socialiste ! C'est un petit peu la même idée que tout à l'heure : nous sommes au pouvoir, nous avons des responsabilités, et nous avons l'habitude de les assumer. Ce qu'il faut, c'est encore plus de démocratie, et non pas un banc d'essai de la démocratie ! De même, des termes comme « autogestion du quotidien », dont en plus on comprend difficilement ce qu'ils veulent dire sur le plan politique, ne sont pas à la hauteur de la situation politique qui est la nôtre.
Il faudra que ce manifeste sache nous rassembler sur une base politique claire, c'est-à-dire la base de l'union, du rassemblement des forces populaires. (Applaudissements)

Le Président - Marcel Debarge, puis Lemasson.

Marcel Debarge

Mes camarades, je voudrais, sans alourdir le débat, ou plus exactement sans l'allonger - quand je parle, j'ai toujours tendance à dire « alourdir »... je ne sais pas pourquoi -, revenir un petit peu sur des préoccupations d'ordre économique et social, et le faire tout autant au titre du militant que de l'élu local - d'ailleurs, pour moi, par bien des côtés, ce double rôle se confond - en partant des contacts que je peux avoir, comme vous, avec des militants syndicalistes, des militants sociaux, ou tout simpelment des citoyennes et des citoyens de la cité.
De toutes ces conversations, des discussions dans la section socialiste qui est la mienne, dans la fédération - peut-être aussi au niveau du raisonnement personnel - je retire la conviction, tout au moins la forte impression, que le peuple français, le peuple de gauche, peut non seulement accepter une politique de rigueur, mais encore mieux, la comprendre, dans la mesure où il ne sera pas porté atteinte à la situation des catégories les plus défavorisées, dans la mesure où nous ne ferons pas payer par le moins pauvre pour le plus pauvre. L'action gouvernementale va, en ce domaine, avec les initiatives qui ont été prises depuis la victoire de mai et de juin et par la suite, dans le bon sens.
Il faut savoir appliquer une solidarité juste et active, une solidarité qui n'épargne personne. (Applaudissements)
Il faut s'appliquer également, même si cela apparaît quelquefois comme secondaire, à tout ce qui fait l'amélioration de la vie quotidienne, dans des domaines - c'est un peu le maire qui parle, là - comme une bonne rentrée scolaire, la construction plus rapide de logements sociaux, l'amélioration des transports en commun, les questions de sécurité et de tranquillité publiques.
Il faut lutter aussi - et c'est dans un domaine plus politique - contre le comportement de certains rouages de décision qui continuent à freiner les décisions prises politiquement.
Il faut lutter implacablement contre la droite sous toutes ses formes, que ce soit des formes politiques ou que ce soit des formes économiques.
Il faut se souvenir - et cela est important au moment où nous allons aborder les

Collection Jean-Jaurès

élections municipales - que le succès du mois de mai et juin dernier est, certes, celui d'un Parti, celui d'un homme, François Mitterrand, mais est venu aussi parce que nous étions, aux yeux des Françaises et des Français, et plus particulièrement du peuple de gauche, le Parti de l'union. (Applaudissements)

Le mode de scrutin que nous allons adopter a son importance. D'autres que moi à cette tribune ont fait les démonstrations nécessaires. Mais nous devons être persuadés - et cela demande l'engagement de tout le Parti - que nous serons jugés, certes, sur la gestion, là où nous avons des responsabilités municipales, mais également sur la situation politique économique et sociale du moment, et que nous avons la nécessité, pour nous Socialistes, de nous engager à fond, de nous mobiliser à fond, certes, dans la perspective des élections municipales, mais dans la perspective aussi du combat quotidien pour défendre la ligne politique qui est la nôtre.

Sur les municipales, nous avons eu plusieurs rencontres avec la direction du Parti Communiste Français. Comme l'a rappelé Jean Poperen ce matin, dans une partie de son exposé, la démarche unitaire, où nous avons évoqué les possibilités d'adaptation du mode de scrutin, nous l'avons faite. Nous n'avons pas eu l'impression qu'elle ait été reçue comme telle par nos partenaires du Parti Communiste.

Je dis aussi, en ce qui concerne le Parti Communiste Français - et je dépasse par ce côté la simple loi électorale -, que tout en faisant preuve d'une volonté unitaire lucide, il ne peut s'agir, pour nous, de sortir les conséquences de l'accord de 1977 des municipales du surgélateur et de les faire réchauffer pour 1983 ! Des événements se sont passés depuis.

J'ajoute que si nos camarades du Parti Communiste Français ne tenaient pas compte de nos propos tels qu'ils figurent dans le communiqué adopté par un Bureau exécutif du Parti Socialiste, à savoir : « Tenir compte des circonstances locales, de la gestion commune là où elle a eu lieu, des résultats électoraux », ce serait nos partenaires du Parti Communiste Français qui tourneraient le dos à une volonté unitaire lucide. A chacun ses responsabilités !

Pour reprendre un peu la comparaison, si vous me le permettez, que faisait Louis Mermaz ce matin, en disant que nous ne devions pas être mangés comme un homard, je dirai tout simplement que nous ne devons ni être le homard, ni être le crabe, mais que nous devons tout simplement être désireux de déguster ce qui est notre part.

Les négociations vont vraisemblablement être délicates, difficiles, longues, comme la bataille politique d'ensemble que nous aurons à mener. Elles nécessitent la cohésion, la mobilisation, les rapports les plus étroits possibles entre la Direction nationale, les directions fédérales et les sections.

Nous devons tout faire pour animer à fond l'union de la gauche dans le cadre du rassemblement populaire. (Applaudissements)

Le Président - Lemasson, puis Christiane Mora.

Lemasson

Mes camarades, c'est un militant de base propulsé à la direction de la cinquième fédération depuis six mois qui s'exprime devant vous. Je demande donc votre indulgence.

Je voudrais porter quelques appréciations sur la politique menée par le gouvernement depuis qu'il est en place, non pas pour partager certains pessimismes exprimés à cette tribune, mais pour dire que tous les militants, dans ma fédération, ressentent profondément, dans leurs « tripes », le changement, et qu'ils voudraient qu'il se poursuive et que nous nous battions tous pour cela.

Certes, le gouvernement n'est pas un gouvernement socialiste ; bien que nous y soyons majoritaires, il est obligé de tenir compte d'un certain nombre de contingences mais c'est lui qui est en train d'essayer de mettre en oeuvre les engagements que nous avons pris par notre candidat François Mitterrand dans le suffrage universel.

La majorité des électeurs de ce pays - je le ressens ainsi en tout cas, celle qui a mis son bulletin dans les urnes le 10 mai, le 14 juin et le 21 juin 1981-, elle, est impatiente.

Mais elle n'est pas mécontente de la politique menée sachant que ses revendications seront satisfaites prioritairement par le gouvernement qu'elle connaît aujourd'hui alors qu'elle était oubliée par le gouvernement précédent.

Pourtant dans cette bataille politique, l'incivisme, l'activisme de la droite revancharde, celle qui voudrait camper frileusement sur des positions acquises dans la société qu'elle connaissait alors, l'incivisme de cette droite est inquiétant.

Les entrepreneurs qui entreprennent n'entreprennent plus aujourd'hui, comment les obliger à entreprendre ?

Un certain nombre de responsables administratifs n'ont pas compris que le 10 mai a amené un changement. Il faut leur faire comprendre que ce changement est venu et qu'ils doivent le mettre en oeuvre parce qu'ils ont des ministres qui leur donnent des consignes pour qu'ils le mettent en oeuvre, c'est cela la démocratie, sinon c'est du sabotage.

Il faut donner aux travailleurs, au peuple de gauche des raisons de continuer d'espérer. Il faut prendre toutes les mesures, gratuites si possible, ou qui coûtent peu cher si possible, qui satisferont leur amour-propre de travailleurs parce que nous avons des engagements à leur égard et je crois qu'il y a beaucoup de mesures à prendre qui nous coûteraient peu cher.

Le gouvernement découle d'une majorité de gauche. Il faut qu'il s'en souvienne à tout moment, et je pense que la plupart des ministres s'en souviennent.

Il faut qu'il prenne partie dans la lutte des classes. Ce sont deux mots que nous n'avons pas à oublier aujourd'hui. Ce sont deux mots sur lesquels nous nous sommes appuyés. Oui, la lutte des classes est exacerbée aujourd'hui parce qu'il y a une droite qui veut camper sur des positions frileuses.

Le rapport des forces nous est favorable. Nous devons en profiter, quitte à choisir le moment, le lieu, le compromis qui pourra nous permettre de souffler un moment car il est possible qu'il y ait compromis pendant un instant.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Les compromis, ce n'est pas des positions de la droite, ce sera sur nos positions parce que nous avons aujourd'hui avec nous un rapport de forces favorable.
Lutte des classes, rapport des classes, compromis, voilà un triptyque que nous avons à militer et nous emporterons - si nous savons l'expliciter demain en mars 1983 - l'approbation de la majorité du suffrage universel.
Nous avons à nous rapprocher de plus en plus de la volonté de nos mandants. Nous avons à leur expliquer pourquoi le compromis et à quel niveau le compromis. Il n'est pas utile de vouloir en certains moments arrêter le compromis sur des bases fausses.
Je ne voudrais pas que, par exemple, dans les délégations, nous soyons frustrés car les commissaires ne se sont pas aperçus que le 10 mai avait eu lieu dans les offices d'H.L.M., dans les délégations, au Comité économique et social régional, dans les comités électoraux. Il faut que les commissaires du gouvernement sachent qu'il y a une nouvelle majorité en France. Il faut qu'ils en tiennent compte, il faut qu'il y ait une certaine consultation avec la majorité d'aujourd'hui, ce qu'ils oublient et ce qui pourrait leur amener sans doute des débordements, des affrontements avec le Premier Secrétaire que je suis.
Il faut prendre ces mesures parce que les travailleurs les attendent. Il faut qu'ils soient représentés partout. Il faut qu'ils puissent faire entendre leurs voix parce qu'ils sont représentatifs.
Il faut aussi que certains de nos engagements soient tenus le plus rapidement possible.
Je crois qu'à l'heure où on en est, je ne suis que le deuxième intervenant à rappeler une des propositions du Président de la République : la réalisation d'un grand service public et laïque de l'enseignement.
Nous avons à nous appuyer sur des forces de progrès. Ce sont celles qui veulent le grand service public et laïque de l'enseignement. Celles qui veulent réaliser aujourd'hui la bataille contre la liberté de l'enseignement.
La liberté de l'enseignement passera par ce grand service public et laïque.
Je voudrais dire deux mots aussi sur les propositions de Paul Quilès ce matin concernant les désignations des candidats.
Le Parti Socialiste n'a aucune volonté hégémonique dans ces élections, c'est-à-dire qu'il reconnaît à chacune des composantes de la gauche le droit d'y apparaître à proportion de sa représentativité, appréciée en fonction des résultats des élections, mais aussi en tenant compte des susceptibilités de partis qui pourraient s'exprimer.
Le Parti Socialiste, engagé dans une réalisation historique et qui va très au-delà des frontières de notre pays, doit marcher d'un pas égal. Il n'est pas question que telle ou telle section s'engage vis-à-vis de candidats qu'elle se donne.
Nous avons à assurer tous ensemble la responsabilité. Nous sommes pour une part militants, restons tous ensemble militants derrière la même ligne. Il appartient donc aux instances statutaires de notre Parti, à tous les niveaux, en concertation, de préparer l'échéance qui nous attend et devant laquelle on nous jugera parce qu'il faut la préparer avec rigueur dans un premier temps mais

aussi, quand le moment sera venu, avec une certaine souplesse.

Le Président - Je vais donner la parole à Christiane Mora, mais auparavant je vous donne la composition de la Commission des résolutions.
(Lecture de la composition de la commission)
Je vous indique que la Commission des résolutions se tiendra immédiatement après l'intervention de Christiane Mora, un car emmènera les camarades à la mairie.
La parole est à Christiane Mora.

Christiane Mora

Mes chers camarades, je m'en tiendrai - bien qu'on ne m'ait pas donné de temps de parole - à 5 minutes, parce que je m'en voudrais de retarder le départ du car bien entendu.
Nous ne sommes pas en Congrès ; nous sommes en Convention nationale ; nous sommes maintenant à 18 h. Beaucoup d'entre vous sont intervenus, notamment des délégués des fédérations, pour dire ce qui a été l'avis des camarades dans les Conventions fédérales et j'essaierai véritablement de m'en tenir à ce qui n'a pas déjà été dit.
Je fais partie du Secrétariat national. Le rapport qui a été présenté ce matin par Jean Poperen au nom du Bureau exécutif reflète les discussions que nous avons eu depuis un certain nombre de semaines. Inutile d'y revenir, d'ailleurs je n'ai pas entendu tellement de critiques depuis, mais je voudrais vous faire part de deux ou trois réflexions qui me paraissent quand même devoir être ajoutées, vous me le pardonnerez.
J'ai entendu un certain nombre d'interventions disant que cette Convention est un peu ambiguë ; autrement dit, il y a de la confusion ; on parle à la fois de la préparation des municipales et on parle de la situation politique en général. Moi, je ne crois pas qu'il y ait de confusion, il ne faut pas se compliquer la tâche quand c'est inutile. Les élections municipales sont le grand objectif des mois prochains, parce que ce sera la pierre de touche et l'épreuve, pour le gouvernement comme pour nous, de la réussite plus ou moins grande ou de l'échec plus ou moins grand après près de deux ans de politique de la gauche.
Alors, nous sommes aujourd'hui réunis pour voir quelles sont les meilleures conditions, en effet, pour gagner les élections municipales, c'est-à-dire pour faire en sorte que soit confirmé le succès électoral qui a été le nôtre en 1981, et je pense qu'il sera confirmé, nous devons voir quelles sont les meilleures conditions aussi bien pour nous, le Parti, pour le gouvernement du point de vue de la loi municipale, que pour le gouvernement du point de vue de la politique économique et sociale.
J'ai également entendu quelques interventions, un peu trop, me semble-t-il, mais ce n'est pas la première fois depuis l'année dernière, qui se plaignent de l'absence d'expression du parti dans le contexte actuel.
Ecoutel, honnêtement, je sais bien que le masochisme et l'autocritique font partie

des stimulants et des flagellations que la gauche aime bien, mais je crois qu'il ne faut pas exagérer dans ce domaine. Vous ne croyez pas qu'il est normal qu'après vingt-trois ans d'opposition, et pour certains d'entre nous, cela fait plus de vingt-trois ans qu'on est loin du pouvoir ; qu'après avoir conquis le pouvoir dans des conditions pacifiques, démocratiques qui sont celles de l'année dernière, pendant un temps le Parti se soit un petit peu reposé d'abord et puis reposé sur le gouvernement, ensuite et surtout, qu'il ait fait l'apprentissage de ce qu'était son rôle ?
Alors, n'exagérons pas non plus sur ce plan, parce que moi je me méfie un peu, pour les avoir vécus dans les deux organisations politiques auxquelles j'ai participé - je vous rassure tout de suite, c'était le P.S.U. avant le P.S - des excès de morosité qui peuvent entrainer un certain excès de passivité.
Il n'y a rien d'anormal à la situation dans laquelle se trouve notre parti maintenant ; la preuve en est qu'à tous les niveaux, national, fédéral notamment, ou au niveau des secteurs d'intervention - je pense à la jeunesse, au secteur entreprises, à l'agriculture, à l'international - nous constatons que le Parti tourne comme il doit tourner.
Alors cela étant, qu'est-ce qui reste ?
Président, si on pouvait faire un peu de silence...

Le Président - Chers camarades, je voudrais vous prier d'être des militants responsables et attentifs.

Christiane Mora - Le rideau se tire, c'est le signe d'une nette intervention ; excusez-moi de ce petit rappel à l'ordre, mais c'est pénible avec des réunions publiques tous les soirs de se fatiguer la voix outre mesure, il faut bien le dire.
Qu'est-ce qui reste, me semble t-il ?
Il reste le problème à la fois de la mobilisation, beaucoup d'entre vous l'ont souligné, et cela c'est une réelle difficulté pour nous, mais cela ne tient pas qu'à nous ; il reste le problème des actions de masse et il reste le problème de la proposition politique.
La mobilisation, vous en avez beaucoup parlé. Moi, je crois que la perception de l'attitude vindicative, dangereuse qui est celle de la droite, n'est pas encore une perception assez nette dans les couches populaires. Nous devons donc aider à ce niveau à l'information et à l'explication et, comme nous sommes ici, encore une fois en Convention et pas en Congrès ou en Comité directeur, je ne vous dirai qu'un seul mot pour appuyer les fédérations ou les intervenants qui ont souligné la nécessité d'un gros effort d'information des militants : je suis d'accord avec vous.
Nous devons, et le Secrétariat national l'a pris en compte, avoir maintenant un système de saisie directe de nos adhérents et d'information directe de nos adhérents, parce que nous avons là, avec 240 à 250 000 membres du Parti Socialiste une force qui n'est que très partiellement mobilisée, qui n'est que très partiellement formée, informée.
C'est un point effectivement à l'ordre du jour plutôt de notre prochain Comité

directeur, mais qui pourrait l'être de cette Convention, sur lequel je passe assez rapidement, la direction du Parti en étant parfaitement consciente. Mais comme les fédérations devront faire un effort financier, même léger, je crois qu'il ne faut pas que vous perdiel cela de vue. Il faut qu'à partir du mois de septembre, nous ayons effectivement, en plus de tout ce qui a été fait au niveau de l'information des cadres, « Poing et la Rose responsables », etc., il faut que nous ayons avant les municipales, au moins six mois avant, un moyen de mobiliser en les intéressant - car on ne fait pas l'un sans l'autre - les adhérents de notre Parti.

Ce n'est pas la peine - je vous le dis parce que je suis à ce poste de responsabilité - de réclamer un « Poing et la Rose militant » mensuel s'il doit garder cette forme, parce qu'à l'heure actuelle, il n'est pas lu. Il faut voir les choses comme elles sont.

Il faut donc faire l'effort matériel nécessaire, notamment pour intéresser et ainsi mobiliser nos adhérents.

Action de masse, moi je ne suis pas très pessimiste à ce sujet, nous avons eu quand même quelques occasions de nous réjouir depuis un an. Au delà du 10 mai et du 21 juin, il y a eu des manifestations, pour ne parler que de la manifestation du Bourget et de celles qui ont accompagné l'action des travailleurs de Citroën, et de combien d'autres en province, chaque fois le rassemblement des forces populaires avec les élus de la gauche, avec nous, avec toutes les forces représentatives, pour imposer tel ou tel objectif.

Est-ce que nous pouvons souhaiter des actions de masse en permanence ? Posons-nous la question là aussi.

Quant aux propositions, je crois que c'est quand même le secteur où nous sommes pour le moment le plus faible, je ne parlerais pas de carence : je crois que le Parti doit prendre conscience que toute les propositions que nous avons développées dans les dix dernières années ont servi à alimenter l'action actuelle du gouvernement, mais nous, notre devoir c'est de prévoir, au-delà des quatre ans de la législature, au-delà du mandat du Président de la République ! Notre devoir est maintenant de proposer, d'intéresser, de mobiliser sur une réflexion et des objectifs qui sont ceux des années 1988, 1990 et suivantes.

A ce niveau là, sincèrement, je trouve qu'il y a un effort à faire.

Mais est-ce qu'on peut tout attendre du secteur national ? Beaucoup, mais pas tout. Et si j'osais employer une expression qui est un peu grandiloquente, je dirais que c’est le moment, puisque nous sommes bien conscients que nous sommes dans une période aiguë de lutte des classes - cela a été dit et redit ce matin -, de faire preuve d'invention révolutionnaire.

Prenons le problème de la campagne du contrôle des prix : nous avons là, avec les mesures décidées par le gouvernement, la principale action politique, au sens immédiat, mais aussi au sens de préparation de l'avenir, que nous allons connaître dans les quatre mois qui viennent.

Pendant les quatre mois qui viennent, beaucoup d'entre vous seront en vacances, les militants aussi, et tant mieux. Seulement la bataille pour le contrôle des prix jouera son destin à ce moment-là. Autant il est totalement exclu que chaque militant du Parti se transforme en un contrôleur des prix et aille chez l'épicier ou

le pompiste du coin, autant il est absolument évident que si nous ne réussissons pas au niveau des élus, et notamment des collectivités locales chaque fois que nous sommes majoritaires, au niveau de la liaison avec les organisations de consommateurs et les syndicats quand ils le veulent bien, une opération de mobilisation qui porte à peu près sur 30 à 40% des opérations de la campagne de contrôle des prix, je dis que, non seulement nous n'aiderons par le gouvernement - ce qui est grave, mais à la limite, on peut considérer cela comme pas dramatique -, mais nous ne préparerons pas l'avenir avec nos propres adhérents et avec la population au-delà de ces échéances.

Nous devons faire, à mon avis, de cette campagne des quatre mois qui nous séparent du 31 octobre, l'illustration que quand le front de classe veut se réaliser, veut se révéler, cela se traduit effectivement par un soutien au gouvernement, cela se traduit par une mobilisation autour des élus pour faire en sorte que la valse des étiquettes, les privilèges des fournisseurs, connaissent un temps d'arrêt important.

La deuxième étape, ce sera les rencontres des acteurs du changement, il en a été question dans le Parti, Poperen y a fait allusion ce matin dans son rapport d'activité, d'autres Secrétaires fédéraux en parleront mieux que moi, parce que ce n'est pas ma responsabilité, mais je veux vous dire en concluant ceci : j'entends souvent dire dans les sections et les fédérations qu'on regrette le temps où, étant dans l'opposition, nous savions rassembler autour de nous, de nos propositions, de nos réflexions, toutes sortes de sympathies. Mais ces sympathies, mes chers camarades, vous savez bien qu'elles existent. Nous sommes parfois fatigués, nous n'allons pas toujours chercher les gens, nous ne faisons pas assez de réunions publiques en ce moment, c'est exact, mais quand nous le faisons, et on en a des témoignages tous les jours plus nombreux, les sympathisants sont toujours là, seulement le problème est de les avoir en permanence, c'est cela la mobilisation.

Moi, je vous appelle autour de ces rencontres d’acteurs du changement, à rencontrer toutes les catégories dont nous considérons qu'elles font partie du front de classe, qu'il s'agisse des salariés, qu'il s'agisse des travailleurs indépendants, à les rencontrer, peut-être séparément d'abord, non pas sous la forme de colloque secret, avec leurs responsables professionnels, sous la forme de réunions à notre invitation où chacun peut venir largement. Ensuite, nous préparerons des états généraux départementaux et régionaux, et à partir de ce moment là, tous les gens que nous aurons intéressés comme nous l'avons fait dans les campagnes préalables aux élections de 1977, comme nous l'avons fait en 1978 et en 1979, autour de nombreuses campagnes du Parti, naturellement, reprendront l'habitude de venir vers nous et nous aurons le sentiment, non seulement que nous sommes de nouveau à 100% de rendement au niveau du travail militant, mais aussi que la mobilisation a marqué un pas et que par conséquent, cela a été dit ce matin, au delà des municipales, nous avons toutes les chances de pouvoir gagner notre tentative et la réussir d'ici deux ans.

(Applaudissements)

Le Président - Je rappelle que la Commission des résolutions est invitée à se rassembler. Un car est prêt à partir pour la mairie.
La parole est à Legrand, puis à Fuchs.

Legrand

Je voudrais d'abord faire une première observation sur la façon dont les travaux sont conduits, suivis parce que finalement on parle de tout, les interventions se succèdent, et je pense qu'il aurait été préférable de centrer sur les municipales, au moins pour cet après-midi.
Je voulais faire deux parts : la première, je la résumerai en une simple proposition, je pense que nous sommes actuellement dans une période, et nous entrons certainement l'année prochaine, très difficile, et beaucoup de militants voudraient comprendre ce qui se passe.
En pareille situation, c'est-à-dire au moment où l'union de la gauche a connu des moments très difficiles, le Parti avait décidé de créer une commission, un groupe de travail, pour analyser la situation, permettre aux militants de mieux la comprendre, en tirer éventuellement des explications et des propositions, définir les enjeux. C'était le temps où les rapports entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste étaient devenus difficiles. Cette commission était animée par Lionel Jospin ; je pense que chacun d'entre vous se souvient de ce rapport qui, incontestablement, a été un grand moment dans la vie de notre Parti et a permis à beaucoup de militants de s'y retrouver dans un moment difficile.
Je pense que dans la situation actuelle, situation de crise, il serait important, je le demande, que la Convention éventuellement, examine cette proposition de créer un groupe de travail qui préparerait un rapport qui serait distribué et débattu dans le Parti, éventuellement à la rentrée, en septembre, pour que les militants associés à cette recherche, des explications et éventuellement des solutions, puissent être mieux armés pour le débat ultérieur.
Mais l'essentiel de mon propos, je voudrais le centrer sur la préparation des municipales.
Je voudrais d'abord rendre hommage à notre camarade Gaston Defferre qui a présenté un projet de loi qui permet effectivement la représentation des minorités, des oppositions dans les conseils municipaux.
Alors, puisque nous avons décidé que nous sommes tous d'accord pour ouvrir les conseils municipaux où nous sommes majoritaires à la droite, il faut que cette propisition, que cette loi, serve particulièrement deux objectifs. Le premier, c'est d'assurer dans les régions de faible implantation, qui sont souvent des régions difficiles, des régions de petits centres urbains et de chefs-lieux de cantons, une possibilité pour les militants d'être présents dans les municipalités. Nous rejoindrons le Calvados, nous rejoindrons le point qui a déjà été à plusieurs reprises exposé, par notre camarade Thareau notamment, qui propose même de descendre plus bas, de fixer le niveau pour l'application de la proportionnelle à 2 500 habitants. (Applaudissements)
Faut-il descendre plus bas ? Je pense qu'au-dessous de 2 500 habitants, la limite

doit nous être fixée par la difficulté que, dans des lones difficiles, nous rencontrons souvent, à constituer des listes de 17, par exemple, candidats dans des communes difficiles, avec obligation de déposer une liste complète. C'est aussi un seuil, une limite souvent difficile.
Alors, je pense qu'on pourrait débattre : 2 000, 2 500, cela peut se discuter. Je pense que, sur l'essentiel, c'est une proposition qu'il faut impérativement retenir.
Je pense, dans le même temps, qu'il ne faut pas compliquer la tâche de nos camarades dans des conditions difficiles en leur demandant de fournir des listes de candidats plus longues. Je n'en dirais pas autant pour les grandes villes, mais il nous semble, à la fédération du Calvados, que, dans la plupart des communes, jusqu'à 9 000, jusqu'à 30 000 habitants, le nombre de conseillers municipaux est suffisant. Ce serait alourdir leur tâche que d'en prévoir davantage.
Le deuxième objectif est de nous donner la possibilité de rassembler contre la droite le maximum de ceux qui sont d'accord avec nous sur l'essentiel.
Je crois qu'il ne faut pas créer et introduire dans la loi des dispositions qui donnent un mode de scrutin intéressant, des dispositions qui risquent de se traduire par des débats interminables que nous avons connus à propos des Européennes, que nous avons connus en d'autres circonstances, sur la représentation des minorités à partir d'un certain seuil. Je veux parler du seuil de 5% et je voudrais, d'une façon générale, avant de prendre quelques exemples, inviter l'ensemble de la Convention et peut-être aussi les camarades qui ont travaillé sur ce projet, à ne pas raisonner sur ce projet, dans le cadre de ce projet, en appliquant des schémas de réflexion qui concernent la proportionnelle intégrale ou qui concernent n'importe quel autre mode de scrutin.
Nous avons le mérite de proposer un mode de scrutin nouveau, particulier. Appliquons-nous, par des simulations, par toute autre méthode, à en prendre la mesure exacte et à en calculer toutes les implications. Je veux parler du seuil de 5% pour recevoir un siège dans une municipalité.

Le Président - Il faut conclure.

Legrand - Je vais être un peu plus long, si tu le permets. Faut-il maintenir ce seuil de 5% ? Est-ce que c'est une mesure utile ? Je vous dis non, et je vous invite à faire le calcul suivant.
Prenez une commune de 10 000 habitants. Il y a vingt-et-un candidats. Quel pourcentage de voix faut-il obtenir pour recevoir un siège au conseil municipal ? Faites le calcul : il faut 9%, c'est-à-dire que le mode de scrutin que nous introduisons fait que ce seuil de 5% devient parfaitement inutile dans la plupart des communes. Nous allons introduire dans la loi quelque chose qui va nous attirer les foudres contre lesquelles nous allons être obligés de nous défendre, alors que cela n'apporte rien. Je pourrais vous citer des départements entiers où aucune commune ne sera concernée par ce seuil de 5% qui permettrait à des minorités d'avoir un siège dans un conseil municipal. Cela ne commence à jouer que dans les conseils municipaux où il y a 41 conseillers municipaux et bien sûr, au-delà. Cela donnerait un siège à une minorité alors que la liste majoritaire

aurait 75% des sièges, plus un. Voyez un peu la disproportion. La bataille que nous allons avoir à mener pour faire comprendre cela, est inutile dans la plupart des cas et n'apporte pas grand chose là où elle sera effectivement appliquée... (Applaudissements)

Je veux parler également du seuil de 5% pour pouvoir participer à des listes de regroupement au deuxième tour. Moi, j'interroge ceux qui ont préparé ce texte, et je leur dis : dans la meilleure des hypothèses, c'est-à-dire là où nous aurons réalisé dès le premier tour des listes d'union de la gauche et où nous arriverons face à la droite dans la proportion de quarante-huit pour elle et de quarante-sept ou quarante-six pour nous, où est-ce que nous irons chercher les voix en complément, si nous ne pouvons pas les trouver dans l'électorat qui s'est prononcé sur des listes marginales ? Comment serons-nous reçus dans nos propositions si a priori, par le jeu de ces 5%, nous les avons systématiquement exclus de toute représentation ?

Moi, je pense que nous serions beaucoup mieux placés pour discuter sur une proposition d'union avec les Ecologistes, avec toutes sortes de listes possibles qui auront fait 2, 3 ou 4%, pourcentage dont nous aurons besoin, si nous avions la possibilité de leur dire : « Vous seriez associés à notre travail sur la base d'un ou deux sièges, ce qui ne nous enlève rien, puisque dans le cas où nous gagnerons, nous avons 75% des sièges, plus un. » Nous ne sommes donc pas dans une majorité fragile. En tout état de cause, nous aurons une majorité confortable qui ne nous met absolument pas dans la position que nous redoutons, c'est-à-dire que le jeu se fasse autourd'un ou deux individus qui votent tantôt dans un sens, tantôt dans l’autre.

Nous devons réfléchir à un mode de scrutin qui n'est plus du tout ni la proportionnelle intégrale, ni un scrutin majoritaire.

Ce que je demande à la Convention, c'est de constituer ce soir à côté de la Commission des résolutions dont le travail est politique, un groupe de travail qui, avec deux ou trois machines à calculer, essaiera de simuler dans un certain nombre de communes que nous connaissons tous les uns ou les autres, ce que donnera l'application de ce nouveau mode de scrutin, à telle fin que nous puissions en faire la critique autrement que par référence à d'autres systèmes que nous avons eu l'occasion de critiquer.

(Applaudissements)

Le Président - La parole est à Gérard Fuchs.

Gérard Fuchs

Chers camarades, je voudrais revenir sur l'analyse de la situation économique et sociale dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui car nous savons bien qu'elle sera, en réalité, déterminante pour le résultat des prochaines élections municipales, et nous savons même qu'elle conditionne, bien au-delà de ces élections, la réalisation de notre projet politique.

Je voudrais pour cela repartir des faits, non pas pour les présenter comme autant

d'obstacles insurmontables, mais pour bien savoir à quelle situation de départ nous devons appliquer aujourd'hui notre volonté.

Ces faits, quels sont-ils ? Il y a d'abord l'inflation. Pierre Mauroy a fort bien dit ce matin que nous avions maîtrisé pour partie ce phénomène, mais que nous l'avions moins bien maîtrisé que nos voisins, que l'écart de notre hausse des prix par rapport à celle de nos voisins avait grandi ; en clair, cela signifie que nos produits sont plus chers, que nos exportations sont plus difficiles, que notre commerce et notre monnaie souffrent et qu'il nous faut en tirer des conséquences, comme cela a été le cas de la dévaluation de dimanche dernier.

Il y a notre croissance. Nous savons aujourd'hui qu'elle sera au mieux de 2% cette année. C'est bien peu, chers camarades, par rapport au chiffre que nous évoquions entre nous avant l'arrivée au pouvoir. Rappelez-vous les 5, 6, voire 8% dont nous avions coutume de meubler un certain nombre de nos interventions de Congrès. C'est bien peu et en même temps, c'est déjà beaucoup par rapport à ces mêmes voisins, parce que notre structure industrielle étant aujourd'hui ce qu'elle est, faire 2% de plus de croissance, quand nos voisins, malheureusement pour eux et pour nous, feront à peu près zéro pour cent cette année, cela signifie là encore un recours à des importations, et des problèmes de balance extérieure et de monnaie.

Notre budget, François Mitterrand a annoncé très clairement sa volonté de limiter le déficit budgétaire à 3% de notre richesse nationale, mais nous ne devons pas oublier, en ces jours difficiles où nous parlons de blocage des prix, des salaires et des revenus, qu'il nous reste à combler d'ici la fin de l'année un certain nombre de déficits au niveau de l'assurance chômage et de la Sécurité sociale. Ces préoccupations-là, autant les regrouper aujourd'hui avec les autres pour dresser un tableau, même s'il n'est pas rose, aussi précis que possible, de la situation.

Enfin, il y a le chômage. Nous avons réussi à diminuer sa croissance. Quand nous comparons, en particulier, à notre environnement, nous avons le droit de dire que nous avons obtenu en ce domaine de bons résultats. Malgré tout, nous savons aujourd'hui que nous dépasserons à l'automne les deux millions de chômeurs. Nous savons que parce que cette croissance mondiale, et la nôtre par conséquent, est trop faible, nous aurons du mal à inverser la logique comme nous l'avions espéré. Nous savons que l'investissement privé est négatif, que l'investissement public n'est pas encore suffisant. Le relais, nous allons le trouver difficilement. Je dis tout cela pour que soit bien clair à l'esprit de chacun d'entre nous ce que va être l'environnement de ce que François Mitterrand a appelé « l'étape de montagne » qui nous attend. Je crois que tout champion cycliste qui se veut digne de ce nom doit avoir bien reconnu son étape et doit savoir de façon précise quelles difficultés il doit avoir à surmonter.

Quelle conclusion pourrons-nous tirer alors de ces quelques observations ? Pour ma part, je voudrais en présenter trois.

La première : François Mitterrand nous a dit, dans sa conférence de presse, qu'il nous fallait garder le cap et je crois que ce n'est pas dans nos rangs que s'élèveraient des voix pour dire autre chose, mais je voudrais en dire un peu plus.

Je crois qu'il nous faut aujourd'hui garder le cap mais aussi préciser davantage un certain nombre de nos objectifs. Quelques exemples. Les mesures prises ces derniers jours de blocage des prix et de blocage des revenus sont, nous le savons, particulièrement difficiles pour les salariés. Elles doivent l'être encore plus pour les autres, mais je crois que nous devons peut-être franchir une étape de plus. Nous devons nous fixer pour le moyen terme un objectif précis de réduction des inégalités. Nous devons dire qu'en raison de la législature qui s'est ouverte l'année dernière, nous avons, ou plus exactement, nous voulons, atteindre tel chiffre en ce qui concerne les écarts de revenus des plus favorisés et des moins favorisés.

Cette lutte, ce n'est pas simplement l'une des raisons de notre combat. C'est aussi, ayons-en conscience, un moyen de lutte contre l'inflation, car l'inflation, elle naît également de l'âpreté du conflit social dans le partage entre les salaires et les profits, âpreté qui naît des inégalités caractéristiques de notre pays et dont nous savons qu'elles sont bien plus considérables que celles de notre environnement européen, par exemple. Mettre en oeuvre la réforme fiscale, maintenir nos objectifs de hausse prioritaire des bas revenus, il le faut, mais je crois qu'il faudrait aussi fixer des objectifs précis pour la fin de la législature.

Deuxième exemple. Notre volonté de croissante forte et différente. J'ai dit à quel point elle était difficile à mettre en oeuvre. Elle l'est parce que, tant que notre appareil industriel reste inchangé, la reconquête du marché intérieur reste un mot, et cette reconquête n'ayant pas encore pris ses effets, nous ne pouvons pas faire trop par rapport à notre environnement. Cela ne rend que plus urgente la mise en oeuvre d'une stratégie industrielle, en particulier dans le secteur public. La mise en oeuvre d'une politique d'investissement hardie est importante, car ce n'est que dans quelques années que nous pourrons recueillir les fruits de cette politique-là, et si nous ne la commençons pas très rapidement, nous devrons pendant de trop longues années avoir pour principal guide les contraintes du court terme, sans pouvoir encore nous en affranchir.

Dernier exemple, concernant l'emploi. Compte tenu de ce que je viens de dire sur l'inflation et la croissance, il nous faut garder l'objectif de réduction de la durée hebdomadaire du travail comme un objectif à réaliser aussi rapidement que possible car la réduction du chômage est dans le court terme et dans le moyen terme à ce prix, mais alors, chers camarades, ayons enfin le courage de poser de front ces deux questions certes difficiles, mais indispensables, que sont la durée d'utilisation des équipements et des machines, et le problème de savoir à partir de quel niveau de revenu le pouvoir d'achat des plus privilégiés ne pourra être maintenu.

Cela suppose donc à mes yeux en contrepartie, ou en contrepoint, deux affirmations très catégoriques. D'abord, la réduction da la durée du temps de travail doit être rapide, car nous savons bien qu'il est plus facile de discuter avec des représentants syndicaux de deux équipes de six heures que d'essayer de voir comment peut s'aménager une semaine de travail ou une journée de travail de sept heures trois quarts.

Ensuite, et Pierre Mauroy l'a fort bien dit ce matin, j'ai été heureux de l'entendre,

nous devons être intransigeants sur tout ce qui concerne les nouveaux droits des travailleurs, qu'il s'agisse du rapport Auroux ou des nouveaux droits dans le secteur public. Car enfin, la finalité de notre combat, n'est-ce pas le changement de rapports sociaux qui commence à être mis en oeuvre, je l'espère bientôt, à travers ces nouveaux droits ?

Il y a là un point dur de notre action, qui à mon avis doit être considéré comme non négligeable. Il faut le dire, il faut le répéter, il faut que le patronat en soit suffisamment convaincu pour qu'il place le terrain de la discussion ailleurs que dans cette direction-là.

De ces quelques exemples, je voudrais alors tirer rapidement maintenant une deuxième conclusion.

Je crois qu'il nous faut savoir gérer le temps. Il nous faut prendre sa mesure, développer plus précisément nos vues de moyen et long terme, réduire les inégalités, changer la fiscalité, reconstruire un appareil indutriel et réduire la durée du travail.

Ce sont des choses qui ne se font qu'à l'horilon de quelques années.

Chers camarades, je n'ai pas été hier, dans notre combat, de ceux qui ont fait campagne sur le thème de la rupture irréversible avec le capitalisme en 90 jours, mais je ne serai pas non plus aujourd'hui de ceux dont j'ai la surprise d'entendre qu'ils considèrent que le Socialisme n'est déjà plus à l'ordre du jour pour la période historique qui commence.

Nous devons, chers camarades, savoir ajuster nos objectifs à notre environnement, mais nous devons être capables d'expliquer avec la plus grande clarté que nous ne renonçons pas à ces objectifs et que nous en définissons avec précision les étapes intermédiaires.

Enfin, dernière conclusion, pour notre Parti, je crois que par conséquent il nous faut améliorer notre capacité d'explication, notre capacité d'explication vers l'extérieur, et donc probablement notre capacité d'explication entre nous, et notre capacité de formation.

J'ai entendu plusieurs orateurs au long de cette journée dire que l'essentiel de notre activité allait être tournée dans les mois qui viennent vers la préparation des municipales.

Je veux dire, chers camarades, la moitié de notre activité, et ayons bien conscience que l'autre moitié, elle devra avoir pour objectif d'expliquer les décisions du gouvernement, d'enregistrer les réactions du monde du travail, et de faire en sorte que notre Parti commence à jouer mieux qu'il ne l'a fait pendant les mois écoulés ce rôle de médiateur social que nous avons voulu pour lui pendant tant d'années.

Alors bien mesurer les difficultés, bien expliquer les objectifs, c'est, je crois, au prix de cette double lucidité que d'abord nous garderons la confiance populaire qui s'est manifestée à nous en mai et en juin 1981, et qu'ensuite nous pourrons, grâce à cette confiance, continuer d'avancer dans la perspective du Socialisme autogestionnaire qui plus que jamais aujourd'hui doit demeurer la nôtre.

(Applaudissements)

Le Président - Je donne la parole à Sully, puis à Alain Richard.
Nous devons impérativement terminer à 19 heures.
Il reste quatre orateurs, vous faites donc la division, cinq minutes par orateur, et nous allons nous en tenir strictement à ce laps de temps.
Sully semble ne pas être là, je donne donc la parole à Alain Richard.

Alain Richard

Cette Convention s'est réunie pour parler de la préparation des municipales. Bien entendu, nous avons à débattre entre nous du contexte politique dans lequel nous sommes et des événements nouveaux que pose l'inflexion de la politique économique du gouvernement.
Je ne reviens pas sur ce point parce qu'il faut tenir en cinq minutes, je dis simplement que notre problème de parti, à nous, cela va être de trouver vis-à-vis du public, vis-à-vis de la base, avec laquelle nous nous trouverons face à face, le message de la deuxième phase.
Nous allons forcément avoir à adapter notre langage, notre type de campagne, nos démarches de parti à une situation économique et une situation de relations sociales et économiques qui sera profondément changée, et qui va durer plusieurs mois.
C'est là que j'en viens aux municipales.
Nous avons fait les cantonales sur un certain type d'approche de l'exercice du pouvoir et des relations entre groupes sociaux ; nous allons faire les municipales sur un autre type d'approche, et c'est maintenant qu'il faut nous y préparer.
Nous allons donc les faire avec la nouvelle loi électorale. Je ne reviens pas sur le principe, d'autant plus que c'est une idée que, personnellement, j'avais depuis longtemps et que je trouve bonne, faire une proportionnelle à deux tours, qui réduit par conséquent l'inconvénient majeur de la proportionnelle qui est d'occulter les alliances, de dissimuler les alliances par rapport à l'électeur. La proportionnelle à deux tours permettra, tout en assurant effectivement une proportion de représentation à toutes les forces politiques, de les obliger à faire leurs alliances clairement, avant que les gens votent.
L'inconvénient majeur qu'aurait la proportionnelle intégrale que nous réclamait le Parti Communiste, c'est de rendre les partis propriétaires de leurs voix pour six ans et de permettre toutes les combinaisons auxquelles on a assisté sous la IVème, dans les conseils municipaux, et auxquels on assiste en Italie encore aujourd'hui.
Donc le principe est sain, je crois qu'il doit rencontrer entièrement l'accord du Parti.
Il y a à mon avis trois problèmes de modalités qui sont encore en discussion, semble-t-il, et sur lesquels nous pouvons éviter les dangers.
Sur l'affaire du seuil d'application de la loi, je me situe à contrecourant de la majorité que je sens dans la Convention. Je crois que c'est erroné de vouloir faire descendre l'application de la proportionnelle à 2 500 habitants. Je rappelle au passage que l'engagement politique pris par le chef de l'Etat dans les 110

propositions était à 9 000 habitants. Ce n'est pas une raison pour ne pas en faire plus, mais je crois que nous nous trompons en pensant que c'est systématiquement un avantage pour le Parti d'introduire un système proportionnel dans des types de communes et dans des situations locales où il a des chances de ne pas bien jouer.

Dans les communes en particulier en dessous de 5 000 habitants, mais même encore entre 5 000 et 9 000, on va trouver beaucoup de situations où l'organisation de parti est faible, également des autres côtés et en particulier à droite, bien sûr.

Nous ne sommes pas à l'abri de voir la compétition électorale s'organiser plus entre clans, entre groupes d'amitié ou de quartier qu'entre réelles formations politiques. La vie de parti politique est encore, il faut le reconnaitre, assez atrophiée dans les petites villes, et par conséquent la proportionnelle fondée sur des organisations politiques qui puissent créer des listes homogènes, qui sachent négocier a quelque chose d'artificiel.

Quant à l'avantage pour le Parti, je le crois également faible. Nous avons, dans un certain nombre de fédérations, l'expérience de camarades qui, avec le système du panachage dans des communes de moins de 30 000, se sont trouvés minoritaires dans des conseils de droite, à 1, 2, 4, parfois 8 ou 10.

Nous avons bien vu à quel point cette position minoritaire, dans un conseil municipal, avec toute la charge de gestion et toute la nécessité d'information que représente la vie dans un mandat municipal, est peu valorisante. Nous avons vu beaucoup de camarades qui ont ressenti finalement un très grand découragement, une impression de perdre son temps et de ramer dans le sable, en étant pendant six ans à toutes les séances du conseil municipal à s'opposer, à contre-proposer, etc., avec un impact public extrêmement faible et d'autre part, nous avons aussi des camarades qui ont éprouvé des inconvénients politiques majeurs du fait que, surtout dans les petites villes, on leur reprochait de politiser, de radicaliser trop la vie municipale et de ne pas prendre leur part des tâches de gestion.

Nous avons eu, dans un certain nombre de villes, des répercussions tout à fait directes, c'est-à-dire des partielles quand il y avait des situations municipales un peu inextricables dans lesquelles nous reculions à cause du fait que nous avions été en situation d'opposition municipale. Donc, il ne faut pas supposer qu'on se ferait un grand cadeau en introduisant en minorité un grand nombre de camarades dans des conseils municipaux de villes moyennes.

Second problème pour lequel j'ai un litige avec la position que je sens venir : l'exclusion des listes de moins de 5% dans la composition du deuxième tour.

Il va quand même falloir expliquer. camarades, que notre loi électorale est faite pour faire rentrer la grosse minorité de droite dans les conseils municipaux que nous tenons, et qu'elle vise à empêcher d'y faire entrer la petite minorité de gauche qui parfois fait passer la majorité.

Je crois qu'en termes de principe, c'est quand même quelque chose qui ne va pas se passer tout seul. En termes d'opportunité tactique, la question des listes Ecologistes est, à mon avis, secondaire parce que, de toute façon, nous aurons

peu de cas dans lesquels les listes écologiques pourraient accepter de fusionner avec l'une ou l'autre liste. Par conséquent, leur problème est, à mon avis, à peu près réglé, d'autant qu'il y a quand même bien des chances, là où ils sont capables de faire une liste, qu'ils atteignent les 5%.

En revanche, nous avons un problème avec la petite gauche, avec des listes plus ou moins importantes suivant les régions. Je pense à l'U.D.D. en Bretagne, où ils font des listes ; je pense au P.S.U., à des listes d'extrême gauche. Il semble bien que l'extrême gauche soit tentée d'entrer dans la bataille municipale, dans un certain nombre de villes, du fait de la proportionnelle, vis-à-vis de laquelle nous courons un risque de démobilisation électorale importante si d'avance, il est connu, il est dans la règle du jeu qu'ils ne pourront pas participer à un conseil municipal d'union, alors qu'ils représentent effectivement l/25e de voix et donc qu'ils auraient droit à un siège de conseil municipal sur 25. L'ordre de grandeur est de ce type-là. C'est pour leur donner un siège ou zéro et il nous semble que mettre dans la loi qu'il n'est pas possible de les faire entrer dans une liste d'union, c'est le risque, dans un grand nombre de villes où la majorité jouera à 1%, d'avoir une baisse de mobilisation dans ce secteur, comme on l'a déjà vu dans un certain nombre de circonstances et, par conséquent, de perdre le tout.

Enfin, troisième point qui me parait délicat et sur lequel il y a besoin de réfléchir, c'est l'affaire de la troisième liste. Je n'arrive pas à comprendre en quoi cela constitue un élément de dialogue réel avec le Parti Communiste, parce que je ne vois pas pourquoi le Parti Communiste serait favorable à cette formule. Le Parti Communiste s'en tient à la position de la proportionnelle intégrale. Je ne vois pas sur quoi on peut trouver une conciliation. S'il admet le système de la proportionnelle à deux tours, avec constitution des alliances dans la population, dans ce cas-là, quel est son intérêt de maintenir une troisième liste ? Est-ce la préparation d'une tactique classe contre classe pour les élections municipales d'après ? Il faudrait encore qu'il nous l'explique, sinon la troisième liste ne peut correspondre qu'à des positions un peu intermédiaires, un peu de « chèvre-chou », de listes apolitiques, et est-ce que cette trosième liste ne risque pas d'être le paravent de la troisième force ?

Il me semble donc quer nous avons besoin sur ce point d'une clarification politique avec le Parti Communiste.

J'avais trouvé très juste, de bonne méthode politiquement, la lettre de prise à parti qui avait été envoyée par le Parti Socialiste au Parti Communiste, en disant : « Qu'est-ce que vous voulez, la proportionnelle intégrale, ou l'alliance ? »

Il me senble que cette argumentation reste valable et qu'il faut demander au Parti Communiste ce qu'il compte faire au juste du gadget de la troisième liste.

En tout cas, notre système électoral, celui qui s'imposera, a l'énorme avantage de donner la majorité à ceux qui ont la majorité, et ce sera un élément de clarification par rapport à la bataille de la droite sur le thème : les Socialistes se font une loi électorale sur mesure. On pourra quand même leur répondre que cette loi électorale donne la majorité à ceux qui sont reconnus majoritaires par le suffrage universel.

Par conséquent, se pose la question de notre alliance. Je voudrais simplement

faire une observation là-dessus pour ne pas occuper la tribune indûment. Il faut discuter sur le contenu et sur la répartition des tâches municipales avec le Parti Communiste dans toutes les villes, et pas seulement là où se pose un problème de tête de liste. La question centrale, et l'expérience de 77 a servi pour beaucoup de gens je pense, c'est la question de la discussion des têtes de listes dans les communes qui sont fortement évoluées pour leurs rapports P.S.-P.C.

Je crois que nous devrions nous donner comme objectif, par rapport à l'impact politique qu'aurait la multiplication des primaires, si les désaccords se révélaient trop nombreux non seulement dans les communes de 30 000, mais dans les villes de 10 000 à 30 000, ce qui représente quand même quelque chose d'important dans la vie politique de départements, et je conclus là-dessus, je crois que nous devrions nous donner comme objectif globalement de ne pas avoir plus de primaires qu'en 77.

En 77, il y a eu des primaires, il y en a eu d'importantes et ce, d'autant plus que nous les avions presque toutes gagnées, et l'impact global, la vision par le pays de ces élections municipales, a bien été une vision de la gauche et des alliés unis à la bataille. Il y avait eu un certain nombre de contentieux, de situations de tension qui s'étaient réglées démocratiquement, mais enfin, la majorité des situations étaient réglées correctement.

Je crois que nous pouvons arriver au même résultat, ce qui veut dire sélectionner de très près les primaires que nous ouvrons. Les cantonales, de ce point de vue, ont montré qu'il ne suffisait pas que Mitterrand ait devancé Marchais au premier tour de 81 pour qu'on puisse conclure définitivement que nous avions pris le pas sur le Parti Communiste dans une ville donnée. Les maires communistes, qui se sont très souvent présentés aux cantonales justement pour faite le comptage avant les municipales, ont retrouvé une partie de l'électorat de gauche flottant entre les deux formations et donc, nous ne devons pas partir sur l'idée de multiplier les primaires en disant : « Partout où on a devancé Marchais aux présidentielles, on peut prendre la mairie. »

Nous ne devons donc pas partir sur l’idée de multiplier les primaires en disant : « Partout où on a devancé Marchais aux présidentielles, on peut prendre la mairie. »

Il me semble que nous devons au contraire sélectionner, trier, les primaires que nous ouvrons, les demandes de tête de liste que nous ouvrons, en appuyant vraiment sur celles où nous sommes à peu près sûrs de gagner la majorité en primaire, et ceci représente à mon avis entre 10 et 20% des communes à direction communiste et des communes qui sont encore à droite, mais gagnables. Et si nous faisons ces primaires-là, nous aurons évidemment déplacé le rapport de force, c’est-à-dire reconquis la majorité municipale, là où nous avons la légitimité démocratique, sans ouvrir de brèche ailleurs, au sein d'une alliance politique qui doit rester notre ligne stratégique.

Par conséquent, nous allons vivre ces municipales dans une période qui ne sera pas rose, nous voyons bien les conséquences sur six mois, neuf mois, des décisions politiques qui viennent d'être prises par le gouvernement, les tensions économiques dans lesquelles nous vivons, tout cela va amener une campagne

municipale qui sera dure ; la droite va « canarder », c'est évident, il me semble que cela correspond plutôt aux situations pour lesquelles nous sommes faits. Nous ne sommes pas un parti de gestion « pépère » ; nous ne sommes pas un parti qui peut passer facilement en disant : « On a été sympa… On a été efficace... Gardez-nous.. » Nous sommes un parti de combat, de confrontation, et la situation que nous vivons maintenant va nous amener à engager un travail de militant, un travail de persuasion, un travail de terrain qui sorte de la situation de notable ou nous avons été placés par nos mandats municipaux, et qui soit vraiment une situation d'offensive politique ; je crois que c'est tout simplement une raison que nous devons considérer comme support de notre optimisme. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Philippe… (Guadeloupe).

Le délégué de la Guadeloupe

Mes chers camarades, je ne crois pas que j'utiliserai les cinq minutes, j'essaierai d'être beaucoup plus bref ; néanmoins mon intervention ce soir, à notre Convention nationale, s'inscrit dans le symbolisme des spécificités qui caractérisent l'Outre-Mer, et je voudrais parler ici, profitant de l'occasion, pour sensibiliser nos camarades Secrétaires fédéraux qui représentent tous les départements de la nation française, sur les problèmes spécifiques qui sont posés dans l'Outre-Mer.

Notre Convention fédérale ayant préparé cette Convention nationale, je voudrais vous transmettre le sentiment de la majorité des camarades qui ont participé à ces travaux.

Les élections municipales prochaines seront l'occasion pour les partis de gauche de confirmé leur position politique en Guadeloupe.

Pour nous Socialistes, nous réaffirmons la nécessité de l'union des forces démocratiques dans le respect des résolutions de notre Congrès : pas de séparatisme avec la communauté nationale, mais pas de séparatisme avec nous-mêmes.

A la veille de ces consultations municipales, une analyse claire et sans embage de la situation générale de notre réunion doit être faite. En effet, si du haut de son intégration institutionnelle à la France, la Guadeloupe a l'apparence d'un pays développé - modes de convocation, prestations sociales -, la réalité est que notre pays présente toutes les caractéristiques d'un pays sous-développé - disparité de revenus, déficit de la balance commerciale.

Un an après l'arrivée de la gauche au pouvoir, les structures économiques et sociales de type colonial encore en place constituent un frein indéniable à la mise en place de la société nouvelle ou préconisée par les Socialistes.

Tout progrès économique et social passe nécessairemrnt par la décolonisation de la Guadeloupe.

Au plan général, les mesures essentielles comme la décentralisation, les nationalisations, les nouvelles organisations du travail, constituent un cadre

nouveau pour le développement d'une économie socialiste.
Les municipalités socialistes devront assurer le développement des entreprises sociales et commerciales, et surtout les aider à ecouler leur production, condition indispensable aux garanties de l'emploi.
Dans la gestion du quotidien, les Socialistes, partout où ils auront des responsabilités, devront s'appliquer à informer et à former les compatriotes, dans le respect de nos traditions.
Une volonté affirmée de tout mettre en décoloniser les structures administratives de la Guadeloupe, par une réelle prise en considération du caractère colonial de certaines méthodes employées en Guadeloupe, devrait nous placer dans des conditions favorables pour une adhésion complète au manifeste municipal proposé par le Comité directeur.
La loi électorale applicable pour les municipales de 1983 sera la même pour toute la France, D.O.M. compris.
Dans l'ensemble des D.O.M. en général, et en Guadeloupe en particulier, où il y a une majorité de la population qui vote à gauche, le scrutin proportionnel sera bien accueilli par les forces de gauche, qui pourront participer à la gestion des affaires municipales dans les trente-quatre communes de mon département.
Par contre, ces forces de gauche sont profondément déçues, qui avaient esperé par les élections municipales dans les D.O.M., bien après la mise en place de l'Assemblée unique, appelée à supprimer la dualité existante dans ces régions, entre conseil général et le conseil régional.
Contrairement à ce qui se passe en France, ces deux assemblées sont composée des mêmes personnes, délibérant sur les mêmes problèmes ; le matin, elles se réunissent en conseil général, avec la casquette de conseiller général, et l'après-midi à la Préfecture avec celle de conseiller régional, pratiquement avec le même ordre du jour.
Cela est à la fois anachronique et superfaitatoire.
Nous étions en droit de penser que le gouvernement ferait preuve de logique en parlant de ces problèmes spécifiques en même temps que du statut de la Corse, où les problèmes sont moins spécifiques que dans les départements d'Outre-Mer.
Les forces réactionnaires de droite font tout pour conserver le statut quo en soutenant que toute modification dans l'administration des départements d'Outre-Mer serait la porte ouverte vers l'autonomie ou l'indépendance.
Ces forces de droite relèvent aujourd'hui la tête et exploitent à outrance la double reculade du gouvernement, qu'elle se vante d'avoir obtenue :
1) L'abandon du découpage des cantons dans les D.O.M. ;
2) L'abandon de la prorogation d'un an des élections cantonales les D.O.M.

La mise en place de l'Assemblée unique fait partie des 110 propositions du candidat socialiste à l'élection présidentielle - proposition 58 -, et le Président de la République avait solennellement promis aux élus nationaux des départements d'Outre-Mer de tenir cet engagement.
Actuellement, il y a un long et inquiétant silence sur ce projet et Michel Debré a laissé entendre la semaine dernière aux élus nationaux de la droite, dans les

départements d'Outre-Mer, qu'il avait de de sérieuses raisons d'être optimiste sur le maintien du statut quo.
Je crois de mon devoir de signifier au Parti que ce serait une très grave erreur politique, dont les conséquences seraient très graves.
Le 7 juin, il y a eu un colloque sur la décentralisation, un colloque radiotélévisé, tenu à la Guadeloupe, et M. Lucien Bernier a déclaré qu'il avait obtenu lui aussi l'assurance que le statut quo serait maintenu.
Nous nous trouvons donc en condition d'ignonance et il est étonnant que ce ce soit des membres de la droite qui obtiennent des informations concernant l'application de l'Assemblée unique. Oui ou non dans les départements d'Outre-Mer, et cela peut créer des inconvénients terribles et profonds.
Je voulais sensibiliser mes camarades afin que le Parti socialiste puisse s'occuper sérieusmement de cette affaire.
Bien que la situation économique des départements d'Outre-Mer soit très critique actuellement, cette question de la mise en place de l'Assemblée unique occupe beaucoup les populations et occulte tous les autres problèmes qui se posent ; c'est la péoccupation majeur de toute la classe politique des départements d'Outre-Mer.
Il y a donc urgence à la régler et j'insiste auprès de la direction du Parti pour qu'elle y contribue.
Je rappelle en terminant que toutes les forces de gauche, toutes les fédérations socialistes des départements d'Outre-Mer, comme tous les élus nationaux du Parti Socialiste ou appartenant au Parti Socialiste, sont favorables à la mise en place de cette Assemblée unique élue au scrutin proportionnel, dans les meilleurs délais.
(Applaudissements)

Le Président - Marie-Noëlle Lienemann et Michèle Tellier, dernier orateur pour ce soir.

Marie-Noëlle Lienemann

L'annonce des décisions économiques récentes a laissé un certain désarroi chez nos camarades et au-delà, chez les sympathisants de gauche.
Nous arrivons à un moment où certains problèmes, certaines questions qui se posaient de façon partielle ou en filigrane, doivent être clarifiées.
Il faut connaître le chemin que nous prenons dans les difficultés économiques et de fait politiques ; il faut se donner les moyens de relancer une mobilisation populaire, de consolider la base sociale de notre expérience de gauche. Il faut ausi que le Parti s'attache en permanence à permettre une meilleure intervention politique, concrète, des militants en premier lieu, et du Parti dans son ensemble.
Ces clarifications sont nécessaires à la compréhension de l'opinion et à notre victoire aux municipales, car il est vain de croire que ces élections ne seront pas vraiment politiques, qu'il suffira de dire : « Nous sommes de bons et loyaux gestionnaires locaux. » Oui, ces élections sont éminemment politiques, car nous

Fondation Jean Jaurès

sommes et seront comptables de l'action gouvernementale, et surtout nous avons et nous aurons encore davantage en charge d'assurer les moyens, les relais indispensables à la réussite du changement dans une France décentralisée.

Où allons-nous ?

Après un an de pouvoir de gauche, les récentes mesures apparaissent pour beaucoup comme sanctionnant une étape, mais aucune étape pour la gauche ne peut être un pallier, nous ne pouvons pas jouer l'inertie face à la droite qui n'avance pas, qui recule.

Chacun mesure et reconnaît le poids des contraintes extérieures et peut comprendre le blocage des prix et des salaires, mais tout autant, les Français attendent la poursuite d'avancées dans le domaine social et culturel ; ils demandent la concrétisation du changement dans leur vie quotidienne.

J'avais à plusieurs reprises, au Comité directeur, indiqué qu'il fallait améliorer la lisibilité d'actions entreprises et de notre projet. Cette exigence est encore plus forte aujoud'hui que le pays s'engage davantage sur la voie de l'effort, et sans doute comprise.

Mais, en contrepartie, les orientations socialistes doivent être réaffirmées, et surtout activement réalisées.

Aujoud'hui, l'idée de solidarité doit prévaloir, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et doit guider nos priorités.

La solidarité, c'est d'abord la justice et, de ce point de vue, il y a beaucoup à faire, notamment par une réforme fiscale urgente.

La solidarité, c'est le pouvoir partagé ; c'est le pouvoir renforcé dans l'entreprise et dans la société pour ceux qui, trop longtemps, ont été exclus de toute expression.

La solidarité, c'est aussi celle face à l'avenir, en termes de chances plus justes à l'école, en termes de chances plus justes à la formation et la culture, une solidarité qui réponde au grand malaise de la jeunesse.

Alors si le blocage des salaires en l'état, non accompagné de mesures claires, manque cette grande idée de la solidarité, ne propose pas des choses concrètes dans cet esprit, nous commettrons une erreur politique grave.

Le Parti a la responsabilité de réfléchir aux priorités, car tout n'est pas possible, tout ne peut être promis, mais il faut que l'on prenne des engagements clairs, compris de tous.

Notre rôle aussi sera de préparer l'opinion davantage encore à cette idée qui devra combattre tous les corporatismes étroits.

Nous disons volontiers que le changement a besoin de la mobilisation populaire, que chacun doit y participer et y intervenir.

Les toutes premières orientations économiques et sociales du gouvernement ont volontairement parié sur l'idée de négociation, de convention, de contractualisation des rapports sociaux. Cette logique me paraît conforme à nos idées, dans la mesure où la mobilisation des travailleurs s'effectue face au patronat pour construire les rapports de forces nécessaires aux évolutions sociales ambitieuses de notre projet.

Cette idée de la négociation, de la contractualisation, de la confrontation sur le

terrain, est une des conditions de la mobilisation populaire.
Pour ma part, j'ai toujours été réservée, hier, sur la décision par ordonnance, qui substitue l'arbitrage de l'Etat à l'engagement des partenaires sociaux. Aujourd'hui, le blocage des salaires peut aussi jouer un rôle de blocage du jeu social, et prenons-y garde car ces mesures, peut-être nécessaires, vont parfois compromettre une série d'accord négociés, parfois âprement, au profit des plus démunis.
Ainsi, le risque est grand de réduire la crédibilité et l'efficacité de l'action syndicale.
Eh oui, assurer la mobilisation populaire suppose de favoriser la mise en oeuvre d'avancées sociales par l'action - par l'action syndicale notamment - car le changement par décrets et lois peut très vite s'essouffler et il est très limité, eu égard à notre idée du socialisme autogestionnaire.
Les lois Auroux seront un pas important, mais elles doivent être conçues par nous non comme une simple mise en oeuvre d'acquis, mais bien comme la mise en oeuvre d'élans nouveaux.
Le Parti doit réfléchir à la définition d'un espace social qui peut et doit bouger, et qui se transformera par l'action des travailleurs et des citoyens.
De ce point de vue, les municipales sont une échéance à ne pas manquer. Cette réflexion sur des secteurs de la société civile qui doivent rapidement faire l'objet de transformations essentielles est une condition nécessaire à la mobilisation populaire et sociale.
Une autre condition est bien l'unité des forces populaires sur le champ politique. Nous avons tous conscience de l'impérative nécessité de rassembler aujourd'hui, comme demain, les forces du changement qui ont permis la victoire du 10 mai. Mais il n'est pas de rassemblement populaire sans que les forces qui le structurent soient capables de s'unir.
Pour ma part, je préfère nettement le terme « union des forces populaires » au terme « large rassemblement populaire ». La rencontre des acteurs du changement sera, de ce point de vue, un temps fort. Mais au-delà, notre volonté politique doit bien, pour ces municipales, être la réalisation de cette union des forces populaires.
Notre volonté est, bien sûr, déterminante, mais le mode de scrutin doit être révélateur de cette volonté. Il ne doit pas constituer une réponse ponctuelle à des pressions diverses.
Je voudrais évoquer, de ce point de vue, deux exigences :
- La première est celle de la représentation des minorités. Je trouve inutilement frileux la condition de recueillir 5% des suffrages exprimés pour pouvoir fusionner les listes au deuxième tour. Mais, plus grave encore, je crois néfaste de laisser plusieurs listes, au-delà de deux, au deuxième tour. J'y vois le risque du glissement des institutions. La polarisation électorale gauche-droite correspond bien à la réalité politique de la France, ce ne sont pas les Socialistes qui diront le contraire. Les deux listes au deuxième tour concrétiseraient cette réalité. Il faut penser à l'avenir. Laisser plusieurs listes au-delà de deux au deuxième tour, c'est laisser la porte ouverte aux alliances croisées plus ou moins claires.

Lorsque j'entends certains évoquer l'idée floue, et non moins risquée, de l'union nationale, je crois indispensable de choisir un mode de scrutin vraiment révélateur de notre conception du combat politique.
Pour être unitaires au moment du vote du mode de scrutin, nous prenons le risque d'ouvrir une brèche à terme sur la stratégie globale de l'unité.
Pour l'heure, bien sûr, quel que soit le mode de scrutin, il faut concourir à cimenter la base sociale qui soutient la politique du changement et donc, constituer dès le premier tour des listes d'union des forces populaires. Pas de repli frileux limité aux deux partis, P.S., P.C., mais une politique délibérément confiante dans la convergence que nous saurons solidement construire avec ceux, à gauche, qui s'engagent dans la lutte syndicale, associative, ou dans des mouvements politiques plus limités.
Nous avons peu parlé du manifeste, du programme. Je n'interviendrai pas sur le fond.
Dans nos premiers contacts avec le Parti Communiste, nous devons tout de suite nous situer dans cette double perspective : perspective d'alliance large à gauche, perspective d'une dynamique de préparation du programme qui cimente l'union des forces populaires. Pas de programme « clés en main » qu'on viendra, au dernier moment, négocier en catimini, pour être d'accord sur la composition de la liste. C'est une dynamique qui, dans l'ensemble des communes, peut nous permettre de relancer l'action, peut nous permettre de rassembler ceux et celles qui, aujourd'hui, se demandent quelle place ils auront dans l'élaboration du changement.
Alors, mes camarades, nous sommes à l'heure des vérités. Nous avons parlé de l'imagination au pouvoir. Dans nos programmes municipaux, il va falloir innover, inventer, imaginer, mais surtout il va falloir montrer que lorsqu'on dit que le changement est construit par tous, il y a des possibilités concrètes de le faire et une volonté précise d'y arriver. (Applaudissements)

Michèle Tellier (Somme)

Les femmes se succèdent à la tribune !
Chers camarades, je voudrais, avant une échéance électorale, intervenir sur la difficile articulation entre les militants du Parti et nos gouvernants.
Dans un contexte économique très difficile, nous avons un besoin crucial des militants, intermédiaires entre la population et le Gouvernevment. Or, en tant que militants, nous sommes à tout moment pris à partie par une population, et certains de nos militants ne sont pas toujours très convaincus de l'action de certains de leurs Ministres.
Je voudrais prendre, pour illustrer ce propos, trois secteurs, certes parmi les plus difficile, trois secteurs, sans doute, de contestataires, mais trois secteurs qui sont néanmoins indispensables dans notre contexte socialiste : je voudrais prendre la culture, l'êducation, les femmes.
Dans le domaine de la culture, on aboutit à un paradoxe : les crédits du Ministère de la Culture ont été doublés. Or, les camarades, dans ce secteur, sont

particulièrement mécontents, ils ont l'impression très souvent que leurs propositions ne sont pas reprises à un niveau ministériel. Certes, toutes leurs propositions ne sont pas bonnes, mais je plaiderais pour qu'il y ait une meilleure écoute, une meilleure articulation entre les militants du Parti du secteur culturel, les services du Ministre et du ministère, et la Fédération des élus.

Dans le domaine de l'éducation, notre ministre s'est engagé dans des réformes à long terme, dans des réformes difficiles qui concernent l'école privée et l'école publique, qui concernent les collèges, qui concernent l'orientation et l'université, qui concernent également l'enseignement technique, et pendant ce temps-là, les camarades, sur le terrain, sont impatients, ils ne comprennent pas que les choses n'aillent pas un peu plus vite. Je plaiderais pour qu'il y ait là moins de lourdeurs administratives, pour que, dans un problème que, je crois, le Ministère de l'Education nationale considère comme résolu, celui de la titularisation des assistants d'université, on n'arrive pas à une grève et au risque de voir compris des examens pour les étudiants. Il faut que les choses aillent plus vite sur le terrain, parce que là, nous sommes, nous militants, en difficulté, nous avons de la peine à rendre compte des actions.

Dernier thème : celui des femmes. Certes, les femmes de notre Parti, nous ne sentons pas encore que dans l'Etat, dans la société, dons le Parti lui-même, nous ayons véritablement la place qui nous revient, et nous demandons 30% sur les prochaines listes. Certes, il est difficile sans doute de trouver 30% de femmes aussi compétentes, aussi effiaces sur le terrain politique que les militants hommes. Ceci étant, si nous ne sommes pas là pour changer la société, si nous ne sommes pas là pour, au plus petit niveau de l'Etat, au niveau local, confier des responsabilités à des femmes, jamais on ne changera quoi que ce soit.

C'est en confiant des responsabilités à des femmes qu'elles se forment et qu'elles se forment sur le terrain, qu'elles se transforment peu à peu en militantes efficaces et tout aussi actives que les militants hommes, qu'elles apportent aussi, sur le terrain de la politique, autre chose qui est indispensable à la réussite de l'expérience socialiste.

Ceci étant, pour terminer, deux points qui ont trait, après celui des femmes, au problème des municipales.

Je voudrais, comme Bernard Thareau, et venant d'une région comprenant beaucoup de petites communes - mais je vous rappelle que la France est essentiellement faite encore de petites communes -, dire qu'il pourrait sembler bon d'abaisser le seuil de la proportionnelle pour ces communes.

Je dois dire que dans notre fédération de la Somme, on va même jusqu'à 1000 habitants. C'est peut-être un peu excessif, mais 650 habitants, ceci parce que dans les milieux ruraux, qui ont des listes à la proportionnelle, cela permet à des camarades de gauche d'entrer dans les municipalités, de gérer sur le terrain alors qu'ils ont toujours été exclus de ce terrain rural.

C'est pourquoi je plaiderai pour qu'on abaisse aussi bas que possible le seuil de la proportionnelle dans des petites communes.

Un dernier point : je voudrais aborder le problème, certes délicat, des grandes villes de plus de 100 000 habitants où le problème se pose d'une manière

difficile et cruciale quand il y a un maire communiste, un député socialiste. Entre les cantonales de 1976 et celles de 1982, on a vu les communistes perdre 13, 15% de points, et je dois dire, pour être dans une de ces villes, que les militants socialistes comprendraient très mal que la future liste ne soit pas conduite par un Socialiste.
Je terminerai mon intervention en plaidant pour que les aspirations des militants ne soient pas oubliées, que nos gouvernants ne perdent jamais le contact avec le terrain, et qu'en même temps les militants fassent l'effort de comprendre les difficultés dans lesquelles se débattent nos camarades gouvernants.
(Applaudissements)

Le Président - Nous nouas retrouverons demain à 9 h 30 de façon impérative pour que les débats puissent se conclure, si c'est possible, en fin de matinée. A demain.

Parti Socialiste
Convention nationale extraordinaire
Cachan, 19 et 20 juin 1982

Dimanche 20 juin 1982

La séance est ouverte sous la présidence de Roger Fajardie.

Le Président (Roger Fajardie)

La séance est ouverte.
Nous avons un ordre du jour très chargé : nous avons neuf orateurs inscrits à raison de cinq minutes chacun. Ensuite, nous devons entendre trois rapports, puis le Premier Secrétaire du Parti.
Il a été entendu hier que nous devions terminer à 13 h et nous allons essayer de tenir ce délai. Pour cela, il faut que chacun soit discipliné. Je ferai strictement respecter le temps de parole.
La parole est à Alain Barrau.

Alain Barrau

Chers camarades, être militant du Parti Socialiste aujourd'hui, quelle chance, mais aussi quelle responsabilité ! Responsabilité par rapport à tous ceux qui se sont battus avant nous pour que le changement arrive en France, responsabilité aussi parce que le pays qui est en train de se transformer sous nos yeux n'est pas un petit pays, ce n'est pas une expérience régionale, c'est un grand pays : le nôtre, la France.
Responsabilité aussi, parce que ce qui se passe aujourd'hui est conforme aux engagements qui ont été pris par la gauche, par le Parti Socialiste, par notre candidat François Mitterrand.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le Premier Ministre, Pierre Mauroy l'a dit hier, la politique qui est menée est une politique qui respecte nos engagements et, en ce sens, elle est conforme aux intérêts de ceux qui nous ont voulus au pouvoir.
Cette responsabilité est aussi importante parce que, pour la première fois dans les institutions de la Vème République, le pouvoir exécutif, une majorité du pouvoir législatif, voient en face d'eux comme interlocuteur, comme force de proposition, comme force d'explication aussi, un grand partie : le Parti Socialiste, le nôtre. Et cela, chers militants socialistes, chers camarades, c'est une responsabilité encore plus importante : faire en sorte que vis-à-vis de l'ensemble de la politique gouvernementale, nous soyons capables d'expliquer, mais aussi de traduire pour nos camarades au gouvernement, quels sont les sentiments de l'opinion, comment l'opinion de gauche qui nous a portés au pouvoir souhaite que le changement continue. C'est aussi une responsabilité importante.
Dans la première année, la lutte contre le chômage, les mesures sociales pour les plus défavorisés, la lutte contre les inégalités, une réelle solidarité nationale encore à développer, une politique internationale ferme et courageuse comme celle que nous voyons actuellement sur le Liban, montrent qu'effectivement, la politique dans tous ces domaines est une politique du changement.
Mais, il faut que nous allions sans doute plus loin, il faut que face à la réaction de la droite, face à ce comportement que nous devons bien sûr comprendre - puisque nous voulons transformer la France et faire en sorte qu'un visage nouveau caractérise notre pays -, la droite réalise. Cela est normal, simplement, il faut que nous soyons prêts à ce combat, à cette bataille.
Ce que nous pouvons, en revanche, exiger, c'est qu'il n'y ait pas de politique systématique d'obstruction pour les lois comme les nationalisations ou les droits nouveaux des travailleurs, à l'Assemblée Nationale, c'est qu'il n'y ait pas de sape de l'économie nationale, c'est qu'il y ait enfin quelques propositions et pas seulement des critiques.
La force de notre parti dans l'opposition a toujours été de dire oui, nous ne voulons pas telle ou telle politique menée par la droite, mais nous sommes capables de proposer telle ou telle autre. Pourquoi à droite, ne sont-ils pas capables de cela ?
Les municipales, dans quelques mois, vont être au coeur de ce combat politique, nous devons nous y préparer et faire en sorte que tous ceux qui sont les acteurs du changement, que tous ceux qui se retrouvent dans la volonté de changement, soient nos alliés dans ce combat politique décisif. Parmi eux, la jeunesse. Bien sûr, les jeunes ne sont pas toujours satisfaits de toutes les mesures prises par le gouvernement, mais il est clair qu'à la fois la politique menée par celui-ci d'une manière générale, en mettant en priorité la lutte pour l'emploi, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, des mesures comme l'abolition de la peine de mort, l'information sur l'IVG, des mesures permettant à la France d'avoir toute sa place dans le monde, ont l'appui, l'assentiment de la jeunesse.
Le Parti Socialiste, après le Comité directeur des 2 et 3 avril, a décidé une grande campagne au sein du Parti : les jeunes, acteurs du changement. Et je voudrais, puisqu'il y a beaucoup de Premiers Fédéraux dans cette salle, vous

remercier tous de l'accueil que vous avez accordé à cette campagne.
Nous allons faire à Toulouse, mardi, la vingt-huitième réunion régionale sur ce thème. Comme l'a dit Paul Quilès hier, quatre fois plus de militants jeunes au sein du Parti Socialiste, c'est encore trop peu, mais c'est de toutes les façons, un début important. Nous voulons qu'à la fois la politique jeunesse du Parti articulée sur l'emploi, l'insertion professionnelle et sociale, la culture populaire des jeunes, l'éducation, la défense et le service national, la lutte pour les droits de l'homme et la solidarité internationale, s'accompagnent du développement du mouvement de la jeunesse socialiste. Cela est nécessaire pour que les jeunes qui ne sont pas forcément désireux d'entrer directement dans un parti politique trouvent au sein de notre organisation une structure d'accueil qui leur permette d'être utiles à la réflexion politique du Parti, et que le mouvement de la jeunesse socialiste soit par ailleurs une possibilité d'influence, d'explication des positions socialistes, au sein de la jeunesse.
Les élections municipales, et ce sera mon dernier point, sont une bonne occasion pour montrer que notre parti est le parti de la jeunesse. Si nous voulons effectivement que cela se passe, il faut que la manifeste municipal du Parti réserve une place plus importante à la politique jeunesse des municipalités ; il faut que nous rappelions l'abaissement du seuil d'éligibilité ; il faut que de nombreux jeunes se retrouvent sur les listes socialistes et d'union de la gauche ; il faut que lorsqu'il y aura des compositions de listes union de la gauche, ce ne soit pas nos partenaires communistes qui fassent des propositions de jeunes, mais les militants du Parti Socialiste.
Il faut faire en sorte que les municipalités socialistes, les maires socialistes, impulsent des centres d'information sur l'emploi, sur l'insertion sociale et professionnelle, demandent l'installation de missions locales telles qu'elles sont prévues dans le rapport de Bertrand Schwartz, de manière que l'on ne parle pas simplement de formation professionnelle mais d'insertion sociale et professionnelle ; organisent des informations sur la contraception, la lutte contre la drogue pour que l'information de la jeunesse soit particulièrement développée. Edwige Avice, qui est dans cette salle, a déjà fait beaucoup pour cela. Il faut renforcer par une politique municipale l'action du gouvernement sur ce thème.
Il faut aussi que les municipalités socialistes traitent de cette question : l'habitat des jeunes. Les jeunes ne veulent plus habiter soit seulement avec leur famille, soit dans des ghettos comme sont souvent les foyers.
Il faut que ceci se fasse également pour les loisirs, et que cela se fasse d'une manière générale pour toute la politique culturelle, sportive et sociale. Les jeunes sont en première ligne du changement. La rencontre des acteurs du changement permettra de la discerner, de le mettre en valeur.
Le Premier Secrétaire, en ouvrant les travaux du Conseil national du Mouvement de la jeunesse socialiste, se posait la question, et nous posait la question. Est-ce qu'il va y avoir maintenant une génération de mai 1981 comme il y a eu une génération de 1968 ? C'est la véritable question que le Parti Socialiste doit se poser et être amené à régler. Si nous voulons faire en sorte que notre parti se développe dans la jeunesse, il faut maintenant, et pas dans

quelques mois, mais maintenant, se donner les moyens de cela. Ce n'est qu'un début ; continuons le combat !

Le Président - La parole est à Marie-Noëlle Lienemann... Non, elle l'a prise hier... A Jacques Carat... Il renonce... Bernard Derosiers ?... Il n'est pas là. Alain Busnel ?....

Alain Busnel

Chers camarades, vous me permettrez de revenir sur un débat qui a commencé hier dans nos interventions et qui est à mon sens la première véritable secousse, la première véritable bourasque du chemin qui secoue le Parti, qui secoue le pays surtout. Je veux parler des décisions économiques et monétaires qui ont été prises par notre gouvernement.
Une bourrasque, je disais ! Faut-il s'en étonner ? Oui... Elle est de nature économique et plus précisément, monétaire. Indiscutablement, ce réajustement monétaire et plus encore, bien sûr, les mesures d'accompagnement, même lorsque les Français s'y attendaient, sont comme une alerte sérieuse sur la route du changement.
Pourquoi cette épreuve ? Quelle est sa signification profonde ? Quels sont les risques, bien sûr, et les enjeux de ces quatre mois d'été ?
Rejetons d'abord un doute. Ce réajustement monétaire n'est pas un caprice gouvernemental, c'est encore moins un changement de cap. Je dirais que c'est la parade limitée, strictement indispensable à une offensive de grande ampleur qui visait précisément, de la part du patronat et des forces de droite, à rendre impossible l'application de notre politique de transformation.
Battue au plan politique intérieur, la droite, pendant toute cette année, a donné ses relais économiques et ses forces politiques extérieures. Quelle est cette offensive, et surtout, où prend-elle appui ?
En trois mois, les trois derniers, la France a subi, sur le front monétaire, la plus grande attaque que les spéculateurs internationaux aient sans doute lancée depuis longtemps. Plus du tiers des réserves de change ont ainsi été détruites. Cette attaque portait sur le terrain principal de force du capitalisme international, là où il règne en maître et où le gouvernement de gauche compte le moins d'alliés et d'appuis. Elle porte aussi, et je tiens à le souligner, sur ce point qui traditionnellement est le plus faible dans notre pays : la monnaie.
Même sous un gouvernement ultra-droite et monétariste comme celui de Barre, le franc avait perdu 46% de sa valeur par rapport au mark, en cinq ans.
L'attaque de nos adversaires, de ceux qui ont juré de faire échouer en France la perspective d'une profonde transformation de la société, s'est donc portée sur le terrain le plus aisé pour eux, c'était prévisible.
Mais ce qu'il faut comprendre, et c'est le sens de mon intervention, c'est que cette offensive n'a pu être possible qu'en raison même du succès de notre politique économique et sociale depuis un an, grâce à l'appui explicite du gouvernement réactionnaire du monde.

Le rôle qu'a joué par exemple lors de la préparation du sommet de Versailles un « Donald » Reagan spéculant sur la dévaluation du franc, refusant la moindre concession, sur les taux d'intérêt exorbitants qui continuent à entraîner vers le gouffre du déficit budgétaire les capitaux flottants internationaux : la politique d'austérité renforcée au niveau mondial entre Reagan et Thatcher imposée au monde tout comme le refus du dialogue Nord-Sud, voilà quelques exemples.
Et il ne s'agit là que de ce qui ne pouvait être caché car l'essentiel, mes camarades, s'est tramé en coulisse.
L'appui donné par ces gouvernements réactionnaires aux forces de spéculation internationales contre le franc aura été depuis un an constant et efficace.
Mais comme je le disais, cette offensive n'aura été possible qu'à cause de notre succès économique, car il ne faut pas avoir peur de le dire, oui, la politique de gauche en France a mieux réussi que toutes les politiques économiques menées partout ailleurs dans le monde développé.
Le chômage a été stabilisé alors que dans tous les autres pays, il augmente sur un rythme de 15% l'an. La croissance est repartie sans doute au-delà de 2% alors que dans l'OCDE, ce sera zéro, et cela même avant que l'investissement du secteur public élargi - oh, je sais bien que l'investissement a été retardé avec acharnement par une droite comme toujours anti-nationale - ne prenne le relais de la consommation.
La justice sociale qui commence à s'imposer dans un pays qui était devenu le champion de la justice des classes, c'est le succès même, succès relatif par rapport aux autres pays mais succès important.
C'est le succès même de cette politique qui a créé la différence avec les autres pays. C'est notre différentiel de croissance qui a provoqué la possibilité des attaques monétaristes qui a creusé le déficit extérieur.
C'est la différence d'inflation consécutive à la politique d'austérité des pays américains, anglais, qui a creusé les possibilités de pression monétaire.
Je voudrais quand même signaler devant vous le rôle qu'a pu jouer le patronat français dans cette attaque.
Qu'a fait le patronat français pour freiner l'austérité ?
A-t-il exporté davantage, a-t-il fait baisser les prix ?
A-t-il utilisé l'inflation pour exporter davantage et pour faire baisser les prix de revient par l'augmentation du volume ? Non, au contraire, il a renforcé ses marges.
Qu'a-t-il fait pour reconquérir le marché intérieur, là où c'est le plus simple et le plus rapide d'obtenir des résultats ? Rien...
A-t-il investi pendant cette année ? Non, l'investissement a encore baissé.
Il ne sait que pêcher les aides, sans contrepartie, et s'opposer à tout progrès démocratique de l'entreprise.
Nous sommes confrontés, nous sommes devant cette offensive, elle était prévisible. Nous pouvons la mettre en échec.
La politique de réajustement monétaire de freinage nous permet de repartir sur de bonnes bases. Il faut, pour qu'elle réussisse, une mobilisation populaire. Il faut que le Parti, que ses élus surtout, mobilisent l'opinion autour de la défense

de la politique gouvernementale, mais surtout autour du contrôle important qui sera nécessaire sur les prix. Les élus, par exemple, peuvent mobiliser l'opinion autour de comités de lutte contre la hausse des prix, où nous retrouverons des organisations de consommateurs et même des organisations de commerçants, c'est le rôle du Parti. (Applaudissements)

Le Président - Françoise Laurent... Elle renonce. Merci. Armand Julian... Renonce. Merci. Jean Besse... Il n'est pas là. Jacques Atayere... Il n'est pas là.
La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen - Il y a un petit problème : les camarades renoncent tellement à parler que le texte n'est pas prêt.

Le Président - Nous vous remercions. Le texte est à la frappe, il faut attendre quelques minutes. Cinq minutes d'entracte.
Je donne la parole à Paul Quilès qui va rapporter sur successivement les problèmes contentieux, les statuts fédéraux, le manifeste municipal et les mécanismes de désignation des candidats aux élections municipales.

Paul Quilès

Chers camarades, je voudrais rapporter sur trois points - sur quatre très exactement - : deux points de contentieux, l'un concernant la rédaction du manifeste municipal ; l'autre, concernant la désignation des candidats.
Je commencerai par les points les plus rébarbatifs et qui devraient aller le plus vite possible compte tenu que la Commission des résolutions les a votés à l'unanimité, ce qui ne devrait pas poser de problèmes entre nous.
Trois fédérations ont demandé que des sections soient dissoutes : la fédération du Rhône, pour la section de Saint-Priest ; la fédération du Gard, pour la section de Quissac ; la fédération d'Eure-et-Loire, pour la section d'Anet.
Vous aviez dans vos chemises de la Convention un rapport concernant ces dissolutions de sections.
La Commission des résolutions, à l'unanimité, a confirmé la dissolution de ces sections. Il est bien entendu qu'il est souhaité, conformément aux statuts de notre Parti, que ces trois sections soient reconstituées le plus rapidement possible pour que l'activité du Parti puisse reprendre, notamment dans la perspective de la préparation des élections municipales.
Je crois qu'il n'y a pas grand-chose de plus à dire, sinon à entrer dans des détails qui n'ont pas lieu d'être à la tribune de cette Convention.
Je demanderais donc au Président, s'il le veut bien, de mettre au vote cette résolution.

Le Président - Des observations ? Des objections ?
Mandat rouge à la main, qui est pour la proposition de la Commissions des résolutions ?

Fondation Jean-Jaurès

Merci. Avis contraires ?
Il n'y en a pas. La proposition est adoptée.

Paul QUILÈS - Deuxième sujet, la Convention devait adopter, puisque cela est conforme à nos statuts, les statuts fédéraux d'une fédération, celle des Alpes-Maritimes.
La Commission des résolutions, à la suite du secteur « contentieux », a examiné la demande de modifications des statuts fédéraux présentée par cette fédération.
Il a été proposé que ces Statuts soient adoptés sous réserve de quelques modifications, afin qu'ils soient en conformité avec nos statuts nationaux.
Ces quelques réserves ont d'ores et déjà été acceptées par la fédération ; je vous passe là aussi les détails et je demanderais que la Convention puisse se prononcer sur l'adoption des propositions des statuts fédéraux, sous réserve, en ce qui concerne les articles 1, 17 et 31, que je ne vous lirai pas mais, je vous le répète, la fédération est d'ores et déjà d'accord.

Le Président - Des observations ?
…
Qui est pour ?
…
Merci.
Avis contraires ?
…
Abstentions ?
…
Le rapport est adopté.
Nous passons au rapport suivant.

Paul QUILÈS - Troisième sujet : la préparation du manifeste municipal du Parti.
Vous avez reçu dans « Le Poing et la Rose militant », un texte qui jetait les bases du prochain manifeste municipal, mais il est bien entendu que ce texte ne tenait pas lieu de manifeste municipal, c'est bien évident.
La Commission des résolutions a décidé de proposer à la Convention le principe de la constitution d'une commission chargée de rédiger ce document. Il vous est donc proposé que cette commission soit composée de trente membres, dix membres nommés par la Direction nationale du Parti, dix membres nommés par la Fédération des élus, et dix experts issus des commissions d'étude du Parti, étant entendu que la liste complète de ces trente noms devra être établie à l'occasion du prochain Bureau exécutif, mercredi prochain.
Il est d'autre part précisé dans cette résolution que la Commission ainsi désignée devra avoir achevé ses travaux à la mi-septembre, de façon à ce que les candidats aux élections du Parti puissent disposer de ce manifeste à l'automne prochain.

Le Président - Des observations ?

Fondation Jean-Jaurès

…
Il n'y en a pas.
Qui approuve la proposition que vient de faire Paul Quilès ?
...
Avis contraires ?
…
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
…
Adopté.

Paul QUILÈS - J'en viens maintenant au sujet le plus important, me semble t-il, de ces quatre rapports, qui a donné lieu à un long débat en Commission des résolutions, puisque nous avons discuté pendant près de deux heures et demi des modalités de désignation des candidats.
Je peux dire qu'à deux exceptions près, il y a eu accord unanime de la Commission des résolutions sur le texte que je vais maintenant vous lire.
Je voudrais d'autre part vous signaler que ce texte, dont j'avais donné quelques éléments hiers à cette tribune, est bâti sur plusieurs principes.
Le premier de ces principes étant que le pouvoir de désignation reste bien entendu aux sections - c'est l'article 49 de nos statuts -, mais seulement il ne faut pas confondre le pouvoir de désignation qui reste à la base des méthodes de désignation, et je voudrais bien préciser, de façon qu'il n'y ait pas la moindre ambiguité, puisque nous avons longuement débattu de cette question hier soir à la Commission des résolutions, que la méthode de désignation n'est précisée nulle part, ni dans nos statuts, ni dans notre règlement intérieur, et le texte que je vais vous lire a l'ambition de pallier cette lacune.
Deuxième principe, je l'ai dit également hier, la méthode de désignation doit s'efforcer de permettre le recherche du consensus. Je sais bien que cela n'ira pas facilement dans tous les cas, il y aura des conflits, mais encore une fois, mieux vaut prévenir que guérir, et la méthode proposée permet en tout état de cause de faire surgir les conflits avant qu'il ne soit trop tard, et propose une méthode pour gérer les conflits.
Troisième principe, c'est celui de la coordination fédérale qui est indispensable, tant pour les alliances que pour la composition des listes, car il est bien clair que les choix municipaux ont des conséquences tant au niveau du département, que parfois même au plan national ; il faut donc qu'il y ait une coordination, mais vous le verrel à travers le texte proposé, il ne s'agit que d'une coordination.
Quatrième principe : il est indispensable qu'il y ait une date butoir qui soit annoncée dès maintenant pour la définition des alliances et pour la composition des listes. Cela permettra notamment de limiter les débauches d'énergie que nécessite cette période ; cela permettra aussi que chacun sache, à l'intérieur et à l'extérieur du Parti socialiste, qu'il y a un temps pour la discussion, un temps pour la composition des listes et un temps pour la campagne.
Je voudrais maintenant vous lire ce texte qui, en fait, est composé de deux

Fondation Jean-Jaurès

parties : une partie désignation des candidats, une partie alliances.
Je vous le lirai lentement de façon à ce que chacun puisse en apprécier tout le contenu.
Désignation des candidats : les dispositions qui suivent s'inscrivent dans le cadre des statuts et du règlement intérieur du Parti ; elles sont rendues nécessaires notamment par la nouvelle loi électorale qui sera en vigueur aux prochaines élections municipales. Les fédérations peuvent ouvrir la procédure de désignation dès après la tenue de la Convention nationale sur les municipales.
Cette procédure sera normalement close au plus tard avant le Comité directeur qui se tiendra début décembre. La tête de liste est désignée par un vote de l'ensemble des adhérents concernés, d'après l'article 49 des statuts, c'est-à-dire les adhérents domiciliés dans la commune.
Donc, la tête de liste sera désignée par l'ensemble des adhérents concernés, puis validée par la Commission exécutive fédérale pour les communes dont la population est supérieure à un seuil fixé par la fédération.
Le travail de préparation de la liste est confié à une commission composée de la Commission administrative, de la section ou des délégués des Commissions administratives de sections dans le cas où plusieurs sections sont concernées.
La Commission est donc composée de la Commission administrative et de la tête de liste qui aura été précédemment désignée.
La Commission exécutive fédérale désigne l'un de ses membres pour assister à ces travaux.
La Commission examine les candidatures déposées auprès de la section, ou des sections dans le cas où il y en aurait plusieurs, sur le territoire de la commune, en veillant notamment à la représentation féminine.
Elle s'efforcera de parvenir à l’accord le plus large possible en son sein.
La commission rend compte de ses travaux devant une Assemblée générale groupant l'ensemble des adhérents concernés.
Elle propose une liste complète des candidats socialistes classés par ordre préférentiel. Après débat, il est procédé à un vote. Si la liste n'est pas adoptée telle quelle, l'Assemblée générale formule des propositions sur lesquelles elle vote. La Commission doit faire de nouvelles propositions en tenant compte des indications clairement formulées et votées par l'Assemblée générale.
La liste adoptée ensuite par l'Assemblée générale, ensuite c'est-à-dire une fois que la Commission de travail a pris en compte les propositions de l'Assemblée générale, est soumise à la validation définitive de la Commission exécutive fédérale.
En cas de désaccord entre une section et une fédération, le Comité directeur tranche en dernier ressort pour les villes de plus de 20 000 habitants.
Pourquoi 20 000 ? Il est bien évident que si l'on était descendu à 5 000, le Comité directeur aurait été saisi de beaucoup trop de cas, et en tout état de cause, je l'ai dit, il fallait mettre un seuil de façon à ce que les contentieux entre fédération et sections puissent être tranchés par une instance.
Dispositions complémentaires : la date limite d'adhésion pour pouvoir participer au vote est fixée au 19 juin 1982 ; d'autre part, la liste des adhérents avec

mention du domicile ayant la carte du Parti le 19 juin 1982 doit être adressée par chaque section à sa fédération avant le 14 juillet 1982.
Voilà pour le premier texte.
Le deuxième concerne les alliances.
Les accords avec nos partenaires doivent être l'aboutissement de concertations entre les différents échelons du Parti. Un délai sera fixé par le Bureau exécutif national pour la clôture des négociations.
Une Commission exécutive fédérale, élargie aux secrétaires de sections, fixe le seuil d'intervention de la fédération, examine la situation des municipalités et les propositions des sections. Elle apprécie les conditions d'application départementale du texte voté à la Convention nationale.
A la suite de cette réunion, les négociations sont menées au niveau local et coordonnées par la fédération.
Le résultat de ces négociations est apprécié en dernier ressort par une Commission exécutive fédérale élargie aux secrétaires de sections pour les villes de moins de 20 000 habitants ; par le Comité directeur pour celles de plus de 20 000 habitants.
En cas de désaccord entre les sections et la fédération, la Direction nationale intervient en appel pour les municipalités de plus de 20 000 habitants.
Chers camarades, voilà donc les deux textes qui sont proposés à votre vote par la Commission des résolutions.
Je voudrais dire, en conclusion, qu'il s'agit, et vous l'avez deviné, de deux textes importants qui permettront à notre Parti, tout en vivant concrètement une procédure démocratique, de désigner, souhaitons-le, les meilleurs candidats, et de se trouver dans une position favorable au moment des négociations avec nos partenaires. (Applaudissements)

Le Président - Merci à Paul Quilès.
Nous avons donc à nous prononcer sur deux textes :
1°) Sur le texte concernant le mécanisme de désignation des candidats aux élections municipales ;
2°) Sur les alliances.
Premier vote, sur le mécanisme de désignation des candidats. Y a-t-il des amendements ? Legrand ?

Legrand

Sur un point de détail : la notion de....

Le Président - Les camarades se plaignent de ne pas t'entendre et, par déférence pour l'Assemblée, il est préférable que du montes au micro.
Soyel silencieux, camarades, Legrand seul a la parole.

Legrand - Ce sont des observations de forme, mais on sait bien que dans les désignations, les contentieux portent souvent sur les détails. La notion de

Coll. Fondation Jean-Jaurès

« domicilié dans la commune » est assez imprécise ; la notion « électeur dans la commune » est plus claire.
Je pense que si l'on veut éviter des contentieux sur les détails, il vaudrait mieux écrire ; « participent à la désignation, les militants électeurs dans la commune ».
(Applaudissements)
Je crois que c'est plus simple. D'autre part, beaucoup....

Le Président - Legrand a seul la parole, pour l'instant !

Legrand - Il est écrit dans le texte : « les Commissions administratives de sections » ; c'est sans doute une appellation dans les très grosses sections, mais la plupart ont des bureaux ; il faudrait dire : « les Commissions administratives de sections, ou les bureaux de sections », de façon à ce que l'on ne soit pas tenté de créer quelque chose de plus.

Le Président - Le rapporteur a enregistré tes observations.

Un délégué - En ce qui concerne la proposition d'amendement qui vient d'être faite, je ne suis pas d'accord car la notion « d'électeur inscrit dans la commune » élimine de ce processus de désignation tous ceux de nos camarades qui ne sont pas de nationalité française. Il en existe dans de nombreuses sections, et s'ils n'ont pas droit de vote ce serait dommage qu'ils ne l'aient pas non plus dans le Parti.

Le Président - Camarades, je ne donnerai pas la parole à ceux qui veulent intervenir sur ce sujet de détail.
On a compris le problème, le rapporteur va répondre.
S'il y a des camarades qui veulent faire des observations sous forme d'amendements écrits sur un autre point du rapport de Quilès, je leur donne la parole.
Est-ce qu'ily a des amendements écrits ?

Un Délégué - Il est dommage qu'on n'ait pas un texte écrit.

Montoya

Je crois que pour éviter bien des problèmes au niveau de la désignation des candidats, si celui-ci n'est effectivement désigné par le Bureau de section et par un membre de la Comission exécutive, je proposerais que dans les sections où il y a des membres de la Comission exécutive, ils soient associés au bureau de section pour faire des propositions.
Les sections où il n'y a pas de membres de la Comission exécutive, effectivement simplement le bureau de section plus un camarade mandaté par la Comission exécutive, mais dans le cas où il y a un ou deux ou plusieurs membres d'une section, qui soient membres responsables départementaux du

Coll. Fondation Jean-Jaurès

parti, dans le cadre d'une stratégie départementale bien entendu, il serait nécessaire que ces camarades participent directement dans leur section à ces propositions, car ce sont des responsables politiques au niveau départemental.

Le Président - Merci.
Il n'y a pas d'autres amendements ?
Armand Julien demande des précisions.

Armand Julien

J'ai simplement une demande de précisions, qui n'intéresse probablemement pas toute la Convention, mais les gens des grandes villes du style Paris, Lyon, Marseille.
Comment est-ce que le système va s'appliquer dans le cas de villes découpées en secteurs, arrondissements,aussi bien au niveau des alliances qu'au niveau des désignations ?

Le Président - Merci. Paul Quilès a la parole.

Paul Quilès

Je voudrais dire à Legrand - on lui a déjà répondu - que les statuts sont très clairs là-dessus.
L'article 49 dit : « Votent pour les élections municipales, pour la désignation des candidats, tous ceux et seulement ceux qui sont domiciliés dans la localité. »
Je suis désolé, la notion de « possibilité de vote » dans une municipalité donnée, ne correspond pas à la lettre et à l'esprit des statuts. L'argument avancé par Mélenchon est exact, cela signifierait tout simplement que ceux qui sont étrangers n’ont pas droit de vote en France, ne pourraient pas voter et participer à la désignation.
Il y a, vous le savez aussi, un décalage fréquent entre la notion de domiciliation et la notion d'électeur. Je pense qu'il est plus simple de s'en tenir aux statuts, et je vous propose, comme pour les autres questions qui viennent d'être posées, notamment celle de Montoyat - cette question a été évoquée à plusieurs reprises en Commission des résolutions -, que des circulaires d'application de la Direction nationale viennent expliciter toutes les questions que vous venel d'évoquer.
Je dirais également à Julien, en ce qui concerne les secteurs, que cette question a été évoquée hier etqu'il n'y a pas véritablement de problème. Le texte que je vous ai lu répond à cette question, les désignations se feront dans le cadre des secteurs. Je vois bien la difficulté dans le cas où la fédération, ou le Comité de Ville, doit intervenir plus sépcifiquement. Là aussi, je vous renvoie, si vous le voulez bien, à des circulaires d'application.

Le Président - Merci.

Fondation Jean-Jaurès

J'imagine que les précisions que Paul Quilès vient d'apporter donnent satisfaction aux camarades qui s'étaient exprimés, et qu'il n'y a pas d'amendement maintenu?
Il n'y en a pas !
Nous allons donc voter sur le premier rapportde Paul Quilès : « Mécanisme de désignation des candidats. »
Qui approuve ce rapport ?
…
Avis contraires ?
… Quatre voix.
Abstentions ?
… Quatre voix
Adopté !
Deuxième texte : « Les alliances. »
Quelqu'un a-t-il des amendements à apporter ?

Laplane (Allier)

Je propose que dans le cas des villes de plus de 20 000 habitants, là où pourraient apparaître des difficultés de négociation, où l'on sait que des problèmes existent, qu'avant tout début de négociation, contact préalable soit pris entre les responsables de la section et le Secrétariat national ou le Secrétariat aux élections, ceci afin d'éviter qu'ensuite on se trouve devant des difficultés.

Paul Quilès

Je pense véritablement que cela va sans dire. J'imagine que dans la préparation des élections municipales, une ville déplus de 20 000 habitants qui a une difficulté telle que celle que tu évoques, aura le réflexe plus que naturel - croyez-moi chers camarades - de contacter la Direction nationale.
Cela à mon sens va sans dire, il est inutile peut-être d'alourdir le texte.

Le Président - Après les observations et le commentaire de Paul Quilès, il n'y a pas d'autres remarques ?
Nous allons voter sur le texte sur les alliances.
Que ceux qui l'approuvent, lèvent la main.
Avis contraires ?
… Quatre voix.
Abstentions ?
… Une voix.
A l'unanimité moins quatre voix et une abstention le rapport sur les alliances est adopté.
La parole est à Jean Poperen qui va présenter le rapport sur la préparation des élections municipales.

Fondation Jean-Jaurès

Jean Poperen

Mes chers camarades, je dois donc vous présenter le rapport et le texte sur lequel s'est mise d'accord, à l'unanimité, la Commission des résolutions.
Je dois malheureusement m'escuser auprès de vous, mais la photocopieuse neuve - je n'ai pas dit parce qu neuve - étant ici en panne, nous avons dû nous porter ailleurs pour assurer les photocopies. Je m'en excuse auprès des délélgués, je m'en excuse auprès aussi des amis de la presse.
Cela va m'obliger à vous lire le texte. Il n'est pas très long, mais je vois mal comment on pourrait faire autrement. Donc, avant de me livrer à quelques commentaires, au nom de la Commission des résolutions je vous lis ce texte.
« Les élections municipales de 1983 seront une étape importante pour consolider et élargir l'implantation locale de la gauche.
Le Parti Socialiste, lui, n'aura en cette circonstance qu'un seul objectif : assurer plus solidement l'une des bases principales de la politique du changement en renforçant la gauche dans les communes dont elle dirige les municipalités, engagnant de nouvelles mairies et en assurant la présence de la gauche dans l'ensemble des mairies.
Il agira avec le souci de poursuivre et parfaire ce qui a été engagé lors de la consultation électorale de 1977, dans le cadre profondément rénové qui est celui de la décentralisation, de la participation des citoyens aux responsabilités.
Dans cet esprit, le P.S. veillera à ce que, conformément aux engagements du Parti et du candidat à la Présidence de la République, il y ait sur les listes socialistes un minimum de 30% de femmes dans les villes de plus de 10 000 habitants et de 20% dans les autres.
(Applaudissements)
Le Parti Socialiste jouera pleinement son rôle de principale force de changement et de rassemblement. Dans chaque localité, en même temps qu'ils rechercheront l'accord entre les composantes de la majorité présidentielle, les Socialistes s'adresseront aux mouvements, associations et organisations démocratiques divers, aux personnalités qui concourent à la politique du changement pour constituer des listes de large rassemblement populaire au premier comme au second tour.
Par rapport au Parti Communiste Français, le Parti Socialiste appliquera pour les élections municipales de 1983 la politique d'union qu'il a maintenue en toutes circonstances, y compris les plus difficiles.
Le Parti Socialiste est le parti de l'union, du rassemblement populaire. Depuis que le Parti s'est constitué à Epinay, l'union a été sa ligne constante. C'est cette ligne qui s'est concrétisée dans la victoire de mai - juin 1981.
Le Parti socialiste fera en sorte que se réalise, dans toutes les communes, sur la base de l'union des partis de gauche, le rassemblement le plus large pour battre la droite, pour battre les adversaires du changement.
La droite, de son côté, se prépare à un énorme effort pour tenter de freiner, à l'occasion de ces élections, l'élan des forces du changement, et limiter d'abord l'influence du Parti Socialiste, principal parti de la majorité.

La Convention nationale du P.S. a pris connaissance des propositions de réforme électorale prévues par le gouvernement pour les prochaines élections municipales. Elle se félicite que, respectueux du pluralisme, le gouvernement de la gauche prévoit la représentation des courants minoritaires dans les conseils municipaux. Ainsi sera mis fin à la situation actuelle où les courants majoritaires sont seuls représentés dans les conseils municipaux des villes. C'est un pas en avant vers une démocratie vivante.

En même temps, ce projet assure des majorités stables pour gérer les communes.

La Convention nationale approuve le projet du gouvernement qui écarte à la fois le mode de scrutin à la proportionnelle intégrale et ses risques d'instabilité, et le mode de scrutin majoritaire, source d'inégalité.

Elle souhaite que ce projet s'applique dans les communes de plus de 2 500 habitants.

(Applaudissements)

Le gouvernement, qui a voulu tenir compte des points de vue divers, prévoit actuellement que toute liste qui obtiendrait plus de 10% des suffrages exprimés au premier tour, puisse se maintenir au second.

Pour le P.S., cette démarche n'a de sens que si les partis de gauche parviennent à un accord politique d'ensemble, et-cet accord lui-même doit reposer sur une confiance mutuelle.

C'est dans cet esprit que nous aborderons les élections municipales de mars 1983, tout comme d'ailleurs nous avons abordé, en leur temps, les municipales de 1977.

Répétons que nous souhaitons qu'il y ait des listes d'union dans toutes les localités dès le premier tour, et nous agirons quant à nous pour y parvenir et si possible pour y parvenir partout.

Naturellement, pour la constitution de ces listes, on tiendra compte des caractéristiques de la situation locale, du bilan des gestions communes et des résultats des dernières consultations électorales de 1981 et de 1982.

Là où, malgré tout, l'accord n'aurait pu se réaliser sur ces bases, il y aurait des listes distinctes au premier tour, étant entendu que, de toute façon, et dans toutes les localités, des listes d'union seront constituées au second tour à la proportionnelle des résultats du premier tour, et que seront mis en place des bureaux municipaux représentatifs de l'ensemble de l'union de la gauche, et cela sur la base de contrats de solidarité de gestion.

C'est sur ces bases politiques que la Convention nationale souhaite que soient menées à bien le plus rapidement possible les négociations avec les divers partis et groupements, et, en particulier, que soient conduits les pourpalers de ces tout prochains jours avec le Parti Communiste Français. Et c'est en ce sens que seront mandatées ses fédérations et ses sections. »

Voilà donc ce que propose la Commission des résolutions. Comme vous le voyez, nous reprenons, avec, me semble-t-il, une réelle précision, cette idée que ces élections municipales doivent servir, et je cite de nouveau, à assurer plus solidement l'une des bases principales de la politique populaire du changement, en renforçant la gauche dans les communes.

Nous savons tous, et nos adversaires aussi, combien l'implantation locale, et notamment municipale, a été une base très importante - très importante - des victoires que nous avons rencontrées à l'échelon national et sur le plan politique général.
Ce qui a été vrai hier dans la lutte pour la conquête du pouvoir politique, est tout aussi vrai maintenant. Il s'agit, maintenant que nous avons le pouvoir politique, de faire triompher, de réaliser le programme du changement en direction de la démocratie socialiste. Tout aussi important.
C'est dire que, pour réussir, nous abons besoin de consolider ce que nous avons, en effet, si bien engagé en 1977.
La pré-commission qui doit faire le manifeste, a déjà commencé à travailler ; maintenant, la commission tout entière va s'y mettre. Mais, dès maintenant, je voudrais attirer votre attention sur les atouts dont nous disposons. Permettez-moi de vous dire qu'en gros, le sentiment qui se dégage des gestions municipales, animées par les Socialistes, et d'ailleurs en général par la gauche, c'est que ces gestions sont bonnes ; c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles on nous a fait confiance sur le plan national : la masse des Français avaient mesuré ce que nous étions capables de faire en tant que gestionnaires des villes de ce pays.
Nous avons donc là un bon bilan.
On parle de notre bilan sur le plan national après un an, mais et eux, pendant ving-trois ? Le moment du bilan viendra, je suis très tranquille à cet égard, mais, pour le moment, c'est le bilan municipal et, je le répète, dans la très grande majorité des cas, nous pouvons avancer la tête haute, pour les villes que nous dirigeons et pour celles que nous ne dirigeons pas et où la comparaison peut être faite avec celles qui sont encore gérées par la droite, et ce, notamment sur un terrain... Il y a des terrains où c'est plus difficile, quand il s'agit du nombre de stades, de la longueur des pistes cyclables, ce n'est pas toujours très facile. Mais il y a des domaines où c'est tout de même très aisé de distinguer une gestion de droite et une gestion de gauche, et si j'en juge par l'expérience que je vis moi-même dans la banlieue lyonnaise, ce que nous faisons, notamment sur le plan social, avec les multiples réalisations pour les travailleurs, pour les familles, le poids dans le budget - et nous avons raison - du Bureau d'aide sociale et de tout ce qui tourne autour de l'aide aux travailleurs les plus défavorisés, français ou immigrés, ça, c'est un bilan très important et que nous devons faire valoir dès maintenant partout, parce que cela, les gens le ressentent, et il faut leur dire ce que signifierait, si par malheur nous perdions telle ou telle mairie, le retour des gens de droite au pouvoir.
Je parlais des stades, tout à l'heure, il ne suffit pas de les faire. Quelles facilités accordons-nous aux travailleurs, aux comités d'entreprise, aux jeunes qui n'ont pas de ressources, pour s'inscrire dans tel ou tel club, pour participer aux activités sportives ? Les mairies de gauche, dirigées par les Socialistes le font. Nous savons comment se passent les choses dans la grande majorité des cas, dans les mairies de droite.
C'est vrai tout au tant pour les activités culturelles, pour l'effort considérable fait malgré la politique malthusienne à l'époque, des gouvernements précédents, en

ce qui concerne la politique scolaire, les constructions scolaires, leur nombre, mais aussi leur qualité.

Bref, mes chers camarades, ne soyons pas embarrassés, nous avons là bien travaillé, alors servons nous de ce travail, de ce bilan.

Et puis, le texte le dit : la décentralisation : si l'on n'en parle pas maintenant, si l'on ne fait pas valoir ce qu'a été cette grande réforme, le gand changement qu'elle apporte et qui commence seulement à être éprouvé, quand le ferons-nous ?

La droite va faire un grand effort, naturellement. Hier, l'un des partis de l'opposition a dit qu'il entendait en faire une épreuve. Je pense que sur ce point, on peut être d'accord, oui, c'est une épreuve, et nous l'affrontons dès maintenant pour les raisons que je viens de dire, et beaucoup d'autres, très tranquillement. Nous devons faire la démonstration de cet appui populaire à la politique du changement dans les communes, mais aussi sur un plan plus général.

Alors, nous allons aller à ces élections, si le Parti en décide ainsi et dès maintenant, avec une nouvelle loi électorale. Là aussi, nous n'avançons pas à reculons, nous apportons à ce pays une loi équilibrée qui correspond à deux exigences que notre expérience, justement, de gestionnaires locaux nous permet de considérer comme très importantes l'une et l'autre : d'une part, que dans chaque ville, tous les courants qui ont une importance réelle puissent se faire entendre dans le Conseil municipal, pas à une proportionnelle rigoureuse, ce qui compte, quand on est minoritaire. Vous savez qu'on ait cinq ou dix élus, ça ne change fondamentalement pas les choses, ce qui compte, c'est qu'on soit là, qu'on puisse se faire entendre et discuter. Cela nous le ferons, alors que jusqu’ici, et Gaston Defferre le rappelait hier à cette tribune, malgré les promesses faites en 1974, on s'était bien gardé de nous offrir cette possibilité.

Nous, nous le faisons, et cela veut dire - je me permets de reprendre cet excellent argument du Ministre de l'Intérieur - que nous ouvrons les municipalités qui dans leur majorité, pour des villes importantes, sont des municipalités de gauche, à l'opposition. Alors, tout de même, quelle preuve mais en est-il besoin, du sens démocratique des Socialistes, de la gauche en général, et est-il besoin de dire plus ?

Mais en même temps, nous avons ce sentiment de responsabilité que les villes doivent être gérées. Le Ministre de l'Intérieur a cité d'autres exemples, j'en avais cité également, on pourrait en trouver d'autres, il y en a tellement, c'est accablant !

Il n'est pas possible que nous condamnions les villes à l'instabilité de gestion et c'est pourquoi il y a cette forte prime - il est nécessaire qu'elle soit forte pour qu'elle soit efficace - aux majorités, dans le système que nous avons mis au point.

Tenant compte de ces deux exigences de stabilité, mais aussi du fait que tous ceux qui comptent puissent être présents, nous avons rencontré une difficulté importante sur laquelle le Parti a beaucoup réfléchi, et compte tenu de l'heure à laquelle - mais c'est un peu une habitude de nos Commissions des résolutions, cela fait partie de nos traditions - s'est terminée la Commission des résolutions,

vous imaginez bien que nous en avons encore discuté longuement.
Je dois dire - ce n'est pas modeste de notre part, nous qui y étions -, à la différence de premières dispositions qui avaient été envisagées, qu'on peut poser la question : faut-il faire qu'il puisse y avoir, au-dessus de 10% des suffrages exprimés, plusieurs listes au second tour ?
Nous sommes là devant un choix difficile parce que nous sommes un peu au point d'équilibre entre les deux exigences.
Majorité solide et, pour ce qui nous concerne évidemment, majorité de gauche - c'est quand même à cela que nous pensons -, devant se dessiner assez fortement dès le premier tour, c'est-à-dire avant le second tour, et pas seulement avant la constitution du bureau municipal qui est l'acte décisif - quoi que ce terme soit un peu impropre ; disons l'acte final -, sinon, nous laisserions encore cette latitude.
Il y a un risque ? Oui, il y a un risque. Il y en a même plusieurs car je voudrais faire observer à ce sujet qu'il ne serait pas bon que nous expliquions notre position, celle que la Commission a pris et qu'elle souhaite vous voir prendre, qu'elle vous demande de prendre, en réfléchissant seulement à ce qu'a été la position exprimée par le Parti Communiste. Naturellement, le Parti Communiste est l'autre parti important de la majorité, mais vous savez très bien que beaucoup de formations, beaucoup de groupements minoritaires dans la gauche, dans le grand mouvement du changement, ont beaucoup réagi, de façon négative, à ce qu'était notre proposition première. Ils y ont vu une limitation, ils y voient de notre part une volonté un peu de corseter ; ils n'ont peut-être pas toujours suffisamment tenu compte de l'autre nécessité, parce que beaucoup d'entre eux se réfèrent, et je pense là à ce que disait Gaston Defferre hier ou que je faisais moi-même, à la IVème République... et ce n'est pas tout à fait hier.
Et peut-être - pourquoi ne pas le dire ? - ont-il eu peur que nous soyons trop forts. Je pense qu'ils ont tort de mal juger de notre comportement possible. En refléchissant à la façon dont nous nous sommes comportés toutes ces années, ces craintes, je le répète, ne me paraissent pas justifiées.
Comme je le disais hier, qu'il y ait un parti prépondérant, c'est une constatation que font les statistiques, mais ce parti n'a pas du tout en tête, et il le montre, de se conduire en parti dominant et encore moins dominateur. Pas du tout. Il sait que, quelle que soit sa force - et mon sentiment est que cette force grandira encore -, il n'assumera jamais seul la politique du changement, la politique de transformation dans ce pays, et qu'il aura toujours besoin quel que soit le rapport des forces, du concours de toutes ces rivières qui font le grand fleuve de la gauche et du changement. Par conséquent, il ne fera rien qui empêchera les autres d'être présents.
C'est bien pourquoi, puisque nous avons senti toutes ces craintes, toutes ces réticences, que nous prenons ce risque, ces risques. Personne ne nie qu'il y en ait. Naturellement, nous espérons que l'esprit de responsabilité sera partagé, qu'il ne sera pas seulement, comme je le pense, dans quelques instants celui de la Convention nationale du Parti Socialiste, mais qu'il sera celui de tous ceux qui se comptent à gauche et dans le mouvement du changement, qu'on ne se servira pas de cette concession à notre propre préoccupation d'ouverture, que nous

assumons hardiment car, si on l'assume, il faut le faire hardiment. N'avançons pas à reculons, je le disais tout à l'heure, pour rendre plus difficile la constitution des majorités de gauche dans les municipalités.
Cela, chers camarades, dépend aussi de nous. Je viens de dire qu'il ne faut pas aller à reculons. Alors, oui, hardiment. Nous devons dès maintenant poser les règles politiques car, en définitive, le problème, vous le savez bien, est politique. Cela a été dit d'une autre façon, et en termes évidemment moins carrés que nous ne le faisons, nous, dans nos débats, par celui que nous connaissons bien et qui a si souvent débattu avec nous d'échéances électorales, par le Président de la République.
En substance, qu'a-t-il dit, en effet, à sa conférence de presse ? Il a fait le rappel de cette vérité tellement élémentaire, mais ce sont souvent les vérités élémentaires qu'on finit par oublier ou négliger : les élections ne se gagnent jamais par des dispositions simplement légales, de loi électorale.
Elle se gagnent par une capacité politique à entraîner les vives du pays, et vous le savez bien, d'ailleurs. C'est beaucoup plus de ce que nous avons discuté, surtout ces deux jours, et pour ma part, je m'en réjouis. Ce parti, dont on dit volontiers parfois - c'est un peu un des procès très injustifié qu'on nous faits - qu'il est étroitement électoraliste, depuis deux jours, il a surtout pensé à la grande bataille engagée pour gagner contre les forces de réaction nationales et internationales, la bataille du redressement économique, et c'est très bien que la Convention ait surtout pensé à cela, ait surtout parlé de cela.
Et vous savez bien qu'en fin de compte, les municipales elles-mêmes, nous les gagnerons surtout si nous avons dans les prochains mois marqué le point décisif, fait reculer ceux qui veulent mettre en échec notre grande tentative, et triomphé des obstacles que ces semaines-ci nous rencontrons sur le chemin, même s'ils sont moins grands qu'on a bien voulu le dire ici et là.
Alors voilà, c'est cela le choix, politique une fois de plus, comme toujours en politique.
Donc c'est aussi notre volonté d'union, telle qu'elle s'exprime dans la tactique, employons le mot qui convient ici, que nous proposons à la Convention nationale, et qui, au demeurant, reprend presque mot pour mot ce que nous avions dit au Bureau exécutif il y a un mois, que vous avez tous lu, et sur quoi, j'imagine, on a débattu.
D'abord, et j'en viens à la dernière partie de mon propos : le Parti Socialiste jouera pleinement son rôle de principale force de changement et de rassemblement, et nous disons : recherchera l'accord entre les composantes de la majorité présidentielle, et s'adressera en même temps aux mouvements, associations, organisations démocratiques divers.
Chers camarades, cela ne doit pas être une pétition de principe ; nous devons partir d'ici, et nous en sommes d'accord, avec la volonté que, pour la constitution des listes - et déjà, je l'espère, le travail devrait être, dans la plupart des cas, commencé -, notre travail devrait être le couronnement du comportement des Socialistes, toutes ces dernières années, s'ils se sont conduits comme au fond nous avons toujours décidé de nous conduire, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas un

groupement de quelque importance, voilre une association locale de quelque importance, avec laquelle nous n'envisagions de mener cette bataille, les uns étant sur la liste, les autres dans les comités de soutien, mais nous devons avoir là tout cet environnement sans lequel, vous le savez bien, nous n'aurions pas passé la barre l'année dernière, et nous ne la passerons pas, dans beaucoup de villes, si nous ne faison pas cet effort, avec les difficultés pratiques que cela signifie, c'est-à-dire de faire que les Socialistes se serrent un peu si on veut qu'il y en ait d'autres avec nous, qui sont en sympathie avec nous, mais qui ne sont pas des Socialistes. Et cela veut dire, bien sûr, entre autres, d'abord ceux avec qui, je vous le rappelle, nous avons travaillé en commun à l'Assemblée Nationale, même s'il y a ici et là, cela fait partie des difficultés avec lesquelles nous vivons depuis déjà pas mal de temps, mais enfin avec lesquels aussi nous avons fait beaucoup de choses tout de même depuis douze ans et continuons d'en faire, le smilitants et les élus du M.R.G.

Mais j'ai dit ausi d'autres forcespolitiques, hier. Nous avons rencontré le P.S.U. ; nous avons rencontré divers groupemetns de la constellation du Gaullisme de gauche ; nous avons rencontré, je cite mais il y en a d'autres, la Ligue communiste révolutionnaire ; nous avons rencontré des représentants de mouvements de l'Ecologie, et nous allons le faire plus encore dans les semaines qui viennent ; mais il ne faut pas que ce soit seulement rue de Solférino, c'est partout, là où les uns ou les autres - ils ne sont pas tous présents partout, tant s'en faut - sont présents, que ces contacts doivent avoir lieu, avec cette volonté de créer, je le répète, cet accompagnement de notre grand mouvement, et puis aussi avec le souci de cette représentation de la diversité de notre société.

J'ai apprécié les applaudissements chaleureux, même s'ils n'ont pas été absolument unanimes, mais je pense que l'unanimité est dans les coeurs, et surtout, surtout, dans la volonté politique. Concernant le pourcentage de femmes socialistes, ou non, elles aussi - il y a beaucoup de militantes, de femmes engagées, dans des mouvements ou groupements, qui ne souhaitent pas appartenir à un parti potitique, mais dont nous savons le rôle dans telle association, dans tel conseil de parents d'élèves -, que nous devons avoir avec nous, 30% au-dessus de 10 000 habitants, 10% dans les autres, et je souhaite beaucoup que le vote là-dessus soit unanime. Je souhaite plus encore - je l'ai dit déjà plusieurs fois mais je ne me lasserai pas de le répéter, parce que c'est l'anniversaire d'une période difficile pour moi à cet égard, à savoir la difficulté que nous avons eue l'an dernier à faire respecter les décisions chaleureuses et enthousiastes de nos congrès quant à la présence des femmes comme candidates dans les circonscriptions et les grandes batailles livées dans certaines fédérations contre l'application de cette décision -, et j'espère naturellement que cette fois, cela suivra. Je disais hier à Martine Buron : « Nous aurons du travail, responsables aux élections, responsables au secteur femmes... », mais la décision doit être appliquée. Pas seulement parce qu'elle est prise, mais parce qu'elle est nécessaire pour la réussite de toute notre politique et la tenue de nos engagements aussi sur cette question.

Seulement, et je ne voudrais pas trop allonger, tout à l'heure nous avons entendu

notre camarade Barrau et je vous demande quelques instants d'attention encore.
Oui, il a raison, nous devons être avec des membres du Parti, bien sûr, mais aussi là encore avec des jeunes animateurs, par exemple, il y en a beaucoup dans nos localités, et qui sont souvent nos alliés, parfois difficiles, mais nos alliés finalement, dans le grand combat. Nous devons faire un effort à cet égard.
Bien sûr, le Parti s'est beaucoup rajeuni depuis dix, douze ans, il y a en effet cette nouvelle génération, et la formule de Lionel Jospin en forme d'interrogation, doit recevoir, à l'occasion des municipales, un début de réponse positive. Et vous savez très bien, entre nous, que s'il y a une génération de mai-juin 1981, elle sera avec le Parti Socialiste ou elle ne sera pas dans le coup.
Aujourd'hui, nou n'avons pas tellement de concurrence. L'alternative, c'est qu'elle soit avec le Parti Socialiste, ou qu'elle se détache de tout cela, avec toutes les conséquences redoutables que cela impliquerait, si vraiment elle s'en détachait. J'insiste donc beaucoup.
Et puis, nous avons entendu hier Bachy, la Conférence nationale entreprises, il ne doit pas y avoir d'un côté les municipales et de l'autre l'activité des entreprises, c'est difficile cela aussi, parce qu'il y a là ausi certaines pesées, mais nous devons avoir une composition plus conforme à cette volonté, qui d'ailleurs triomphe de plus en plus, d'être le grand parti du monde du travail, nous le sommes maintenant incontestablement au niveau des élections, cela ne suffit pas, cela doit se traduire au niveau électoral.
Alors, dernier point, nous irons avec tout cela et nous allons discuter avec les autres, notamment dès mardi, à nouveau avec le Parti Communiste Français, avec la volonté, je reprends les termes, ils sont d'une parfaite clarté, « de rechercher l'union partout, des le premier tour ». Mais, comme nous voulons que l'union soit solide, basée sur les réalités, corresponde à ce que veut la population, à ce que veut le corps électoral dans chaque. ville, alors nous disons des choses toutes simples :
- tenir compte des caractéristiques de la situation locale - chacun apprécie, vous connaissez tous vos villes et vos villages - ;
- tenir compte du bilan de gestion communale - disons qu'à mon avis, en genéral, j'y ferai allusion tout a l'heure, ils sont plutôt positifs ces bilans de gestion communale ; il peut y avoir des exceptions, il peut y avoir des corrections à apporter.
Et puis, nous le mettons expressément dans le texte, cela veut donc dire, mais je crois que le Premier Secrétaire, tout à l'heure, y reviendra lui-même, que pour nous, tout cela sera dans l'acord que nous voulons passer le plus tôt possible, et quand nous disons « le plus tôt possible », nous souhaitons nous que ce soit dès cette semaine, avec le Parti Communiste Français, la référence explicite au résultat des élections de 1981 et 1982.
Ce n'est pas le seul chiffre, mais il n'est pas possible que nous menions cette négociation en mettant ce critère sous la table ; tout le monde le comprend. (Applaudissements)
Donc, pas une exigence insupportable, une prise en compte que nous croyons réaliste et conforme à l'intérêt de toute la gauche, une prise en compte de ce

qu'est la réalité politique d'aujourd'hui : on ne gagne pas des élections en 1983 - excusez-moi de le dire -, et même s'il y a un prolongement stratégique - et je crois que nous y sommes pour beaucoup -, en menant la bataille de 1977. Ça, c'est clair, tout le monde le comprend, et c'est donc aussi ce que nous demandons aux sections et fédérations de faire.
Nous allons, et nous sommes ici réunis comme nous le sommes à la Direction du Parti Socialiste, prendre nos responsabilités, après quoi, ceux qui assument la vie quotidienne de la Direction du Parti - Bureau exécutif, Secrétariat - continueront de prendre les leurs.
Mais, surtout pour ce type d'élections, si chacun ne prend pas ses responsabilités, si chacun, chacune, ne les prend pas là où il est, c'est-à-dire au niveau des localités et des fédérations, alors il ne se passera rien de bon.
Ce ne sera pas facile partout, chers camarades, vous le savez d'ailleurs bien, dans cette Assemblée, ce n'est vraiment pas un scoop ! Vous commencel déjà à le sentir, si vous ne l'avez pas senti dans le passé.
Mais croyez bien que c'est tout à la fois de notre fermeté politique - je dis bien, de notre fermeté politique, l'union c'est aussi la fermeté politique, il me semble que nous en avons administré la démonstration, et ce pays, cette gauche, nous en a donné acte, nous a donné raison - et de notre capacité d'initiative pour rassembler que dépend pour une bonne part, - pas seulement, nous connaissons les autres facteurs, - que 1983, comme il peut l'être, comme il doit l'être, soit un nouveau jalon dans la voie où nous avons déjà tant avancé, après 1981, après ce que nous faisons en 1982.
Chers camarades, allons-y, hardiment.
(Vifs applaudissements)

Le Président - Vos applaudissements ne me dispensent pas de remercier Jean Poperen pour le rapport qu'il vient de nous faire.
J'ai déjà reçu une proposition d'amendement de la fédération des Pyrénées-Atlantiques. Je demande à son représentant de venir défendre sa proposition à la tribune.

Le Délègue des Pyrénées-Atlantiques

La fédération des Pyrénées-Atlantiques propose à la présente Convention d'adopter l'amendement suivant : « La Convention retient le principe que l'âge d'éligibilité pour les prochaines consultations municipales soit ramené à 18 ans ».
« Elle souhaite vivement que cette disposition soit reprise dans le texte législatif portant réforme de la loi électorale des communes françaises. »
Alors, je pense qu'il est inutile de motiver l'amendementet les raisons qui ont présidé à son dépôt. Je dirai seulement qu'il correspond à un souhait qui est celui d'associer toute la communauté locale à la gestion municipale, sans quoi sera exclue une frange de l'électorat, ce qui nous semble, d'une part, préjudiciable à la future gestion des conseils municipaux et, d'autre part, ne correspond pas à la

volonté politique qui est la nôtre d'associer la jeunesse à la gestion, bien évidemment. (Applaudissements)

Le Président - La parole est à Coquart, avec un amendement écrit.

Coquart

Je veux intervenir sur le seuil d'application de la loi dans les communes. Effectivement, nous considérons comme très positif que les communes de plus de 2 500 habitants soient concernées par l'application de la nouvelle loi, mais je crois qu'en ce qui concenre les départements ruraux, une des constatations que l'on peut faire c'est que très peu de communes de ces départements sont concernées, et il ne faut pas voir cela uniquement de Paris, ou de villes, ou de départements très urbains, il faut voir cela également dans les départements de province à dominante rurale.
Je veux donner un exemple : celui de l'Ain. Nous avons vingt-six communes concernées par le seuil de 2 500 habitants, sur 410, et nous aurions quarante-deux communes sur la base de 2 000 habitants, et cette différence porte essentiellement sur les chefs-lieux de canton. Ce sont quinze chefs-lieux de canton qui sont, en plus ou en moins, concernés par la loi. Je pense qu'il n'y a pas de différence de nature fondamentale entre 2 500 et 2 000 habitats, et je propose donc un amendement ramenant la proposition à 2 000 habitants, ne serait-ce que pour prendre en compte, dans le milieu rural, un grand nombre de ces chefs-lieux de canton.

Le Président - Il y a un amendement, allant dans le même sens, de la fédération de la Somme. Le camarade de la Somme considère-t-il que les observations de Coquart reprennent son propre point de vue ?
D’accord ! C’est entendu.
Mélenchon, tu as la parole.

Mélenchon

Je crois que la règle du jeu veut que l'on confronte les conclusions de la Commission des résolutions aux mandats dont nous sommes porteurs par nos fédérations. L'intervention du camarade des Pyrénées Atlantiques sur l'égibilité à dix-huit ans va dans le sens de ce qu'a dit Barrau. Par contre, concernant l'union, mon premier souhait, conformément à mes mandats est que figure - même si, comme a dit Poperen, il est inutile de souligner des points bien connus - une phrase indiquant en toute clarté que l'union est pour nous un combat dans ces élections, et donc que l'on indique que le Parti Socialiste et les militants socialistes agiront pour que l'union soit la règle au premier tour, et les listes séparées, l'exception. Alors, dire « agira » ne nous met pas dans la position ficelée qui consisterait à dire : « Nous décrétons que ce soit la règle. »
Deuxième point : je crois que, compte tenu des explications que j'ai données

hier, il ne surprendra personne qu'il concerne la règle des 10%. Car il me semble ici qu'il faut faire deux observations.
D'abord rappeler ce que j'ai pu exprimer hier sur la frontière de classes, qui fait que ce mode de scrutin rendra moins facile la perception de cette frontière de classes, mais surtout je crois que c'est faire preuve de beaucoup d'optimisme que de miser sur le sens des responsabilités des autres combattante de la gauche, et tout le monde comprendra à quoi je pense, si l'on regarde ce qu'a été la pratique dans les dernières années, et pas plus tard qu'aux dernières cantonales. La règle des 10%, ce n'est pas seulement la troisième liste, mais aussi la quatrième ou la cinquième ; tout dépendra de ce qui aura été marchandé ou non au premier tour.
A partir de là, il est clair aussi que par rapport au mouvement associatif, il faudrait des formules claires, car je rappelle ce qui figure page 49 du « Guide de l'adhérent » : rappel de la notion de masse concernant le mouvement associatif.
Je pense qu'il faudrait conclure, dans l'accord que nous aurons avec ceux qui participeront à nos listes, non seulement un contrat de questions claires, mais un accord d'entrée dans une liste commune dans le cadre du soutien à la majorité présidentielle et aux 110 propositions, sinon c'est la porte ouverte à n'importe quoi à l'intérieur de ces listes de rassemblement.
En ce qui concerne la règle de 10%, nous y sommes fermement et complètement opposés, et je crois que dans ce domaine il faut être lucide et préparer une loi, non pas pour une élection, mais pour l'avenir, et il est impossible de laisser à d'autres les clés de l'union, alors que tout le passé a montré l'usage qu'ils pouvaient en faire.
(Applaudissements)

Le Président.-La parole est à Antonia, qui a déposé un amendement.

Antonia

Mes Chers camarades, il y a, au niveau du parti, au niveau des batailles que l'on mène, une théorie, et en fait, sur le terrain, parfois, au niveau électoral, il y a une pratique. Et je suis heureux de constater qu'il y a des batailles catégorielles à l'intérieur du Parti, entre hommes et femmes, où effectivement on nous propose un quota de 30% d'hommes et femmes. Eh bien, je propose aussi un quota qui correspond à la sensibilité du Parti et aux thème politique du Parti : le Parti Socialiste, parti de lutte des classes.
Or, si c'est un parti de luttes des classes, il faut que la classe opprimée soit représentée, c'est évident. Donc, la proposition est simple : c'est d'accepter qu'il y ait sur les listes électorales au moins 30% d'ouvriers ou d'ouvrières, sur ces listes municipales.
(Applaudissements)
Jusqu'à présent, dans de nombreuses communes et sections, les militants ouvriers (remous dans l'assemblée) ont servi à faire le rapport de force dans les usines, face au Parti communiste. Ils sont utilisés effectivement à certaines tâches politiques, et il ne faudrait pas qu'on leur réserve des domaines de

défoulement. Donc, pour un parti de classes, représentation de classes.

Le Président - Merci. La parole est au rapporteur, Jean Poperen.

Jean Poperen

Sur la proposition de la fédération des Pyrénées-Atlantiques, je dois dire que nous n'avons pas délibéré. C'est un peu dommage que nous ne l'ayons pas eue en Commission... Je ne l'ai pas eue... Comme je présidais la Commission, c'est sans doute que la communication s'est mal faite, mais je ne m'abriterai pas du tout derrière cela. Je souhaite qu'il y ait ici accord pour cette proposition.
(Applaudissements)
Nous avons eu ou failli avoir une petite difficulté avec l'insertion de la disposition concernant la représentation féminine, du fait qu'au niveau gouvernemental, les conditions n'étaient pas réunies là, d'ailleurs, pour des raisons, je dirais, de légalité, de conformité avec la loi, pour que cette disposition fût inscrite.
Je ne souhaite donc pas que nous ayons ici un vote qui risquerait là encore de mettre en contradiction le Parti, par sa Convention nationale, avec ce qui pourrait se passer. Ce n'est pas du tout un enterrement.
La proposition que je fais, c'est que nous ayons mandat, que le Bureau exécutif prenne cette proposition et travaille à la faire aboutir dès maintenant auprès du groupe parlementaire, et naturellement de nos camarades, de nos amis du gouvernement. Mais il faut que nous ayons ici alors un vote favorable et que le Bureau exécutif ait mandat d'agir dans cette direction. Est-ce que la délégation des Pyranées-Atlantiques et le Secrétaire à la jeunesse sont d'accord avec cette formule ?

Le Président - Pas d'opposition ? Tout le monde est d'accord pour procéder ainsi ?
S'il y a une objection, nous allons voter avec les cartes rouges.
Qui est pour la proposition de Jean Poperen ?
…
Avis contraires ?
… Sept avis contraires
Abstentions ?
…
La proposition de Jean Poperen est acceptée par la Convention.
Jean Poperen, tu as la parole.

Jean Poperen - Sur les deux propositions, qui sont tout à fait différentes dans leur contenu, mais qui visent à modifier les dispositions sur lesquelles nous sommes déjà d'accord, donc à charger un peu le bateau, j'interviens.
D'abord, celle des 2 000. Coquart, je comprends bien et je connais un peu la situation de ta fédération, et de beaucoup d'autres, mais je dois quand même

Fondation Jean Jaurès

vous dire qu'il y a aussi d'autres considérations qui nous ont été parfois avancées. Elles n'ont pas été beaucoup développées ici, mais elles le sont tout de même par un certain nombre de camarades, de militants, d'élus, et je dirai, non des moindres.
Or, s'il est vrai qu'il est bon que nous fassions participer le maximum de cités, et notamment beaucoup de ces villes qui sont aujourd'hui des petites villes, mais en réalité intégrées dans des grands ensembles, des grandes constellations urbaines et qui ont donc une mentalité de ville, à notre système qui donne une dimension politique plus nette à l'élection, je crois qu'il ne faut pas quand même faire table rase d'un certain nombre d'habitudes de pratiques anciennes qui continuent quand même à avoir leur poids et toute leur vitalité et que nos camarades eux-mêmes connaissent. Les observations qui nous sont venues de certaines fédérations sont significatives à cet égard dans les petites localités, surtout rurales.
D'après ce que je crois savoir du projet - et je crois que Gaston en a parlé hier - il est question de 5 000. La Convention dit 2 500. C'est un des points sur lesquels nous ne parlerons pas très longtemps avec le Parti Communiste, qui aurait le même point de vue, d'après ce que nous savons d'hier. Eh bien ! 2 500, et restons-en là ! Je souhaite qu'on en reste là.

Le Président - Y a-t-il des observations sur la suggestion de Jean Poperen ? Oui. Alors, nous allons voter.
Qui approuve la proposition de Jean Poperen, au nom de la Commission des résolutions ?
…
Avis contraires ?
… Vingt-deux voix.
Abstentions ?
… Sept voix.
La proposition de Jean Poperen est adoptée.

Jean Poperen - Quant à la proposition de Antonia, j'ai cru comprendre qu'il y avait plutôt approbation. Cette disposition concernant les femmes est d'ailleurs dans le prolongement de dispositions déjà prises à cet égard. Nous allons un peu plus loin, et, je l'espère, avec plus de succès. Et en fait, nous voulons par là montrer que s'il y a des difficultés de caractère légal, institutionnel, à savoir cette disposition dans la loi, nous, nous voulons faire « comme si », et donc nous placer comme, je crois, nous le sommes réellement, dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, par rapport à toutes les autres formations politiques, à la pointe du combat pour l'émancipation réelle de la femme.
Cela a valeur d'indication pour nous, mais valeur d'entraînement par rapport à l'ensemble de la société française.
En fait ce que nous aurions souhaité, si les conditions le permettaient constitutionnellement, c'est que ce fût dans la loi, ce n'est pas possible.
Concernant ta proposition, tu m'accorderas que c'est tout à fait autre chose, et je

dois dire qu'au moment où nous progressons tellement - je veux dire électoralement - parmi les travailleurs, y compris parmi les ouvriers au sens le plus traditionnel du terme, je pense pouvoir dire que nous sommes obligés de voter cette disposition.
Alors, je ne crois pas que cela aura une grande valeur en soit d'entraînement, ce serait plutôt une contre-démonstration
Nous avons à faire cet effort, et ce n'est pas par hasard si j'ai tenu, au nom de la Commission, à dire que par rapport aux préoccupations sociologiques, cela devrait être l'exigence essentielle.
Et je pense peut-être que là-dessus, il faut qu'il y ait une ligne qui fasse donc une référence explicite à l'effort qui doit être fait mais je crois vraiment - et je ne sais pas ce qu'en pense Jean-Paul Bachy - que nous arrivons aux mêmes conclusions. Parler de quota, alors là vraiment pas.
Donc, la proposition que je fais est celle-là.

Le Président - Je crois comprendre que Antonia fait un signe d'assentiment à la proposition de Jean Poperen.

Jean Poperen - Nous arrivons au bout. Il va de soi, et j'espère qu'il n'y a pas non plus dans cette salle de désaccord sur ta proposition visant à souligner notre volonté dynamique par rapport à l'union de la gauche.
C'est une observation qui m'a été faite. J'avais contribué au cours de sa rédaction au sein même de la Commission des résolutions dans l'esprit où tu le dis, et auquel nous sommes d'accord, et de la façon dont tu le dis.
Ecoute vraiment, j'ai même eu le sentiment en relisant le texte tout à l'heure qu'il y avait bien des redites parce qu'on revient sans cesse sur cette idée.
Il y a une idée qui ressort de tout ce texte, c'est que nous voulons l'union, en être les meilleurs artisans sans prendre l'initiative pour des listes d'union dès le premier tour.
Je pense qu'il n'y a pas l'ombre d'un doute sur notre volonté. Je ne suis pas pour rajouter quelque chose.

Le Président - Vous maintenez votre proposition ?
Tu donnes donc ton accord à la proposition de Jean Poperen. Très bien. Nous sommes donc, là aussi d'accord. Jean Poperen continue à avoir la parole.

Jean Poperen - Cela m'ennuie parce que touchant quant à l'esprit, je me sens bien en harmonie, mais je ne me voie pas non plus inscrire dans le texte, explicitement, la référence, pour tout accord de coalition municipale, aux 110 propositions.
Entends-moi bien, je pense que tu me fais confiance à cet égard et à nous tous.
Je n'ai pas en tête, et, je pense, personne n'a en tête de faire je ne sais quelle alliance électorale. Mais devons-nous pour autant décider ici que nous ne ferons alliance dans les 36 000 - il doit y en avoir un peu plus - communes de France qu'avec des gens qui accepteront les 110 propositions ? Il peut se trouver un

Fondation Jean-Jaurès

certain nombre de gens qui ne soient pas d'accord avec les 110 propositions.
Je me permets d'indiquer en outre que, parmi ceux qui ont voté pour François Mitterrand, il devait bien y en avoir quelques uns qui n'étaient pas d'accord avec les 110 mais ils ont pensé qu'il y avait le plus important, qu'il y avait telle ou telle chose et donc ils ont voté, et là ce sera pareil.
Ce qui compte, c'est d'avoir des gens qui sont d'accord sur des points importants alors qu'il y a peut-être une ou deux choses sur lesquelles ils ne sont pas d'accord.
Il faut qu'on soit bien au clair. Il y a des points que nous devons apprécier mais nous n'allons pas tout décider. Les camarades ont toute leur capacité politique. Nous devons considérer que s'il n'y a pas accord sur ces points, nous pouvons faire confiance à nos camarades pour en décider cas par cas.

Le Président - Est-ce que Mélenchon maintient son amendement ? Il le maintient.

Jean Poperen - Je crois que nous sommes d'accord avec cette interprétation.

Le Président - Est-ce que l'amendement est maintenu ?
Mélenchon, de deux choses l'une, ou tu maintiens ton amendement, ou tu retiens les observations de Poperen, c'est l'un ou l'autre... Mais tu as le droit de maintenir ton amendement si tu le désires, on votera dessus, naturellement.

Mélenchon - Je le maintiens.

Le Président - L'amendement étant maintenu, nous allons voter dessus.
Qui est pour l'amendement Mélenchon, cartes rouges à la main ?

Un délégué - Il faut le relire.

Jean Poperen - « La Convention se prononce pour que l'ouverture des listes auxquelles participent les Socialistes aux mouvements associatifs et personnalités se fasse sur la base d'un accord explicite de soutien à la majorité présidentielle et aux 110 propositions de François Mitterrand. »

Le Président- Sous le bénéfice des observations déjà faites par Poperen, qui est pour l'amendement de Mélenchon ?
…
Qui est contre ?
…
L'amendement est rejeté.

Jean Poperen - Sur l'autre, je pense que la Convention non seulement m'autorisera, mais souhaitera que je sois très bref. Il me semble m'en être expliqué très longuement tout à l'heure. C'est un peu le point délicat de notre

Coll. Fondation Jean-Jaurès

débat, je ne vais donc pas reprendre toute l'aurgumentation que j'ai donnée. Chacun aura maintenant à apprécier.
Je pense qu'au point où nous en sommes, l'amendement disant : « n'autorise que deux listes au second tour de m'élection municipale » - puisque c'était le sens de ce qu'à dit Melenchon par rapport aux 10% des suffrages exprimés -, je ne souhaite pas qu'il soit retenu dans l'esprit politique que j'ai dit tout à l'heure, naturellement, et d'ailleurs le texte le dit expressément. Il prend sa signification bien entendu dans une démarche politique d'ensemble. Voilà, je ne me répète pas, je suis contre.

Le Président - Mélenchon maintien-il son amendement ? Il le maintient. Veux-tu en redonner lecture ?

Jean Poperen - « La Convention se prononce pour que la nouvelle loi électorale n'autorise que deux listes au second tout de l'élection municipale. »

Une voix - Cela demande un vote par mandats.

Le Président - Le vote par mandats est-il demandé par 10% des délégués ?
Le vote par mandats n'est pas demandé par 10% des délégués. Il n'y aura donc pas de vote par mandats et nous allons voter avec les cartes rouges sur la proposition de Mélenchon que Poperen vient de relire.
Qui est pour cette proposition ?
… 44.
Avis contraires ?
… 109.
L'amendement est donc rejeté par 109 mandats contre 44.

Jean Poperen - Par 106 contre…

Le Président - Cela ne change pas grand chose. 106 contre 44, c'est le chiffre final sur lequel nous sommes tous d'accord.
Y a-t'il des abstentions ?
… Vingt-et-unes.
Nous allons maintenant procéder au vote d'ensemble sur les propositions de Jean Poperen faites au nom de la Commission des résolutions. C'est un vote global sur le texte. Qui est pour mandat rouge à la main ?
…
Qui est contre ?
Il n'y en a pas.
Abstentions ?
… Quinze.
A l'unanimité moins quinze abstentions, les propositions faites par Jean Poperen au nom de la Commision des résolutions sont approuvées par la Convention nationale.

Fondation Jean Jaurès

Il nous reste maintenant la résolution politique. La parole est à André Laignel.

André Laignel

Mes chers camarades, il ne vous étonnera aucunement que si la Commission des résolutions a eu un échange de vues sur les problèmes internationaux brûlants que nous connaissons, c'est néanmoins les questions économiques et sociales qui ont occupé le principal de son temps.
Le texte que je rapporte devant vous est un texte unanime de la Commission des résolutions, qui a été préparé par Jean Ponteau à la tête d'une Commission, revu par Christiane Mora et moi-même, et qui a été largement et longuement examiné par la Commission des résolutions à une heure très avancée du petit matin.
Ce texte s'organise autour de quatre thèmes.

- Tout d'abord, l'analyse des causes de la situation économique que nous connaissons, de la très lourde responsabilité que porte la droite, tant dans sa gestion passée que par l'intermédiaire des forces socio-économiques qui aujourd'hui sous-tendent son action.
- Le deuxième point, c'est la réaffirmation tout à fait claire face à tous ceux qui voudraient bien nous entendre e le contraire que les objectifs de la gauche, que les objectifs du Parti Socialiste, sont inchangés.
- Le troisième point, c'est l'affirmation que les Socialistes approuvent les mesures prises par le gouvernement, mesures qui me semblent totalement adaptées aux nécessités de l'heure.
- Mais, et c'est le quatrième point, nous affirmons très concrètement, très vigoureusement, que nous ne pourrons parvenir au redressement indispensable que si nous avons l'appui de l'immense masse de la population.

Je vais vous donner lecture de ce projet de résolution.
« Le Parti Socialiste a tenu sa Convention nationale extraordinaireles 19 et 20 juin à Cachan en présence de la presse.
Un an exactement après que le vote largement majoritaire des citoyennes et des citoyens ait amené les forces de gauche au pouvoir, et en particulier une majorité absolue de députés socialistes à l'Assemblée Nationale, l'ensemble des délégués à la Convention nationale du P.S. a examiné la situation politique économique et sociale de notre pays dans un environnement international alourdi.
L'opposition de droite cherche à faire oublier totalement la responsabilité qui est la sienne alors qu'elle a géré notre pays depuis 1958. Au contraire, elle encourage les réactions inciviques face à une politique gouvernementale qui vise à restaurer la position nationale et internationale de notre pays, et elle multiplie les provocations verbales et les manifestations d'hostilité face à la grande avancée sociale qui est en cours de réalisation dans notre pays.
Quant à l'héritage qui nous a été légué, c'est une industrie française où l’investissement ne cessait de s’affaisser, l’endettement de croître et qui s’effondrait par pans entiers. Cette politique dite de défense du franc était d’ailleurs plus apparentes qu'efficace, les gouvernements Giscard/Barre/Chirac

laissant à plusieurs reprises le franc flotter, pour procéder à des dévaluations sans le dire. Le franc a perdu ainsi près de la moitié de sa valeur par rapport au deutsch mark, sous le précédent septennat.
Il est vrai aussi que la politique voulue par les milieux capitalistes, en particulier aux Etats-Unis, pèse lourd sur l'économie française. Cette politique « monétariste » de forts taux d'intérêt et de réduction des dépenses sociales aggrave la crise au seul profit des milieux d'affaires.
La dévaluation récente résulte largement de la gestion passée de la droite et des attaques spéculatives internes et externes contre la politique de changement.
L'attitude du C.N.P.F. et de Monsieur Gattaz est particulièrement significative. Il ne réclame rien moins à la gauche que l'abandon de sa politique au profit de celle de la droite.
Les objectifs de la gauche n'ont pas changés et ne changent pas : réaliser la justice sociale par le développement économique et une autre répartition de la richesse nationale, en particulier par la réforme de la fiscalité ; développer les investissements publics ; reconquérir le marché intérieur ; donner toute jour efficacité économique aux entreprises nationalisées…
Dès le 10 mai 1981, la gauche a clairement refusé la voie du déclin. Par une politique économique tout à la fois ambitieuse et responsable, le gouvernement a agi pour l'emploi et la relance de l'activité industrielle. De premiers succès ont été remportés dans la lutte contre le chômage, et la croissance se situera en 1982 autour de 2%. Par une politique de solidarité, le gouvernement a réhaussé de manière signilicative les revenus des catégories les plus faibles et recruté nombre d'agents indispensables aux services publics. Bien que le taux d'inflation ait augmenté moins rapidement qu'avant le 10 mai, il faut s'attaquer maintenant avec plus de détermination encore à ce fléau, cette action se conjuguant avec la nécessaire poursuite de la lutte contre le chômage qui a commencé à porter ses premiers fruits.
La Convention approuve les mesures prises par le gouvernement. Elles doivent permettre une lutte résolue contre la hausse des prix, les marges et les profits spéculatifs. C'est là affaire de rigueur et de mobilisation. Dans cet esprit, le P.S., conscient des conséquences qu'entraînerait un échec, appelle les travailleurs et les mouvements de consommateurs à y contribuer par une vigilance active. Les élus socialistes prendront également des initiatives dans ce sens.
Si, pour casser la spirale inflationniste, il faut bloquer les salaires, la grande majorité de salariés est sans doute prête à accepter une telle rigueur. Mais cette rigueur deviendrait innaceptable si les autres agents économiques refusaient de jouer le jeu.
La rigueur n'est acceptable que dans une solidarité accrue et le renforcement de la lutte contre les privilèges. A plus forte raison, il ne saurait être question que soit retardée la mise en oeuvre des lois portant extension des droits des travailleurs. Le P.S. demande au gouvernement d'exercer une surveillance particulière des revenus non salariaux. Il ne serait pas admissible que certaines catégories professionnelles profitent systématiquement de l'inflation quand la masse des travailleurs lutte pour défendre son pouvoir d'achat. Les modalités de

sortie du dispositif de blocage des prix devront être préparées pour éviter alors toute flambée des prix et aménagées pour tenir compte de la façon dont la politique aura été appliquée.
D'autre part, si le blocage des prix devait mettre telles ou telles entreprises dans une situation temporairement difficile, l'aide qui leur serait apportée, comportant le cas échéant un relais bancaire, devra faire l'objet d'un contrôle strict et précis.
Il ne saurait être question que de nouvelles aides publiques soient accordées aux entreprises sans que le patronat s'engage à investir où embaucher. L'intérêt du pays prévaudra sur les égoïsmes à court terme ou les tentatives de revanche de classe.
Le Parti socialiste appelle les Françaises et les Français à se mobiliser pour la réussite des mesures économiques proposées au Pays par le gouvernement de la gauche.
Les difficultés qu'il nous faut vaincre requièrent la détermination de chacun dans la lutte contre l'inflation et pour l'emploi.
L'enjeu est clair, il est plus que jamais la consctruction d'une société de responsabilité et de justice.
Avec toutes les forces de la France, il nous faut réussir.
(Vifs applaudissements)

Le Président - Je remercie André Laignel. Y a-t-il des amendements ?
Il n'y en a pas.
Nous allons voter sur le texte rapporté par André Laignel.
Qui est pour ?
…
Avis contraires ?
… Il n'y en a pas.
Abstentions ?
… Il n'y en a pas.
Le texte rapporté par André Laignel est adopté à l'unanimité de la Convention.
Et maintenant la parole est au Premier Secrétaire du Parti, Lionel Jospin.
(Très vifs applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, le sujet de cette Convention extraordinairedu Parti Socialiste était donc les municipales et leur préparation. Naturellement, nous avons élargi le cercle de nos préoccupations ne pouvant, bien sûr, rassemblant le Parti dans une Convention, faire abstraction du contexte économique et social et des mesures prises par le gouvernement. Enfin, comme toute Convention nationale, fut-elle extraordinaire, il était normal que la Direction du Parti rende compte de son activité. Cela fut fait par le rapport introductif de Jean Poperen, en tout cas la première partie de ce rapport, consacrée effectivement à l'activité du Parti depuis le dernier Comité directeur.
Outre l'analyse politique nécessaire, à laquelle il s'est livré, je crois qu'il a décrit

Fondation Jean-Jaurès

de façon impressionnante l'activité du Parti Socialiste et aussi de sa direction, et j'espère que cela répond à ceux qui se préoccupent de savoir si notre formation politique vit et agit.

La Convention a débattu, elle a réuni une Commission des résolutions, et celle-ci, après avoir terminé ses travaux, a rapporté, et vous venel de voter, de décider de l'adoption d'une procédure pour élaborer le manifeste municipal du Parti Socialiste, car le Parti ne va pas simplement aux élections municipales pour battre la droite, pour s'allier avec d'autres forces de gauche, pour faire passer le changement, il y va aussi tout simplement pour gérer des villes, pour se mettre au service des hommes et des femmes de ce pays dans les municipalités, et il le fait sur des propositions concrètes. C'est celles-là qu'on trouvera dans le manifeste municipal.

Nous avons mis au point une procédure de désignation de nos candidats, et cela aussi est révélateur de ce qu'est le Parti Socialiste, formation qui ne laisse pas au hasard, aux groupes ou aux notables le soin de décider qui a, en son nom, l'honneur de briguer les suffrages du peuple.

Il a adopté, nous avons adopté un texte sur les élections municipales, illustré tout à l'heure par Jean Poperen dans le rapport de la Commission des résolutions, et qui dit clairement ce que sont nos alliances et notre stratégie dans dans cette affaire.

Enfin, un texte de résolutions politiques que vient de présenter André Laignel, adopté à l'unanimité, et qui me semble clair.

Intervenant moi-même, en clôture de cette Convention, j'interviendrai d'abord sur son objet principal. Je dirai ensuite quelques mots, mais très brefs compte tenu de l'heure, de la situation internationale, et je consacrerai enfin quelques commentaires sur les nouvelles mesures économiques et sociales proposées par le gouvernement.

Sur les municipales, il est clair, bien sûr, que le résultat de ces élections en 1983 dépendra non seulement de nos propositions, non seulement de la qualité des hommes et des femmes qui se présenteront en notre nom, mais dépendra aussi de la situation générale du pays, peut-être même de la situation internationale à ce moment-là, et c'est pourquoi finalement le lien, qui paraît venir par accident, entre les deux thèmes principaux de cette Convention, est finalement logique.

Cela dépendra donc de ce que nous ferons nationalement, de ce que seront les aléas et les contraintes, nationaux et internationaux, mais ce que nous allons engager à partir de cette Convention, par notre mouvement volontaire, est très important.

Ce que nous avons fait déjà compte aussi, car je pense, et sur ce terrain il y aura quelques différences avec les élections cantonales, qu'au moment où les Français auront à porter jugement, non seulement sur telle ou telle politique nationale, mais sur la façon dont étaient gérées les villes dans notre pays depuis 1977, et je crois que confiance sera apportée a nos élus et a notre gestion, car il est vrai que l'on ne gère pas les villes à gauche, que l'on ne gère pas les villes dirigées par les Socialistes, de la même manière qu'on les gère à droite.

Et cette génération d'hommes et de femmes, parfois anciens, ayant porté les

traditions, souvent nouveaux, à la fois militants et devenus élus, qui a dirigé de nombreuses villes en France, et notamment de nombreuses grandes villes, elle a fait, je crois, ses preuves et c'est bien parce qu'elle a réussi à témoigner au quotidien que le Socialisme, ce n'était pas seulement une projection sur l'avenir, mais qu'on pouvait agir pour lui tout de suite en changeant les choses, que nous avons été capables, avec cette génération, de remporter les échéances nationales, que pourtant on nous disait incapable de conquérir les élections présidentielles et les élections législatives.

Quand nous reviendrons sur le terrain, dans la cellule de base de la vie démocratique française, je pense que ce jugement sera porté et que cela nous aidera.

A partir de maintenant, nous allons préparer le manifeste municipal, vous allel, dans les sections et dans les fédérations, commencer à procéder aux désignations. Il faudra bien sûr être de plus en plus présents au fur et à mesure que nous nous rapprocherons de l'échéance, sur le terrain.

Mais il ne faut pas seulement penser à nous, à ce que nous ferons nous, même si cela est décisif ; il faut aussi s'interroger sur la stratégie que nous allons mener dans cette campagne, avec quelle volonté la mènerons-nous, avec quels partenaires ?

Nous aurons bien sûr l'intention, dans les discussions qui s'ouvriront - cela est légitime - de défendre du mieux possible - vous aurez à le faire là où vous êtes - les positions du P.S. telles qu'elles ont été sanctionnées par le suffrage universel depuis un an.

Notre volonté, c'est de gagner, et pour gagner, de rassembler nos partenaires naturels - ce seront ceux de la gauche. Jean Poperen a dit qu'il fallait rassembler, je crois que c'est juste.

Nous avons, de ce point de vue, un certain nombre d'habitudes, parfois contestées, avec le Mouvement des Radicaux de Gauche. Je crois qu'il serait bon d'avoir la sagesse de ne pas les oublier trop vite, sur la base de notre nouvelle puissance.

Il faudra ouvrir nos listes à des sensibilités diverses, vers des courants qui se situent ou qui prétendent se situer - en tout cas ils sont classés par les spécialistes de Sciences politiques - plus à gauche que nous, vers d'autres courants, mouvements représentant une sensibilité dansle pays, écologiste, féministe.

Je crois que cela est juste et je crois qu'il faudra le faire, à condition bien sûr que ces mouvements, que ces personnalités le veuillent, et qu'ils choisissent.

Il serait difficile de comprendre que certains puissent à la fois manifester contre le Président de la République, bien que le droit de manifester, y compris contre le Président de la République, soit un droit absolu, qu'ils puissent manifester avec des slogans parfois un peu curieux contre le pouvoir de la gauche, et contre le Président de la République, et qu'ils veuillent avec nous partir sur des listes aux élections municipales.

(Applaudissements).

Il faudra donc de ce point de vue faire preuve d'ouverture et d'esprit de logique,

Fondation Jean-Jaurès

d'esprit de bon sens.
Au coeur, comme souvent des discussions qui vont s'ouvrir, se situent les relations avec le Parti Communiste. Nous voulons tous l'union. Je crois que cela a été manifeste à nouveau dans cette Convention, dans les débats, et dans le texte que nous avons adoptés.
Ce Parti a réuni des instances dirigeantes à Arcueil. Nous nous sommes réunis à Cachan. J'apprenais de Jacques Carat, qui nous a accueillis si bien hier dans sa ville, qu'Arcueil-Cachan s'était séparé sur le plan municipal, en 1923, deux ans après que le Parti Communiste et le Parti Socialiste se furent séparés sur le plan politique. Je ne prétends pas que cette proximité due au hasard - mais après tout, l'inconscient a aussi sa force, peut-être - signifie que d'Arcueil hier et de Cachan aujourd'hui pourrait sortir un nouvel accord sur les municipalesd'Arcueil-Cachan.
Nous en ferons l'expérience, certains concrètement, d'ici quelques jours, et notamment d'ici mardi. Mais je crois qu'il faut, au moment où nous gouvernons avec les Communistes, ainsi qu'avec d'autres, il faut garder l'esprit unitaire, et surtout un état d'esprit de respect à l'égard de nos partenaires.
Nous devons respecter les partenaires communistes et donc traiter le Parti Communiste comme une force libre.
C'est pourquoi je crois que la Convention, forçant un peu sa réaction spontanée - je le dis en tant que Premier Secrétaire - doit remercier ici les Secrétaires fédéraux qui ont été peut-être un peu a contrario de leur mouvement instinctif, de ce qu'ils avaient entendu chez eux, dans leurs fédérations, pour faire le choix, plus difficile peut-être, mais que je crois juste politiquement, de la responsabilité. Je crois très franchement, et c'est ce qui justifie l'attitude que j'ai adoptée assez vite dans ce débat sur les listes, que l'on ne peut conduire notre partenaire à l'union, que l'on ne peut le forcer à l'union dans les élections municipales, qu'on ne peut avoir l'illusion de la ligoter dans les fragiles bandelettes d'un texte juridique. Le Parti Communiste doit être libre de ne pas user de l'arme qu'il réclame pour se rasséréner, paraît-il, il doit être libre de choisir l'union dans les municipales.
Il l’a choisie après des hésitations - quelles hésitations - pour les élections présidentielles ; il l’a fait ensuite clairment, sans ambage, pour les élections législatives. Comment pourrait-il ne pas le faire pour les élections municipales ?
(Applaudissements).
Les dirigeants du Parti Communiste doivent comprendre dès maintenant qu'ils ne peuvent pas attendre de nous - quand je dis nous, chers camarades, je parle de la Direction du Parti Socialiste, qui vient là de se rassembler en Convention pour trancher ; je parle du Bureau exécutif du Parti Socialiste dont c'est la vocation hebdomadaire de diriger ; je parle du Comité directeur que nous réunirons en septembre ou à tout autre moment si cela est nécessaire, et je ne parle que de cela - la prétention exorbitante de voir nos candidats se retirer à priori devant les leurs là où le suffrage universel les a placés, une fois, deux fois, trois fois et souvent nettement devant ses propres candidats.
(Applaudissements).

Qu'on sache bien, et je veux le dire clairement, bien sûr, à l'attention prioritaire de nos camarades communistes, que lorsqu'il s'agit de négocier des accords politiques, qu'ils portent sur les questions électorales ou sur d'autres questions, c'est le Parti Socialiste, lui seul, qui négocie ces accords politiques sur la base des mandats qui lui sont donnés par ses militants et par ses fédérations.
Il ne faudra pas chercher ailleurs, car cela ne sera pas possible, ce que le Parti Socialiste aura lui à accorder dans des discussions honnêtes.
(Applaudissements).
Il faudra faire preuve de raison. Je l'ai dit, cette raison inspire le texte que nous avons adopté. Il faudra faire preuve d'esprit unitaire, et pas de cette boulimie que nous reprochait je ne sais plus quel dirigeant du Parti Communiste.
Nous savons bien qu'il ne suffit pas, dans un certain nombre de villes, que les candidats du Parti Socialiste, aux élections présidentielles, aux élections législatives, voire aux élections cantonales, soient passés d'extrême justesse devant les candidats communistes, pour qu'automatiquement, sans tenir compte des considérations locales, sans tenir compte des forces respectives, sans tenir compte aussi du fait qu'un maire qui a dirigé sa ville peut prétendre honnêtement recevoir peut-être un vote qui lui est propre, qui confirme cette gestion, et que dont il faudra examiner les choses avec raison, avec esprit de raison.
Mais je voudrais répondre à ce dirigeant communiste qu'entre la boulimie qu'il nous reprochait indûment et l'anorexie qu'il pourrait nous suggérer il y a un juste milieu dont nous nous occupons sérieusement.
(Applaudissement).
Je crois bien sûr que le Parti Communiste qui s'est trop battu pour cela, ne peut pas attendre de nous, de la gauche, ne peut pas attendre de ceux qui voteront dans ces élections municipales, qu'on renonce à priori lorsqu'il y a discussions, lorsqu'il y a débats, à la sanction du suffrage universel.
Il serait quand même amusant de voir, et je le dis en badinant, croyez-le bien, nos camarades du Parti Communiste vouloir restaurer cette curieuse institution qui présida à l'accouchement difficile de la troisième République : les sénateurs inamovibles.
C'est pourquoi, puisqu'il s'agit que la proportionnelle puisse jouer d'une certaine façon dans ce système, qu'elle jouera également à gauche dans l'hypothèse où il ne pourrait pas y avoir accord sur la tête de liste.
Nous arriverons, à mon avis, à un bon accord. Il y aura d'autres choses à discuter bien sûr que les chiffres, il faudra parler conceptions, solidarité de gestion, il faudra faire le bilan des expériences dans des périodes plus difficiles, qui sont derrière nous, mais dont on ne peut pas exclure à priori qu'elles puissent un jour se trouver devant nous.
Je souhaite que cet accord se fasse le plus vite possible et notre délégation sera mandatée mardi pour cela. Mais nous mandaterons aussi, si cela est nécessaire, et si cet accord n'apparaissait pas pouvoir se faire immédiatement en raison de l'attitude de nos partenaires, nos sections et nos fédérations sur les lignes qui sont celles du texte adopté tout à l'heure, ce qui veut dire qu'à partir de maintenant, et quel que soit cet accord auquel nous souhaitons parvenir en haut,

nos sections et nos fédérations sachent sur quelle base éventuellement elles doivent discuter avec nos différents partenaires.
Et dans cette discussion, chers camarades vous pourrel compter sur l'appui de la Direction du Parti pour vous aider.
Le deuxième point de mon intervention, je le consacrerai aux questions internationales dont je pense qu'il serait dommage de les exclure totalement des discussions. Mais je les bornerai, excusez-moi, à des remarques très schématiques et très réduites.
Jamais, je crois, les questions internationales n'ont autant pesé sur notre vie intérieure, vie nationale, vie collective, et même addition des vies individuelles.
Nous le constatons cette semaine sur le plan économique, nous le constatons sur le plan des relations entre les pays capitalistes développés, entre les grandes puissances, puisqu'il suffit que telle ou telle grande puissance, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, d'autres encore, choisissent une hiérarchie d'objectifs économiques de valeurs, de projets sociaux différents de la nôtre, pour que la politique que nous voulons mener, malgré sa logique, sa justice, son caractère cohérent, rencontre des freins, des difficultés dont nous pensions qu'elles seraient moins lourdes.
Mais il faudrait aussi, si j'avais le temps, nous le ferons en d'autres circonstances, analyser les relations entre le Nord et le Sud, mettre en lumière ce puissant mouvement de délocalisation des industries du vieux Monde développé vers les lones du tiers-monde où la technologie étant elle aussi transférée avec les capitaux, la main-d'oeuvre étant habile, on peut produire dans des conditions d'efficacité pratiquement égale à celles qui existent dans les pays développés, mais où les conditions politiques étant différentes, les conditions sociales étant différentes, parce que les peuples sont écrasés, les mouvements d'opposition sont interdits, que le pluralisme n'a pas droit de cité, parce qu'on n'accepte pas le droit des syndicats à se battre, le droit de revendication, la limitation du domaine de l'exploitation... Alors on arrive dans ces pays à des taux d'exploitation de la main-d'oeuvre qui font que c'est la main-d'oeuvre qui redevient à nouveau l'élément de concurrence décisif.
Comme on écrase la main-d'oeuvre de ces pays, celle-ci ne peut pas participer au processus de développement qu'appelaient les pionniers du Socialisme, et donc les produits qui sont fabriqués sur place ne peuvent pas être vendus sur le marché intérieur.
En conséquence, les pays sous-développés qui sont les producteurs nouveaux, exportent sur les marchés des pays développés, parce que cela existe, ce sont les marchés de consommation : on a déplacé les lieux de production mais on n'a pas déplacé les lieux de consommation.
Dans cette analyse économique, sociale, politique, les régimes de dictature se multiplient sur la planète, dans le tiers-monde, étant justement destinés à assurer ces conditions exceptionnelles, anormales, d'exploitation. C'est dans cette analyse économique, politique, et sociale où le B.I.T., organisation internationale du travail, devrait être aussi important pour réglementer la concurrence que l'est le G.A.T.T. par exemple, ou le Fonds Monétaire

International.
C'est dans cette analyse des racines de l'exploitation de domination à l'échelle mondiale qu'on trouve aussi les éléments de toute une série de conflits qui déchirent la planète.
Sur le plan international, il faudrait parler des problèmes de la course aux armements, du désarmement et de l'attitude prise par le Parti Socialiste qui, comme vous le savez, a fait ses propositions, qui doivent être diffusées sous forme de brochures dans les fédérations ; des exemplaires ont déjà été envoyés mais la brochure sera diffusée et nous avons, sur ce point, voulu raison garder et montrer que c'était d'abord vers les deux principales grandes puissances où s'accumulent les arsenaux de la planète, qu'il fallait faire porter, et de façon symétrique et égale, les responsabilités.
Je mentionnerai simplement deux points pour en finir avec ces remarques trop succinctes sur les questions internationales.
Au Proche-Orient, vous connaissez la longue tradition d'amitié avec le peuple d'Israël, du Parti Socialiste français ; cette tradition et cette amitié, nous n'avons nulle raison de les démentir. Mais je crois qu'il était très important, face à l'invasion de l'armée israélienne au Liban, face aux conséquences humanitaires immédiates de cette invasion, face aux conséquences à court terme pour le Liban, ce petit pays qui n'en peut plus de payer pour les fautes des autres, face aux conséquences à moyen terme de cette invasion pour la stabilité des régimes de la région, pour le risque d'un affrontement direct entre les deux superpuissances à travers un Yalta qui traverserait le Liban, une nouvelle fois éparpillé, écartelé, il était important, dis-je, que le Parti Socialiste, justement parce que ses positions d'amitié sont connues, que le gouvernement français, justement parce qu'il a pris les choix qui sont les siens, disent clairement qu'il ne pouvait pas être accepté l'intervention, ses méthodes et ses conséquences. C'est pourquoi je renouvelle la condamnation de l'invasion israélienne et je demande en votre nom le retrait des troupes israéliennes du Liban !
(Vifs applaudissements).
Autre conflit sur lequel je voudrais dire un mot, même si dans les circonstances actuelles, son aspect émotionnel, dramatique et humain est quelque peu atténué, c'est le conflit des Malouines.
Vous connaissez les positions du Parti Socialiste et celles du gouvernement ; je ne vais pas les rappeler ici. Je voudrais simplement dire que puisque maintenant la résolution du Conseil de Sécurité a été en quelque sorte appliquée, que l'intervention militaire que nous avons condamnée a été stoppée, quoi que nous ayons pensé des conditions dans lesquelles cela a été fait, quoi que nous pensions sur la question de la souveraineté des Malouines, il est vrai que nous avons manifesté, en tout cas le gouvernement, notre solidarité avec la Grande-Bretagne, et je crois que cette position était juste. Elle était, pour le Parti Socialiste, en termes au moins de sensibilité, en termes de compréhension de l'aspiration à la fierté nationale des peuples du tiers-monde, difficile à appliquer. Je crois qu'il faut dire maintenant, et je le demande au gouvernement français, je pense qu'il est temps de demander à la Communauté économique européenne,

maintenant, de lever les sanctions économiques contre l'Argentine. (Applaudissements).

Je voudrais en venir maintenant, pour finir, au dernier point de mon intervention portant sur les mesures économiques et sociales récentes adoptées par le gouvernement.

Avant d'en venir au fond, on me le pardonnera, je voudrais faire quelques remarques préalables touchant à des problèmes de déontologie, c'est-à-dire touchant à l'idée qu'on peut se faire d'un débat se développant sur ces questions, sur un sujet aussi important dans l'opinion et dans la presse.

Je voudrais dire très nettement, et je le fais en souriant, que l'on ne doit pas mener ce débat en prêtant à quiconque des protagonistes de cette discussion, notamment à l'individu que je suis et, si l'on oublie l'individu, au Premier Secrétaire du Parti Socialiste que je suis, des propos qui n'ont pas été tenus, en utilisant par ailleurs, des confidences de couloir dont je trouve qu'elles sont bien regrettables.

Il m'a toujours semblé que la qualité d'un journaliste était de contrôler ses sources. Je constate que cela n'est pas toujours fait ; j'en ai un exemple peu important et aimable, je le donnerai.

Rencontrant des journalistes, l'autre jour, l'un d'entre eux me demande au siège du Parti Socialiste, à la veille de cette Convention, pour leur donner des éléments d'appréciation, donc publiquement, l'un me demande donc que pense le Parti Socialiste par rapport à cette houle qui se lève. Et je lui réponds : « Vous savez, la houle… », instruit que j'étais par Paul Quilès ; je savais un peu cela aussi de mon côté, mais enfin, je lui réponds : « Vous savez, la houle, c'est une source d'énergie. » Et je brode sur les termes des flotteurs, des capteurs nécessaires à utiliser cette énergie, éventuellement pour partir en avant et plus loin... Et je lis, dans un article aimable, en première page d'un journal du matin, quotidien (rires), je lis en première page, dans un article aimable à mon égard, car on me disait que j'étais le moins sectaires des dirigeants socialistes, ce qui me changeait du titre d'un autre journal qui disait que, sur un sujet dont je parlerai dans un instant, j'avais fait un discours sectaire, je lis donc : « Ce Premier Secrétaire est une mine de formules, il a répondu à la question dont je viens de vous parler en disant : la houle est une source d'espoir. »

Comment étions-nous passés de l'énergie à l'espoir ? Je ne pensais pas que j'avais convaincu si vite !

(Rires et applaudissements)

Cela, c'est la partie badine, mais c'est quand même étrange que les journalistes étant là, m'étant exprimé clairement et n'ayant pas, cette fois-ci, bénéficié de confidences de couloirs, aient pu transcrire ainsi une réponse qui, pourtant, était claire.

Le ton devait être moins badin pour aborder l'autre problème... J'ai lu avec stupeur, au lendemain d'une réunion du groupe socialiste, que j'avais fait un discours incroyablement sectaire, et que j'avais déclaré notamment après une polémique avec Gisèle Halimi, que je vois en face de moi et avec qui je ne savais pas que nous avions eu un argument économique d'une telle intensité,

« que l'inflation n'était que l'expression de la lutte des classes », encore que, si je l'avais dit, cela ne m'aurait pas paru si idiot. Mais, je me souviens très bien de ce que j'ai dit, il y a quelques témoins ici qui étaient au groupe.

Dans une intervention brève, qui n'était pas destinée à publication car je n'ai fait aucune déclaration, aucun discours - je n'ai pas donné de communiqué à l'AFP, donc il faudrait quand même se renseigner, éventuellement, auprès de moi pour savoir si j'ai dit quelque chose et ce que j'ai dit -, je me souviens très bien avoir dit : « Je connais les distinctions classiques : l'inflation par la demande, l'inflation par les coûts, l'inflation importée… » Je n'ai pas dit moi-même, mais d'autres l'ont fait et j'aurais pu le dire, que je connais les causes structurelles de l'inflation qui existe en France, mais j'ai ajouté : « Il me semble qu'il y a autre chose, qu'il y a une autre dimension et qu'il faut l'avoir à l'esprit, c'est que l'inflation est aussi le résultat du combat monétaire. »

Voilà l'expression que j'ai employée, et non pas du tout la « lutte des classes », mais du « combat monétaire », mené par des catégories sociales pour garder ou accroître leur part du revenu national.

Est-ce une idée stupide ? Un journaliste des « Echos » s'est permis de faire un édito avec, comme titre : « Oh, l'imbécile ! » Charmant personnage que je ne connais pas ! Est-ce une idée stupide, née dans un esprit dogmatique ?

Ce journaliste des « Echos » soutient, lui, que l'inflation ne doit évidemment rien, ni de près ni de loin, à l'affrontement supposée de catégories sociales antagonistes. Je dois dire que ce genre d'affirmations, dans un des principaux journaux économiques français, atterre effectivement sur le niveau d'information qui est donné aux Français, compte tenu de ce qui est dans l'esprit du moindre étudiant de première année en Faculté économique !

En tout cas, ce genre d'affirmation ferait sans doute sourire M. Bouba, grand spécialiste de l'inflation en France, professeur éminent dont j'avais tiré, je m'en souviens, dans un autre cours que je faisais, la citation suivante : « L'inflation est le processus cumulatif de hausse des prix qui résulte, durant une période, du combat monétaire mené par les divers sujets économiques, pour maintenir ou accroître leur revenu réel ou leur capital réel, alors que la masse globale des biens disponibles dans l'économie est insuffisante pour satisfaire simultanément toutes ces exigences. »

Cela a dû irriter, du point de vue économique, Jean Boissonnat qui, chaque matin, vous le savez, défend l'idéologie qui inspire l'action du gouvernement de la gauche, et avec quelle quotidienneté ! (Rires et applaudissements) Dans un ouvrage bien connu là aussi, bien que de taille plus modeste, intitulé : « La politique des revenus », et n'y aurait-il aucun rapport entre l'inflation et l'idée qui est venue à certains économistes ou hommes politiques, ou parfois à certains syndicalistes, de débattre de politique de revenu dans les années 60, quoi qu'on pense de la politique des revenus - je ne vais pas donner mon point de vue là, maintenant -, je lis : « Dans la bataille pour le partage des revenus, chaque groupe social a sa stratégie, utilisant au mieux ses moyens d'action et les règles du jeu. »

Plus loin : « Que la stratégie des groupes consiste à tirer le meilleur parti de tout

cela. Leur tactique est d'utiliser au mieux le terrain sur lequel l'action doit se dérouler à un moment donné. Toutes ces manoeuvres finissent par façonner les mentalités collectives des différents groupes sociaux. Nous verrons qu'en cela elles peuvent créer des obstacles à la mise en place d'une politique des revenus. »

Alors, quand je vois cette volée de bois vert à partir de citations fausses, sur des sujets où il me semble que les idées que j'énonçais appartiennent au fond commun des économistes des années 1960, qu'ils se situent à droite ou à gauche, qu'ils soient marxistes, keynésiens ou néo-marginalistes, je me dis qu'il faut faire attention quand même à ce qu'on dit.

Je crois qu'il faudra donc essayer, dans les semaines qui viennent, de montrer que, par rapport à cette offensive, il y a un enjeu véritable, et j'essaierai de le faire, face à Jacques Chirac, dans la motion de censure, à l'Assemblée Nationale, puisque le groupe parlementaire, sur proposition de Pierre Joxe, m'a demandé de faire la première intervention dans ce débat.

La dévaluation : on dit partout que c'est une sanction de notre politique. Et, chers camarades, qui porte jugement ?

Est-ce la masse des salariés ou des petites gens d'Europe occidentale ou du monde développé qui portent jugement sur la politique de relance de la croissance et de lutte contre le chômage de la France ?

Ou bien, est-ce que ce sont des spéculateurs qui, eux, ont leur propre objectif de politique économique ?

Et si la hiérarchie des valeurs, dans la société occidentale, alors qu'on ferait bien de méditer aux leçons de la crise des années 1930, qui ont été pourtant payées, était différente, et si c'était justement les résultats sur l'emploi et sur la croissance qui étaient pris en compte, on constaterait bien que les ajustements monétaires ne se feraient pas nécessairement dans le sens où ils se font.

On dit que la gauche ne sait pas gérer, mais est-ce que le problème auquel nous sommes confrontés est que la gauche ne sait pas gérer ou que la gauche ne sait pas, ou ne veut pas - et surtout ne veut pas - obtenir la confiance des forces capitalistes ?

Faudrait-il nécessairement utiliser leur langage, leurs valeurs, leurs objectifs, leurs méthodes pour obtenir que M. Gattaz, Président du C.N.P.F., se fixe d'autres objectifs que de jouer les petits dérailleurs de trains ? (Applaudissements) Autant nous interdire le droit de mener notre propre politique, dont nous pensons, en outre, que dans la période actuelle, elle est singulièrement plus cohérente et adaptée, si elle était menée notamment à l'échelle internationale, que celle que nous proposent les spécialistes du monétarisme.

Echec de la gauche, camarades, comme si l'Histoire et comme si la planète actuellement n'était pas jonchée des échecs de la droite !

Alors, quelle est notre opinion sur les mesures qui sont prises ?

Je dois vous le dire très franchement, et je m'adresse là directement, en tant que Premier Secrétaire, à mes collègues Premiers Secrétaires des fédérations, j'aurais aimé vous entendre davantage !

Je me suis efforcé, je le disais au Président, je le disais à Paul Quilès, qui prenait les interventions, de faire en sorte qu'à chaque fois, et aussi souvent que possible, on fasse monter les interventions des Premiers Secrétaires fédéraux, qu'on entende un responsable national et un Secrétaire fédéral, mais je veux vous le dire très franchement pour l'avenir, je trouve que les interventions des Secrétaires fédéraux dans ce débat n'ont pas été assez nombreuses.
Je trouve d'ailleurs qu'en règle générale, dans les Conventions, elles ne sont pas assez nombreuses, et je souhaite que cet effort soit fait pour la prochaine Convention du Parti, et nous en tiendrons compte et nous y attendrons les interventions des Secrétaires fédéraux ; il faut, dans des moments importants, que nous entendions les fédérations, ce qui monte des Conventions fédérales et ce qui monte des sections, car si nous ne l'entendons pas, comment alors pourrons-nous exprimer ? Comment alors pourrons-nous nous appuyer sur ce qui est véritablement le ressort et l'analyse du Parti ?
Chers camarades, il faudra y penser pour la prochaine fois. Je vous ai trop peu entendus et je le regrette.
Le gouvernement vient de décider un blocage de l'ensemble des prix et des revenus ; je crois, comme d'autres l'ont dit, que c'était une décision nécessaire, mais cela ne peut pas être une décision ou un dispositif permanent. L'important, c'est maintenant de mettre à profit ces quatre mois pour réfléchir à ce que devra être la sortie de ce dispositif, afin de dépasser sa simple efficacité mécanique, pour obtenir un ralentissement durable de l’inflation.
A ces réflexions qui serontmenées, le Parti Socialiste entend être associé, et d’ailleurs, les dispositions ont commencé à être prises dans ce sens, non pas pour être associé en général à l'action gouvernementale, cela se fait, mais pour être associé à ses mesures et à leur discussion.
Nous le ferons, à notre place, seulement à notre place, dans un rôle qui n'est pas de gouverner à la place du gouvernement, mais qui est quand même d'être entendu.
Quels sont les axes qui guideront dans ce débat le Parti Socialiste ?
Plusieurs ont été esquissés dans le texte de la résolution.
Je crois personnellement que le Parti Socialiste n'a pas, sur la question du contrôle des prix, une position dogmatique ; il ne le condamne pas et pense au contraire que cela peut être un moyen efficace de lutter provisoirement contre l'infilation. Il ne le juge pas non plus indispensable, ni en doctrine, ni en fait, et pense que quand la concurrence joue et quand n'apparaissent pas des profits abusifis, il est sain que les prix relatifs puissent s'ajuster librement.
C'est donc dans un esprit ouvert que Le Parti Socialiste abordera la discussion des moyens.
Il ne saurait par contre renier ses objectifis et ses principes et, du point de vue des objectifis, je voudrais dire et exprimer en direction du gouvernement, ce sentiment et cette inquiétude particulièrement ressentie : la lutte contre l'infilation ne doit pas aboutir à une diminution de la consommation qui risquerait de porter atteinte à notre objectif prioritaire et qui doit être maintenu, de lutte contre le chômage. Attention à ne pas casser le mouvement relatif de

croissance et la politique de lutte contre le chômage.
De ce point de vue, l'importance accordée aux investissements publics est quelque chose d'indispensable. De même quil me paraît souhaitable que l'on fasse un effort particulier en ce qui concerne le secteur du bâtiment, créateur d'emplois peu importateurs.
J'ai du mal à comprendre - je dois le dire - pourquoi un effort particulier n'est pas fait dans ce domaine, et je crois qu'il faut qu'il soit fait. (Applaudissements)
Le Parti Socialiste ne veut pas non plus que soient reniés nos principes, et le premier d'entre, eux c'est que les efforts à faire doivent être équitablement répartis : à ceux qui gagnent et qui possèdent le plus, il doit être demandé le plus ; à ceux qui gagnent et qui possèdent le moins, il doit être demandé le moins. (Applaudissements)
Le gouvernement va demander des efforts aux salariés, d'abord celui de modérer les hausses nominales de salaires, mais cela ne pourra se faire que si les salariés constatent :
- D'abord que l'effort du gouvernement en faveur des bas salaires est maintenu, et à cet égard, nous nous réjouissons de la décision du gouvernement concernant le Smic ;
- Ensuite que les non salariés sont soumis à des efforts proportionnés à ceux des efforts, et à ce sujet il faudra ouvrir un certain nombre de dossiers rapidement, celui des circuits de gros, celui des marges commerciales, celui des rémunérations au pourcentage, celui des professions protégées, celui des officiers ministériels. (Vifs applaudissements)
Rendons, de ce point de vue, hommage à la presse, dont l'un des siens, avec beaucoup de sens de l'à propos, en plus, ce qui est une qualité pour un journaliste, s'est fait écrivain économiste et écrivain sociologue, pour sortir un livre qui porte sur ces problèmes des rentes de situation, des privilèges enfouis dans la vieille société française, qui accumule, des siècles d'Histoire, qui a sédimenté les résultats, les psychologies, les valuers collectives, malgré les révolutions, bien qu'elle était un laboratoire de révolution, elle a en même temps sédimenté les habitudes, les comportements, les restes des ruines de tout une série de systèmes politiques et sociaux différents, et c'est cela, sans doute, qui explique que le corporatisme dans notre pays soit si puissant et imprègne parfois la mentalité de ceux qui pourtant, historiquement, ont mis à bas le. Corporatisme.
Alors je crois que, dans ce domaine, il faudra agir, non pas, je le dis, pour accuser, mais pour discuter et voir quelle contribution il est normal que chacun apporte à l'effort collectif.
Constatons que, ces deux conditions étant réunies, il me semble que les salariés et les organisations qui les représentent sauront prendre leurs responsabilités.
Elles le feront d'autant plus que nous montrerons, et Pierre Mauroy a été clair à cet égard, que ce qui a été engagé sur le plan législatif est maintenu.
Chers camarades, quand il s'agit de faire des efforts pour maintenir l'économie, tout d'un coup, dans tout une série de milieux, surtout lorsqu'on évoque d'aller voir chez telle ou telle catégorie sociale ce que l'on pourrait glaner pour l'effort

collectif, on découvre la puissance du salariat en France, le nombre considérable de ceux qui vivent de leur salaire, plus de 80% de la population active, et on nous rappelle que vraiment, quand il s'agit de sacrifices, ils ont un rôle décisif la population active.

Eh bien, chers camarades, si cela est vrai, et cela est vrai, c'est l'évolution des techniques de production, c'est l'évolution sociale qui l'ont produit ; s'ils jouent ce rôle décisif, il ne faut pas que l'on oublie ce rôle décisif dans l'intervalle, et il faut qu'il faut qu'il leur soit alors reconnu dans l'entreprise les droits qui appartiennent à une catégorie décisive. (Applaudissements)

Les syndicats, au nom desquels je ne veux pas parler, bien sûr, savent je crois que le gouvernement actuel, ils le constatent dans les négociations quotidiennes, est celui que le peuple de gauche et la masse des salariés ont voulu ; ils savent que ce gouvernement ne les trompe pas, qu'il ne leur demandera que les circonstances rendent absolument nécessaires ; ils savent que la gauche sera jugée, non seulement sur sa capacité à changer, mais aussi sur sa capacité à gérer, et je pense que pour ces raisons, ils voudront prendre leur part de l'effort collectif.

Si quelqu'un ou quelques uns ne prennent pas leur part de l'effort collectif, alors c'est bien la droite française.

Qu'elle nous critique, c'est son droit, c'est le minimum, c'est même, de mon point de vue, tout à fait souhaitable en démocratie, encore que l'on pourrait parfois souhaiter un peu plus d'honnêteté intellectuelle dans le maniement des critiques, mais peut-être qu'à l'impossible, nul n'est tenu !

Ce qui est grave, c'est que rien dans sa critique n'est constructif et que tout est destructif.

Alors qu'on attendait ses propositions, ses mesures alternatives, on constate que la seule préoccupation de M. Chirac, plutôt que de nous dire ce qu'il ferait lui, ce qu'il préconise, c'est de ne pas tomber, surtout de ne pas tomber... et on le voit se tenir au bord du trou, dans le piège d'un programme.

Les Français devront donc attendre que l'entreprenant M. Chirac ose se risquer à faire quelques propositions avant d'en savoir plus.

J'ai insisté à plusieurs reprises, et encore récemment, sur le double caractère du personnage politique que doit incarner M. Chirac, l'homme sage, l'homme raisonnable, l'homme respectueux de la légalité républicaine, à qui serait, paraît-il, promis le plus grand avenur, et le chef de groupe, le chef de bande, qui aiguise en sous-main ceux qui jouent sur la déstabilisation.

Sa dernière déclaration disant à la fois : « Je repsecte la légalité républicaine, mais nous allons avoir une crise de l'ordre républicain… Mais nous entrons dans une période qui est avant 1988... » était à cet égard illustratice de ce Janus bi-front.

Mais en l'occurrence, ce qui me frappe dans cette actualisation du dualisme chez M. Chirac, c'est qu'il prend un mégaphone, quand il s'agit de nous critiquer, et se colle un sparadrap sur la bouche quand on voudrait l'entendre.

Il est vrai qu'on comprend pourquoi il met le sparadrap quand, dans la même déclaration à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, il découvre que la taxe

professionnelle et la taxe sur les plus-values, qu'il a toutes deux instaurées, devraient être instantanément supprimées.

Plus grave encore est, en pleine crise internationale, l'attitude adoptée ces dernières semaines par beaucoup d'hommes politiques de la droite, à l'exception peut-être - je veux être honnête -, si j'ai bien lu, de M. Barre, à qui une certaine expérience suisse a servi de leçon, et qui s'exprime me semble-t-il avec plus de circonspection et avec plus de sens de responsabilité que d'autres, y compris que d'autres qui ont eu, au-dessus de lui, de grandes responsabilités.

Eh bien, les hommes de la droite s'expriment depuis plusieurs semaines de façon totalement irresponsable. Nous sommes dans une bataille économique - c'est ce que nous disait Louis Mermaz dans son intervention hier -, mais certains envoient des munitions chez l'ennemi, en contribuant, par des déclarations irresponsables (applaudissements), à la spéculation contre notre monnaie. Nous combattons, nous prenons des mesures, nous venons de faire un ajustement monétaire, nous bandons nos énergies, nous tenons compte des réalités, nous appelons à l'effort, nous appelons à la mobilisation, et certains des hommes politiques qui se prétendent responsables prophétisent déjà une troisième mutation monétaire, donc jouent contre la politique que nous menons.

La vérité, et c'est cela je crois que les Français devraient retenir, c'est en tout cas de cela qu'il faut les convaincre, la vérité est que la gauche se bat pour la victoire dans la bataille économique que mène notre pays à l'échelle international, et que la droite se bat pour l'échec. (Applaudissements)

L'essentiel, et j'en termine, devra donc venir de nous et des forces de la gauche. Et en ce qui concerne les forces de la gauche, je crois qu'il est important qu'elles s'expriment clairement et qu'elles s'expriment clairement partout.

Je comprends, en tant qu'ancien syndicaliste - et je sais que vous êtes nombreux à l'être -, compte tenu de ce que sont les règles de nos statuts, je comprends qu'il y ait problème pour les syndicats. Ils ont une place et des fonctions spécifiques dans la production et dans la société, ils défendent les intérêts de leurs mandants, ils prennent en charge des intérêts catégoriels, et il peut être utile donc qu'à partir de ce qu'ils sont, ils attirent l'attention du gouvernement sur des problèmes ou sur des réalités concrètes qui pourraient parfois, même à un gouvernement de gauche, échapper.

Je pense qu'ils auront le souci de prendre leur part de l'effort national, parce qu'ils savent que seule la réussite économique permettra de garantir la poursuite de notre politique de justice sociale. Mais on peut comprendre qu'ils ne sortent pas de leur rôle et comprendre qu'ils n'applaudissent pas des deux mains lorsque certaines mesures touchent effectivement à un certain nombre d'avantages acquis.

Mais les forces politiques de gauche, elles, doivent s'engager franchement. Je crois honnêtement qu'elles le font, et c'est pourquoi je voudrais m'expliquer sur un petit échange qui a eu lieu.

Certains, ai-je entendu, ont fait reproche à Jean Poperen d'avoir relevé une déclaration d'Henri Krasucki selon laquelle le plan gouvernemental, les mesures proposées, étaient une erreur économique et une faute politique.

Eh bien ! Disons que c'est la notion de vote politique qui nous avait fait tiquer, qui sans doute avait fait tiquer Jean Poperen et, je le dis franchement, qui m'avait fait tiquer aussi, en raison des responsabilités qui sont celles d'Henri Krasucki. Car, s'il s'agit de politique, qui fait la politique ? Qui juge en politique ? Nous ne souhaitons pas qu'il y ait deux politiques, et nous ne souhaitons pas qu'il y ait deux jugements politiques sur la politique de la gauche.
Chers camarades, j'en termine. Comme cela a été affirmé dans ce texte, il ne s'agit pas, avec les mesures qui sont prises et le processus qui est devant nous, d'amorcer un nouveau cours politique ; il s'agit simplement, difficilement bien sûr, en tenant compte des réalités, de l'inflexion des indices économiques, de poursuivre la politique de changement entreprise le 10 mai. C'est à cela, en tant que Parti Socialiste, que nous devons veiller. C'est pour cela que nous devons mobiliser partout.
(Ban d'applaudissements)

Le Président - Mes camarades, vos applaudissements prolongés témoignent à la fois de la qualité de l’intervention ici de Lionel Jospin, de l'amitié que nous lui portons, et aussi de l'unité du Parti. Je le remercie chaleureusement au nom de tous.
Je ne voudrais pas que ces travaux s'achèvent sans adresser le salut chaleureux de la Convention nationale à François Mitterrand, Président de la République. Qu'il sache que par la pensée, nous sommes toutes et tous près de lui.
(Ban d'applaudissements)
Je voudrais enfin, au nom de tous, j'en suis sûr, remercier Jacques Carat, maire de Cachan, et les camarades de cette ville, pour l'accueil qu'ils vous ont réservé, ainsi que les camarades du service d'ordre et les camarades du Secrétariat.
(Applaudissements)
Merci à toutes et à tous. Et maintenant, armés de tout ce que nous avons préparé ici, bon courage et bon travail.
Je déclare clos les travaux de la Convention nationale.

Coll. Fondation Jean-Jaurès